



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

WIDENER LIBRARY



HX G15W I

Fr 1340.37



HARVARD

COLLEGE

LIBRARY



FROM THE LIBRARY OF

COMTE ALFRED BOULAY DE LA MEURTHE



PURCHASED APRIL, 1927

ESSAIS
SUR
L'ÉTAT ACTUEL
DE
LA FRANCE.

1.^{er} Mai 1796.

PAR B. F. A. FONVIELLE.

Je me ferais fait un honneur d'être Romain à certaines époques de la République ; mais très-certainement Romulus eut bâti sa ville sans moi.

(*Essais sur l'Etat de la France*, liv. III, chap. XXII, note du n^o. 109).

A PARIS,

CHEZ { DESENNE,
BRIGITTE-MATTEY, } Palais Égalité,
MARET, Cour des Fontaines.
Tous les Marchands de Nouveautés.

M. D C C. X C V I.

Fr 1340. 37.

A V I S.

J e déclare que je poursuivrai devant les Tribunaux, tout contrefacteur, distributeur, ou débitant d'édition contrefaite, et non revêtue de ma signature.

A Paris le 25 Prairéal, an quatrième Républicain.

A handwritten signature in cursive script, reading "Fonvielle aîné". The signature is written in dark ink and is enclosed within a large, flowing, oval-shaped flourish.

Nota. Le citoyen FONVIELLE recevra avec reconnaissance les observations des personnes qui, à raison de cet ouvrage, voudront prendre la peine de lui en adresser. On pourra lui écrire, dans ce cas, chez la citoyenne BRIGITTE - MATTEY, au Cabinet Littéraire, Palais Égalité.

HARVARD COLLEGE LIBRARY
FROM THE LIBRARY OF
COMTE ALFRED BOULAY DE LA MEURTHE
APRIL 1927

P R É F A C E.

Jene puis medissimuler que mon ouvrage ne trouvera grâce qu'aux yeux de cette classe de Français qui se sont tenus éloignés du tourbillon révolutionnaire, et qui, observant en silence les déplorables effets des passions humaines, sont demeurés immobiles au milieu de nos tempêtes politiques, et se sont maintenus indépendans des opinions et des événemens qui nous ont tour à tour agités. Ceux-là, sans intérêt aux tableaux que j'ai faits de ce qu'ils ont vu de leurs propres yeux, peuvent seuls apprécier l'esprit de ces Essais qui demandaient peut-être un nom plus connu que le mien, une plume plus exercée, et surtout une position moins équivoque que la nôtre.

Mais les acteurs principaux, les artisans médiats ou immédiats de nos troubles, les prédicateurs des erreurs que j'ai attaquées, des paradoxes que j'ai combattus; cette multitude de Mahomets ou de Séides; cette armée

philosophique; cette tourbe de dupes qui, soit par conviction soit par crédulité, soit par raison, soit par erreur, soit par vertu, soit par faiblesse, ont pris à nos égaremens une part active quelconque; ceux-là, vont crier au blasphème, et m'accuseront, d'une voix unanime, d'avoir assigné à la révolution des causes chimériques; d'avoir donné à leur conduite un mobile absolument faux; d'avoir dénaturé leurs intentions; d'avoir enfin jugé, en misantrope trop sévère, les hommes de mon temps.

Je ne cacherai point que cette considération m'a souvent arrêté dans ma marche; je lui ai même sacrifié des articles, des chapitres entiers qui existaient dans mon manuscrit, quoiqu'ils me parussent conformes à la vérité : cependant je me suis élevé, autant que je l'ai pu, au-dessus de ces ménagemens, et j'ai pensé que, parmi ceux-mêmes qui auraient à se plaindre de la rigidité de mes jugemens, les plus sensés reconnaîtraient qu'il ne m'a pas été possible d'entrer dans de trop longs détails, pour leur rendre la justice qui

leurest due , et que j'ai dû ne m'attacher qu'aux motifs secrets de tel ou tel parti, sans distinguer les intentions particulières de ceux qui ont paru s'y rallier.

J'ai parlé sobrement des hommes , je me suis appesanti sur les faits ; j'ai rappelé nos erreurs principales , j'ai développé les vérités opposées , avec autant de clarté qu'il m'a été possible ; j'ai déploré nos excès , j'ai prêché la modération ; j'ai analysé les principes organiques du corps politique , j'en ai déduit que nous devons nous rallier de bonne-foi au gouvernement actuel.

Je n'ai point traité avec un mépris extravagant , avec une haine ridicule les gouvernemens qui ne ressemblent point au nôtre ; mais j'ai prouvé que si les clameurs élevées contre notre antique constitution étaient exagérées, nous n'en sommes pas moins arrivés à la nécessité d'oublier ce que nous fûmes , et de nous fixer enfin irrévocablement à ce que nous a faits la constitution de 95. J'ai donné quelques conseils qui m'ont paru utiles pour consolider ce nouvel édifice ; j'ai attaqué les préjugés modernes qui ont pris la place des an-

ciens préjugés ; j'ai laissé entrevoir qu'il est encore des ressources pour nos finances ; j'ai montré un nouveau but auquel , si nous sommes dignes de nos triomphes , doivent tendre désormais toutes nos volontés ; j'ai conseillé une réconciliation entière pour ne plus donner à nos haines funestes qu'une direction honorable à la France et utile à tout l'univers. Mes intentions ont été bonnes. Ai-je rempli , d'une manière digne de mon sujet , la tâche que je me suis imposée ? C'est ce que le lecteur va décider lui-même.

Toutefois , s'il est dans mon ouvrage des erreurs de fait , des erreurs politiques , des erreurs en morale , elles ne sont point volontaires : j'ai recherché la vérité ; elle seule fut la passion de ma vie entière : que l'on me montre ces erreurs ; bien loin de les défendre , je mettrai mon amour propre à les désavouer.

Quant aux hommes qui se croiront blessés par les jugemens que j'ai portés , d'une manière générale , contre telles ou telles opinions , contre tels ou tels actes

de législation, de gouvernement ou de politique, je déclare que je n'ai point entendu que ces jugemens pussent être appliqués sans distinction et sans exception. J'ai connu des membres de nos quatre assemblées, j'en ai connu de tous les partis, de toutes les sectes, et je suis convaincu qu'il en est beaucoup qui ne se sont déterminés que par des motifs respectables : il en est beaucoup qui crurent de bonne-foi servir leur pays et l'humanité, en accueillant les propositions mêmes dont les motifs cachés furent les plus perfides.

Ces remarques suffiront pour démontrer que je n'ai pu ni voulu faire de mes observations une application rigoureuse, et elles répondront, sans que je doive y revenir, aux reproches qui pourraient m'être adressés d'avoir trop généralisé les jugemens que j'ai portés sur les hommes et sur les faits. On doit considérer que j'ai esquissé mes tableaux en grand, et que je n'ai pas eu la prétention de donner le fini à ce que je n'appelle et qui n'est en effet qu'un ESSAI.

Il est une accusation bien plus grave

à laquelle je vais être en butte. On ne manquera pas de m'accuser de royalisme ; et parce que je ne me montre républicain qu'au moment où j'entrevois qu'en effet nous avons une république ; parce que je parcours , en critique féroce , les époques les plus faillantes de la révolution ; parce que je combats certaines erreurs trop accréditées ; parce que je propose des doutes sur quelques-uns de nos principes fondamentaux ; on se croira le droit de suspecter la sincérité de mes exhortations en faveur du gouvernement actuel. A cela je ne réponds point ; ma conduite , sous ce gouvernement , confondra mes accusateurs , et je desirerai que toutes les hypocrisies dont il sera l'objet , ressemblent à celle qu'on voudra bien me supposer.

J'avoue , avec franchise , que je n'aurais pas eu le courage d'acheter notre position actuelle , si cela eut été en mon pouvoir , au prix des maux affreux que nous avons supportés pour y arriver. Romulus rassembla des brigands pour bâtir sa ville de Rome ; je ne crois pas

qu'un honnête homme eut voulu être de la compagnie de ces fondateurs d'une république devenue depuis si puissante ; mais , lorsque ces brigands furent des citoyens , lorsqu'ils furent soumis à des lois , j'eusse été volontiers leur compatriote.

Si le gouvernement actuel me protège , s'il ne m'a pas tendu un piège en me parlant de liberté , s'il est fidèle à ses promesses , s'il ne fausse point ses principes , si mon opinion est vraiment libre , ma propriété vraiment respectée , ma personne vraiment garantie , pourquoi ne lui serais-je pas soumis ? Qu'ai-je de plus à désirer sous toute espèce de gouvernement ? Je dirai donc , sans hésiter , que le moi actuel est le seul dont on ait le droit de s'occuper. Et si mon être moral ne fut point , durant nos troubles , ce qu'il est aujourd'hui , par l'espoir d'un calme prochain ; peut-être , par cela seul , ma résignation en devient-elle plus méritoire : peut-être mes exhortations seront-elles d'autant plus recommandables aux yeux de ceux qui , comme moi , repoussèrent des

erreurs ou des vérités qu'on leur prêcha fix ans le poignard et la torche à la main. C'est leur tour, c'est le mien d'être comptés pour quelque chose. Les révolutions naissent de l'imprévoyance et de la faiblesse, c'est l'imprudence et la présomption qui les commencent, c'est la scélératesse qui les envenime, le crime qui les déshonore, l'aveugle obstination qui les prolonge, la lassitude qui les termine, la sagesse qui en corrige les effets, et, quel qu'en soit le résultat, ce sont enfin les honnêtes gens qui en profitent. Je reviendrai sur cette idée, dans le dernier chapitre de mon ouvrage ; quant à présent j'observe que le gouvernement se rendra responsable aux yeux de l'avenir des effets de son imprudence, s'il refuse de reconnaître la disposition générale des français en faveur d'une constitution que tous les partis, fatigués d'anarchie, s'accordent enfin à invoquer de bonne-foi, laissant au temps et à l'expérience le soin de la perfectionner.

Les animaux que la nature a condamnés à changer de peau, souffrent

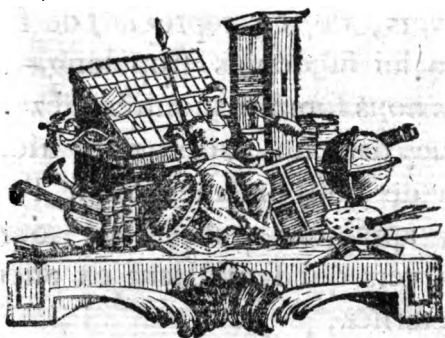
dans le temps de la mue ; j'en conclus , sans difficulté , que la France , qui s'est revêtue d'une nouvelle enveloppe politique , n'a pu le faire sans douleur. Mais quand cette métamorphose est achevée , pourquoi voudrait-on prolonger sa souffrance ? Nous devons tous aider de nos vœux et de nos efforts la stabilité de sa forme actuelle. La nation doit saisir cette occasion unique et solennelle pour se laver , aux yeux de l'univers , de ce reproche de frivolité qu'on lui fit depuis trop long - temps. Nous nous sommes montrés assez grands , jusques dans nos excès , pour triompher enfin de nous-mêmes ; et si l'on put nous appliquer , jusqu'à ce jour , ces deux vers qui semblaient en effet nous caractériser ,

Vilia sunt nobis quæcumque , prioribus annis ,

Vidimus ; et sordet quidquid miravimus olim ,

faisons désormais nous roidir contre toute impulsion vers le changement. Après tout ce que nous avons fait ou souffert , il sera beau que l'on ne puisse pas dire de la France , *quæ fuerant vitia*

mores sunt, (*Sen. Epist. 39.*) et pour cela, plus d'inconstance, plus de confiance aux charlatans, plus de couronnes civiques aux voleurs et aux assassins..... Que les gens de bien entourent le gouvernement; que le gouvernement protège les gens de bien, et la révolution est finie.



T A B L E

DES TITRES ET CHAPITRES.

L I V R E I.

CHAP. I.	I N T R O D U C T I O N .	pag. 1
—	II. <i>Plan de cet ouvrage.</i>	4
—	III. <i>Causes premières de la Révolution.</i>	5
—	IV. <i>Causes secondes de la Révolution.</i>	13
—	V. <i>Causes accessoires de la Révolution.</i>	24
—	VI. <i>Moyens et premiers développemens de la Révolution.</i>	34
—	VII. <i>Disposition des esprits à l'ap- proche des Etats-Généraux.</i>	42
—	VIII. <i>De la dégénération des principes constitutifs de la France.</i>	46
—	IX. <i>De quelques membres de l'assemblée constituante.</i>	55
—	X. <i>Des Parlemens pendant l'assemblée constituante.</i>	65
—	XI. <i>De quelques erreurs radicales profes- sées par l'assemblée constituante.</i>	66
—	XII. <i>Des Clubs.</i>	78
—	XIII. <i>Du ressort unique de la Révolution.</i>	84
—	XIV. <i>Dégénération de l'Esprit Militaire.</i>	88
—	XV. <i>Des Municipalités.</i>	92

CHAP. XVI.	<i>De la division de la France en Départemens et Districts.</i>	96
— XVII.	<i>De la souveraineté.</i>	98
— XVIII.	<i>De la Liberté.</i>	108
— XIX.	<i>De l'Égalité.</i>	121
— XX.	<i>Des Elections populaires.</i>	131

L I V R E I I.

CHAP. I.	<i>De la Constitution de 1791.</i>	138.
— II.	<i>De l'Assemblée Constituante.</i>	142.
— III.	<i>De l'Assemblée législative.</i>	144.
— IV.	<i>De la Maxime, le salut du Peuple est la suprême Loi.</i>	146.
— V.	<i>De la Convention.</i>	150.
— VI.	<i>De la Coalition de 1793.</i>	156.
— VII.	<i>De Brissot et autres de son es- pèce.</i>	157.
— VIII.	<i>Des Girondins.</i>	160.
— IX.	<i>Du 10 Août.</i>	161.
— X.	<i>Du 21 Janvier.</i>	163.
— XI.	<i>Continuation du même sujet.</i>	169.
— XII.	<i>Du 31 Mai.</i>	172.
— XIII.	<i>Du Fédéralisme.</i>	177.
— XIV.	<i>Continuation de la Coalition de 1793.</i>	181.
— XV.	<i>De la Constitution de 1793.</i>	188.
— XVI.	<i>Du Règne de la terreur.</i>	192.
— XVII.	<i>Continuation du même sujet.</i>	195.
— XVIII.	<i>Du Maximum.</i>	200.
— XIX.	<i>Du 9 Thermidor.</i>	219.
— XX.	<i>Continuation du même sujet.</i>	227.
— XXI.	<i>De la Révolte de prairial.</i>	233.
— XXII.	<i>Du 13 vendémiaire.</i>	234.
— XXIII.	<i>De la Constitution de 1795.</i>	236.

XXIV.	<i>Examen des débats de Vendé-</i>	
	<i>maire, an 4.</i>	239.
XXV.	<i>De l'Amnistie.</i>	242.
XXVI.	<i>Continuation du même sujet.</i>	262.
XXVII.	<i>Continuation du même sujet.</i>	266.

L I V R E I I I.

CHAP. I.	<i>De la République.</i>	270.
II.	<i>De la Paix.</i>	279.
III.	<i>De la Vendée.</i>	280.
IV.	<i>De la Religion.</i>	283.
V.	<i>Continuation du même sujet.</i>	293.
VI.	<i>Du Calendrier républicain.</i>	303.
VII.	<i>De l'éducation.</i>	313.
VIII.	<i>Du Divorce.</i>	314.
IX.	<i>Des Hôpitaux.</i>	Ibid.
X.	<i>Des Rentiers.</i>	320.
XI.	<i>Des Finances.</i>	322.
XII.	<i>Continuation du chapitre XI. Du</i> <i>Déficit.</i>	338.
XIII.	<i>Idem.</i>	343.
XIV.	<i>Idem. Des Assignats.</i>	351.
XV.	<i>Idem. De l'Impôt.</i>	358.
XVI.	<i>Des Emigrés.</i>	359.
XVII.	<i>De la Guerre.</i>	374.
XVIII.	<i>De l'Angleterre.</i>	376.
XIX.	<i>Des Colonies.</i>	382.
XX.	<i>De l'Espagne.</i>	389.
XXI.	<i>De toutes les nations d'Europe</i> <i>relativement aux colonies.</i>	394.
XXII.	<i>De la liberté de la presse.</i>	396.
XXIII.	<i>Conclusion.</i>	410.

Fin de la Table.

E R R A T A.

Il s'est glissé dans cet ouvrage plusieurs fautes de ponctuation, dont quelques unes sont assez grossières ; je prie le lecteur de les suppléer. En conséquence je réduis mes corrections aux suivantes.

- Page 35, ligne 1, et il poussa.... lisez, il poussa.
 p. 40, n°. 84, l. 9, et cependant, il daignait.....
 Supprimez il.
 p. 43, note 2, l. 6, eprendra sa vigueur.... l. reprendra....
 p. 44, n°. 91, l. 7, et, d'un autre côté, énervé....
 l. enervée.
 p. 56, l. 10, exquisser, l. esquisser.
 p. 70, l. 1, ou ce que je puis être.... l. ce que je pus être.
 p. 81, note, l. 4, voyez quelles liaisons, l. quelle
 liaison.
 p. 133, l. 5, où l'ignorance et la stupidité votait, l.
 votaient.
 p. 136, note 1, l. 8, en sortant de son affaisement, l.
 affaissement.
 p. 137, l. 3, vacillé, l. vacillé.
 p. 139, l. 6, que parce qu'il n'avaient pas.... l. qu'ils.
 p. 156, n° 41, l. 4, les causes qui l'ont amenée, l.
 amené.
 p. 166, n°. 561, l. 56.
 Même n°. plus bas, l. 11, au meurte de son roi, l. meurtre.
 p. 171, l. 6, les erreurs qu'ils ont prêchés, l. prêchées.
 p. 172, l. 3, légitimé le meurte, l. le meurtre.
 p. 175, note 2, l. 2, qui attendait les parries, l. les partis.
 p. 179, l. 5, des catholiquee, l. catholiques.
 p. 238, l. 16, que dans toutes autres parties,... l. toutes les
 autres.
 p. 242, l. 14, répondez à ce dilème, l. dilemme.
 p. 244, note 1, l. 4, attente à la vie.... l. attendent.
 p. 279, note, relisez ma note 1, pag. 175, l. pag. 260.
 p. 283, n° 23, l. 1, quoiqu'en dise.... l. disent.
 p. 307, n°. 47, l. 16, ont gravées dans nos cœurs, l. gravée.
 p. 315, l. 2, imposé le besoin, l. imposée.
 p. 384, note 1, l. 3, sous la dénomination Anglaise. l.
 domination.
 p. 399, l. der. de la note, ne peuvent ils être heureux sans
 livres ? l. sans les livres.

ESSAIS

sans fond, où la poussent de jour en jour et
 l'oubli des premiers principes en finances,
 et l'obstination des empiriques, qui voulant,
 malgré les leçons de l'expérience, trouver des
 mines d'or dans le néant, lui créèrent de fausses
 richesses qui ont fourvoyé son industrie, dé-
 feché ses reproductions, abâtardi son génie et
 accéléré son épuisement. Hommes de bonne-
 foi mettez-vous à ma place, prenez ma plume,
 méditez un moment sur la tâche que je m'im-
 pose, et dites-moi si vous osez dire toute la
 vérité. Je vous vois effrayés; vous hésitez; vous
 n'osez vous lancer..... Eh! bien! Je vais
 l'oser moi-même: mais souvenez-vous que si,
 par fois, je choqué vos principes, si, par fois,
 je me persuade que vous pourrez m'entendre à
 demi mot, je dûs envelopper ainsi des vérités
 trop âcrés pour mon siècle, et user de quelques
 ménagemens pour utiliser mes efforts, ces mé-
 nagemens n'auront point d'autre but; je me con-
 sidère pour rien; mon âme jusques à ce jour
 est encore vierge de peur, et ceux qui me con-
 naissent le savent, je n'éprouverai donc d'autres
 craintes dans la carrière qui s'ouvre devant moi,
 que celles d'avoir trop préssumé de mes forces,
 ou de ne pouvoir assez assouplir mes idées pour les
 accommoder à l'esprit de mon temps. Ce n'est
 pas pour les Français futurs que j'écris, c'est
 pour les Français actuels, et je sens qu'il m'est
 difficile de ne point les effaroucher.

CHAPITRE II.

PLAN DE CET OUVRAGE.

3. **P**OUR connaître l'état actuel de la France, il faut remonter au principe des événemens qui ont préparé ses étonnantes métamorphoses.

4. Il faut analyser les erreurs politiques devant lesquelles disparurent des idées régénératrices qui, comme ces météores qu'un ciel nébuleux fait luire sur notre horizon et qui n'annoncent que des tempêtes, brillèrent un moment à l'aurore de la révolution, et séduisirent un peuple amant des nouveautés, mais trop peu préparé à ses nouvelles destinées.

5. Il faut à ces erreurs funestes qui ont encore des prôneurs, et que l'on ose à peine attaquer comme telles, il faut, dis-je, opposer des notions claires, précises et incontestables d'harmonie sociale, d'organisation politique, de liberté, d'ordre public, et signaler ainsi la route dont on s'est écarté.

6. Il faut suivre dans leur rapide tourbillon, les événemens principaux qui ont marqué le passage effrayant de l'ordre au cahos, et le retour du cahos à l'ordre.

7. Il faut juger les hommes dont le peuple fut idolâtre, par les effets de l'influence qu'ils ont exercée sur le gouvernement.

8. Il faut juger de même les hommes que le peuple excébra, ou plutôt qu'il eut l'air d'excécrer, et le prémunir ainsi contre cette haine qui le fatigue et l'avilit, contre cette idolâtrie qui l'aveugle et l'égare.

9. Il faut enfin, pour le dire en un mot, considérer ce que nous étions, ce que nous voulûmes être, ce que nous fûmes, ce que nous sommes, ce que nous désirons et ce que nous pourrions devenir.

CHAPITRE III.

CAUSES PREMIÈRES DE LA RÉVOLUTION.

10. **T**OUT s'use sous la main du temps; une monarchie de 14 siècles devait périr. Elle devait périr sous Louis XVI, le plus faible des souverains. Si Louis XVI eut été un tyran il régnerait encore.

11. Ne cherchons pas autour de ce monarque qu'il faut plaindre comme homme privé, mais qui, comme le dernier de nos rois, mérite d'autres sentimens, ne cherchons pas les causes de notre fièvre révolutionnaire.

12. Souvenons-nous de Louis XV après sa maladie à Metz, de la faiblesse qui accompagna la fuite de son règne, de la scandaleuse corruption de sa cour ouverte à tous les intri-

gans, de l'administration de ses finances sous le violent abbé Terrai, du système de profusion qui étouffa le bienfait d'une longue paix, qu'on eut pu employer à d'utiles réformes.

13. Remontons encore plus loin; souvenons-nous de la régence, de ce duc d'Orléans, ambitieux sans énergie, sous lequel la France se vit inondée de stériles billers de banque assignés sur le Mississipi, de la commotion qui marqua cette époque, du vil trafic des finances publiques qui la suivit comme remède, et la renouvela comme poison.

14. Souvenons-nous de l'épuisement où Louis XIV laissa le royaume; de ses somptuosités qui créèrent à ses successeurs un besoin que n'avaient point connu ses ayeux; de sa lutte, glorieuse peut-être, mais funeste par sa violence même, contre l'Europe liguée pour humilier son orgueil; de la révocation de l'édit de Nantes, qui transplanta notre industrie pour en enrichir nos rivaux; de ce que nous coûta cette guerre, de la succession d'Espagne, qui acheva d'énerver la Nation et sans laquelle les Bourbons n'auraient plus aujourd'hui ni patrimoine, ni puissance.

15. Rétrogradons encore, et voyons ce Louis XIII, trop peu apprécié, qui, à la tête de ses troupes, étouffa les révoltes sans cesse repaissantes autour de lui; parcourut en vainqueur le midi soulevé, depuis l'embouchure du Rhône,

jusques aux bords de la Charente, et extirpa les germes d'une république déjà constituée dans la Rochelle et soutenue de toute la puissance Anglaise.

16. Accordons un regret au règne de ce bon Henri, dont on a pu fouler aux pieds la statue que lui éleva sa bonne ville de Paris, mais dont on ne parviendra jamais à faire oublier la mémoire; et, franchissant les yeux humides l'heureuse époque que rappelle ce souvenir attendrissant, voyons par quels travaux ce prince, avec les plus faibles moyens, fournit la ligue soutenue par Rome et l'Espagne, et reconquit enfin l'héritage de ses pères, que tant de troubles avaient réduit au plus cruel état de faiblesse et de dénuement.

17. Considérons ces flots de sang Français, ces monceaux d'or qui s'enfouirent dans les entrailles de la terre, sous la turbulente Médicis, âme des faibles Charles IX et Henri III.

18. Enfin arrêtons-nous à ce loyal François I, à cet homme, qui toujours au-dessus de sa mauvaise fortune, brille parmi les rois de France comme guerrier, comme littérateur, comme philosophe, comme législateur, et fut le digne émule des anciens preux de la chevalerie, qui sembla s'éteindre avec lui.

19. Sous son règne se fit une révolution paisible qui devait en amener tant d'autres, celle qui, dissipant l'ignorance sous laquelle l'Europe

etroupissait ; ouvrit aux arts la brillante carrière qu'ils ont parcourue jusqu'à nous , et que ce dix-huitième siècle si étonnant , si fécond en phénomènes de tous les genres , va peut-être fermer pour long-temps.

20. Accuser la propagation des lumières de la commotion douloureuse qu'éprouve la nation , n'aguère la plus éclairée de l'Europe , serait peut-être regardé comme une hérésie condamnable ; et en effet , vainement invoquerais-je le philosophe de Genève , démontrant que les sciences sont le fléau des sociétés , et recevant une couronne académique pour prix de sa démonstration ; vainement répéterais-je ce mot peu connu de Rainal » les Frères-Ignorantins ont perdu la France ; » mot profond , plein de nerf et qui , fut-il un paradoxe , n'a pas besoin de commentaire ; je serais accablé des autorités de nos docteurs modernes qui prouveraient à leur manière , qu'il est indispensable que la main d'un lettré remue la charrue et la bêche , et que l'on n'avait pas les premières notions du bonheur social dans ce siècle de stupidité , où l'instruction était si rare , que le malfaiteur était absous comme un homme précieux , si , au moment de son supplice , des experts attestaient qu'il lisait comme un clerc.

21. Il y a cependant quelque liaison entre le goût des lettres , inspiré par François I , et la dépravation littéraire qui a amené nos désordres , qui

les nourrit, qui les perpétue, et qui finira par ramener la barbarie du onzième siècle, si quelque heureuse diversion n'arrête les progrès du mal. Mais c'est ici de la méthaphysique, je veux ne raisonner que des erreurs du gouvernement, et ma matière est assez étendue.

22. François I épuisé par ses courses militaires, par ses revers, par sa captivité, ne savait plus où trouver des ressources, il avait imposé les terres, les besoins, l'industrie; il savisa d'imposer l'orgueil & vendit à perpétuité quelques offices de judicature. Cette monstrueuse innovation déposa un germe de mort dans le gouvernement. Ce fut un levain qui, tôt ou tard, devait fermenter dans son sein et amener une crise violente. Il en est des erreurs politiques comme du virus de certaines maladies, tôt ou tard une éruption les suit, tôt ou tard cette éruption les chasse, ou tôt ou tard le corps sur lequel elle agit succombe à cet effort inévitable (1).

23. L'exemple de François I fut suivi par tous

(1) Ne soyons plus surpris des mouvemens fébriles de la France, tant d'erreurs circulent dans ses veines, que la nature est continuellement en effort pour les rejeter. Voulez-vous la calmer? Mettez en crédit les vérités qu'on a défigurées, et employez-les comme curatif. Il sera efficace et radical. Mais où sont les hommes capables de les dire ces vérités? où sont ceux en état de les entendre.

ses successeurs; le peuple ne murmura point de cet impôt déguisé, parce qu'il ne vit pas la main du percepteur s'attacher à lui pour en grossir le fisc; mais cette taxe retomba indirectement sur lui par la vénalité de la justice, & cette vénalité à son tour facilita de plus en plus l'alienation du plus beau droit et du premier devoir des rois. Il n'y a point eu de règne, où, depuis cette époque, on n'ait pas créé de charges héréditaires. Augmentation d'officiers dans les tribunaux; érection de tribunaux de nouvelle espèce, création de fonctionnaires sans fonctions, charges de notaires, charges municipales, (1) tout fut employé, tout fut pressuré par l'avidité de la finance; et l'on n'aperçoit pas le terme où se serait enfin arrêtée cette fureur de mettre à prix d'argent tous les emplois toutes les places.

24. Je ne crains pas de l'avancer; le plus grand vice du régime français depuis quelques siècles, vice qui, d'un règne à l'autre, fit des progrès effrayans était celui dont je viens d'indiquer l'origine. Il abatardit la monarchie; la fit dégénérer en une aristocratie irrégulière, accoutuma une

(1) On n'a pas oublié qu'on avait porté la déraison jusqu'à ériger en charge la profession des permaquiers, baigneurs, ect. c'était-là une porte ouverte pour aboutir aux plus vils métiers; et déjà quelques maîtrises avaient perdu par des opérations fiscales, une partie de l'utilité de leur institution.

classe de citoyens à se croire indépendans du souverain par l'effet des idées attachées au droit de propriété, donna à certains corps une trop haute idée de leur puissance, établit une rivalité désastreuse entre ces corps et le chef suprême de la nation, et prépara des frottemens dangereux qui devaient enfin user les rouages du gouvernement et arrêter leur mouvement. (1).

25. Cette vénalité des charges, en fournissant un aliment au fisc, l'accoutuma à suppléer l'impôt, toujours pénible pour celui qui reçoit, toujours odieux pour celui qui paye, et les emprunts furent employés. Funeste et meurtrière ressource, qui porte avec elle la dangereuse facilité des prodigalités, l'imprévoyance de l'avenir, l'abus des forces positives de celui qui en use, les entreprises gigantesques et téméraires, et qui, augmentant les besoins en diminuant les ressources, amène nécessairement la catastrophe d'une banqueroute où l'emprunteur et le prêteur sont également ruinés.

(1) Je vénère Montesquieu, et c'est avec regret que je me vois en contradiction avec ce grand homme, que les petits hommes du jour n'ont pas rougi de dédaigner. Mais sur ce fait, je me rassure, en réfléchissant que cet illustre publiciste était président à mortier, homme peut-être par son intérêt, mais à coup sûr retenu par des considérations qui, si l'on se rappelle l'époque à laquelle il osa composer l'esprit des loix, le garantissent du reproche d'avoir manqué de courage.

26. Tout le monde est d'accord sur le blâme que mérite le régime monarchique à l'égard de l'emprunt, je puis donc me dispenser de parcourir le tableau des dettes publiques existantes dans nos derniers temps sur l'état, sur les provinces, sur les villes, sur le clergé, sur toutes les corporations; il n'est que trop visible que cet état de choses ne pouvoit durer; que le banquier Necker n'avait voulu fasciner les yeux d'une nation, à laquelle il sera toujours dangereux de tout dire et à plus forte raison de mentir, que pour détourner les justes reproches prêts à l'assaillir au moment d'une banqueroute qu'il n'était plus possible d'éviter.

27. Le fâcheux effet des emprunts n'eut point eu des suites bien sérieuses si cette banqueroute s'était faite de vive force et sans préparation : mais on choisit de mauvais moyens; on crut pouvoir la reculer, on chercha des palliatifs et le moment où l'on voulut enfin y recourir ne permit plus d'employer ce remède unique. Nous en verrons ailleurs la raison.

28. Voilà les deux causes premières de la révolution; toutes les autres en découlent, en sont les conséquences : mais comme elles ont des caractères qu'il est utile de bien saisir, comme leur action a été singulièrement compliquée, nous nous en occuperons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE IV.

CAUSES SECONDES DE LA RÉVOLUTION.

29. **L**A vénalité des charges avait rejeté sur le peuple le salaire des fonctionnaires qui en étaient pourvus; des droits, des rétributions, des épices étaient perçus par ces fonctionnaires, et cependant le prince payait à ses acquéreurs l'intérêt annuel du prix de leurs acquisitions, ce qui encore retombait sur le peuple, qui, en définitif, payait l'impôt représentatif de cet intérêt.

30. Les emprunts, dont le capital était presque toujours dissipé avant leur rentrée effective; avaient augmenté les dépenses par les intérêts dont ils avaient grevé l'état; les impôts s'accroissaient sans cesse.

31. Des corps puissans s'étaient habitués à se croire parties essentielles de la monarchie et indépendantes du monarque; le monarque s'était habitué à les craindre et à les ménager. Souvent le gouvernement avait employé leur crédit pour ses emprunts continuels, toujours il leur empruntait à eux-mêmes.

32. Il est de l'intérêt d'un emprunteur de profession de ménager ceux qui peuvent lui prêter, et les prêteurs savent toujours faire la loi à ceux qui leur empruntent.

33. De ce système destructeur qui égara le gouvernement , nacquirent les exemptions de taxes dont jouirent des classes de citoyens, ou des corps privilégiés qui , plus riches, prérèrent constamment , mais ne payèrent point l'impôt; le peuple supporta, et ce qu'ils ne payaient pas et ce qu'ils recevaient pour l'intérêt annuel de leurs prêts.

34. On a rejeté sur le régime féodal les privilèges contraires à l'égalité répartition des taxes; on s'est trompé à plusieurs égards; on n'a saisi que l'écorce de cet abus. Avant que le génie de quelques ministres, habiles partisans du pouvoir absolu, eut attaqué et enfin réduit à zéro, la puissance des possesseurs des fiefs, la noblesse jouissait de plusieurs exemptions fiscales; mais elles étaient compensées par les services personnels et gratuits qu'elle devait au souverain. Nul doute que ces exemptions n'eussent cessé avec les obligations des vassaux envers leur seigneur suzerain, si l'influence de la vénalité des charges et des emprunts n'eut arrêté l'action du gouvernement, intéressé lui-même à amener l'égalité de l'impôt. Le noble, dispensé de servir gratuitement, eut payé, sans oser résister, l'impôt que représentait ce service; mais on eut à ménager les parlemens tous composés de nobles, on eut à ménager le haut clergé tout composé de nobles, on voulut pouvoir emprunter et imposer sans résistance, et des exemptions féodales

subsisterent, lorsqu'à proprement parler, il n'existerait plus de féodalité.

35. Il est évident que celui qui annuellement fait des épargnes sur ses revenus et les augmente par des placemens successifs, augmente graduellement sa richesse; que celui qui au contraire emprunte constamment, se ruine inévitablement.

36. Il en est des corps politiques comme des particuliers; on peut dire d'un particulier, quelque riche qu'il soit d'ailleurs, qu'il est à moitié ruiné dès que ses revenus d'une année n'ont pu lui suffire, et qu'il anticipe par un emprunt sur ses revenus de l'année suivante. Un deuxième emprunt lui sera nécessaire, un troisième suivra celui-ci, jusqu'à ce qu'enfin il n'ait plus ni moyens, ni crédit. Telle est la catastrophe vers laquelle courent inévitablement les gouvernemens emprunteurs.

37. Les emprunts ne sont des moyens praticables que pour le commerce, parce que le bénéfice procuré par les fonds empruntés, pouvant surpasser et surpassant communément l'intérêt payé au prêteur, il y a pour celui-ci et pour celui qui emprunte un avantage réciproque dans le marché qui les rapproche. Or un gouvernement ne doit pas être commerçant et conséquemment ne doit jamais hasarder un emprunt (1).

(1) L'abbé Terrai commerça sur les grains : il as-

38. L'inégale répartition des taxes avait séparé la nation en deux classes, celle des privilégiés, celle des non-privilégiés. Une haine, née de la jalousie, fermentait chez cette dernière, d'autant plus redoutable que les points de contact des deux premiers ordres et du tiers-état, devenaient de jour en jour plus rapprochés et plus fréquens par des causes secondes que nous allons développer.

39. La vénalité des charges avait ouvert à l'industrie heureuse l'abord de la noblesse attachée à certaines places. Les riches du tiers-état semblaient ne travailler que pour acquérir un parchemin à leurs enfans. Les nouveaux nobles pullulèrent.

40. Mais ces distinctions acquises à prix d'argent, ne les rapprochaient pas de l'ancienne noblesse qui les couvrait de ses mépris, et ces nouveaux nobles devaient dans une lutte entre des divers ordres se rallier plutôt au tiers, qu'à

sama souvent la France : si sous son ministère la révolution avait éclaté elle eut été bien plus excusable dans ses égaremens que sous Louis XVI. Mais elle ne pouvait éclore à cette époque. Turgot n'avait pas donné à la secte la consistance qu'elle acquit quelques années après ; la guerre de l'indépendance Américaine, ne nous avait pas suscité la haine active d'un gouvernement qui ne respecte rien dans ses vengeances ; et Necker ne nous avait pas écrasé par ses emprunts, réveillé par ses jongleries, et égaré par ses menfonges.

ceux

ceux dont ils avaient cru devenir les égaux, et qui les avaient traités avec tant de dédain.

41. Par cette facilité d'acquérir la noblesse ; elle perdit de jour en jour de son antique prépondérance : le luxe de la cour avait gagné toutes les classes, le luxe avait tout rapproché, tous les états se confondaient, se nivellaient, et la considération attachée autrefois à un nom distingué fut accordée au faste, à l'opulence. De proche en proche chacun se crut l'égal de son supérieur immédiat, et cette basse jalousie que fait naître la prétention inverse, devint l'ame universelle d'un peuple dégradé sous des formes toujours plus polies.

42. La considération attachée à l'opulence ofusqua d'abord la noblesse : c'est elle qui provoqua les représailles justes, mais impuissantes, mais sur-tout indignes de lui, que le gouvernement exerça sur les financiers vers le milieu de ce siècle. Bientôt l'accroissement de la masse du numéraire en France ; la rapidité de sa circulation occasionnée par les emprunts ; les bénéfices du commerce qui en devint plus actif, créèrent une aisance générale au milieu de laquelle brillèrent d'immenses fortunes roturières ; la noblesse fut demeurée au dessous du tiers par la richesse et, conséquemment, n'eut plus été comptée pour rien : mais les nobles briguerent des alliances qui les enrichirent, et cette confusion les abâtardit ; ils cessèrent de se tant es-

B

timer, on cessa de les respecter; leur orgueil s'était humilié lui-même. A la première attaque que leur ferait un jour une classe rivale, riche, éclairée, puissante, accoutumée de longue main à connaître sa force, ils devaient succomber sans résistance.

43. J'ai dit que les emprunts avaient activé la circulation du numéraire. Si le numéraire oisif est égal à zéro dans le corps politique, sa circulation le reproduit, le décuple, le centuple. C'est le sang qui court dans les veines, et qui, quoique toujours en même quantité, pressé par le jeu des viscères qui produisent son mouvement se renouvelle à chaque instant et porte la vie et la chaleur dans tous les membres. Quand il s'arrête l'animal est mort. Mais la surabondance du sang cause des maladies violentes; naissante elle donne l'air de la santé; croissante, elle fatigue, elle suffoque; excessive elle tue. La surabondance du numéraire a les mêmes effets.

44. Les emprunts et les impôts faisaient passer annuellement dans les mains du gouvernement au moins le tiers du numéraire existant dans le royaume. Necker a vu la totalité passer dans ses mains en moins d'un an. Cette pompe aspirante, sans cesse en mouvement, refoulait les flots d'or qu'elle attirait sans cesse; les reversait aussi abondamment, et ce rapide re-

versement reportait l'aisance et centuplait les moyens de vie dans les ateliers de l'industrie.

45. La manie des emprunts étant devenue la science unique des modernes gouvernemens, les mêmes effets jaillirent chez tous les peuples des mêmes causes. Delà, depuis 60 ans, cet extrême développement que prit le commerce dans tout l'univers. Delà cette absorption de tous les germes de division entre les nations d'Europe, cette fusion de tous leurs anciens préjugés dans la rivalité commerciale, qui développa en un demi siècle toutes leurs ressources physiques. Les guerres n'avaient plus d'autre objet, les gouvernans d'autre ambition, les gouvernés d'autre passion. Il en résulta des travaux au delà des besoins, des jouissances au delà du bonheur, des besoins au delà des moyens. Tout renchérit parce que les mines de l'Espagne, qui, pour cette richesse imaginaire, négligeait ses trésors naturels, multipliaient le signe des valeurs que multipliait encore davantage l'activité de sa circulation et le crédit né de l'aisance commune et de la facilité des profits.

46. Il était impossible que cet accroissement progressif du signe des richesses n'aboutit pas à une catastrophe; aussi, si l'on y réfléchit mûrement, verra-t-on que la révolution de France n'est peut-être que le prélude de quelque chose de plus sérieux. Si rien ne l'eût contrarié, il fût venu l'instant où, pour le plus petit emploi,

il eût fallu traîner chez le marchand un sac d'écus; et alors l'embarras du signe eût contraint de chercher ailleurs les moyens de le remplacer. Mais, dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, les excès n'arrivent jamais au dernier terme du possible, et déjà nous éprouvons le mouvement rétrograde que la nature des choses ne pouvait manquer d'amener.

47. Les productions de l'industrie s'étaient multipliées au delà de toute proportion : les approvisionnementens du commerce surpassaient toute mesure et composaient cette richesse fastueuse dont se vantait chaque nation. Ils étaient le gage des créances d'une classe de citoyens sur un autre. Mais le haut prix de la main-d'œuvre, le haut prix de tous les salaires, ayant élevé tous les objets de consommation à des prix extravagans (1), au premier éveil de la raison, à la première cessation du vertige universellement répandu, le gage devait devenir insuffi-

(1) Il n'y a qu'à jeter les yeux sur le prix des divers objets de besoin et de luxe aux quinzième et seizième siècles, pour se convaincre que l'on avait dépassé la proportion qui devait se trouver dans nos derniers temps, entre ces mêmes objets et la plus grande abondance de numéraire. Voyez le maître des finances suffisamment payé par 1000 liv. de revenu, et comparez avec ce qu'ont coûté ses successeurs. Voyez, même sous Louis XIV, quelle maison voulait entretenir à Paris, Madame de Maintenon, avec 12 mille liv. de rente, ect. ect.

fant pour acquitter les dettes, la bouffissure disparaissait, et, avec les mêmes valeurs, le monde commerçant était en banqueroute.

48. Dès lors les ateliers perdaient leur aliment. Les consommations auraient long-tems trouvé dans l'encombrement des magasins des moyens suffisans, sans les reproductions journalières; ces reproductions ne pouvant plus exister par la ruine des marchands, le numéraire eût eu une moindre circulation; cette moindre circulation eût équivalu à une diminution dans sa masse; tout aussi riches que par le passé, nous eussions entendu partout les cris de la misère qui manque de travail, et nous eussions enfin éprouvé un inconvénient non moins grave que les précédens; inconvénient né d'une trop grande aisance passagère, et qu'il est tems de remarquer.

49. Je ne fais pas, disait Voltaire, je ne fais pas si la terre manque d'hommes: mais certainement elle manque d'hommes heureux. C'est, je crois, la plus belle réponse à faire à ces zélés de la multiplication des hommes, qui voudraient que dans leurs aggrégations sociales ils fussent entassés les uns sur les autres comme les fourmis dans leurs républiques souterraines. On a beaucoup vanté ces systèmes philanthropiques qui tendent à pousser la population d'une nation au plus haut point de possibilité. Colbert imprima, à cet égard, à la France le mou-

vement le plus fécond en favorisant le commerce qui à son tour favorise l'agriculture. Les prospérités de la France dans notre siècle d'illusions et de vicissitudes qu'on appelle un siècle brillant, sont l'ouvrage de cet homme d'état qui, malheureusement, ne fut pas assez décomposer les éléments du bonheur social. C'est lui qui fût le père de cet esprit d'aggrandissement, calculé sur la richesse d'hommes et d'argent et qui conduisit les peuples à conquérir sur leur territoire, en agrandissant leur propre industrie, pour en rendre leurs rivaux tributaires. Les progrès en furent rapides; et il est infiniment peu d'hommes sages qui n'en aient point été éblouis, et qui en aient prévu l'issue inévitable.

50. Partout où un ménage pourra vivre commodément, dit Montesquieu, soyez sûrs qu'il se fera un mariage. C'est là le premier acte de la population; donc les mariages étant devenus plus fréquens au milieu de tant d'ateliers ouverts à l'industrie, les besoins, les consommations se multiplièrent avec les hommes; les échanges du travail et des productions naturelles ou industrielles devinrent plus actifs et plus considérables; nouvelle source de mouvement, nouveau ressort d'aisance et de population. Cependant, dans le même tems, les moyens de produire s'accroissant dans la même proportion, ils entretenaient la surabondance des choses produites.

51. Ce luxe de population pouvait un jour devenir funeste et l'on avait de quoi y réfléchir durant les guerres que la politique renouvelait tous les 12 à 15 ans, comme pour servir d'écouloir à la superfétation sociale. On voit de quels soucis les gouvernemens étaient saisis, durant ces luttes passagères, par la cessation du travail dans les villes de manufacture, où les ouvriers que la faim n'avait pas fait soldats, menaçaient à chaque instant de se mutiner.

52. Le moment donc où chez un peuple la population aurait excédé les bornes que lui assignait la nature de son sol et de son gouvernement, ce moment devait amener un ébranlement; son territoire surchargé devait se soulever pour alléger son poids; et la commotion pouvait être plus ou moins longue, selon la malignité des causes accessoires qui agiraient simultanément dans cette convulsion terrible.

53. Ce moment n'était peut-être pas encore arrivé pour la France; son aimable dépravation pouvait être poussée plus loin; sa richesse pouvait s'accroître, sa population s'augmenter, les différens ordres se rapprocher encore davantage (sans néanmoins se fondre l'un dans l'autre, ce qui ne pouvait résulter que d'une ébullition subite,) ils pouvaient encore longtemps se haïr et se taire. Son gouvernement pouvait ajouter aux impôts, perpétuer les pri-

vilèges et continuer ses emprunts. Tous les prestiges qui lui créaient un phantôme de fausse gloire, de prospérité d'opinion, étaient entiers et en crédit; mais tous ces fermens révolutionnaires, enfans obscurs et ignorés des siècles précédens, furent mis en action par des causes accidentelles; les fautes de la génération vivante s'unirent aux fautes des générations ensevelies dans la nuit des tems, et le volcan fit son éruption.

CHAPITRE V.

CAUSES ACCESSOIRES DE LA RÉVOLUTION.

54. **Q**UE j'aime à éloigner de mes contemporains le reproche d'avoir semé les germes cruels de notre douloureuse révolution! Non, ce n'est point parmi les hommes de mon siècle que je trouve les premiers auteurs de nos maux. C'est un soulagement, c'est une consolation pour un Français sensible de pouvoir reporter ses regards en arrière, et se dire qu'il doit ne pas haïr ses concitoyens; qu'une inévitable nécessité les a entraînés; que la solidarité des générations qui se succèdent nous a imposé cette dette de tribulations; que, si nous ne l'avions pas payée, nos neveux, héritiers de ce triste fardeau, auraient expié nos

erreurs avec celles de nos ayeux et n'eussent peut-être pas résisté à cette double fatalité (1).

54. Plût au ciel que le tableau que je vais retracer fût aussi consolant ! Ici ce sont les erreurs du moment, les fautes du jour qui agissent. On n'en peut compter les victimes, on n'en peut fixer sans horreur les hideux instrumens.

56. » Il devrait, dit Montaigne, y avoir quelque
 » coërcion des loys contre les escrivains ineptes
 » et inutiles comme il y a contre les vaga-
 » bons et fainéans. *On bannirait des mains de*
 » *notre peuple et moi et cent autres.* » Je devrais
 peut-être me dire à moi-même ce que le modesto bon-homme se dit, en finissant cette réflexion que j'affirmerais être juste dans toute autre circonstance que la nôtre ; je devrais peut-être fermer là mon cahier et remercier le philosophe gascon de m'avoir rendu sage ; mais que risqu'ai-je ? Et que feront quelques pages de plus, au milieu de cette foule immense de

(1) Y résisterons-nous nous-mêmes ? Cette question est difficile à résoudre ; mais enfin je puis le supposer, je dois le désirer, et je m'efforce de l'espérer. Il y a encore pour nous des ressources dans l'oubli de nos divisions, dans la recherche sincère de nos moyens de résurrection, dans la cessation de ces passions fongueuses devant lesquelles la vérité s'enfuit, et qui poignent ceux qui la recherchent.

chefs-d'œuvres modernes ? Si je suis inepte , on me prendra pour ce que je vauz , on rira de mon ineptie ; si je suis inutile on ne s'occupera pas de moi , et mon ouvrage retournera aux papéteries comme purement matériel. Que l'orgueilleux Jean-Jacques se taise , trop sûr qu'on ne l'entendra pas ; je continuerai de parler au contraire , tout aussi sûr que l'on ne voudra pas m'entendre.

§7. Avant de quitter ce Montaigne que j'aime toujours à citer , je continue de transcrire ces lignes qui suivent celles que je viens de lui dérober. » L'escrivainerie me semble être quelque symptôme d'un siècle débordé. Quand escrivimes-nous , tant que depuis que nous sommes en trouble ? Quand les Romains tant que lors de leur ruine ? Outre ce , que l'affinement des esprits , ce n'en est pas l'affaiblissement en une police , cet embesognement oisif , naît de ce que chacun se prend laschement à l'office de sa vacation , et s'en desbauche ».

§8. On écrivait donc ineptement , inutilement et profusément du temps de Montaigne ; et il s'en plaignait comme de la cause ou de l'effet d'un temps de trouble et de débordement ! Qu'eut-il dit de nos jours ? A coup sur notre siècle a surpassé le sien en écrivaineries et bien plus sûrement encore il a renchéri sur les horreurs que son bon esprit déplorait. Eh ! bien ? de tout cela qu'a-t-il resté ? un souvenir confus dans la

mémoire du petit nombre; et, de tant d'écrits enfantés dans ces temps orageux, un seul a marqué, un seul a survécu, c'est celui d'un sage, d'un homme modéré dont on se moquait, comme il le dit lui-même, dans son pays de Gascogne, et qui, depuis, est devenu la proie de tous nos modernes faiseurs de philosophie, qui l'ont dépécé, commenté, r'habillé et qui ne l'ont pas effacé malgré la polissure de leur langage. Lisez Rousseau lui-même: froids enthousiastes qui le citez sans cesse et qui ne sûtes pas le lire, je l'ai lû comme vous: je l'ai admiré comme vous, mais lisez-le comme moi dans sa source et dites-moi si vous l'avez toujours compris, et si ce n'est pas de vous que voulait lui parler cette femme, pleine de sens, quand elle lui disait » tais-toi Jean-Jacques, ils ne t'entendront pas ».

59. Je me suis égaré peut-être: qu'on me pardonne cette digression, si c'en est une, je reviens à mon sujet.

60. Le philosophisme avait séduit tous les esprits, tourné toutes les têtes, brillanté toutes les idées, inondé notre littérature, répandu la manie des réformes, attaqué tous les préjugés où le peuple trouvait son bonheur (1), ébranlé

(1) Je crois me rappeler qu'un auteur moderne nous avait promis un ouvrage sous le titre des *préjugés justifiés*. Je ne fais s'il a tenu parole. Mais il y a là le cadre d'un ouvrage utile.

les vérités utiles, décrié la leçon des siècles et déifié ses audacieux paradoxes. Lorsque Louis XVI monta sur le trône. Un jet de cette plante parasite s'y accrocha et les économistes que Louis XV avait dédaignés, régnèrent avec son successeur. Un ministre, honnête homme d'ailleurs, & dont les erreurs font même l'éloge de sa belle ame, sema sur les pas du nouveau monarque les idées réformatrices qui l'ont conduit à l'échaffaud, et ces semences vivaces ne tardèrent pas à germer.

61. Le roi avide de l'amour du peuple, avide du bonheur des français, ne rechercha que les hommes qu'il crut les plus propres à le seconder. Il consulta constamment pour le choix de ses ministres l'opinion publique; mais elle l'égarait presque toujours, parce que son langage est toujours équivoque, et son enthousiasme aussi peu réfléchi que ses aversions.

62. Un vieux courtisan sortit de la retraite où la vieille cour l'avait relégué; il mit la main au timon des affaires, et, prenant sa routine pour du génie, il conseilla à son jeune maître de rappeler les parlemens.

63. Ces corps étaient oubliés depuis longtemps: l'œuvre de Meaupoue était consommée, la nation entraînée vers d'autres objets ne prenait plus à eux qu'un intérêt de situation. Si le roi eut fait cesser l'exil de ces magistrats, on eut vanté sa bonté, sa justice, et l'on eut perdu de vue de simples particuliers rentrés dans la foule. Mais

Maurepas voulût aller plus loin; les parlemens furent rétablis et leurs antiques prétentions se virent en quelque sorte justifiées par cette réparation que leur fit la toute-puissance. Dès lors ils ne s'occupèrent plus que de se prémunir contre la possibilité d'une dissolution nouvelle. A peine daignèrent-ils remercier le monarque qui leur redonnaient l'existence; ils reçurent le bienfait comme une dette qu'acquittait le souverain (1).

64. Les fêtes de la Bazoche parurent à Louis XVI des cris de joie de la nation; la nation s'éblouit elle-même; chacun, sans trop savoir pourquoi, espéra hautement les plus grandes choses d'un règne commencé par cette action d'éclat; et le roi, envieux de légitimer toutes ces espérances, crût, parce qu'il était bon, aux promesses des réformateurs dont il s'était entouré.

65. L'esprit routinier de Maurepas modéra ce zèle imprudent. Ce ministre incapable, d'aimer et d'opérer le changement, avait fait rappeler les parlemens, par cela même qu'il n'aimait pas les innovations. Mais les esprits étaient préparés à

(1) Qui sert la commune ne sert personne, dit-un proverbe populaire. Je consulte quelquefois les proverbes. Celui-là veut dire que les corps sont ingrats par essence. L'expérience confirme tous les jours cette vérité. Nous l'avons vu plus d'une fois dans les égaremens du peuple, il pend ceux qui le servent, et met sur le pinacle ceux qui le trompent.

la nouveauté, les idées avaient pris leur direction vers la réforme, elles étaient accueillies, secondées par le gouvernement; un vieillard qui, voulant allier le repos et le maniement des affaires, n'opposait que sa force d'inertie à ce torrent qui, voulait l'entraîner, ne pouvait en tarir la source.

66. Réformes dans les finances, dans la législation, dans le régime des diverses provinces, dans toutes les branches de l'administration. Retranchemens sur les somptuosités royales, économies de tous les genres, tel fut l'ensemble des travaux de Louis XVI, qui obtint de ses peuples le surnom mérité de Louis le Bienfaisant. Dans tout autre siècle que le notre son règne eut été heureux et paisible: mais une grande distance le séparait des hommes de son temps. Son ame simple et pure contrastait avec la perversité de son siècle; né doux et modéré, il ne convenait pas à des temps de troubles; incapable de sévérité, il devoit périr victime des factions, si des factions osaient s'agiter sous son règne.

67. Necker parut; la funeste guerre d'Amérique étoit entreprise, par une suite de ce génie commercial qui étoit devenu l'agent universel de l'Europe. Il fallait humilier l'Anglais; détacher de sa domination sa plus puissante colonie; relever et entretenir une marine formidable. L'orgueil national applaudit à cette guerre immorale autant qu'impolitique, on eut pu, on eut

dû imposer cet orgueil, mais Necker voulut allier le développement des forces maritimes de la France, les dépenses que Sartine exigeait avec la fause gloire de ne point aggraver les impôts, et les emprunts furent employés avec un excès de délire qui ne pouvait que nous conduire à un épuisement total.

68. S'il n'eût jamais existé d'emprunts, Louis XVI eût été incapable d'accepter de pareilles ressources. Mais ce vice meurtrier était identifié avec les idées qui régissaient la France lorsqu'il fut appelé à la gouverner; la nation elle-même était habituée à n'en pas redouter de dangereuses conséquences; tous les esprits étaient aveuglés; nous marchâmes donc vers l'abîme par la seule impulsion de la fatalité, par la seule force des choses qui, dans nos excès même, devait trouver le terme des erreurs où nous avaient entraînés les règnes précédens.

69. Pour achever d'envenimer notre situation, il fallût que ce Necker fut un charlantan façonné à toutes les hypocrisies. Il fallût que, pour aiguil-
loner les prêteurs, il eût l'air de vouloir éclairer l'opinion publique, sur la prétendue richesse du fisc national. Son compte rendu, qu'il fallait plutôt appeler compte à rendre, fascina tous les yeux, attira vers lui comme un aimant irrésistible tout l'or de la France dont le reversément subit produisit cet effet trompeur que nous avons déjà remarqué (44) d'activer l'industrie, de vivi-

fier le commerce au milieu d'une guerre qui devait les laisser languir; et cette brillante illusion favorisa de plus en plus ses emprunts et ses loteries.

70. La guerre d'Amérique cessa, l'indépendance des insurgens en fut le résultat: l'Angleterre reçut la paix; mais, en se reposant de ses efforts trompés, elle conçut le desir & l'espoir de se venger du roi de France. Ses yeux perçans virent notre détresse déguisée sous un faux embonpoint; elle sut discerner les germes morbifiques dont le corps politique était infecté; pour nous humilier, il fallait en hâter le développement et livrer à lui-même un peuple inquiet, inconstant, que les premières impressions entraînent; que sa présomption étourdit; que les résistances irritent; que les dangers ne reburent pas, et pour lequel l'agitation est un besoin.

71. Nous étions devenus trop philosophes pour que des divisions pussent s'élever parmi nous pour des préjugés religieux; un peuple d'esprits forts ne pouvait renouveler les scandales de tant de guerres intestines entreprises pour l'honneur d'une bulle. La dynastie régnante n'avait à redouter aucune attaque; ses droits paisiblement assis ne donnaient aucune ouverture à l'ambition d'un usurpateur: on ne pouvait avoir l'occasion de se battre ni pour des hommes, ni pour des choses. Louis XVI régnait en père, ses bonnes intentions n'étaient méconnues de personne et n'étaient entravées que par les fautes des prédécesseurs, dont

dont il supportait tout le poids; on ne pouvait trouver sous son administration un prétexte plausible de soulèvement, un reproche de tyrannie. Mais on avait l'esprit porté à la réforme, il ne fallût que remuer ce champ fécond de trouble et de désordre, pour nous jeter dans un abîme de destruction.

72. On entendit bientôt, par je ne sais quel enchantement, des termes inconnus retentir dans toute la France; on entendit exalter ce même peuple anglais que nous venions de combattre et que nous paraissions honteux d'avoir bati; on prononça le mot de constitution, et nous feignîmes de n'en point avoir une; et nous jetâmes vers la Tamise un œil admirateur et envieux. On parla de liberté sans oser encore proférer que nous étions esclaves; on ne vit pas comment tous les états étaient chez nous rapprochés, confondus de telle sorte, que les nuances qui les séparaient étaient presque insensibles, sur tout aux yeux de ceux qui savaient rapprocher ce que nous fûmes depuis la naissance de la monarchie, de ce que nous étions dans ces derniers temps, et l'on parla d'égalité.

73. Dès-lors tous les levains de la révolution se trouvèrent en fermentation; l'abîme qui devait nous engloutir fut ouvert; l'univers fut attentif à ce que nous allions devenir; l'Europe fut inquiète; l'Angleterre sourit, et la France obéit à sa destinée.

CHAPITRE VI.

MOYENS ET PREMIERS DÉVELOPPEMENTS
DE LA RÉVOLUTION.

74. UNE secte long-temps et inhumainement persécutée, avait survécu aux attaques cruelles de la barbare Médicis, aux fureurs de la ligue, à l'abjuration du bon Henri IV (1), aux triomphes déplorables du malheureux Louis XIII, à l'aveugle révocation de l'édit de Nantes, aux persécutions de Louis XV; préconisée par le philosophisme, elle avait enfin reconquis le droit commun à tous les hommes; une tolérance civile lui faisait goûter le repos. Louis XVI toujours entraîné vers le bon et le juste, vit tous ses sujets du même oeil; sincèrement attaché à la religion de ses pères, il ne crut pas qu'elle commandât la violence et qu'il dût haïr ceux qui ne partageaient

(1) Si l'on réfléchit à la facilité avec laquelle une souveraine Anglaise changea la religion de ses peuples, par la seule influence de son exemple, et détacha le fleuron britannique de la triple couronne du pontife Romain, on aura de quoi s'étonner du peu d'effet que produisit la conversion du roi de France. Il n'avait, comme la reine d'Angleterre, consulté dans ce changement que sa politique, et non pas sa conscience; pourquoi ne fut-il pas aussi heureux?

pas la croyance ; il poussa le scrupule de ses principes tolérans jusqu'à vouloir effacer de ses propres mains les pages sanglantes de l'histoire de nos derniers règnes, et ce fut lui qui, pour réparer autant qu'il était en lui des excès dont il rougissait pour ses prédécesseurs, prépara, amena la restitution de leurs biens aux familles des protestans bannis par la persécution.

75. Ces actes de justice, ces mouvemens spontanés d'une ame ouverte à toutes les impressions bienfaisantes, auraient dû lui valoir l'amour et la reconnaissance des protestans. Mais, dans le cœur d'un grand nombre d'entr'eux, les anciennes rigueurs avaient, de père en fils, transmis d'ineffaçables ressentimens, leurs passions haineuses et vindicatives n'attendaient qu'une occasion, qu'un moteur pour embrâser la France : l'Anglais vit en eux l'étincelle qui devait allumer l'incendie révolutionnaire. Les matières inflammables étaient rassemblées, il n'eut plus qu'à donner le signal.

76. Les émigrations du dix-septième siècle, avaient peuplé l'Angleterre et ses colonies de Français fugitifs, qui avaient constamment entretenu des relations avec ceux de leur religion qui étaient demeurés dans la France. Le génie du gouvernement Anglais influa invisiblement sur ces relations, qui devinrent le premier ferment de nos troubles, un protestant gérant les finances

et étendait son activité destructive, sur toutes les autres branches de l'administration; il devint le centre des espérances d'un parti qui déjà, ne se contentant plus de tolérance, aspirait à dominer à son tour.

77. Un prince riche des dons du trône, aussi près du bas peuple par ses mœurs, que des grands par son rang et ses titres, incapable d'être chef de parti, sans talens, sans vigueur, sans idées, et par cela même plus aisé à séduire, plus facile à persuader, attira sur lui les regards. Il tomba dans la suite dans la disgrâce de Louis XVI, mais le roi eut la faiblesse de ménager l'amour propre de son parent, et de déguiser son exil. Ce ménagement fut une impolitique, on se demandait ce que faisoit à Londres le duc d'Orléans, à son retour on se demanda ce qu'il venait de faire en Angleterre; rien ne perça de la prétendu mission qu'il avait été y remplir. Les observateurs saisirent dans ce voyage, sans but déterminé, sans effets apparens, le fil des événemens subséquens, et la cause secrète de la conduite de cet ambitieux personnage; il leur fut démontré, qu'inspiré par les ennemis naturels de la France, il servait leurs projets affreux, en croyant n'agir que pour lui.

78. L'expérience de tous les tems avait prouvé en France le danger des états-généraux. Ils avaient toujours enfanté des troubles sanglans,

rarement compensés par quelques opérations utiles. Ceux de 1614, n'avaient eu aucun résultat. On avait perdu en France, l'habitude de ce rassemblement des trois ordres de la nation, et, depuis les derniers états, le secret du conseil privé de nos rois paraissait être d'éviter leur convocation. La nation endormie dans une longue prospérité, avait perdu le souvenir de ses droits; il semblait qu'un instinct universel l'avertissait secrètement que la pureté des premiers élémens de la monarchie étant dès longtemps altérée, cette institution convenable à sa virilité ne l'était plus dans sa décrépitude. Cependant on sentit généralement le besoin d'un rapprochement du peuple et du souverain, et ceux qui déjà méditaient le désordre en profitèrent pour amener la nécessité des états-généraux.

79. Necker congédié du ministère intrigua; ses amis s'agitèrent: ils sonnèrent l'alarme et firent éclore ces premières inquiétudes qui, quand on n'a pas l'art de les calmer par d'habiles diversions, sont les avant-coureurs de la chute des empires. Louis XVI s'effraya; les ministres, forcés de se plier au bavardage administratif introduit sous son règne, et fastidieusement poussé au dernier excès par le charlatan Genevois, qui y joignit encore l'art perfide et puissant des fausses confidences, des

menfonges appuyés du calcul (1), les ministres dis-je, ne pouvaient plus dans les préambules des ordonnances royales, envelopper d'un voile suffisant la cause première du mal-aise du gouvernement. Il fallut en faire l'aveu; le mot barbare de déficit échappa de leur bouche, et étourdit toute la nation qui d'abord fut presque tentée de prendre la chose, en riant en faveur de la nouveauté.

80. Mais c'était un prétexte trop spécieux pour que ceux qui déjà rêvaient une révolution le laissassent ainsi échapper. On regretta hautement l'habile et vertueux Necker, on ne reconnût pas dans ce déficit avoué de 56 millions de revenus annuels, la démonstration mathématique

(1) On peut dire des loix qu'elles sont vicieuses quand elles ont besoin d'être longuement motivées par de pompeux préambules. On peut dire de ces préambules qu'ils détruisent le ressort de l'obéissance, en donnant ouverture à des controverfes, à des réfutations dangereuses et que souvent ils atténuent la force de la coercition, en ouvrant la facilité de rapprocher le texte de la loi du motif qui l'a déterminée. Un gouvernement sain ordonne et ne paroît pas douter de se voir obéi. Il ordonne et ne paroît pas craindre qu'on le suspecte de n'avoir pas la volonté d'être juste, et le discernement de juger ce qui est convenable. Il veut être obéi, non parce qu'il a bien ordonné, mais parce qu'il a ordonné. En France vous pouvez mesurer la progression de notre dégradation sociale, à celle de la prolixité de nos loix.

du mensonge hardi de l'homme de génie, qui, quelques années auparavant, présentait un excédant annuel de dix millions; on se garda bien, en faisant ce rapprochement, d'en tirer cette induction naturelle qu'il était impossible que, dans si peu de tems, on eut consommé un capital d'un milliard trois-cens-vingt millions que représentait cette excessive différence; on murmura, on parût disposé à recourir au grand remède, les états-généraux; les opérations de Calonne fortifiées des tardives entreprises de l'archevêque de Sens, échouèrent, et les parlemens triomphèrent de la secousse que leur donna le premier ministre qui voulait les réduire à ne s'occuper plus que de procès.

81. Dans l'ordre naturel des choses un gouvernement incline vers sa chute dès qu'il transige avec la résistance. Le secret de sa force est trahi quand il n'ose combattre de front. Cette force est toute d'opinion; elle n'existe plus si l'opinion cesse un moment de la reconnaître.

82. Pressé de plus en plus par la marche des évènements, par le resserrement de la confiance qui, chaque jour, environnait de nouvelles difficultés l'administration des finances, Louis XVI^{er} voulût encore reculer la nécessité des états-généraux. Il crût satisfaire à l'impatience de la nation et parer avec moins d'efforts aux embarras du moment, en convoquant les notables de son

royaume. Cette tentative ne produisit rien : l'agitation de toute la nation ne fit que s'en accroître de moment en moment.

83. Un instant il entendit les cris de joie du peuple retentir jusqu'à son palais. Mais ces cris même durent flétrir son ame et humilier son amour-propre. Il ne pouvait se déguiser que la contrainte seule l'avait conduit à rappeler Necker auprès de lui, et ces cris de vive le roi étaient bien autrement accentués que les *vixat* portés à son ministre.

84. Necker enivré d'honneur, de fortune et d'encens, au lieu de s'occuper de trouver le remède au mal-aise public, entra en controverse avec ses prédécesseurs. Fier de son traité hypothétique sur l'administration des finances, il semblait ne plus se croire responsable de l'administration positive que ceux qui l'avaient remplacé avaient totalement défigurée : il fit contre eux des livres, et cependant, daignant se souvenir encore qu'il était ministre, il essaya de renouveler ses emprunts. Mais il trouva les bourses fermées et, dès lors, avouant sans hésiter qu'il était impuissant pour continuer de faire mouvoir une machine, dont les ressorts s'étaient brisés parce qu'il l'avait perdue de vue quelques instans, il ne vit de ressource, que dans la convocation des états-généraux.

85. Les clameurs contre le gouvernement n'avaient pas encore pris de caractère : on avait,

parlé de l'inégalité de la répartition des taxes; les nouveaux impôts projetés n'admettaient plus de privilèges; on ne pouvait les inculper à cet égard. Mais aussi cette innovation réveilla l'attention des parlemens, et fût, on n'en faurait douter, la cause secrète de leur refus d'enregistrer, refus qui jeta le monarque dans cette carrière de malheur et de honte que la révolution lui a fait parcourir. Les parlemens jusqu'à cette époque, avaient enregistré tous les édits burfaux qui respectaient les privilèges des deux premiers ordres; tout-à-coup ils ne craignirent pas les justes reproches de la nation; en, n'osant avouer les motifs cachés de leur refus, ils se déclarèrent incompetens pour consentir des taxes, et déferèrent exclusivement, ce droit aux états-généraux.

86. Lorsque l'on considère l'inconséquence d'une telle déclaration, lorsqu'on se représente cet aveuglement de la magistrature toute composée d'hommes dignes en général de la considération dont ils jouissaient, on ne peut s'empêcher de reconnaître à ce trait là l'inévitable fatalité qui nous poussait à un autre manière d'être. Le vertige des nouveautés était devenu général, il n'était plus possible de lui résister; et Louis XVI, qu'on a tant blâmé, est à cet égard, presque absqus de faiblesse.

87. Dès qu'il fût décidé que nous aurions des états-généraux, les ambitieux s'agitèrent, les

moteurs invisibles de nos inquiétudes se rallièrent; le gros de la nation espéra; un petit nombre de gens timides conçût des craintes sur la suite des évènements: mais il resta une question à décider, et déjà des luttes d'opinion présagèrent l'avenir orageux qui nous attendoit. Il était question de fixer le mode d'élection à cette assemblée; on ouvrit les archives nationales; les parlemens invoquèrent les formes de 1614. On réclama pour le tiers-état une représentation égale à celle des deux autres ordres. On écrivit pour et contre, ce à quoi le gouvernement lui-même avait invité la nation. On allait s'aigrir de part et d'autre, Necker trancha la difficulté. L'égalité de représentation fut accordée au tiers et les parlemens qui avaient eu l'air de se montrer les défenseurs du peuple, n'osèrent se dépopulariser en réclamant contre la décision du roi.

CHAPITRE VII.

DISPOSITIONS DES ESPRITS A L'APPROCHE DES ÉTATS - GÉNÉRAUX.

88. **L**ES parlemens avaient forcé la cour à convoquer cette assemblée dans l'intention d'accroître leur puissance. Ils se persuadèrent, pour prix de leur popularité concertée, d'obtenir des

états la sanction nationale de leurs prétentions, d'où aurait résulté qu'ils se feraient enfin érigés en tuteurs continuels du souverain, (1) et qu'ils auraient dans la suite des tems reconquis les privilèges fiscaux des deux premiers ordres, si les embarras du moment les contraignaient à les sacrifier passagèrement.

89. La cour avait deviné cette ambition de la magistrature, et, forcée d'accorder les états-généraux, elle se popularisa à son tour en accordant au tiers l'égalité de représentation, dans l'espoir de se faire un appui du troisième ordre contre les parlemens, et de se rapprocher du pouvoir absolu. (2) Elle voulut humilier les grands dont l'ambition perçait à ses yeux sous ce masque de zèle qu'ils affectaient pour la préroga-

(1) Telle est la tendance à l'aristocratie que François I imprima à la monarchie, par la vénalité des charges. Tout dépendait pour le succès des corps de la magistrature, des chances du hazard, mais leurs efforts, par l'essence des choses, devaient continuellement aboutir à ce terme.

(2) Lorsqu'un vice introduit dans l'état, y dépose un germe de changement constitutif, l'effort opposé se manifeste au même instant, et cette lutte des deux principes peut avoir trois issues différentes. Ou le changement constitutif arrivera malgré la résistance, ou le gouvernement reprendra sa vigueur et se consolidera dans son essence primitive, ou les deux principes, se détruisant l'un l'autre, seront neutralisés dans une nouvelle forme de constitution.

nive royale. Elle voulut enfin attaquer la puissance du clergé pour s'enrichir de ses dépouilles.

90. Les grands, ayant l'air de servir la cour contre les parlemens, invoquèrent les droits de la pairie, se flattant, en se rendant nécessaires, de regagner cette prépondérance que Richelieu leur avait enlevée.

91. L'ordre de la noblesse n'eut aucun but déterminé. Abâtardie comme nous l'avons dit (39. 40. 41. 42.) elle s'abandonna au hasard des évènements, n'ayant ni le courage de défendre ses privilèges ni la générosité de les sacrifier. (1) Mais, redoutant l'ambition des grands, et, d'un autre côté, énervé par le peu d'accord de ses membres, séduite d'ailleurs comme le reste de la nation par l'attrait de la nouveauté qui agissait sur toutes les têtes, la force des circonstances l'entraînait vers le changement tandis qu'elle tendait à s'en éloigner par la force de son institution. Elle s'unit au clergé sans trop savoir ce qu'elle avait à craindre ou à espérer de l'avenir, à demander ou à défendre dans l'examen des droits des divers ordres.

92. Le clergé s'aperçut trop tard qu'il avait

(1) On doit se rappeler que le comte d'Artois offrit, au nom de la noblesse, le sacrifice des exemptions; mais la noblesse garda le silence, quelques grands seulement appuyèrent cette démarche.

perdu de sa force. L'affaiblissement des idées religieuses, le luxe des évêques, le scandale offert par les moines, le relâchement des mœurs qui s'était communiqué aux ministres du culte, les idées financières qui avaient soumis au calcul l'utilité des corporations de l'état, et mis au grand jour le contraste de la richesse ecclésiastique avec la détresse du gouvernement, avaient donné tant de prises contre lui, qu'il se vit ouvert sans défense à toutes les attaques qu'on voudrait lui faire. Il sentit que ses armes étaient usées : son union avec la noblesse fut le résultat de la conviction de sa propre faiblesse, plus que l'effet d'un plan bien concerté de la conduite qu'il aurait à tenir.

93. Le tiers-état seul connut parfaitement sa force et ses moyens. Seul il vit un but à saisir, des succès à attendre. Il entra plein d'espérances dans la carrière ouverte, et se promit, de ce premier succès que lui avait procuré Necker, en lui obtenant l'égalité de représentation, d'absorber les ordres intermédiaires, qui se trouvaient entre lui et le trône. Il ne vit pas que vouloir simplifier ainsi les rouages du gouvernement monarchique, c'était altérer son essence; que c'était le conduire au despotisme, ou à la destruction. Mais cette dernière chance était déjà le vœu secret d'une faction naissante, et ses impulsions invisibles, égaraient des esprits ardents que l'orgueil avait enivré et qui ne pouvaient

manquer de faire les plus fausses applications des vérités qui allaient être proférées, et le plus déplorable abus des erreurs captieuses qui devaient naître au milieu des passions, et enfanter les factions et les troubles.

94. Si j'écrivais l'histoire de la révolution ; je recueillerais tous les faits ; je mettrais sur la scène les personnages qui y ont figuré ; je m'attacherais à l'exactitude des dates ; mais ces détails n'entrent pas dans mon plan. Je me contenterai de signaler les fautes capitales qui nous ont conduits par degrés où nous sommes, afin de n'entreprendre ensuite l'examen de notre position actuelle, qu'avec des données sûres sur ce qui nous reste à faire, pour la consolider, si elle peut être durable ; pour l'améliorer si elle peut en être susceptible, et si telle est notre besoin ; ou pour nous préparer à la résignation, si nous avons à craindre ou à espérer de nouvelles métamorphoses.

CHAPITRE VIII.

DE LA DÉGÉNÉRATION DES PRINCIPES CONSTITUTIFS DE LA FRANCE.

95. L'ÉGALITÉ de représentation accordée aux tiers, fut le premier pas vers la chute de la monarchie.

96. Un gouvernement qui introduit une innovation sans en avoir pesé les conséquences, ne fait plus où il va, il donne contre lui des armes offensives, auxquelles il ne pourra plus résister; il bâtit de ses mains un labyrinthe obscur; il y marchera à tâtons, et finira par s'y perdre, par y périr.

97. Les conséquences de cette égalité de représentation étaient palpables : c'était le recuëil des votes des députés de la nation par tête et non par ordre; c'était l'anéantissement de la noblesse et du clergé; c'était l'ébranlement du trône, dont cette hiérarchie, qui remonte à l'établissement des Francs dans les Gaules, était essentiellement le soutien.

98. Lorsque le tiers éleva la prétention du vote par têtes, il fut conséquent au nouveau principe introduit par le Neckérisme, et devenu loi par la volonté du monarque. Et, en effet, à quoi aurait abouti l'égalité de représentation du troisième ordre, qu'à une dépense inutile, à un superflu de députations, si les votes eussent dû être recueillis par ordre? Le bienfait royal, si c'en étoit un, était en pure perte. Il était évident que l'on avait voulu donner au tiers la force de balancer les deux autres ordres dans la discussion de ses droits : et cette force demeurait nulle, si l'on eut dû ne considérer que le vœu collectif de chacune des trois chambres.

Donc le vote par têtes, dût être adopté comme principe constitutif des états-généraux.

99. Cette forme de délibération une fois consacrée, la dégénération des états-généraux était inévitable; ils devaient de conséquence en conséquence voir confondre leurs élémens et éprouver une fusion entière qui les réduisait en une aggrégation monstrueuse, où les ferments de la discorde et de la division se développeraient avec activité dans la proportion de la masse, et du continuél froissement de ses parties hétérogènes.

100. Il est sensible que le vote par tête était incompatible avec la séparation du corps des députés en trois chambres. Puisqu'il était question de recueillir les opinions individuelles, il devenait indifférent de connaître dans quel ordre elles avaient ou pris naissance, ou prévalu, ou trouvé des contradicteurs; bien plus, il était dangereux d'établir la possibilité d'une telle recherche, d'où aurait résulté le mécontentement et l'aigreur de l'un des ordres contre les autres, ce qui eut amené une succession de prétentions outrées et des luttes continuelles. Enfin cette forme de recueillir les voix eut, en elle-même, été impraticable; et les premiers essais devaient amener une simplification dans le mode d'existence de la représentation nationale.

101. C'est ainsi qu'un principe vrai ou faux une fois admis, les conséquences qui en découlent conduisent

conduisent nécessairement à l'absurbe ou au raisonnable.

102. Lors donc que le tiers attira violemment et enveloppa dans son tourbillon les deux autres chambres, il exerça sur elles un pouvoir d'attraction irrésistible, que lui avait imprimé l'égalité de représentation.

103. Il ne fut plus dès lors question d'états-généraux; le nom plus vague, plus abstrait et surtout moins caractéristique d'assemblée nationale fut substitué à cette antique désignation: l'intervalle qui séparait le chef de la nation du dernier des citoyens fut comblé par cette innovation; les ordres intermédiaires n'existèrent plus par le fait; et la France se vit en équilibre entre le despotisme et l'anarchie.

104. D'autres hommes que ceux que Louis XVI avait autour de lui; un autre prince que Louis XVI eussent pu la jeter dans la première de ces chances; mais avec des ministres qui n'avaient pas su conjurer les tempêtes que les parlemens avaient évoquées, avec un roi qu'une condescendance, trop voisine de la faiblesse, empêchait d'arrêter dans leur source les égaremens du faux zèle masqué des intentions favorables au bien public, l'anarchie ne pouvait manquer de succéder à ces innovations.

105. Il restait une barrière à cette assemblée unique qui n'avait plus de contre-poids capable de ralentir ses mouvemens. Des mandats impé-

D

ratifs liaient les divers députés au vœu manifesté de leurs commettans, Mais si l'égalité de représentation avait absorbé inévitablement les moyens de vouloir des deux premiers ordres, à plus forte raison devaient-ils étouffer ceux d'une sénéchaussée ou d'un bailliage ou seulement d'une fraction de ces divisions politiques (1). Ainsi le mépris des mandats, dont le rapprochement pouvait indiquer le véritable vœu de la nation, découlait encore nécessairement de l'égalité de représentation accordée au tiers.

106. Ce mépris des mandats du peuple pouvait donner atteinte à l'intégralité de l'assemblée. Chaque bailliage pouvait se prétendre le droit de retirer ses députés; le droit de protestation, jusques-là le seul frein connu contre le pouvoir arbitraire, menaçait cette assemblée d'une dissolution possible, ou ses actes d'une nullité éventuelle: le desir de leur conservation, que la nature physique, morale ou politique incréait à tous les corps, dut par conséquent amener ce système inconnu jusqu'alors, que les députés ne l'étaient pas de tel ou tel bailliage, mais bien de toute la nation, fût que leurs pouvoirs étaient

(1) Il est évident que les mandats donnés par une sénéchaussée à ses députés du tiers-état, pouvant être différens de ceux reçus par les députés de chacun des deux autres ordres, l'un de ces mandats ne représentait qu'une fraction du vouloir de cette sénéchaussée.

admis. Ce corps unique reçut donc, par la force des conséquences et la rigueur d'un principe fécond en novations, un caractère d'indépendance et une masse de pouvoir qui ne permirent plus de retrouver le fil des élémens de la monarchie, que sa monstrueuse existence avait totalement neutralisés.

107. Parvenus à un tel résultat, les députés ne durent plus se croire astreints aux formes respectueuses observées de tout temps par les états-généraux dans leurs relations avec le souverain. Cet ancien axiôme, si veut le roi, si veut la loi, dut perdre son crédit; ce devait être à l'assemblée à ordonner, le souverain devait cesser de prendre ce titre, il devait être déferé au peuple, pour que l'assemblée, qui n'osait se qualifier de souveraine, exerçât la souveraineté, comme agissant au nom du peuple. Le droit de faire la loi étant un acte de la souveraineté, le roi ne devait être qu'un exécuteur de la loi, un simple fonctionnaire; et ces formules ferviles par lesquelles le roi était supplié de prendre tels et tels objets en considération, ces remontrances, ces doléances, dans lesquelles on sollicitait telles ou telles ordonnances durent être reléguées dans les archives de Dagobert.

108. Ce fut par un reste d'influence des vieilles habitudes, et non par une conséquence du principe radical, d'où découlait cette série d'innovations, qu'un *vetò* royal fut opposé comme bar-

rière aux entreprises de l'assemblée. Mais cette faible digue à des passions toujours actives, à un enthousiasme toujours irréfléchi, que pouvait-elle contre ceux qui l'avaient élevée de leur propre puissance, et qui, en délibérant s'ils accorderaient, ou non, cette prérogative au trône, avaient, par cela même, déclaré qu'ils avaient été les maîtres de l'en priver? Que pouvait ce *veto* suspensif, qui, en définitif, violentait la prudence négative du monarque? Il était sensible qu'au milieu des divisions qui allaient agiter l'assemblée, et se communiquer au corps de la nation, avec la rapidité du fluide électrique, cette faculté d'empêcher, serait, entre les mains du prince, un instrument oisif ou dangereux. Si l'exercice de ce droit pouvait, dans un moment, arrêter un parti prêt à triompher de ses opposans et empêcher une mauvaise loi, dans mille autres circonstances le roi pouvait n'oser appliquer ce remède contre une erreur ~~très~~ fortement prononcée, trop obstinément défendue; et, dans les cas même où l'usage de ce droit ne lui eut pas attiré des attaques actuelles, l'avenir pouvait voir triompher le parti vaincu, et le monarque demeurer sans défense, en butte à son ressentiment.

109. On n'était pas encore familiarisé avec tous les principes de droit politique, qui devaient réorganiser le code social des Français, et qui tous découlaient de l'influence que Necker

avait donnée au tiers, lorsque l'on proclama l'inviolabilité du roi. Ce furent encore les vieilles idées qui agirent ; ce reste d'idolâtrie nationale qui , depuis tant de siècles , distinguait les Français dans l'Europe, fit seul en s'éteignant ce dernier et inutile effort. Le roi , réduit à la qualité de fonctionnaire de l'état , était devenu nécessairement responsable à une assemblée qui avait daigné le continuer dans ses fonctions. Responsable, il pouvait être recherché ; recherché , son inviolabilité était une chimérique prérogative ; elle devait disparaître s'il arrivait un moment où la terreur eut glacé la voix des amis du monarque ; où l'irritation d'un parti violent , ardent à le frapper , eut forcé toute la nation à prendre contre lui le masque de la haine.

110. Une vaine responsabilité rejetée toute entière sur ses ministres , ne pouvait le garantir d'une attaque directe , parce que , du ministre inculpé , au roi qui l'a fait agir , l'ascendance est de droit évident. Ce n'était donc pour le roi , s'il avait voulu abuser d'un si faible subterfuge , qu'une ressource aussi déshonorante qu'illusoire , c'était , pour un prince qui en eut été capable , une invitation à la lâcheté , à la mauvaise foi. Encore doit-il bien être démontré , qu'il eut été , et lâche et de mauvaise foi , en pure perte.

111. Ainsi la chute du monarque , était une chance imminente. Elle ne dépendait plus de l'organisation de la monarchie ; ses élémens étaient

détruits; elle dépendait absolument et uniquement de la moralité des membres qui auraient le plus d'influence dans l'assemblée, et la tranquillité de l'état était menacée à tous les instans.

112. La chute du monarque ne pouvait résulter que d'un état violent où la nation aurait été entraînée par une faction qui, d'avance, se serait préparée à remplacer le vuide occasionné par sa disparition. Cette faction devait, avant que de frapper ce coup hardi, s'être assurée de la toute puissance; dès-lors il n'y avait aucune ouverture à l'espoir d'une nouvelle délégation de la fonction exécutive; le trône ne devait pas plus trouver d'appuis que le monarque n'avait trouvé de défenseurs; et l'assemblée unique devait enfin arriver à la dernière conséquence du principe qui lui avait donné l'existence; elle devait dévorer le trône lui-même, et effacer jusqu'aux moindres vestiges de la monarchie.

113. Dès-lors la tyrannie exercée au nom du peuple, et l'anarchie parée du nom de liberté, devaient opprimer, énerver, avilir la nation; effacer ses mœurs douces; abâtardir son caractère; la tourmenter de leurs fureurs, pour donner le change à ses remords; la fatiguer sans cesse, pour l'étourdir sur le passé, pour l'appriivoiser avec l'avenir; jusqu'à ce que, du choc des passions les plus viles, de la lassitude de tant de commotions sanglantes, résultât pour la France une

manière d'être où elle put trouver du repos, et où la division des pouvoirs lui offrit enfin une garantie contre les fluctuations journalières du gouvernement.

114. Nous avons vu ce que peut l'admission d'un principe, inconsidérément introduit dans le système politique d'une nation. Cette matière de recherches est infiniment abondante, nous la reprendrons plus d'une fois.

CHAPITRE IX.

DE QUELQUES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

115. **SI** l'erreur est un mal moral, que ne doit-elle pas être lorsque, revêtue de l'autorité de la loi, elle s'y retranche pour foudroyer ceux qui oseraient l'attaquer ? Nous sommes éprouvés par une longue suite de calamités, qui ont dû, tout au moins, nous démontrer l'incertitude des opinions humaines ; cependant où est l'homme de parti qui ait l'air de douter de ce qu'il avance, pour le soutien de ce qu'il appelle la vérité ? Où sont les vérités que l'on puisse mettre au grand jour, sans quelques appréhensions, quand on n'a pas un courage robuste ? J'en ai déjà proféré quelques-unes ; voyez comme elle font grincer des dents certains apologistes de nos égaremens

douloureux. Si la mode de manger les hommes en France n'était passée, (1) nul doute que ces convulsions ne fussent le symptôme de leur bonne envie de me payer, à leur manière, d'oser remuer le boubier où ils se sont vautrés. Cette mode n'est plus, et, fort heureusement, ne pourra pas renaître, (car tel est l'esprit national qu'il nous faut toujours du nouveau, même dans notre manière de souffrir), je continue, et vais esquisser quelques portraits.

116. Des intrigans de tous les ordres étaient parvenus à se faire nommer aux états-généraux ; l'on eut sur-tout à s'étonner de voir Mirabeau figurer au milieu du tiers. Cet intrigant avide de richesses, mais plus encore de renommée, voulait se faire un nom. Indifférent sur les moyens de se voir cité, il eut préféré la réputation de Cartouche à la vie obscure d'un homme de bien ignoré : né avec du génie, doué d'une

(1) La révolution, comme tout ce qui appartient au peuple Français, a été assujettie à l'empire de la mode. Suivez-la depuis son premier développement, jusqu'à cette époque ; depuis l'établissement de la garde-nationale, jusqu'aux défarmemens ; depuis les lanternes, jusqu'aux guillotinades, aux fusillades, ect.. Depuis les fureurs jacobites, jusqu'aux réactions ; depuis les applanisseurs jusqu'aux équilibristes ; vous verrez Paris donnant le ton et servant de modèle aux départemens. Une seule fois en 1793. Mais j'anticipe sur mes matériaux, et j'oublie que ce n'est ici qu'une note.

âme véhémence , nourri des lieux communs de la philosophie , il se trouvait à sa place au milieu d'une révolution. Repoussé par la noblesse de son bailliage , il se jeta dans les bras du tiers , et se vit bientôt à portée de satisfaire ses deux grandes passions , la vengeance et la rage de faire du bruit : il avait à se venger des nobles , qui lui avaient fait plus d'un affront ; des parlemens qui n'avaient pas défié ses crapuleuses brutalités : il eut de plus à se venger de la cour qui refusa d'acheter ses services. Il les eut d'abord vendus au plus offrant , mais la cour ne pensa à se servir de lui , que lorsque le mal qu'il avait opéré , était devenu sans remède : il se rallia donc au duc d'Orléans pour faire trembler son souverain , et humilier ses anciens ennemis.

117. On ne peut rejeter sur la prévoyance du duc d'Orléans , les manœuvres à l'aide desquelles il parvint aux états-généraux ; son génie ne comportait pas les conceptions hardies qu'on dût lui supposer depuis. Il fut influencé , guidé par des mains plus habiles ; et , s'il se résolut à sacrifier quelqu'argent pour être député , ce furent ses voyages à Londres qui lui en firent entrevoir les résultats possibles.

Autour de ce prince ébloui par les promesses d'une rivalité nationale , se rallièrent des hommes qui avaient besoin de faction , et qui , avant de pouvoir eux-mêmes se déclarer chefs de parti ,

cherchaient à faire leur apprentissage d'intrigue. Mirabeau fut d'abord leur aimant, bientôt il fut leur guide ; trop heureuse la France , si les germes de trouble eussent pû conserver cette première direction, et se maintenir dans cet état de simplicité ! Mais , à l'école des Orléanistes , se formèrent les Rabaud-St.-Etienne, les Robespierre , les Danton ect. , qui, bientôt , firent une scission que le duc seul ne fut pas deviner , et qui , tandis que ce conspirateur sans âme se croyait assuré par eux d'une usurpation qu'il leur laissait le soin de méditer , dirigèrent insensiblement la France vers des idées de démocratie, les mêmes qui avaient causé les chagrins, les travaux de Louis XIII , et qui ne lui avaient laissé aucun moment de relâche, pendant tout le cours de son règne.

Dupe de tous les partis, le duc demeura isolé en se flattant que tous les mouvemens étaient conduits pour le servir ; il prodigua l'or et fournit ainsi à ses faux amis des moyens de puissance contre lui-même.

Si la faction d'Orléans a paru , de temps à autre , prendre quelque consistance ; si , longtemps réduite au silence , elle a par fois semblé se ranimer ; si elle a paru survivre à son chef aussi lâche que crapuleux ; n'en concluons pas que ce chef ait eû véritablement un parti. Les vues diverses des intrigans, qui se sont approprié la révolution, les ont forcés à toute sorte

de métamorphoses ; quoiqu'on en puisse dire , le duc ne fut que leur dupe ; et , s'il est encore aujourd'hui question de son parti , c'est une autre espèce d'intrigue qui se cache derrière ces clameurs ; c'est le besoin de perpétuer nos divisions , qui réveille cette chimère étouffée dès son origine.

118. Rabaud-St.-Etienne , eut dû l'emporter sur ses concurrens : des contributions furent levées publiquement pour lui sur les protestans du midi ; (1) il avait pour appui tous ces ennemis du culte dominant : mais il sacrifia trop au desir de briller , et ses concurrens profitèrent , pour le devancer , du temps qu'il employait à composer ses harangues (2). Chef de secte , chef de parti , il voulait une république , il en jeta les premières semences : s'il eut eû une âme plus forte , plus de courage et moins de présomption , si sur-tout il eut été cruel et plus dissimulé , il eut joui de son ouvrage , que ne se seraient

(1) J'en ai été le témoin oculaire.

(2) Il est à remarquer que ce ne sont pas ceux qui travaillèrent le plus dans leur cabinet , qui ont joué le plus long et le plus brillant rôle dans la révolution. Mirabeau rédigeait son courrier de Provence , il a péri avant le temps ; j'en citerais tant d'autres qui justifieraient mon observation : mais à quoi bon cette nomenclature ? N'est-il pas encore aujourd'hui des hommes dont le silence est une énigme , et qu'on croit exercer une grande influence ?

pas approprié des hommes moins dignes que lui, du rôle qu'ils jouèrent depuis.

119. Robespierre, né avec de faibles moyens, présente un phénomène remarquable. Son génie retreci, son courage de circonstance qui n'était autre chose que cette audace qu'inspirent passagèrement les cris tumultueux d'une multitude amentée, sa lâcheté habituelle, ses talens au moins médiocres, son caractère de faiblesse qui ne pût lui permettre d'être féroce que dans l'ivresse du délire, contrastent avec ce que d'aveugles et inexplicables jets du hazard, firent pour sa fortune. Il était incapable de s'être bâti un système d'agrandissement, un plan d'élévation, qui eussent justifié les succès qu'il a obtenus. Il faut donc, derrière ce pantin politique, deviner la main invisible qui faisait mouvoir ses passions mécaniques, et reconnaître que, lancé en avant par un machinateur habile, mais prudent, qui, par lui, inspirait les clubs, il ne dût l'éclat de son règne dévastateur qu'à ces mêmes clubs qui, ayant successivement absorbé toutes les facultés du gouvernement, se soumirent à lui de préférence, sûrs de l'inspirer à leur tour.

120. Je ne parlerai point de ces étincelles phosphoriques qui n'eurent qu'un jour d'existence; les Mounier, les Barnave, les Desprémenil, ect. les premiers mouvemens du Dauphiné, les rêveries financières, les vaines criailleries des parlemens, qui ont tiré ces noms de la foule, ne portent

aucun caractère de grandeur capables de fixer nos regards. On peut dire d'eux et de tant d'autres, qui se sont vantés qu'ils voulaient une sage réforme et qu'ils n'avaient provoqué les premiers élans révolutionnaires que pour ramener la monarchie à sa pureté primitive; qu'ils ont, par cela même, décelé leur peu de génie, puisqu'ils n'ont pas connu la force du levier qu'ils voulaient employer, et qui les a emportés eux-mêmes.

121. Je n'ai point entendu classer parmi ces vers luisans d'un jour, cet homme dont Mirabeau a dit que son silence était une calamité publique, et dont le silence s'est accru en proportion de son inconcevable réputation. Quoiqu'il s'obstine à demeurer dans l'ombre, quoiqu'il n'ait parlé qu'un moment, quoiqu'il ait fui les emplois éclatans, son rôle n'est pas aussi passif qu'il le paroît au plus grand nombre: ce n'est pas l'instant de l'apprécier. J'ai quelque soupçon qu'ayant jugé son pays et son siècle, il a vu que de grands maux devaient être l'inévitable suite de nos imprudences, et s'est persuadé qu'ils seraient d'autant moins durables qu'ils seraient plus violens. Il faut que le nom d'Orléans soit bientôt oublié; il faut que bientôt la France et l'Europe respirent de leurs sanglantes agitations, ou l'abbé Sieyès n'aura été qu'un homme médiocre, et quelque chose encore de pire que cela.

122. Les Talleyrand, les Lameth, les Lafayette,

et tous ceux de cette classe qui se sont montrés les apôtres de la démagogie méritent à peu près, ou pour mieux dire, tout au moins ce que j'ai dit du vertueux Mounier, du sage Barnave, du prudent Dépresmenil. Point de plan, point de but distinct dans aucune de ces têtes. Un orgueil effronté, une politique fautive et tatonneuse, des conceptions mesquines autant que téméraires, de la fanfaronnade, du charlatanisme et des remords tardifs, ne peuvent faire oublier leur ingratitude envers un prince, qui les avait comblés de ses bienfaits.

123. Les partisans de la *nouvelleté* sont, au jugement de Montaigne, àpres à leurs desseins et ne se donnent point de relâche pour y arriver. Les défenseurs de l'*ancienne police* sont au contraire *molts et lâches*, et ne savent pas s'entendre pour la résistance. Tel est à peu-près le sens de ce philosophe, que je viens de feuilleter envain pour retrouver cette pensée que je me rappelle tenir de lui. Ainsi, ne nous étonnons pas du peu d'ensemble qu'a présenté le parti de l'opposition dans la constituante. On a fait le recueil de ses harangues les plus saillantes; on y voit de l'érudition, de bons principes, d'excellentes vues; mais il y a des erreurs, des tergiversations, des hésitations qui le défavorisent. On voit que ce parti a manqué de courage et de tactique, et qu'il ne pouvait que succomber, malgré les

grands talens de plusieurs de ses membres. Parmi ceux-ci, je n'en signalerai que deux.

124. L'abbé Maury, véhément orateur, réunissait à une logique nerveuse, une éloquence foudroyante. Plein de courage et de sang froid, l'inflexibilité de son caractère le rendit redoutable à ses adversaires ; qui cependant ne purent le haïr et le combattirent de front sans le mésestimer (1). Si cet homme étonnant eut pu contenir ses passions, plier au gré des circonstances, et demeurer impartial entre l'extravagance et la raison, on ne peut calculer quelle eût été l'influence de son génie. Mais il prit à tâche de lutter constamment contre le côté gauche, et les propositions raisonnables qui en émanaient, il les attaqua tout aussi ardemment que les erreurs qui y prenaient naissance. Il émoussa par cette impolitique les traits dont il était armé ; il perdit tous ses avantages pour en avoir usé avec une imprudente prodigalité.

125. Casalès, avec peut-être moins de moyens oratoires, était doué d'un jugement plus assuré.

(1) Montaigne a dit : la cause des loys et défense de l'ancien état, a toujours cela ; que ceux même qui, pour leur dessein particulier, le troublent, en excusent les défenseurs, s'ils ne les honorent. Cela ne s'est pas totalement vérifié de nos jours ; mais l'abbé Maury a fait exception.

C'était toujours avec leurs propres décrets qu'il attaquait ses adversaires. Dans ses débats toujours graves et conséquens, il combattait une loi proposée et lui soumettait son esprit, dès qu'elle était adoptée comme telle. Si, dans ces temps malheureux, le délire qui avait saisi la France entière eut pu être contenu par les dignes de la raison, Casati est celui qui a le plus dignement travaillé à la lui opposer ; et, s'il est permis de devancer le jugement de la postérité, je crois que nos neveux parleront de lui sans reproche.

126. C'est assez nous occuper des hommes continuons d'analyser la marche des idées et la progression des erreurs qui ont dénaturé notre organisation politique. Nous avons besoin de les bien connaître, avant de fixer ce que nous sommes devenus. Cependant, pour n'y pas revenir, qu'on me permette une courte digression qui se place nécessairement à la suite de ce chapitre.



CHAPITRE

CHAPITRE X.

DES PARLEMENS PENDANT L'ASSEMBLÉE
CONSTITUANTE.

127. **L**ES parlemens, dès l'ouverture des états-généraux, s'aperçurent de leur imprudence. Ils avaient espéré compter pour quelque chose et se voir ériger en tuteurs du souverain : ils reconnurent bientôt que l'opinion publique ne faisait rien pour eux. La transformation des états en assemblée nationale les frappa d'un coup mortel ; dès-lors ils s'enveloppèrent dans leurs robes rouges, et ressemblèrent à ces vieillards qui, dans une morne taciturnité, attendent la mort qui s'approche. On les avait totalement oubliés, lorsque Robespierre envoya, comme par troupeaux, un grand nombre de leurs membres à la guillotine (1).

(1) J'étais tenté de placer ici une note pour faire sur cette cruelle machine une remarque qui a dû n'échapper à personne. Mais je ne dois pas ne laisser que la ressource du désespoir, à des hommes qui ont encore celle du repentir. Je desiré seulement, pour l'instruction des générations à venir, qu'un homme sage et impartial devine mon idée, et puisse se procurer d'assez bons matériaux, pour écrire l'histoire des massacres exécutés au nom des loix. Quels rapprochemens étonnans ! Quelles leçons, dans un pareil ouvrage !

E

CHAPITRE XI.

DE QUELQUES ERREURS RADICALES

P R O F E S S É E S

PAR L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

128. LA force de mon sujet m'enraine, et ces vérités, que je croyais ne dire qu'à demi mot, m'emportent au-delà de mon plan; ce courage que je croyais ne pouvoir atteindre, guide, inspire, échauffe ma plume au-delà de mes espérances. Je me abandonne et ne calcule plus. Si mes contemporains sont indignes des soins que je me donne, l'avenir me vengera d'eux, et des persécutions injustes ne feront qu'ajouter à l'intérêt que je dois inspirer par la pureté de mes vues.

129. J'entends déjà les cris de la mauvaise foi démasquée, les clameurs du faux patriotisme s'élever contre moi. Je vais être accusé de vouloir faire l'apologie de ce qu'on appelait l'ancien régime, lors-même qu'on n'avait pas daigné prendre la peine d'examiner si nous avions un régime nouveau. Des hommes qui ne m'ont point connu, ou qui ne m'ont jugé que sur mes premières oppositions aux fureurs révolutionnaires, ressusciteront contre moi ces anciennes désignations qui ont fait immoler

cane de victimes innocentes... Eh! bien! J'attends sans m'émouvoir qu'ils osent s'attaquer à moi. Ils me briseront, mais ne me feront pas plier. Qu'ils m'accusent de regretter l'ancienne France : avant de leur répondre, je laisserai parler pour moi le meilleur des hommes. J'ouvre ses essais et j'y lis (MONTAIGNE L. III.)

» Rien ne presse un état, que l'innovation : le
 » changement donne seul force à l'injustice et
 » à la tyrannie. Quand quelque pièce se dé-
 » manche on peut l'étayer, on peut s'opposer
 » à ce que la corruption et altération naturelle
 » à toute chose, ne nous éloigne trop de nos
 » commencemens et principes. Mais d'entre-
 » prendre à refondre une si grande masse et à
 » changer les fondemens d'un si grand bâti-
 » ment, c'est à faire à ceux qui pour décras-
 » ser effacent : qui veulent amender les dé-
 » fauts particuliers, par une confusion univer-
 » selle et guarir les maladies par la mort. *Non*
 » *tam commutandarum quam evertendarum rerum*
 » *cupidi* (*Cic. de off. lib. 2.*). Le monde est
 » inepte à se guarir : il est si impatient de ce
 » qui le presse, qu'il ne vise qu'à s'en dé-
 » faire, sans regarder à quel prix. Nous voyons
 » par mille exemples qu'il se guarit ordinaire-
 » ment à ses dépens. La décharge du mal pré-
 » sent n'est pas guarison, *s'il n'y a en général*
 » *amendement de condition...* Quiconque pro-
 » pose seulement d'emporter ce qui le masche,

« il demeure court; Car le bien ne succède
 » pas nécessairement au mal; un autre mal lui
 » peut succéder, et pire. Comme il advint
 » aux tueurs de César, qui jetèrent la chose
 » publique à tel point qu'ils eurent à se re-
 » pentir de s'en être mêlés. A plusieurs depuis
 » jusqu'à nos siècles, il est advenu de même.
 » Les Français mes contemporanées savent bien
 » qu'en dire. Toutes grandes mutations ébranlent
 » l'état et le désordonnent. Qui viserait droit à
 » la guarison, et en consulterait avant tout œu-
 » vre, se refroidirait volontiers d'y mettre la
 » main » (1).

130. Qui que vous foyez qui m'osez incul-
 per, de quel droit me blâmez-vous d'avoir
 dès leur naissance prévu nos malheurs et nos
 troubles? D'avoir cru aux leçons d'un homme
 qui m'a semblé plus sage que vous? Si la

(1) En lisant les écrivains modernes, on est tout surpris
 de l'impudence du plus grand nombre qui ont puisé
 chez le riche auteur que je cite, et l'ont souvent défi-
 guré, sans daigner seulement le nommer. Comme le bon-
 homme est écrit en vieux Français et que tout le monde
 ne le saurait pas lire, nos messieurs du jour ont pensé
 qu'on ne s'aviserait pas de leurs larcins, et que leur
 ingratitude demeurerait ignorée. Voyez Rousseau lui-
 même qui n'est que le paraphraseur de Montaigne :
 vous en douteriez-vous en le lisant? Il n'y a pas jusqu'à
 Beaumarchais, qui n'ait fait rire le parterre aux dépens
 de ses essais. Moi je le copie, je le nomme, et je m'en
 fais honneur.

nature m'affligea du don d'un cœur sensible, si elle coordonna mes facultés morales à la philanthropie de ce Jean Jacques que vous estimez tant, et que je vénère quand il vous crie qu'une révolution, quelque heureuse issue qu'elle puisse avoir, serait trop achetée du sang d'un innocent, qu'ai-je de commun avec vous ? je prévis vos égaremens et j'eusse voulu pouvoir les prévenir. Tant qu'ils durèrent, ah ! sans doute, je fus tenté souvent de regretter l'ancien régime. Le régime de l'enfer était mille fois préférable à celui que vous vouliez cimenter par des torrens de sang. Je n'ai jamais partagé vos erreurs ; je les discernai toutes à leur naissance ; j'ai le droit d'en parler, elles m'ont coûté le repos. Mais ces regrets que durent partager tous les amis de l'ordre et de l'humanité, cette différence énorme et constante qui existait toujours entre mes opinions et les vôtres, ne m'ont point fait cesser d'être Français. J'idolâtre cette patrie que vous avez déchirée dans vos barbares et hypocrites embrassemens, je l'idolâtre pour elle-même ; et, fidèle à tous les devoirs qu'elle me prescrit, j'immole, lorsqu'elle l'exige, mes préjugés, mes habitudes, mes penchans, mon bonheur, ma sécurité même, et je lui paye, en vous bravant, le tribut de l'amour le plus pur.

131. Achevez de me lire, et vous verrez si je fais m'associer aux destinées de mon pays.

Qu'importe ce que je fus ou ce que je puis être? Voyez ce que je suis, et dites qui, de vous ou de moi, mérita de se parer du titre de bon patriote? Je vous offre un crime de plus à commettre; mais vos assassins n'étouffent pas la voix de leur victime; ces lignes que trace ma plume, vous-même, en vous flattant de les effacer, vous les graveriez sur l'airain. S'il est un tems pour les erreurs, il en est un pour les vérités. Tôt ou tard celles-ci triomphent, et puisque j'ai entrepris de les venger de tant d'outrages qu'elles ont reçus, je dois ne pas le faire à demi.

132. Ouvrons l'histoire et parcourons les révolutions que tous les peuples ont éprouvées par des mouvemens intérieurs (1). Partout nous verons les mêmes moyens, la même hypocrisie fomentent la discorde et caractériser les factions. Avec des termes abstraits on soulève la multitude, et, jusqu'à ce que le limon social ait cessé d'être en ébullition, on ne peut se flatter de jouir des bienfaits de la société.

133. En France, comme ailleurs, on employa les mots mystérieux de liberté et d'égalité, et ces mots, que le vulgaire n'entendit jamais,

(1) Il est sensible que je ne puis parler ici des révolutions occasionnées par des conquêtes, ou par des invasions: celles-ci sont d'une autre nature, et n'ont rien de commun avec celle de nos derniers tems.

nous jettèrent dans un tourbillon de misères et de crimes.

134. L'assemblée constituante donna le signal des discordes en s'occupant de ces deux êtres de raison. Je vais examiner le premier article de sa déclaration des droits de l'homme, et anatomiser ce germe fatal des écarts les plus anarchiques.

135. DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN. Pourquoi cette déclaration n'est-elle pas accompagnée, suivie ou précédée de la déclaration des devoirs? Dira-t-on que la loi positive à laquelle chaque particulier est soumis, forme le code de ses devoirs? mais combien d'affections morales que la loi ne saurait contraindre, d'actions secrètes qu'elle ne peut influencer! Le silence sur les devoirs, quand on parle des droits, est inexcusable, d'autant plus que ces droits la loi peut les assurer tous sans déclaration préalable, ce que, comme je viens de le dire, les devoirs ne comportent pas.

136. Remarquez l'union de ces deux êtres rapprochés par la conjonction copulative *l'homme et le citoyen*. Pourquoi cela? Est-il des droits pour l'un qui n'appartiennent pas à l'autre? Pourquoi parler de l'homme quand vous réglez les lois de la cité? Pourquoi ne pas parler tout simplement du citoyen? Pourquoi nous donner l'occasion de penser que vous vous occupez de

l'homme de la nature qui n'est point de votre ressort?...

137. Je ne finirais pas si je voulais ainsi éplucher ce premier acte de l'assemblée constituante. Après d'inintelligibles débats où la métaphysique la plus oiseuse épuisa tous ses argumens, elle ne put proférer, sur cette matière inutile, un seul mot qui satisfasse la raison; elle ne put même donner à son ouvrage un titre dégagé d'équivoques; en est-ce assez pour démontrer qu'on ne voulut que nous égayer? reposons-nous sur le premier article.

138. LES HOMMES NAISSENT ET DEMEURENT LIBRES ET ÉGAUX EN DROITS... Voilà d'où sont sortis tous nos malheurs; voilà le puissant levier qui a soulevé une population immense, et lui arraché le bonheur positif dont elle jouissait, pour lui présenter l'appas trompeur d'une perfection chimérique dans l'état social. Jamais erreur ne fut si manifeste que celle qu'expriment ce peu de mots.

139. L'homme naît faible et incapable de pourvoir à ses premiers besoins: de tous les animaux c'est celui que la nature a le plus maltraité sous les rapports de l'enfance physique; il naît donc dépendant de tout ce qui l'entoure; du père qui lui donna le jour et qui défend, qui nourrit sa mère, tandis qu'elle lui prodigue ses soins; de cette mère qui l'allait,

qui, par l'éducation, lui donne une nouvelle vie. Cette dépendance ne cesse pas même avec le besoin de ces soins si touchans. La nature a doué cet être faible d'une sensibilité morale qui, devenu plus fort, ne lui permettra pas d'être libre. Enchaîné par les liens de la reconnaissance, l'amour filial perpétuera sa dépendance : il demeurera donc ce qu'il est né, il reconnaîtra des hommes au dessus de lui, auxquels il devra du respect, auxquels il soumettra sa volonté : voilà pour l'homme naturel. L'homme civil, à ces devoirs qu'il aura également à remplir, joindra ceux plus multipliés que lui imposera la multiplication des jouissances que lui offre l'état de société. Il devra à la société même, aux magistrats qui la régissent, (un ou plusieurs) il devra des respects, de la reconnaissance, puisqu'ils ont protégé les auteurs de ses jours, et le porteront à son tour ; puisqu'ils favoriseront le développement de ses talens, et encourageront son émulation quand l'âge des travaux utiles sera venu pour lui : il devra aux lois organiques du corps social, dont il est devenu le membre, fidélité, obéissance. Donc il n'est pas né libre, il ne demeure pas libre, et il fallait quelque chose de plus que cette énonciation sophistiquée, pour rendre intelligible et non dangereuse l'inutile abstraction dont on a voulu s'occuper.

140. Les hommes naissent inégaux (2). La nature en effet leur distribue inégalement la beauté, la laideur, la force, la faiblesse, les facultés morales, les penchans vicieux ou vertueux. Il n'est pas besoin d'insister sur cette vérité de fait pour démontrer l'inconséquence de ces hommes qui, faussant le principe que voulut exprimer la constituante, ont présenté au peuple l'égalité absolue au lieu de l'égalité relative, et l'ont entraîné aux plus déplorables égaremens par cet abus digne de toute la sé-

(1) Je fais ce qu'on va m'objecter. Je supprime le corrélatif, que la déclaration des droits donne à l'égalité, et, au lieu de dire avec elle, les hommes sont égaux en droits, je n'envisage et ne combats ici que l'égalité absolue. J'ai dû le faire. Si l'on eut puni de mort le premier factieux qui osa faire cette suppression sacrilège, et dire au peuple, en ne lui montrant la loi qu'à moitié, les hommes sont égaux; si l'on n'eut jamais employé cette formule dans le sens absolu; si le gouvernement lui-même n'avait pas sanctionné cet abus monstrueux d'une vérité étouffée dans son germe, je n'aurais pas à traiter une pareille question. Mais l'erreur que je reproche à la mauvaise foi d'avoir sciemment propagée, fut la torche qui incendia notre France; et je dois en faire justice. Quand on lit, même sur un mandat d'arrêt, ces mots imprimés au haut de la page, *Liberté, Égalité*, n'ai-je pas raison de me plaindre qu'on a altéré l'idée primitive, et de prétendre que celui-là tue la société, qui ose écrire, imprimer, parler d'égalité, sans y ajouter le corrélatif qui doit en être inséparable?

vérité de la loi. Je n'insiste donc pas à cet égard; je me borne à observer que, même en me renfermant dans le sens littéral de la déclaration des droits, cette égalité relative peut offrir la matière d'une discussion très importante, dans laquelle il serait aisé d'établir que les déclarateurs ont eu tort de ne pas préciser davantage ce qu'ils ont entendu, et que cette égalité *en droits* laisse du vague aux interprétations, tant qu'ils ne désignent pas de quels droits ils ont entendu parler. Il n'était question alors que des droits égaux de tous les citoyens, devant les tribunaux pour la distribution de la justice, et devant le fisc pour la répartition proportionnelle de l'impôt. Il fallait l'exprimer et ne pas permettre au cinisme des Marat, des Babeuf de se retrancher derrière ces expressions incomplètes, pour prêcher que les hommes ont un droit égal à tous les biens, et que je suis un voleur public moi qui cultive en paix le champ de mes pères, aggrandi, fertilisé par mes sueurs.

141. Résumons-nous. Il fallait se taire sur ces droits si fastueusement proclamés, si obscurément énoncés, et ne pas donner pour vérités des erreurs si palpables, que le contraire, que je vais présenter pour en faire le rapprochement ne pourra être contesté. J'aurais dit :

Les hommes naissent dépendans et inégaux.

Cette vérité inutile à dire eût été suivie de cette autre.

La loi corrige cette inégalité, et *détruit* cette dépendance.

142. Qu'on ne me reproche pas de me contredire à ce que je viens d'avancer (139.) sur la dépendance où l'homme nait envers la société : j'aurais fait suivre ce second article d'une explication qui eût annoncé comment la loi détruisait cette dépendance native et fondait la liberté sur la dépendance civile : et si la pauvreté des expressions eût laissé dans mon explication quelque chose d'obscur, un article nouveau l'eût éclairci, et ainsi de suite à l'infini, jusqu'à ce que j'eusse réduit le texte à une telle simplicité qu'il eût été impossible d'y saisir un sens équivoque : et voilà, comme, de la manie de vouloir tout analyser, nait souvent l'impossibilité de se faire entendre.

143. Ainsi j'ai le droit de conclure que l'assemblée constituante s'égara de la route de ses devoirs en introduisant des novations que le peuple ne lui avait pas demandées. Qu'elle s'égara par l'impulsion des factieux qui déjà méditaient le renversement de la monarchie. Que ces factieux, ayant pu faire ce premier pas, tous les évènements qui s'en sont ensuivis en sont découlés inévitablement ; qu'ils furent exclusivement le crime de ces êtres barbares qui jouèrent aux dez les destins d'un grand peu-

ple ; que toutes nos métamorphoses furent l'œuvre du crime, non l'ouvrage de la nation. Mais avant de tirer toutes ces conséquences, il faut entrer dans quelques développemens qui seront la matière de plusieurs chapitres : en attendant, je terminerai celui-ci par quelques lignes de Montaigne : (1) elles acheveront de développer ce que j'en ai déjà cité, et de justifier les reproches que j'adresse à nos constituans.

144. » Toutes ces descriptions de police feintes par art se trouvent ridicules et ineptes
 » à mettre en pratique. Ces grandes et longues
 » altercations de la meilleure forme de société
 » et des règles plus commodes à nous attacher
 » sont altercations propres seulement à
 » l'exercice de notre esprit : comme il se trouve
 » ez arts plusieurs sujets qui ont leur essence
 » en l'agitation et en la dispute, et n'ont aucune
 » vie hors de là. Telle peinture de police
 » ferait de mise en un nouveau monde ;
 » mais nous prenons un monde déjà fait et formé
 » à certaines coutumes. Nous ne l'engendrons
 » pas comme Pyrrha ou comme Cadmus. Par quelque
 » moyen que nous ayons loi de le redresser et
 » ranger de nouveau,

(1) On n'a guères parlé de ce philosophe dans nos écrits polémiques ; et j'en suis fâché. Que je serais glorieux de l'avoir mis en vogue ! Si la mode de le lire et de le relire pouvait avoir son tour, à coup sûr nous en deviendrions un peu plus sages.

« nous ne pouvons guères le tordre de son » accoutumé pli que nous ne rompons tout ».

145. Certes, il faut en convenir, si Montaigne eût écrit cela de nos jours, il n'aurait pu mieux s'exprimer. Voilà bien la raison prévoyante d'un sage en concordance avec l'expérience de nos déplorables folies!

CHAPITRE XII.

DES CLUBS.

146. **L**ORSQUE l'on eut fourni à l'intrigué un instrument aussi puissant que cette déclaration des droits ; lorsque l'on eut défié les premiers meurtres, où des foldats révoltés, et des énergumènes, qui s'intitulaient le peuple, s'étaient laissés entraîner (1) ; lorsque l'on eut brisé dans

(1) Il n'est pas étonnant que cet enthousiasme, qui fit dater la liberté française du jour de ces premiers forfaits fut appuyé par d'ingrats courtisans qui, prévoyant la force qu'allait acquérir le pouvoir populaire, cessèrent, pour flatter le peuple, de se montrer les flatteurs du roi. Ils savaient bien que cette bastille qu'on venait de détruire les menaçait seuls, et que le peuple, ce vieil enfant qui ne raisonne pas, était sans intérêt à sa destruction, et n'avait rien de commun avec les lettres de cachet. Cette seule observation donne la clef des cris de joie, des chants de victoire d'une assemblée qui avait encore à douter du triomphe de ses dogmes nouveaux.

les mains d'un monarque avare du sang de ses peuples, un sceptre que 14 siècles avaient respecté; lorsque l'on eut dénaturé le caractère national; lorsque l'on eut manifesté le dessein de donner à la France une constitution nouvelle; lorsqu'on eut exalté celle du peuple Anglais, en se vantant même de la surpasser; lorsque l'on eut mis en honneur ces principes abstraits, qui voulurent qu'une majorité absolue, sans distinction de classes, fut qualifiée le souverain; nous nous vîmes nécessairement conduits à l'emploi de tous les moyens qui pouvaient exalter l'imagination de la multitude, et nous dûmes emprunter de nos voisins jusqu'au nom d'une des plus funestes institutions que la révolution ait vû naître. Les clubs tout naturellement se trouvèrent placés au premier rang, parmi les moyens de destruction que mirent en jeu des factions opposées qui encore ne s'étaient point caractérisées séparément, ce qui ne pouvait être que lorsque leur but commun aurait été rempli.

147. Le but commun, le besoin commun de ces factions diverses était de neutraliser l'autorité royale, et de la réduire à une impuissance absolue.

148. Par l'établissement des clubs, cette autorité défaillante perdit tous ses appuis : il n'exista plus dans l'état que deux forces agissantes, toutes les forces réprimantes se trouvèrent paralysées; les premières allant sans contre-poids

au même but, se prêtant un mutuel secours, s'imprimant mutuellement une vigueur de direction toujours croissante, ne purent manquer d'y arriver.

149. Ces deux forces exclusivement agissantes furent l'assemblée nationale et les clubs.

150. Elles absorbèrent tous les élémens de l'ancienne constitution. Les corporations demeurèrent sans influence et se turent sur les bords du néant. La justice, la police, les finances, le militaire, tout s'abaisa au nom du peuple, tout plia sous l'empire des comités et des présidences. Bientôt même ces deux pouvoirs nouveaux n'en formèrent plus qu'un, et l'assemblée ne régna plus que par les clubs, ne fut plus que leur instrument.

151. Cette suprématie des clubs étoit une conséquence des principes de leur institution. Si le peuple étoit tout, s'il étoit le souverain, s'il étoit seul la source des pouvoirs, si l'assemblée n'étoit que son organe; les clubs, plus rapprochés de lui, durent se mettre tout-à-fait à sa place, se durent prétendre le peuple lui-même, et ses pétitions, qui ne pouvaient avoir de contradicteurs, devaient être des ordres pour de simples représentans.

152. Un champ aussi fécond ne pouvait être dédaigné par cette foule d'intrigans qui, du sein de l'indigence et de l'opprobre, aspirent à des honneurs sans vertus, à des jouissances sans travail

travail, à une renommée sans talens utiles, et sont jaloux de l'autorité qu'ils n'exercent pas, parce qu'elle oppose une barrière à leur criminelle ambition. Les clubs donc devinrent le théâtre de l'intrigue et le marche-pied par où des hommes inconnus s'élevèrent aux premières places qu'ils deshonorèrent par leurs vices crapuleux quand ils ne les ensanglantèrent point par cette féroce qui accompagne toujours et soutient consolide l'usurpation.

153. Mais ces clubs, demeurant isolés, pouvaient être séparément comprimés; ils pouvaient diverger dans leur marche : si la France eut été toute dans Paris, un seul club eut régné en maître; cette tendance des clubs à la domination perdait nécessairement de sa force par l'immensité du territoire et de la population qu'elle était forcée d'embrasser. Il fallut donc les réunir et leur donner un centre de vie, un foyer de chaleur et de mouvement pour les assujettir à une coopération uniforme. Les liens de la correspondance, la magie des affiliations formèrent donc, par la force des choses (1), cette chaîne invisible qui fit aboutir toutes les volontés, tous les moyens

(1) Remarquez bien que, dans l'ordre politique, cette force des choses est plus puissante que celle des hommes, et ne peut être combattue par les plus habiles combinaisons. Voyez quelle liaison d'incidences inévitables a entraîné la France, depuis l'erreur en finances, introduite par François I, jusqu'au déficit de Louis XVI;

de force de la nation au club des Jacobins à Paris. Dès-lors la France écrasée de ce poids colossal, ne reçut de lois que celles qu'il voulut dicter à l'assemblée, et nos destins furent soumis aux fureurs, aux caprices de quelques êtres immoraux qui se disputèrent la triste gloire d'influencer cette société. Les erreurs s'échappant par torrens de cette source empoisonnée, la France en fut inondée: une lave brûlante se répandit au loin à chaque éruption du volcan que portait dans son sein la montagne où se retranchèrent ces fougueux prédicateurs du crime; et les antiques vertus d'un peuple doux, humain, généreux, firent place aux excès les plus déplorables.

154. On a beaucoup parlé des clubs, et ces monstrueux établissemens ont encore des prôneurs. Plaignons l'incorrigible aveuglement de ces énergumènes de l'anarchie; peut-être sont-ils plus conséquens que ceux qui veulent allier la non-existence de ces sociétés turbulentes avec certains principes qu'ils ne contestent pas, et que je n'ai pas encore eu l'occasion d'examiner et de débattre.

Quoiqu'il en soit, je prédis qu'ils ne ressuscite-

depuis l'égalité de représentation accordée au tiers, jusqu'au moment actuel. Qui pourra calculer où doit nous conduire notre manière d'exister, depuis que nous avons une constitution de 1795 ?

rent pas en France; j'annonce, d'après de sages observations, que le peuple en est las; qu'il est détrompé sur leur compte; et j'ajoute qu'il ne peut exister de gouvernement stable là où ils sont en activité, et que tout gouvernement qui n'aura pas le bon sens ou la force de prévenir leur réunion, annoncera par cela seul qu'il est à la veille de sa destruction.

155. Je terminerai ce chapitre par cette réflexion, que je prie le lecteur de relire et de méditer. Les clubs sont une machine à détruire; ils ne peuvent servir à réédifier, ils peuvent encore moins aider à conserver.

Ces échos turbulens de l'erreur et du crime,

L'effroi des citoyens, dont ils sont composés (1).

doivent se taire pour jamais en France; et quelque modification qu'on voulut adopter pour user envers eux de tolérance, ils éterniseront nos révolutions si l'on ose en conserver le moindre vestige.

(1) Ces deux vers appartiennent à une tragédie que j'ai lue en manuscrit, et qui n'a point été imprimée.

CHAPITRE XIII.

DU RESSORT UNIQUE DE LA RÉVOLUTION.

156. **C**E ressort fut la peur.

157. Un peuple endormi dans le luxe et dans la mollesse, énervé par les richesses, par la multiplication des jouissances, qui en découlaient; un peuple arraché tout-à-coup à la plus douce léthargie par le bruit des canons, le fracas d'un combat sanglant, l'effrayant appareil d'un siège au milieu de Paris, les cris déchirans des victimes, d'une fureur aveugle, le spectacle des cadavres mutilés promenés en triomphe par des hommes de sang qui osaient menacer de la voix et du geste quiconque eût détourné la vue, le peuple ne dut éprouver dans son réveil subit qu'un sentiment: la peur.

158. Lorsque, dans le même moment, d'atroces combinaisons semèrent dans toutes les provinces la terreur univoque qui arma toute la nation; lorsque, dans les villes, dans les campagnes, un effroi général se répandit par l'annonce de l'irruption d'une nuée de brigands, ce fut encore la peur qui agit et qui façonna la nation à cette tactique ténébreuse, par l'effet de laquelle les français, en se prétendant libres, parce qu'ils avaient un fusil, s'enchaînèrent les uns les autres

et se livrèrent eux-mêmes aux caprices de la plus insolente tyrannie.

159. Lorsque les soupirs de l'homme timide qui, reportant ses regards en arrière, regrettait des jours de repos dont il n'avait plus espérer le retour; lorsque la voix de quelques sages qui, dans l'égarement général, faisaient entendre l'accent de la raison; lorsque la contenance ferme de quelques administrateurs qui voulurent en vain lutter contre le débordement des fléaux qui nous affaillaient; lorsque enfin des preuves sans nombre que la saine partie de la nation improbuait leurs principes eurent irrité les factieux en chef et armé leurs fidèles agens, contre quiconque n'était pas démocrate dans un gouvernement monarchique; la peur étendit son empire sur toute la France, et glacé tous les cœurs par ces barbares assassinats, dont on ne songit pas d'accuser le peuple; et que les tribunaux n'eurent plus la force de punir.

160. Lorsque cette impunité déplorable fit fuir au sein des premiers changemens introduits dans le gouvernement, et des erreurs qui les avaient suivis, eut établi le règne des plus vils scélérats; lorsque l'honnête citoyen se vit dans sa maison isolé, sans appui, à la merci du premier envieux de sa propriété qu'une autorité protectrice ne défendait plus, la peur fut le tourment de tous; et une hypocrisie dépravatrice fut l'unique refuge offert à tous par la prudence.

161. Dans cet état (qui dure encore) il ne fut plus permis de consulter le vœu de la nation : l'égoïsme fut la seule vertu que chacun cultiva en secret. Un aveuglement général déroba à la vue le gouffre profond vers lequel nous fûmes entraînés, et le voisin près d'y tomber, y poussa son voisin, dans l'espérance de retarder sa propre chute.

162. Si un petit nombre d'hommes de courage osa se garantir de la commune corruption, et déclama hautement contre des scélérats hautement protégés, nos tristes annales attestent comment leur zèle fut cruellement récompensé. Ils périrent, et pas une larme, pas un regret publiquement avoué, ne les accompagna dans la tombe.

163. On l'a dit avant moi, et l'on a eu raison, on l'a dit, et je le répète, à la honte de mes contemporains, la révolution de France fut la révolution de la peur.

164. Si donc il exista des français dont les faibles organes ne comportaient pas ces combinaisons fortes qui produisent la prévoyance de l'avenir, et par suite l'hipocrisie, l'égoïsme, l'incurie des malheurs publics ; si il exista des français dont l'âme amollie par l'habitude des affections douces, ne pût se prêter aux vacillations des systèmes qui ont tant de fois changé la physionomie de nos troubles ; si ces français, également incapables de servitude et de résistance à l'op-

pression, également inhabiles à prendre le masque du crime et à soutenir ses regards, ont cédé à la peur dont personne ne fut exempt; s'ils n'ont pu supporter le spectacle sanglant des maux de leur pays; s'ils ont craint pour eux-mêmes; si ce sentiment, qu'on ne peut commander et qui ne sait pas raisonner, si cette peur dont ils étaient atteints, les a poussés à chercher sur une autre terre un repos qu'ils ne pouvaient plus espérer dans leur patrie.

165. Mais je m'en porte au-delà des bornes que je dois encore me prescrire. Nous n'avons pas de suffisantes données pour examiner cette question, que les passions les plus viles ont environnée de difficultés et d'écueils. Ce n'est pas le moment de nous en occuper; il me suffit, quant à présent, qu'on ne puisse point méconnaître que nul ne put en France échapper à la peur, et qu'elle fut le ressort constant à l'aide duquel chaque faction a tour-à-tour régné, par la violence, sur un peuple d'esclaves qui, dans son abrutissement, se vantait, au sein de la lâcheté, de l'opprobre et de la misère, de posséder la liberté, et qui, dans sa bassesse, détruisait de ses propres mains les hommes et les monumens qui le faisaient rougir, en lui rappelant les jours d'éclat et de prospérité auxquels il avait renoncé.

CHAPITRE XIV.

DÉGÉNÉRATION DE L'ESPRIT MILITAIRE.

1766. LA peur venait d'armer le peuple Mirabeau, en formant l'allarme contre des prétendus brigands (1) avait métamorphosé la France en une vaste place d'armes; revenus de leur premier effroi, les français qui d'abord se seraient jetés aux genoux de 300 audacieux qui auraient entrepris de parcourir en pillards toutes leurs provinces, se rassurèrent en voyant que le danger n'existait pas. Mais si leur résistance fusils, les arsenaux les réclamèrent vainement. L'ouvrier trouva commode de passer la journée entière sans travailler, et la nuit à s'ennivrer dans un corps-de-garde aux dépens de son capitaine; le bourgeois, le négociant, l'homme aisé qui avaient accepté en tremblant le commandement d'une

(1) Remarquez avec quelle facilité ce piège grossier, renouvelé des Anglais, réussit à ceux qui déjà préparaient la journée du 5 Octobre, chez une nation dont on vante tant les lumières et l'instruction. Personne ne pensa à rassurer la multitude en lui montrant que l'Angleterre avait commencé par-là sa révolution qui dura 60 ans. Pour moi je n'en fus pas la dupe, et des amis se rappellent encore que je leur prédis, dès-lors, que Louis XVI périrait sur un échafaud.

poignée d'artisans tout aussi effrayés que leurs chefs, trouvèrent beau de porter une épaullette et de commander à leurs égaux; ce que la peur avait commencé, l'orgueil, la paresse l'achevèrent; et les gardes nationales demeurèrent en permanence, comme les orléanistes l'avaient prévu et désiré.

167. On ne vit plus alors que des soldats dans tout le royaume. Les conteurs du duc devinrent celles de la nation, qui n'en a plus changé depuis. Les travaux furent presque généralement interrompus. Les faibles dépenses des deux premiers mois de cette garde nationale eussent suffi pour combler le fameux déficit, prétexte de tant de mouvemens; le peuple eut eu de plus son travail et ses vertus tranquilles. Mais il n'était déjà plus question de finances; ces mots de liberté et d'égalité avaient été proférés par la fourberie, et répétés, applaudis par la vanité; c'en était fait. La France devait changer de face.

168. Les troupes du roi corrompues par l'argent du duc d'Orléans, avaient violé les loix de la discipline. On avait érigé en vertu leur désobéissance, qui, ouvrant à la sédition les moyens d'acquiescer les caractères d'une légitime résistance, autorisa ces premières clameurs, qui s'accrurent de jour en jour contre un prince traité de tyran, parce qu'il eut horreur du sang qu'un autre eut répandu peut-être en cette circonstance. Bientôt un mauvais jeu de mots

devant la cante des orateurs du *Forum*; et cette frivole distinction de soldats-citoyens, de citoyens-soldats, d'une part, éteignit dans les troupes cet esprit qui distinguait le soldat français dans l'Europe, et qui jusqu'alors avait semblé l'associer à la gloire du prince; et, de l'autre, enivra les simples citoyens d'une illusion nouvelle qui leur persuada que les soins militaires étaient seuls dignes d'eux,

169. Il était impossible de régulariser le service de cette garde nationale, l'indiscipline et la licence devaient être ses moindres vices; les troupes de ligne caressées avec emphase dans les premiers momens de son enthousiasme, et appelées par elle *aux bienfaits de l'égalité*, ne pouvaient que se pervertir dans leurs communications avec des corps désordonnés par leur essence même, et qui les infectaient du poison des fausses maximes devenues la raison du jour. Aussi le roi n'eut-il plus de soldats, et la nation elle-même se fut peu à-peu aperçue qu'elle n'avait plus d'armée, si l'inconcevable retraite de Brunswick ne l'eut heureusement débarrassée d'un ennemi qui déjà menaçait les murs de Paris, mais qui s'en retourna sans coup férir, comme il s'était avancé sans résistance.

170. Les succès de nos armées contre l'Europe coalisée, ces succès heureux et brillans ne démentent point ce que je viens de dire sur la dégénération de l'esprit militaire. Nous aurons

ailleurs occasion de nous occuper de nos vices royaux. Il n'en est pas moins vrai que la dégénération dont je parle a existé, qu'elle est pour origine les rapprochemens des troupes de ligne et de la garde nationale, rapprochemens qui, des citoyens - soldats comme des soldats - citoyens, firent de mauvais militaires.

171. Si l'on me demandait pourquoi j'ose reprocher aux troupes de ligne leur premier acte de désobéissance à l'autorité royale, je répondrais que cela même justifie mon observation. Il n'y a plus d'esprit militaire parmi des soldats qui raisonnent. Une armée est essentiellement obéissante, (1) et si l'on voulait faire un crime à Louis XVI d'avoir feint un moment de se mettre en mesure contre une rébellion déclarée, je demanderais à mon tour si le chef d'une nation, si un gouvernement n'ont pas, dans une telle circonstance, à remplir le devoir rigoureux et pénible de repousser par la force tout attentat contre leur autorité légitime. Je demanderais ce qu'était alors l'autorité du roi; et l'on devrait me faire une réponse qui me satisfait; car nous

(1) La constituante, la législative, la convention, n'ont pu méconnaître ce principe, sans lequel il n'y a plus de gouvernement; et leurs vœux constitutionnels l'ont consacré. Or tout principe à ses conséquences, et puisque nous sommes d'accord sur l'un, nous devons l'être sur les autres, ou bien il y a mauvaise foi de quelque côté.

curieux à passer en revue plusieurs époques où l'on serait intéressé à avoir adopté toutes mes expressions au sujet de celle que je rappelle. Pour ne pas confondre les objets, il y a, dans le courant de la révolution, depuis seulement le 10 août jusqu'au 12 vendémiaire, des événements où ceux qui voudraient m'inculper devraient craindre qu'en suite, me saisissant de leurs propres arguments, je ne leur disse de mon côté, *ex ore tuo le iudicio* des juges si... *enimvero* !

~~Il n'est pas de nom sans son sens, et sans son~~

~~Le nom d'officier municipal est le seul qui ait été~~

~~à l'usage de la nation. C'est pourquoi l'Assemblée~~

~~constituante a voulu que le nom d'officier municipal~~

~~soit le seul qui ait été adopté. C'est pourquoi l'Assemblée~~

~~constituante a voulu que le nom d'officier municipal~~

~~soit le seul qui ait été adopté. C'est pourquoi l'Assemblée~~

~~constituante a voulu que le nom d'officier municipal~~

~~soit le seul qui ait été adopté. C'est pourquoi l'Assemblée~~

~~constituante a voulu que le nom d'officier municipal~~

~~soit le seul qui ait été adopté. C'est pourquoi l'Assemblée~~

~~constituante a voulu que le nom d'officier municipal~~

~~soit le seul qui ait été adopté. C'est pourquoi l'Assemblée~~

~~constituante a voulu que le nom d'officier municipal~~

~~soit le seul qui ait été adopté. C'est pourquoi l'Assemblée~~

(1). Officier municipal, au lieu de consul. Officier ministériel, au lieu d'huissier. Officier de santé, au lieu de chirurgien. Homme de loi, au lieu d'avocat. Qu'elle ne soit logomachie. Qu'elle ne soit de tout réformer. Et remarquez avec quelle maladresse ils ont employé ces mesquines combinaisons. Le terme de municipalité dérive de *munus*, qui signifie présent, libéralité, privilège. Les

celle qui devait amener les résultats les plus fâcheux contre la monarchie, et concourir le plus efficacement à sa destruction.

173. De la simple gestion des revenus communaux, de la simple administration de la police, ces corps, créés sur des bases nouvelles, passèrent tout-à-coup à la direction des parties les plus abstraites et les plus compliquées du service public. Commerce, police, finances, militaire, défense extérieure, marine, approvisionnements de toute espèce, législation, religion, tout fut de leur ressort, tout fut à leur disposition, et leurs attributions s'accrurent sans cesse à mesure que de nouvelles suppressions multipliaient les innovations. Il ne fut pas mal aisé de prévoir l'abus monstrueux que des hommes élus par le choc des factions feraient de ce pouvoir immense. Aussi, lorsque la municipalité de Paris rivalisa de pouvoir avec l'assemblée elle-même, dût-on, dans sa présomptueuse ambition, reconnaître le développement d'un esprit purement démocratique, inhérent à la constitution qui la poussait à secouer toute espèce de joug; et si elle seconda par essence le renversement de la monarchie, elle

Romains, dans leurs colonies ou chez leurs alliés, reconnaissaient des villes municipales, c'étaient celles qui jouissaient de certains privilèges, que leur accordait le sénat. Or que signifie l'application d'une telle désignation, dans un pays où les royaumes se vantaient d'abolir tous les privilèges?

dut aussi par essence tenter de détruire une assemblée qui participait plus de l'aristocratie que du gouvernement populaire. Il y a, quand on y réfléchit, quelque étonnement à concevoir de ce que, parmi tant de chances que lui a offertes la révolution, elle n'a pas, à l'aide de cette population qu'elle avait à ses ordres, réalisé ses espérances et substitué au gouvernement représentatif le gouvernement municipal, beaucoup plus rapproché des idées démocratiques qui avaient saisi la nation.

174. Si l'on n'avait à reprocher à l'assemblée constituante, cette cumulation de tant d'attributions diverses dans des mains presque toujours inhabiles; si ces municipalités eussent fait de tant de puissance un emploi tel que le crime n'eut point ensanglanté nos malheureux débats, (1) je reconnaitrais cependant que cette unifor-

(1) Il faut le dire toutefois à la honte des anciens corps de ville, des gouverneurs de province, des intendants, qui, tout ensemble, pouvaient autant que les nouvelles municipalités. Les premières révoltes demeurèrent par tout irréprimées, et qu'était-ce que ces révoltes ? Des attroupemens inspirés par les faux amis d'Orléans, pour activer la révolution, et où de misérables coquins parcouraient quelques communes, sous prétexte de la disette, et jetaient dans les fleuves les grains qu'ils pillaient en se plaignant de manquer de pain. Le moindre effort eut arrêté ces désordres de commande : mais tout était aveuglé en France, la peur avait paralysé l'ancien gouvernement, son heure était venue, il fallait qu'il périt.

niée adoptée pour toute la France dans la constitution des corps-de-ville, fut une conception heureuse. Elle simplifiait le gouvernement, facilitait avec les communes ses rapports, auparavant surchargés de difficultés par les prétentions locales de chaque cité, lui donnait les moyens d'atteindre d'un seul mouvement toutes les parties de l'empire, en le débarassant des résistances de l'intérêt personnel. Une telle novation aboutissait autant au pouvoir absolu qu'à la démocratie; elle n'eut eu rien de fatal à la monarchie sans cette toute-puissance dont furent investis les officiers municipaux.

175. Je ne dois pas sans doute avoir besoin de remarquer que je ne parle ici que du principe d'uniformité considéré absolument, car je ne puis encore examiner le mode de nomination aux places municipales. Ce doit être la matière d'un chapitre particulier, où nous rechercherons ce que devint la monarchie dès le moment où des élémens démocratiques furent introduits dans le code social des français.



CHAPITRE XVI.

DE LA DIVISION DE LA FRANCE
EN DÉPARTEMENTS ET DISTRICTS.

176. LES provinces étaient jadis des corps politiques, qui avaient une masse de forces capable d'opposer une résistance sérieuse à un gouvernement oppresseur.

177. Une faction qui méditait l'usurpation; des factions nées à l'ombre de cette première et qui voulaient changer la forme du gouvernement, ne pouvaient arriver à leur but que par l'oppression.

178. Ces factions durent se prémunir contre la possibilité d'une résistance trop active, et adopter le *dividé et impéra* de Machiavel (1).

179. La dissection de la France en départements eut pour elles le double avantage de réduire

(1) Veut-on la preuve que l'assemblée ne s'occupa qu'à se précautionner contre la résistance que devaient amener ses innovations? Qu'on jette les yeux sur les villes de l'intérieur; qu'on se rappelle les décrets sur les places fortes; qu'on voye ces vieilles citadelles, ces murailles des villes entièrement démolies. On ne pourra se donner raison d'une telle conduite, qu'en reconnaissant que l'on voulut ne laisser à l'opposition aucun moyen de force, et se conserver le pouvoir de réduire par un coup de main, une ville insurgée contre le parti dominant.

le

les divisions et subdivisions politiques à des fractions si faibles qu'elles ne pouvaient plus se rendre redoutables, et de déraciner ces idées consacrées par une longue habitude, cet esprit routinier et local, que la diversité du régime provincial opposait aux mouvemens uniformes qui devaient caractériser la révolution.

180. Je dois dire de l'homogénéité du régime départemental, ce que j'ai dit de l'uniformité introduite dans l'organisation des municipalités. Abstraction faite de toute autre considération, cette combinaison est heureuse; elle simplifie les ressorts du gouvernement et favorise son action et sa marche; mais, indépendamment de ce que nous aurons à dire sur les élections populaires, je crains que ce morcellement de la France en 84 fractions, après avoir servi à faciliter nos méthamorphoses, ne soit le véhicule de bien d'autres fluctuations.

181. Je désire qu'on veuille bien se convaincre avec moi que ce système de division n'a pris naissance que du désir de rendre toute opposition contre le gouvernement impossible ou peu dangereuse. Dès-lors, si l'on m'accorde encore qu'il est possible que des chances imprévues ramènent le pouvoir d'un seul (ce qu'à dieu ne plaise dans notre position actuelle), j'en conclurai qu'il est à craindre qu'un jour le despotisme ne sache gré à la démocratie de lui avoir fait un pareil présent. Je ne sais si j'ai bien

G

éclairci mon idée : j'invite le lecteur à la méditer.

182. Je me vois conduit à traiter la question épineuse des élections populaires. Mais, avant de m'enfoncer dans une discussion où les erreurs les plus accréditées vont m'assaillir pour arrêter ma marche, avant d'entrer en lice avec les préjugés du jour, avec des passions qui fermentent encore, il est indispensable que nous examinions ce que c'est que la souveraineté, la liberté, l'égalité.

CHAPITRE XVII.

DE LA SOUVERAINETÉ.

183. **F**LATTEURS du peuple, préparez vos phalanges, armez-vous de poignards, amenez vos bourreaux, car vous ne pourrez me répondre. La vérité me prête son flambeau, sa terrible massue est dans mes mains; je vais disperser devant moi les superbes erreurs que vous avez divinisées. A ces sophismes audacieux, qui ébranlèrent les fondemens de la société; à cette philosophie perturbatrice qui, sous prétexte de les analyser, décomposa les élémens du bonheur des hommes, et ne mit à la place que d'inintelligibles abstractions; je vais opposer des notions simples, des développemens naturels, des prin-

cipes évidens, des conséquences justes, des raisonnemens clairs et précis sur ce qui constitue l'harmonie sociale. C'est vous qui m'y forcez : J'entreprends à regret une pareille tâche. Je sais que le peuple ne trouve le repos que dans un silence absolu sur des matières aussi abstraites : qu'il ne doit pas plus s'appliquer à connaître les principes de l'action des gouvernemens, qu'à rechercher les causes premières du mouvement des astres. Je sais que s'il suffit à son bonheur de recevoir la chaleur, la lumière que lui dispense le soleil, quoiqu'il ignore d'où procède l'action de ce centre du monde ; il lui suffit aussi de se voir guidé, protégé par un gouvernement robuste, sans se précipiter dans le vague des spéculations d'une orgueilleuse oisiveté. Je sais qu'il n'en pourrait atteindre la hauteur, qu'il n'en recevrait que de fausses lumières, et que, ne pouvant embrasser ce vaste champ de combinaisons, il s'égèrerait dans sa marche et serait la victime de sa présomption imprudente.

184. Mais le salitaire instrument qui déchire une playe pour la guérir, n'est pas un instrument de mort dans la main d'un habile artiste, quoiqu'il atteigne jusqu'aux parties saines. Vous avez distribué les poisons, je ne dois plus songer à la violence du remède ; il est urgent de l'appliquer : je ne balance plus.

185. Le souverain c'est le peuple. Voilà ce que vous avez dit. Avez-vous entendu que le

peuple doit exercer tous les pouvoirs ? Qu'il doit comme souverain faire la loi , la faire exécuter ? Ou qu'un gouvernement régulier doit remplir cette tâche pour lui ? Dans la première de ces suppositions , vous avez avancé une absurdité démontrée par l'impossibilité même de sa mise en pratique (1). Dans la seconde qu'avez-vous dit qui vaille la peine de vous être contesté , et qu'avons-nous gagné à une déclaration qui n'a pas été entendue , comme elle devait l'être ? Vous n'avez pu vouloir signifier autre chose , sinon que le gouvernement est institué pour le bonheur de l'universalité des citoyens ; en pouvez-vous conclure , que ce bonheur ne peut résulter que d'un gouvernement dont les membres électifs , amovibles et temporaires , recevraient leurs pouvoirs d'une délégation du peuple lui-même ?

186. Par cette souveraineté du peuple avez-vous entendu qu'il peut changer la forme de son gouvernement , changer ses lois selon sa volonté , refuser aux magistrats , du régime qu'il veut proscrire , l'obéissance qu'il a dû leur promettre en les instituant ? Vous avez consacré les troubles , les discordes civiles ; vous avez proclamé comme seul légitime le droit du plus fort : et certes ce droit si

(1) Sa rigoureuse exécution ne serait pas même praticable dans la république de St.-Marin , le plus petit point politique que présente la carte d'Europe.

terrible n'avait pas besoin d'être ainsi reconnu par vous pour exercer son aveugle influence. Mais voyez votre inconséquence; vous avez condamné les citoyens à la plus triste irrésolution, si tôt que le gouvernement établi éprouvera la plus légère résistance; car, comme il vous a été impossible de caractériser ce qui constitue la révolte, et que la légitimité de l'insurrection ne peut résulter que de son succès, nul ne pouvant prévoir à l'avance s'il aurait du défendre le gouvernement ou protéger l'innovation, le plus faible ébranlement pourra à chaque instant, par la force de votre principe, amener la dissolution de l'état.

187. Vous vous évertuez à prendre l'homme dans l'état de nature et à rechercher à quelles conditions il est devenu homme civil. Vous ne voulez point reconnoître que l'état de société est l'élément de l'espèce humaine, que toutes ses facultés furent coordonnées à cette communauté d'existence: vous voulez absolument remonter au premier contrat que firent entre eux, dites vous, des hommes grossiers que leurs besoins communs réunirent en société: (1) et, parce que l'histoire, même fabuleuse,

(1) Mais d'où étaient sortis ces hommes? Est-il moins raisonnable de remonter à une première famille, dont la population toujours croissante aura multiplié les peuples, après avoir multiplié les familles à l'infini? Dans cette

ne vous présente rien de spécieux à cet égard, vous y substituez vos conjectures, et vous écrivez le *contrat social* en méprisant ce que les annales du monde vous présentent de positif. Vous ressemblez à cet athée qui nie la création, et qui, pressé par l'évidence de ce qui existe, se rejette sur des sophismes et bâtit les systèmes les plus ridicules pour échapper à la nécessité d'indiquer l'origine du premier homme, du premier chêne, du premier gland.

188. Laissons-là les frivoles définitions des mots; attachons-nous aux choses et ne parlons que pour être utiles, et non pour nous faire admirer par une multitude toujours éprise de ce qu'elle ne peut comprendre. Réduisons la question à ce point: quel est le fondement du bonheur social? je vais répondre: libre à vous de me réfuter.

190. Le bonheur social résulte de la certitude, déjà acquise par l'expérience, que chaque individu, en se soumettant à loi, sera protégé dans sa propriété, dans son industrie, dans sa personne et, qu'en ne nuisant à aucun, nul n'aura le pouvoir de lui nuire. Il se fonde sur l'impassibilité de la loi qui ne fera acception

hypothèse, il ne faut pas des livres pour trouver l'origine du contrat social. Je trouve, tout de suite, le pouvoir paternel établi, et, de ce pouvoir au patriarcat et à la monarchie, la conséquence est naturelle.

ni de lieux, ni de tems, ni de personnes et qui, toujours conforme à l'utilité générale, ordonnera sans passion, contraindra sans rigueur, punira sans haine, et sur-tout n'exigera pas que l'obéissance ait précédé la volonté. Il exige que la garantie des droits de chaque citoyen soit plus en actes qu'en paroles; et, comme cette garantie n'existe pas au milieu des incertitudes d'une législation, qui érige aujourd'hui en vertu ce qu'hier elle qualifiait de crime, la loi sera immuable, inflexible, afin que chaque membre de la société ne puisse, en aucun temps, hésiter sur la nature et l'étendue de ses devoirs. De ces préceptes découleront sans peine les devoirs des gouvernemens; mais je sens que je n'ai qu'éludé la question en la ramenant à cet état de simplicité, et qu'il me reste toujours à dire de la souveraineté, à qui peut en appartenir l'exercice. Avant d'entamer cet examen purement spéculatif j'ai quelques réflexions à faire.

191. Avons-nous bien observé quelle différence les tems, les mœurs, les arts, la religion ont établie entre les sociétés modernes et les peuples anciens? Avons-nous remarqué quelle distance nous sépare des hommes de l'ancienne Rome et de l'ancienne Grèce? et fûmes-nous raisonnables d'aller chercher à trois mille ans et à mille lieues de notre siècle et de notre pays des modèles de perfection civile?

192. On a voulu une république, (nous l'avons, sachons au moins nous y tenir) on l'a voulue, c'était sans doute un bien pour nous : mais cela n'est-il un bien que parce que telle fut la forme du gouvernement des anciens Athéniens, des anciens Spartiates ou des anciens Romains? Qu'avons-nous de commun avec ces peuples? Qu'avions-nous tant à leur envier? Pense-t-on que si un écrivain de notre siècle avait pris à tâche de recueillir nos faits et gestes comme on a recueilli ceux des Lacédémoniens; de faire la peinture de nos arts, de nos mœurs, de nos spectacles, de nos fêtes, de nos cérémonies sacrées et profanes; s'il s'était appliqué à décrire nos guerres, à signaler nos actions d'éclat; si un Sarmate enfin était venu jouer dans notre France le rôle qu'un compilateur érudit a fait jouer, en grèce, au jeune Anacharsis; s'il eut parcouru nos arsenaux, nos places fortes; s'il eut visité notre marine, nos accadémies, nos temples, nos palais, nos galeries, nos manufactures; dessiné enfin notre siècle avant la révolution; pense-t-on que cet ouvrage susceptible des plus riantes descriptions, des plus savantes dissertations, des rapprochemens les plus attrayans, eut inspiré moins d'intérêt et n'eut pas honoré la France, ne l'eut pas, tout au moins, mise au niveau de ces peuples qui ne sont plus? (1) Froids

(1) Je voudrais en avoir le temps et le talent. C'est

amateurs du merveilleux, il est autour de vous, sous votre main et vous ne savez pas le voir, vous ne savez pas le saisir!

192. De cette manie de n'admirer que les morts et les pays lointains, est résulté que nos charlatans politiques ont voulu nous approprier des institutions qui ne convenaient ni à nos mœurs ni à notre moderne civilisation. C'est ce que nous établirons dans les chapitres suivans, où nous aurons à traiter de la liberté, de l'égalité et où nous ferons remarquer les différences essentielles qui existent entre les peuples anciens et les peuples modernes. En attendant je me borne à rappeler ce mot de Solon, qui, interrogé s'il avait donné aux Athéniens les meilleurs loix possibles, répondit, qu'il leur avait donné les meilleures qu'ils pussent supporter. La réputation de ce sage législateur me dispense de commenter sa réponse et sans doute chacun en fera facilement l'application. Je reviens à mon discours.

193. Au peuple, dites-vous, appartient la souveraineté. Mais à quoi lui sert cette fastueuse propriété? Dans cette propriété commune quelle est la fraction qui en revient à chaque individu, et quel fruit en retire-t-il? La démocratie pure

ouvrage occuperait agréablement le reste de ma vie. Je la croirais bien employée, si je pouvais la consacrer à élever ce monument à la gloire de ma nation.

est impossible: le peuple constamment en action ne gagnerait pas sa vie sur la place publique; la misère et la lassitude lui feraient bientôt trafiquer de cette souveraineté importune; s'il échappait à l'influence des orateurs, il n'échapperait pas à celle des trésors qu'un ambitieux verserait à propos sur lui. Donc on revendique en sa faveur un droit dont il ne peut jouir, et qui ne peut que le fatiguer, que le conduire à la servitude par la crédulité ou l'avilissement.

194. Il déléguera donc ses pouvoirs: mais la forme, la durée, l'étendue de cette délégation ont-elles des limites que l'on puisse fixer, et au-delà desquelles se trouve la servitude? Il faut, ou convenir avec moi que l'existence du gouvernement monarchique n'altère en rien la souveraineté du peuple, en en déferant l'exercice au monarque, ou m'avouer que toute délégation de pouvoir est contraire à la liberté; ce qui nous amenera à conclure que l'état social est un état d'oppression, et que les hommes doivent retourner dans les bois.

195. Lorsque J.-J. Rousseau nous dit que le peuple anglais n'est véritablement en possession de la liberté qu'au moment des élections, nous dit-il autre chose sinon que la liberté cesse dès l'instant que le magistrat est institué? Il s'en suivra donc qu'il ne faut point de magistrats, que le peuple doit être constamment en ac-
 2

visé souverain. Or, je le demande, n'est-ce pas abuser du génie que de le prodiguer à soutenir des paradoxes aussi dangereux et aussi évidemment faux?

196. On a oublié que Jean-Jacques a fait son cours de politique dans la petite ville de Genève, où, rigoureusement parlant, l'adoption de quelques uns de ses dogmes sociaux n'eût peut-être pas été impraticable. On a oublié que son ouvrage, qui a tourné tant de têtes françaises, est, comme il nous le dit, extrait d'un plan de législation qu'il avait entrepris pour la petite population de la Corse. On a oublié ce que Rousseau lui-même a dit en parlant de la division des gouvernemens (1), et de là, forçant les conséquences dans l'application de ses principes inapplicables à notre situation, on en est venu à la nécessité de renverser et de changer notre constitution.

197. Mais, quelque soit le gouvernement qui nous régit, je ne dois pas me lasser de le

(1) Je le transcris dans cette note. « On a de tout
 « temps disputé sur la meilleure forme de gouvernement,
 « sans considérer que chacune d'elles est la meilleure en
 « certains cas, et en d'autres la pire. Si dans les différens
 « états, le nombre des magistrats supérieurs doit être en
 « raison inverse de celui des citoyens, il s'en suit qu'en
 « général le gouvernement démocratique convient aux
 « petits états, l'aristocratique aux médiocres, et le mo-
 « narchique aux grands ».

répéter, cette souveraineté du peuple n'est qu'une brillante illusion. Ce n'est qu'une pompeuse métaphore par laquelle un sage publiciste peut, tout bas, avertir les gouvernemens qu'ils ne sont institués que pour procurer aux peuples la plus grande somme possible de bonheur. Dans le fait, que le peuple ait une fois pour toutes délégué l'autorité suprême à un corps, à un prince, à une ou plusieurs familles qui l'exerceront héréditairement, ou bien que sa délégation soit temporaire, qu'elle soit limitée, divisée, médiate ou immédiate, cela ne change rien à ses droits et à ses devoirs, ni aux droits et aux devoirs des magistrats suprêmes; et comme, dans un vaste état, jamais le peuple ne pourra s'assembler que par fractions, il s'ensuit que sa souveraineté ne sera jamais actuelle, agissante, et que ce n'est qu'une inutile abstraction dont il s'est laissé éblouir par des ambitieux qui voulaient régner en son nom.

CHAPITRE XVIII.

DE LA LIBERTÉ.

198. LA chose dont on ait le plus parlé et qu'on ait le moins connue, c'est la liberté.

199. C'est un bien qui fuit devant celui qui

se meut croyant le saisir, mais qui appartient véritablement à celui qui croit en jouir, quelle que soit d'ailleurs sa manière d'être.

200. S'il est question de la liberté individuelle, dans le sens absolu de ce mot, elle n'existe et ne peut exister que dans l'état de nature : encore, dans cet état même, faut-il que l'homme vive isolé ; qu'il ne reconnaisse ni compagne, ni famille ; qu'il ne sente que le besoin de vivre et non celui de la reproduction. Le moindre lien auquel il se soumet altère, dénature sa liberté absolument considérée.

201. S'il est question de la liberté individuelle, dans un sens relatif ; elle peut appartenir à tous les hommes : c'est cette nature de liberté que je viens de définir (199), un bien d'opinion, un bien qui n'est véritablement le partage que de celui qui croit en jouir (1).

(1) Je n'ai jamais eu moins de liberté, que depuis qu'on a parlé de liberté en France. Cependant si, comme dit Montaigne, la vraie liberté (et l'on voit bien que le bon-homme ne parlait ici que de la liberté individuelle) ; Si, dis-je, la vraie liberté est de pouvoir toute chose sur soi, « *potentissimus est qui se habet in potestate* ». Je puis dire que je fus libre de tous les temps. On peut contraindre mon action, mais non ma volonté ; et si j'ai la force d'isoler mon être moral de l'être sensible, il est clair que la violence extérieure ne peut rien contre ma liberté.

202. Est-il question de la liberté civile? Voilà le gouffre de conjectures que l'orgueil d'une métaphysique inquiète a ouvert sous les pas de l'homme social. M'y précipiter serait une imprudence, si je n'espérais en sortir victorieux des illusions qui, jusques à ce jour, ont égaré, et, jusques à la fin des siècles, égateront les peuples policés de la route du bonheur social.

203. Nous nous tourmentons pour chercher ce bien si précieux qui n'est jamais si près de nous que lorsque nous ne nous en occupons pas. Remarquez quelle est notre folie, et ce que les philosophes peuvent nous dire de plus satisfaisant quand ils veulent nous en parler. L'homme est né libre dit Rousseau: j'ai répondu à cette proposition (139). Eh! bien! s'il est né libre, nous trouverons quelques vestiges de cette liberté native : sur quelque point du globe, cherchons avec ce politique le modèle vers lequel nous devons rétrograder pour redevenir ce que nous fûmes en naissant la nature. Mais, hélas! nous n'irons pas loin avec lui. Immédiatement après nous avoir dit que l'homme est né libre, il ajoute que partout il est dans les fers. Quel ne doit pas être notre découragement après un tel aveu uni à la déclaration de notre prérogative naturelle! Quoi! la marche irrésistible de l'état social aura conduit l'homme, né libre, à un esclavage général, et j'oserais me tourmenter contre une nécessité inévitable! Il faudra

que l'univers soit ébranlé pour que je retourne à mon état natif, et je ne préférerais pas le repos à des efforts dont je ne puis raisonnablement espérer le succès! Rousseau lui-même me dit qu'il ignore comment s'est opéré ce changement dont il veut que je m'inquiète; puis-je donc me flatter de faire cesser des effets dont je ne connais pas la cause! Que dirait-on d'un homme qui voudrait dessécher un lac et qui ne pourrait remonter à la source du fleuve qui le remplit sans cesse, qui ne pourrait la détourner? écoutez encore le sophiste et dites-moi si vous fûtes sages de vous égarer avec lui. Tel se croit, vous dit-il, tel se croit le maître des autres qui ne laisse pas d'être *plus esclave* qu'eux. J'ai donc raison de dire que la liberté est un bien d'opinion. Je devrais donc ajouter que l'esclavage est un mal chimérique, puisqu'on peut être esclave en se croyant le maître. Philosophes présomptueux, quand vous nous privez du bonheur, mettez donc quelque chose à la place : incertitudes pour incertitudes, illusions pour illusions, laissez-nous du moins celles où nous pouvons conserver le repos.

204. Rousseau qui reconnaît que la société naturelle, et la plus ancienne des sociétés, est celle de la famille, avoue que les enfans *doivent* de l'obéissance aux pères. Bientôt après il en fait des enfans ingrats, qui se dégagent de cette obéissance; sitôt qu'ils peuvent se passer des soins paternels;

(Voyez ci-devant 139). Il me paraît que voilà bien Jean-Jacques qui réfute lui-même sa proposition, *l'homme est né libre*, puisque la liberté ne commence que du moment où cessent les besoins. Ce n'est pas assez qu'il me dise qu'à cette époque il *rentre* dans l'indépendance; je vois clairement qu'il n'a employé cette expression que dans l'impossibilité de concilier autrement la contradiction, et qu'il devait se servir du verbe simple *entrer*, et non pas de son composé, s'il n'avait eu besoin de donner ce foible étai à des propositions qui s'entre-détruisent.

205. Prenez la peine de suivre cet auteur. Il veut absolument, après avoir reconnu que la société de la famille est naturelle, la seule naturelle, il veut absolument qu'elle ne puisse exister et se maintenir que par convention. Or, je vous prie, qu'est-ce qu'une chose naturelle qui n'existe que par convention? Qu'est-ce que ces obligations des enfans aux pères, dictées d'abord par la nature, et dissoutes bientôt après, si une convention ne les ratifie? Montrez moi, s'il vous plaît, où est l'intérêt que peut avoir le peuple à toutes ces subtilités.

206. Il fallait néanmoins que Rousseau, en nous dégageant de nos obligations naturelles, pour nous faire *entrer* dans l'indépendance, nous assignât le moment où se doit opérer un tel changement; et je lis, peu après, que l'homme devient libre, (comme il l'entend), sitôt qu'il est

est en âge de raison. Je ne fais aucune réflexion sur ce qu'il dit de la liberté commune, qu'il trouve une conséquence de la nature de l'homme, sur le soin de sa propre conservation, qui doit être sa seule loi. Les contradictions que renferme ce court alinéa, où l'égoïsme est en opposition avec un intérêt commun, mériteraient un volume de réfutations; je ne suis déjà que trop abstrait, et je ne dois marquer que les vices faillans du système de notre philosophe. Je me réduis donc à demander ce que c'est que cet âge de raison dont il parle; à quels caractères il peut être remarqué, quel est le point mathématique qui le sépare de l'âge de la dépendance, et si l'on doit se payer d'une abstraction pour expliquer une abstraction. N'est-il pas plus naturel de conclure que la dépendance des enfans envers leurs pères, produit de la faiblesse, des besoins des uns et des soins purement gratuits des autres, se perpétue par des moralités, qui ont aussi leur source dans la nature, et qui, de la reconnaissance, des affections qui en découlent, des plaisirs sociaux, du bien être physique, composent une douce habitude qui perpétue la famille sans le secours d'une convention? Rapprochez cette image calquée sur la plus commune expérience de celle d'un enfant qui parvenu à tel ou tel âge, dit à ses parens qu'il veut savoir à quelles conditions il leur rendra, dans leur vieillesse, les soins qu'il en a reçus dans son en-

H

sance, et les menace, si ces conditions ne lui conviennent pas, de les quitter, de vivre seule. Laquelle des deux satisfait votre cœur et votre raison? Qui de Rousseau ou de moi est le philosophe de la nature? (1)

207. Mais laissons ces inutiles dissertations. Qu'importe ce que c'est que la liberté, qu'importe la connaissance de la source dont elle émane, si nous pouvons aboutir au bonheur social, qui doit être son but unique, et qui, s'il ne pouvait en être le produit, ne nous permettrait plus de l'envisager que comme un fléau?

208. Je ne considérerai pas, comme Rousseau, d'une manière absolue, la liberté civile, parce que cela n'est d'aucune utilité; parce que surtout cette manière de la considérer nous jette constamment hors des limites de l'état social, et nous asservit à ne parler que de l'homme de la

(1) Qu'on ne m'objecte pas ce qui se passe à cet égard chez la plupart des animaux. Cette raison qui nous sépare d'eux; cette raison dont nous sommes si vains; ces organes qui démontrent notre supériorité physique et morale sur toutes les espèces de notre globe, disent assez qu'une telle comparaison, n'est pas admissible. Et puis, connaissons-nous assez l'histoire morale des animaux? Savons-nous quelles sont les affections qui réunissent les fourmis, les abeilles, les poissons-voyageurs, les oiseaux-passagers, etc. etc.? Connaissions-nous la forme de leurs gouvernemens?... Elle doit-être bonne; car elle ne change jamais.

nature: je la considérerai, relativement à la communauté d'existence établie de temps immémorial parmi les hommes. (1) Ainsi je ne dirai pas avec le Gènevois, que le peuple aliène sa liberté en instituant des magistrats (195.) Je me bornerai à rechercher s'il est une forme de gouvernement exclusivement convenable à l'existence de la liberté civile.

209. Que fait le peuple dans la démocratie? Ou la démocratie est pure, et alors il n'y a pas de gouvernement, ce qui est impossible; ou elle est mitigée, et alors il existe des magistrats, il y a des loix qui établissent les rapports de ces magistrats au peuple; il y a une force coactive pour assurer l'obéissance aux loix et le respect aux magistrats. Or l'autorité exercée sur le peuple lui-même ne diffère en rien de celle qui appartient à toute autre espèce de gouvernement, et ce n'est que par abstraction qu'on peut dire que la liberté appartient à la démocratie. L'élection que fait le peuple du législateur ou du magistrat est un acte indifférent à la liberté de chaque

(1) Remarquez que les peuples que nous appelons sauvages et non-civilisés, ne le sont que relativement à nous; qu'il est chez eux une police, des loix, une dépendance sociale relative à leurs mœurs, et à leurs besoins, comme peuples chasseurs, peuples pêcheurs, peuples cultivateurs. Nulle part on n'a trouvé l'homme isolé, que lorsque une force coactive, l'a tenu éloigné de ses semblables.

individu, dont le suffrage peut être anéanti par la majorité: c'est une liberté collective qui ne rapporte à chacun des copartageans que des soins fatiguans, que des distractions nuisibles à son industrie, qu'une agitation dangereuse, au milieu de laquelle les passions les plus viles doivent continuellement être en activité pour, de l'ambition de quelques uns, composer l'affervissement de tous.

210. Dans l'aristocratie? Ou elle est pure et simple, et alors le peuple n'est rien, ou, pour mieux dire, le peuple n'est que la réunion des classes ou des familles auxquelles appartient le gouvernement; ou bien elle est mitigée par des élections populaires, par des corps électoraux, qui, en certains cas, élisent pour le peuple, par l'existence de plusieurs corps auxquels les différens pouvoirs sont constitutionnellement distribués, et, dans ce cas, la liberté est également nulle pour chaque individu, dont la volonté particulière est constamment sacrifiée à la volonté commune réelle ou apparente. Dans cette forme de gouvernement le jeu des passions, des cabales, est en raison de la multiplication de ses ressorts; et les prestiges qui peuvent donner à quelque volonté oppressive le caractère de la volonté commune, sont eux-mêmes multipliables par ces cabales, par ces passions déjà multipliées par chacune des différentes branches de l'autorité. Ainsi la liberté civile sera, dans cet état, comme

dans la démocratie, une chimère invoquée toujours par des hypocrites, et que le choc des ambitions opposées fera tourner au préjudice de la tranquillité publique.

211. Dans la monarchie ? Ou elle sera absolue ; le roi, le prince, le sultan ne reconnaitra aucune autorité au-dessus de lui ; son caprice fera la loi ; dans ce cas, il n'existera nul vestige de la liberté civile ; ce sera le despotisme pur, et le bonheur ou le malheur du peuple dépendront absolument, exclusivement, de la moralité du chef auquel il se verra soumis : ou bien le monarque lui-même sera assujetti à des lois qu'il ne saurait enfreindre, et qui seront le type sur lequel ses réglemens particuliers devront être calqués ; et dans ce cas, la liberté civile pourra être tout aussi puissamment garantie que dans toute autre espèce de gouvernement, et si cette garantie est en effet sagement ménagée, ce sera le gouvernement où le peuple trouvera la plus grande somme de bonheur, par l'effet du calme habituel qui doit résulter de la simplification de ses parties organiques ; ce sera celui où cette liberté tant vantée se trouvera le plus efficacement protégée contre les attaques impétueuses de l'ambition et les prestiges qui égarent très-souvent les peuples (1).

(1) On sent que je n'entens parler que de la meilleure composition possible de chaque espèce de gouvernement.

212. Pour me mettre à portée de considérer la liberté civile d'une manière relative, j'ai dû passer en revue les différentes espèces de gouvernement; et j'ai dû ne considérer ces gouvernemens que d'une manière absolue; car ce n'est pas encore le moment d'examiner l'état de la France. On verra, lorsque j'en serai là, que ce que je viens de dire, n'exclut pas la possibilité qu'elle trouve dans son gouvernement actuel, le bonheur dont elle a tant besoin. Le premier philosophe, qui osa imprimer que la terre était ronde, fut brûlé vif avec sa vérité. Sa vérité a échappé aux flammes, et tout le monde sait aujourd'hui que les brûleurs du philosophe étaient des monstres qu'il eût fallu étouffer en naissant. Si, pour quelques vérités qui m'échappent, on voulait aussi me brûler, qu'en résulterait-il? Qu'on ne brûlerait point mon livre, qui a pour lui les plus respectables autorités, (relisez la note 1

Et je ne fais pas si même, en ne fixant que la pire composition, je ne découvrirais pas que les abus de la monarchie sont infiniment moins insupportables, que ceux de l'aristocratie, et les abus de l'aristocratie, bien moins encore que ceux de la démocratie. On pourrait peut-être définir chacun de ces gouvernemens, comme il suit. La démocratie est la force du peuple, et n'admet point de loix. L'aristocratie est la force des grands et exclut la justice. La monarchie est la force des loix, et procure par la justice, la liberté politique, et l'égalité devant la loi.

pag. 107.) que l'on dirait de *mestassassins*, ce qu'on a dit des assassins du philosophe, et que, de même que tout le monde fait et dit aujourd'hui que la terre est ronde, un jour aussi, tout le monde saurait et dirait que le gouvernement monarchique n'exclut pas la liberté civile.

213. A quoi se réduit donc cette liberté civile? Nous avons suffisamment démontré qu'elle ne résulte pas du droit pénible et dangereux laissé au peuple de concourir médiatement ou immédiatement à l'élection du magistrat, à la formation de la loi. Je suis convaincu au contraire que tout gouvernement tend à la simplification, que la lassitude qui résulte du partage de l'autorité amène la nécessité de la concentration (1) et que le bonheur ne peut exister là où se trouve la lassitude. Or, comme

(1) Ceci semble contredire par l'expérience du jour, et en effet, tous les pouvoirs étaient concentrés dans la convention; comment cette concentration en a-t-elle amené la division! Cette question ne peut être faite que par un esprit superficiel, et la solution confirmera ce que j'ai dit. La convention, en paraissant réunir tous les pouvoirs, n'était qu'un instrument de l'autorité, que se partageaient ses meneurs en chef; les clubs, les municipalités, les comités révolutionnaires; la fréquente amovibilité des membres de ces comités, constituait un partage fatigant des pouvoirs qu'elle rassemblait dans ses mains. C'est la lassitude occasionnée par ce partage, qui a amené le régime de 1795, plus simple par le fait, quoique plus compliqué en apparence.

je ne conçois la liberté civile, que sous les traits du bonheur civil, je dirai avec Platon, que cette liberté existe, là où la loi est dirigée au bien public, où le prince (1) obéit à la loi, et où le peuple obéit au prince.

214. Mais, me demandera-t-on, quel moyen avons-nous pour que la loi soit constamment dirigée au bien public? Je réponds qu'aucun gouvernement ne comporte cette assurance; que plus le gouvernement renferme des germes de trouble, moins il pourra atteindre à ce but, que le prince et les sujets n'en sont pas moins liés au devoir d'obéir aux lois, lors même qu'elles s'écartent ou semblent s'écarter de leur objet (2); et, au surplus, je renvoie à ce que j'aurai encore l'occasion de dire sur cette matière.

(1) Je n'ai pas besoin d'avertir, que le prince c'est l'individu, ou le corps chargé de faire exécuter la loi, et que notre directoire, par exemple, est le prince de notre pentarchie.

(2) Le livre XXIX de l'esprit des loix, nous montre que les loix qui paraissent s'éloigner de l'esprit du législateur, y sont souvent conformes, que celles qui paraissent les mêmes, n'ont pas toujours le même effet, qu'elles n'ont pas toujours les mêmes motifs, qu'il ne faut point les séparer de l'objet et des circonstances pour lesquelles elles ont été faites. Nous paraissions avoir oublié les leçons que nous a laissées l'illustre auteur de cet ouvrage; mais il y aurait peu d'inconvénients, si nous étions demeurés convaincus, que l'ignorance est la

CHAPITRE XIX.

DE L'ÉGALITÉ.

215. Si la liberté n'est qu'un phantôme, dans le sens que nos imposteurs révolutionnaires ont présenté au peuple, l'égalité est quelque chose de bien plus idéal, de bien plus chimérique.

216. Il ne sera pas question dans ce chapitre de l'égalité relative, telle qu'on nous la présente d'abord, et qui n'a dans l'état social qu'une seule application possible; c'est-à-dire que les citoyens sont égaux devant la loi qui est la même pour tous, soit qu'elle ordonne, soit qu'elle défende, soit qu'elle récompense, soit qu'elle punisse. (Voyez le numéro 140, et sa note 1.)

217. Je dois ne considérer la question que dans le sens absolu, puisque c'est dans ce sens que les flatteurs du peuple, lui ont parlé d'égalité. De

raison du peuple, qu'il ne s'égare qu'en croyant s'instruire, et qu'il convient à son bonheur de croire, avec Montaigne, qu'il faut obéir à la loi, non parce qu'elle est juste, mais parce qu'elle est loi, et que l'ignorance et l'incuriosité forment un chevet doux, mol et sain, à reposer une tête bien faite.

mandez à un jacobin s'il adopte pour son égal un royaliste d'opinion, et si ce dernier, quoique reconnu honnête homme, quoique doué des qualités de l'homme public, quoique incapable de trahir des devoirs contraires à son opinion purement passive, a les mêmes droits que lui, à obtenir une place qui exige de la fidélité, des talents et de la probité. Il vous répondra qu'un chouan n'est rien dans l'état, et qu'un républicain comme lui, fut-il incapable, fut-il même d'une moralité équivoque, est seul digne des emplois publics. Voilà l'histoire de toutes les maximes prétendues favorables au peuple, nous n'en voulons que pour nous et pour nos amis.

218. Pour moi, dégagé de passions, libre de préjugés, vierge d'ambition, je veux ne voir dans tous les hommes que mes égaux devant la loi; mais, pour toute autre espèce d'égalité, je dirai, sans hésiter, qu'il n'en peut exister ni dans l'état de nature, ni dans l'état de société.

219. Dans l'état de nature, la force, la ruse, l'adresse, la patience, l'opiniâtreté, l'emporteront sur la faiblesse, la simplicité, la maladresse, la nonchalance; lorsqu'un objet de jouissance sera mis en dispute par deux ou un plus grand nombre de concurrens, il y aura un vainqueur dont les vaincus ne feront point les égaux, et, d'homme à homme, il y aura toujours

une différence favorable à l'un, et fâcheuse pour l'autre. Ne perdez-pas de vue qu'en parlant de l'état de nature, je ne fais que m'accommoder au langage de ceux que je combats, car je persiste à croire que cet état proprement dit, ne subsiste nulle part.

220. Dans l'état de société, les inégalités deviennent encore plus saillantes; il y a même ceci que les causes immédiates d'inégalité dans l'état de nature n'agissent point immédiatement chez l'homme civil, et ne sont sensibles que par leurs effets. Les lois répriment l'action du fort contre le faible; punissent la fraude qui naît de la ruse, etc., mais la force, la ruse, et les autres sources de l'inégalité produisent l'accumulation des richesses, les richesses conduisent aux honneurs, les honneurs et les richesses distribuent inégalement les jouissances de toute espèce, tous les moyens de supériorité: et ce mouvement continuel, ce flux et reflux que les calculs de l'intérêt personnel entretiennent dans l'état de société, sont les seuls caractères qui le distinguent de l'état opposé. Donc l'inégalité est, comme dans la nature, de l'essence même des corps politiques, et c'est seulement devant la loi qu'il est vrai de dire que les hommes sont égaux.

221. Cette égalité devant la loi ne consiste pas en ce que la loi procure à tous des jouissances égales et des honneurs égaux. Le fon-

dement de la société, c'est le droit de propriété, la loi fait respecter ce droit, et si tous les hommes sont égaux à ses yeux c'est seulement en ce que, sans distinction de rang, sans aucune acception quelconque, elle conserve à chacun la jouissance de ce qu'il a acquis ou de ce qu'il possède sans querelle, la possession non querellée n'ayant pas besoin de prouver sa légitimité.

221. *bis*. Les principes que je viens de poser ne s'opposent point à ce qu'il y ait dans l'état des distinctions de rang : ils s'opposent seulement à ce que ces distinctions nuisent à la justice distributive ; à ce qu'un citoyen distingué obtienne devant les magistrats plus de faveur qu'un citoyen qui ne l'est pas.

222. Il s'en suit que les exemptions de la noblesse et du clergé en France étaient un abus monstrueux ; que l'égalité devant la loi n'existait pas chez nous à cet égard : mais ce n'était pas une raison pour priver violemment ces deux ordres de leur existence civile, propriété que chacun d'eux possédait collectivement, et qui se composait de la somme des propriétés individuelles de chacun de leurs membres.

223. Si ces deux ordres ont été effacés du code social, même avant l'extinction de la monarchie, ce n'est pas que leur existence fut nuisible au peuple, dans le cas où les abus dont on avait le droit de réclamer eussent

été redressés; c'est parce que, dans l'assemblée constituante, il se trouva des hommes qui voulaient la destruction de la monarchie, et que, pour parvenir à leur but, il fallait qu'ils lui enlevassent ses états naturels. Ramenée à la pureté de son institution, la noblesse n'était que l'aliment d'une émulation qui devait encourager tous les citoyens à se rendre utiles à leur patrie. C'était une récompense accordée au mérite, récompense qui s'étendait à la postérité du citoyen qui l'avait obtenue, comme pour perpétuer le souvenir de ses services; c'était une invitation au chef d'une famille noble de donner à ses enfans une éducation capable de les rendre dignes de leur auteur; c'était pour la société une garantie qu'il se formerait des hommes qui se dévoueraient à la servir; c'était enfin, non pas un PRIVILÈGE, mais une ILLUSTRATION qui, contenue, dans ses limites naturelles, ne pouvait avoir de fâcheux inconvéniens, avait au contraire des effets salutaires, et portait le feu de l'émulation pour le grand, pour le beau, pour l'utile, dans la classe inférieure dont chaque individu pouvait raisonnablement prétendre à acquérir cette distinction. Ceux qui me parleront de la noblesse personnelle et ne voudront que celle-là, ne me diront rien de solide. C'est la vanité qui les emporte au-delà du vrai. La noblesse personnelle n'est rien. Ce n'est rien dire que

de reconnaître ce que tout le monde fait ; savoir que tel citoyen a occupé avec honneur telle place , a fait telle action éclatante , a rendu tel service à l'état. Puisque la noblesse ne doit donner aucun privilège , tout cela sera vrai , sans que le gouvernement le répète , et l'opinion publique , pour le récompenser , n'aura pas besoin d'une illustration chimérique et passive. Mais voulez-vous enflammer l'émulation générale , faites que les vertus d'un père profitent à ses enfans , et vous aurez perfectionné l'art social. Prévenez seulement l'abus de cette institution , et elle sera féconde en hommes utiles.

224. Ainsi , raisonnant sans passion , nous verrons que ce préjugé haineux qu'on a cherché à substituer dans l'esprit du peuple aux préjugés qui , plus conformes à l'esprit social , lui faisaient accorder de la considération à une classe supérieure , n'est autre chose que le résultat des vues ambitieuses de quelques particuliers qui , pour s'élever , avaient besoin d'abattre ce qui était au dessus d'eux ; et que le peuple était sans intérêt à ce jeu des passions qu'il ne savait pas démêler chez ceux qui le flattaient. Il ne voyait pas que ces applanisseurs envisageaient l'égalité d'un seul côté , celui qui les retirait de la foule.

225. Dans la position où nous sommes , la noblesse n'est plus une institution qui nous convienne. J'avertis cependant que la marche in-

l'ensemble de notre gouvernement amènera quelque chose qui y ressemblera, et que nous ne présenterons pas longtems ce phénomène, jusqu'à nous inconnu, même chez les nations les moins nombreuses, d'un peuple sans aucune distinction civile, sans aucune gradation de rang, sans aucun intermédiaire entre le plus obscur citoyen et les dépositaires de l'autorité (1).

226. Pour nous convaincre que la base fondamentale de notre gouvernement est en effet un phénomène et doit nécessairement éprouver quelques changemens, jettons un coup-d'œil rapide sur les peuples anciens dont on a eu l'air de vouloir nous rapprocher, et voyons combien nous différons d'eux avant la révolution, et combien nous en différons encore davantage depuis.

227. Je commence cet examen par cette

(1) Les choix que le directoire, à son avènement, a faits presque exclusivement dans un certain parti, pour toutes les places à sa nomination; le décret qui ne permet au directoire de choisir pour certains remplacemens, que parmi d'anciens administrateurs, ne sont-ils pas un achèvement à ces idées de distinctions? N'en pourrait-on pas dire de même de la conservation des deux tiers de la convention, au corps législatif? Les distributions ruineuses que le gouvernement a faites long-tems à certaines villes, d'un pain qu'il avait seulement l'air de vendre, sont également un commencement de privilège, accordé à quelques cités, sur le reste de la république. Il faut une grande attention pour ne pas attacher les principes d'un gouvernement.

observation générale que ces peuples, dont on a tant parlé, avaient un territoire resserré, une population bornée, et, par cela même, ne pouvaient nous être comparés. On raisonnerait fort mal, si l'on croyait que l'on pût nous approprier par exemple la constitution de la petite république de Lucques. On pourrait le tenter, la violence et la peur pourraient nous amener passagèrement à une telle métamorphose, mais cela ne durerait : point il nous faudrait une police faite pour nous et calquée avec art sur notre génie, nos qualités distinctives, nos défauts mêmes. Je pense avec Montaigne, » que la conservation des » états est chose qui vraisemblablement sur- » passe notre intelligence. C'est, comme dit » Platon, chose puissante et de difficile dissolution qu'une civile police. Elle dure souvent contre des maladies mortelles et intestines, contre l'injure des lois injustes, contre la tyrannie, contre le débordement et l'ignorance des magistrats, licence et sédition des peuples ». On voit par ce que dit Platon que ce qui s'est vu de nos jours n'est pas si extraordinaire. Que de gens croient que rien n'a jamais égalé les horreurs de notre révolution ! Nous ne voyons que de loin celles qui ont précédé la nôtre, le moyen que celle-ci ne nous paraisse pas le pire à nous qui en souffrons ! Mais fixons-la en grand et nous verrons

verrons que notre nation est encore la nation française,

228. J'ai dit que jusqu'à nous il n'a point existé de peuples, de corps politiques composés de parties homogènes. C'est une vérité de fait. Indépendamment de l'esclavage domestique qui existait à Rome et dans la Grèce et qui retranchait de la classe des citoyens les quatoze quinziesmes au moins de la population, les Thessaliens avaient leurs pénestes, les Crétois leurs périéciens, les Lacédémoniens leurs ilotes. Tout bas commerce était infâme chez les Grecs, la médecine ne fut exercée à Rome pendant très long-tems que par des esclaves; les arts, le commerce, l'agriculture ne pouvaient être en Grece l'occupation des citoyens. L'esprit de la religion chrétienne ayant effacé ces humiliations du code des nations modernes, il est sensible que nous n'avons aucune analogie avec ces peuples anciens, et qu'il n'y a que la mauvaise foi, ressource ordinaire des ambitieux, qui aye pu permettre à nos modernes prédicateurs de l'égalité, de persuader au peuple qu'il pouvait aspirer à ne reconnaître qu'une seule classe de citoyens.

229. A Rome, malgré la facilité que donnait à l'établissement pur et simple du gouvernement populaire l'esclavage domestique, par lequel une population immense ne faisait point partie du peuple, il y avait plusieurs

ordres distincts qui avaient chacun leurs prérogatives héréditaires. Lorsque chez nous un citoyen obscur et ignorant devenu juge révolutionnaire prenait le surnom de Brutus, il ne se doutait pas, à coup-sûr, qu'il prenait un noble, un aristocrate de Rome pour son patron.

230. Ainsi je dois dire que nous nous sommes d'autant plus éloignés des constitutions de la Grèce et de Rome à mesure que nous avons effacé les distinctions de rang qui existaient parmi nous sous la monarchie, et que si, à la rigueur, chez les Romains et chez les Grecs, où le droit de cité était resserré dans les mains du plus petit nombre, si, dis-je, l'égalité civile pouvait être autre chose que celle que n'exclut chez nous aucune espèce de gouvernement, L'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI; cette égalité au contraire, par l'immensité de notre territoire qui ne peut comporter qu'un gouvernement concentré, par notre population où nul n'est privé du titre de citoyen, cette égalité, dis-je, ne pourrait, par rapport à nous, aller au-delà.

231. Je conclus donc qu'on a menti au peuple, qu'on a immolé son bonheur, son repos à l'ambition de quelques hommes qui l'égarèrent à bon escient; que l'orgueil des riches a tout fait; que le peuple, qui devait être indifférent aux idées d'égalité qu'on lui a suggé-

reés, n'a rien gagné à leur admission; qu'il a échangé son repos contre des chimères; qu'enfin c'est sur d'autres principes que notre gouvernement doit s'appuyer pour remplir le but de son institution (1).

CHAPITRE XX.

DES ÉLECTIONS POPULAIRES.

232. J'AI franchi aussi rapidement qu'il m'a été possible les trois chapitres précédens. Me voilà donc un peu soulagé des matières abstraites; me voilà ramené pour ainsi dire à l'historique de la révolution. Je n'aurai point à rechercher si les élections populaires constituent la jouissance de la liberté, de l'égalité, soit que l'on considère ces dernières absolument ou relativement, j'ai tout dit à cet égard dans ce qui précède. Il me suffit, après avoir démontré plus loin, que nous avons été conduits à cette innovation, par les fautes des siècles précédens, unies à celles de nos contemporains, il me suffit de signaler les inconvéniens qui s'en sont ensuivis.

(1) Ce but, c'est le bonheur du peuple. Les principes qui y conduisent ne sont point abstraits, c'est la justice, c'est l'observation religieuse des loix, c'est l'oubli des affections, des haines personnelles, et la neutralité la plus sévère entre tous les partis qui tendraient à troubler l'état.

233. Quand l'abbé de Saint Pierre, dit Rousseau, proposait de multiplier les conseils du Roi de France et d'en élire les membres par scrutin, il ne voyait pas qu'il proposait de changer la forme du gouvernement. L'observation de Rousseau est juste : et il n'est point d'homme un peu attentif qui n'ait senti que la prétendue constitution monarchique de 1791, avait constitué l'inévitable nécessité de la chute de la monarchie. Nous répondrons ailleurs aux aveugles espérances, aux vœux imprudens de ceux qui voudraient encore voir resusciter cette constitution incohérente et incapable de vie.

234. Si nous eussions été un peuple neuf, si nous eussions été resserrés dans un territoire de quelques lieues de circonférence, (1), si le peuple eut été divisé en plusieurs classes, si le droit de cité n'eut pas été la propriété de tous

(1) L'empire Romain atteignait aux bornes du monde connu, mais l'univers était sujet, et le peuple Romain n'était que dans Rome. C'est - là le modèle que s'était sans doute proposé la municipalité de Paris, l'orsqu'elle osa rivaliser de pouvoir avec la convention. Il faut convenir que son projet, qui n'était pas impraticable, était tout aussi conséquent que ceux qui ont obtenu la victoire. Si cette municipalité eut atteint à son but, alors nous eussions véritablement pu obtenir un simulacre de république démocratique, mais il n'y aurait eû de république qu'à Paris, et le reste de la France eût été traité en sujet.

Les Français sans distinction, l'établissement des assemblées du peuple eut perdu beaucoup de de ses inconvénients. Mais dans des assemblées où la richesse était assise à côté de la pauvreté, où l'ignorance et la stupidité votaient à côté du génie éclairé, où une multitude voyait, au sein même d'une égalité mensongère, les inégalités inhérentes à l'état social, briller à ses regards, sous les couleurs les plus tranchantes; il était impossible que les talents, que l'éclat des richesses d'une part, et de l'autre l'intrigue et la ruse, n'établissent pas une lutte pénible et constante, qui ravirait au peuple la liberté du choix dans les élections qui lui étaient attribuées.

235. En général les premiers choix furent ceux où les gens de mérite obtinrent le plus de préférences. L'esprit national n'était pas encore altéré; l'intrigue n'avait pas préparé les moyens de triomphe; les cabales de l'ambition eurent peu de prise dans ces assemblées et ne mirent même sur la scène que des hommes capables des emplois. Les passions hideuses qui se développèrent depuis, n'avaient pas tiré du néant ces êtres pervers, qui, des plus obscures conditions, s'élevèrent, par le cinisme du crime, aux premiers degrés de l'autorité. Il n'était guères possible alors que les erreurs des assemblées primaires fussent aussi générales qu'elles le devinrent depuis.

236. Mais à mesure que l'esprit démocratique fit des progrès, l'influence des gens capotés, la considération attachée à la richesse et à la bonne éducation diminuèrent de jour en jour, et les emplois devinrent le partage d'une foule d'intriguans, qui d'abord par des clameurs, par des calomnies, et ensuite par des menaces et des violences, éloignèrent des assemblées les citoyens honnêtes qui, dans la funeste espérance que les désordres n'auraient qu'un tems, se condamnèrent au silence.

237. Lorsque enfin le peuple n'entendit plus que les cris des factions et le langage des erreurs, il ne fut plus que l'instrument des partis qui déchiraient l'état, il ne lui resta plus de liberté, l'ignorance, la crédulité, la peur, le soumièrent au pouvoir des clubs, et ce furent ces sociétés qui exercèrent tous ses droits, et qui nommèrent à toutes les places.

238. Si le gouvernement, par ce droit de suffrage accordé au peuple, avait tendu à sa perfection, il eut conservé quelque force, il eut pu s'opposer aux abus qui naquirent à côté de ce droit, et diminuer le jeu des cabales; mais une telle concession étant contraire à son essence, il fut nul dès qu'il se vit contraint à la souffrir, il tendit à sa dissolution, et n'eut plus de moyens réprimans. }

239. Tantôt vainqueurs, tantôt vaincus, les partis qui, tour-à-tour dominèrent la France,

usèrent de la même tactique. Dans des comités secrets les choix à faire étaient déterminés, et ces choix, par menaces ou par séduction, devinrent ceux des assemblées primaires. Trop heureux le peuple lorsque l'un de ces partis, avait écrasé tous les autres; il le servait aveuglément, et jouissait du moins d'une apparence de repos. Mais tant que la victoire demeurerait incertaine entre deux ou plusieurs factions, chacune voulait influencer les élections et le trouble, les dissensions, souvent même les luttes sanglantes, signalaient la tenue des assemblées primaires.

240. Nul dédomagement ne revenait au peuple de ce que lui coûtait la cessation de ses travaux pendant ces assemblées; il n'eut jamais des magistrats de son choix; ces magistrats, enfans de la cabale, nés au milieu de la discorde, entretenirent et la discorde et la cabale, et leur prêtèrent une nouvelle force; le corps politique fut dans un état continuel d'irritation, et, par degrés enfin, la nation perdit ses mœurs douces; son génie laborieux, sa docilité naturelle; on vit de nombreux ouvriers vendre leurs suffrages au plus offrant, préférer le tumulte des assemblées aux travaux paisibles de leurs ateliers; le goût de l'oisiveté gagna toutes les classes; l'or du duc d'Orléans, l'or des protestans, l'or de l'anglais entretenirent le goût désastreux des jouissances sans travail, et développa cet esprit de pillage, d'agiotage, de trafic sur les malheurs publics et parti-

culiers, qui est enfin devenu le seul caractère prononcé des français de la révolution.

241. Il est des exceptions à toutes les remarques que fait un politique sur des évènements aussi compliqués que ceux qui nous accablent depuis sept ans. Forcé de n'embrasser que des généralités, il ne peut descendre à des détails qui arrêteraient ses recherches; il est donc vrai de dire, en thèse générale, que jamais la liberté n'exista dans les assemblées primaires; que jamais on n'y fit de bons choix; que l'autorité ne tomba que dans des mains déjà préparées à en abuser (1): et cela seul explique comment, de crime en crime, d'er-

(1) Vous avez de quoi vous convaincre que le gouvernement lui-même, avait fait toutes ces réflexions par la conduite qu'il a tenue après le 9 thermidor. Que fit-il à cette époque? Il avait à expulser des places des tigres engraisés, mais non rasiés d'or, de sang, et de larmes. Confia-t-il aux assemblées du peuple le soin de leur remplacement? Non. Il prévint que le peuple, en sortant de son affaiblissement, impulsé vers la vengeance, recevrait toutes les impressions que lui communiqueraient des passions excusables, sans doute, mais funestes par la violence qui devait suivre un silence long-temps comprimé: il fit ce que fait en tout temps le pouvoir absolu: il envoya dans tous les départemens des commissaires qui nommèrent à tous les emplois, et dispensèrent de la convocation des assemblées primaires. Je ne veux excuser, ni blâmer cette mesure, il me suffit de dire qu'elle était contraire à l'esprit des systèmes qui nous régissent: j'approfondirai ailleurs cette question.

reur en erreur, le vœu national a été méconnu; n'a même pu se manifester; comment nous avons vascillé douloureusement sur les systèmes qui devaient nous régir; comment nous avons bu tous, généralement tous, dans le calice de la honte; comment des principes contradictoires, des vues opposées, des intérêts ennemis, des vices, des vertus en discord, de l'opiniâtreté de quelques-uns, des remords de quelques-autres, de la lassitude de tous, s'est composée une forme de gouvernement, un corps politique capable ; enfin de mouvement, de vie et de durée.



ESSAIS SUR L'ÉTAT ACTUEL DE LA FRANCE.

I. Mai. 1796.

LIVRE SECOND.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA CONSTITUTION DE 1791.

1. LA meilleure espèce de gouvernement que les hommes aient pu imaginer (*Montesquieu, Esprit des Loix, liv. XI, chap. 8*) fut un jet du hasard; ce fut le produit de plusieurs fortuités nées de la corruption d'un peuple conquérant.

C'est de ce gouvernement qu'émanait le système de notre monarchie, système non écrit, ou du moins non rassemblé en un code constitutionnel, mais qui n'en était pas moins complet. Il suffisait de le ramener à ses premiers principes pour redonner de la vigueur et de la santé à la France. Ce n'est pas parce que notre gouvernement monarchique n'était pas constitué qu'il a péri; ce n'est point parce qu'il renfermait des abus; mais

parce qu'on a détendu les ressorts, et dénaturé la constitution.

2. La constitution de 1791 formait un alliage monstrueux de la démocratie et de la monarchie. Il est visible que ses auteurs ne conservèrent l'ombre de la royauté que parce qu'ils n'avaient pas encore osé heurter de front un préjugé national, sur lequel 14 siècles avaient roulé sans lui porter la moindre atteinte. Ils avaient prévu que le trône isolé ne se soutiendrait pas long-tems au milieu des tempêtes démocratiques; qu'une royauté héréditaire, dans un vaste état où il n'existait plus rien d'héréditaire, rien d'analogue à cette prérogative immense, ne pourrait soutenir les commotions d'un régime populaire : leur constitution hermaphrodite fut donc une combinaison profondément atroce pour nous précipiter dans l'anarchie, trop sûrs, qu'après l'épuisement qui suit cette cruelle maladie des nations, toute espèce de joug, toute espèce de gouvernement seraient reçus comme un bienfait.

3. Je ne suivrai pas, dans toutes ses parties, cette constitution qui séduisit tant de Français; il me faudrait user de redites, et rappeler des principes que j'ai déjà développés, ou débattre à l'avance certaines matières dont ce n'est pas encore le tems de nous occuper : je me réduirai à examiner l'un de ses vices les plus saillans que je n'ai pas, jusqu'à présent, eu l'occasion de remar-

quer. Je veux parler de la permanence du corps législatif.

4. Tel était l'Aréopage à Athènes, tel était le Sénat à Rome, tels étaient les Éphores à Sparte. Mais Athènes et Rome n'avaient point de royauté (1). A Sparte ce pouvoir n'était rien auprès de celui des Éphores, des Éphores qui firent si souvent trembler le peuple lui-même, et qui conduisirent à l'échaffaud l'un de leurs meilleurs rois.

5. L'imagination s'effraye, dans une monarchie, d'un corps législatif constamment assemblé. Quelques barrières que la constitution, qui admet une telle monstruosité, oppose à ses excès possibles, on ne peut concevoir, sans inquiétude, ce corps dans l'inaction, on ne le voit qu'avec effroi dans une activité continue.

6. Dans son inaction, on voit à nud l'inutilité de sa permanence; et, de plus, on conçoit que le pouvoir royal profitera de l'oïveté de ses membres pour y semer la corruption et s'y créer un parti qui, insensiblement, accroîtra sa prérogative. Delà

(1) Le sénat existait à Rome sous les rois, mais je ne pense pas que nos Romains modernes, aient fixé leurs regards sur les premières pages de l'histoire de Rome. D'ailleurs, c'est parce qu'il y avait un sénat à Rome, que la royauté dût périr. Il eut péri lui-même, si Tarquin n'eut pas eu pour prédécesseurs, Servius-Tullius, qui, pour abaisser le sénat, augmenta imprudemment le pouvoir du peuple. C'est ce qu'a fait Louis XVI, envers les parlemens.

un acheminement à la pire des tyrannies, celle qui s'exerce au nom du peuple; delà la dégénération du gouvernement et l'imminence d'une révolution qui ramènera violemment la constitution à son premier principe, ou achevera de la dénaturer.

7. Dans son activité continue, un déluge de loix va pleuvoir sur le peuple; bientôt la vie entière d'un citoyen ne pourra suffire pour acquérir la connoissance de cette immensité de décrets qu'accumuleront les législatures; les tems, les passions amèneront des variations de principes dans le système législatif; si des factions existent dans l'état, si elles aboutissent aux représentans de la nation, si des partis s'agitent au milieu d'eux, ils influenceront tour-à-tour la législation; des loix contradictoires, inconciliables, seront promulguées; le roi, incertain et sans influence, n'osera leur refuser sa sanction; le peuple perdra de vue la ligne de ses devoirs; la force exécutive s'énervera de jour en jour par l'impossibilité de résister à un corps ouvert à toutes les passions, par l'impossibilité de faire exécuter des loix contradictoires, par l'impossibilité de conserver au gouvernement une marche uniforme au milieu de tant d'oscillations. Le cahos remplacera l'ordre; les difficultés nées de la multiplicité des loix feront naître de nouvelles loix qui enfanteront de nouvelles difficultés, jusqu'à ce qu'enfin, d'excès en excès, le mal-aise général conduise à un ébranle-

ment où la législature , rejetant sur le pouvoir exécutif des désordres que seule elle a occasionnés , l'accusera devant le peuple de l'inexécution de tant de loix inexécutables , et s'emparera de son autorité..... Philosophes, dites-le moi , votre politique conjecturale approche-t-elle de ce tableau qui saigne encore sous nos yeux ?

8. Je laisse à l'écart d'autres effets de la permanence de la législature : le point de vue sous lequel nous venons de l'envisager , ne peut s'appliquer qu'à l'existence de la royauté , et il doit demeurer démontré que ce seul vice de la constitution de 1791 devait en amener l'anéantissement (1).

CHAPITRE II.

DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

9. **L'**ASSEMBLÉE constituante renferma de grands talens. Les deux partis qui la divisèrent durent donner à l'europe une grande idée des Français ; l'un et l'autre eurent des hommes de génie. Si

(1) Je suppose que l'on n'a pas perdu de vue dans ce que j'ai dit , jusqu'à présent , ce qui eut pû être réservé pour ce chapitre. Je divise ma matière pour ne répandre que par degrés la lumière de la vérité. Nous sortons d'une longue nuit ; je veux , s'il m'est possible , éclairer , non pas éblouir.

le côté gauche l'emporta, ce n'est pas que le côté droit ne l'ait pas combattu avec vigueur ; mais les armes défensives de celui-ci étaient bien inférieures aux armes offensives de celui-là. D'un côté c'était la raison dépouillée de prestiges ; la raison qui ne trouve que des âmes tièdes dans un pays que saisit le desir du changement , et que quelques membres défiguraient par les calculs d'un égoïsme qu'ils ne savaient pas même voiler : de l'autre c'étaient toutes les séductions qui peuvent enflammer l'orgueil, éveiller la cupidité , flatter la multitude , éblouir la sottise , exciter les passions. Il est peut être à regretter que les membres de l'opposition n'aient pas senti l'inégalité de leurs moyens et ne se soient pas en conséquence réunis à céder de bonne grace aux prétentions des réformateurs. Une retraite bien conçue , sagement ménagée , prudemment soutenue , eût moins exalté les esprits qu'un combat à outrance. C'est cette résistance , à la nécessité d'un changement quelconque , qui a donné à la révolution le caractère d'inquiétude et d'exaltation qui nous a conduits au delà des vues mêmes de ses premiers moteurs. Le desir de briller , chacun dans son parti , a coûté la vie à Louis XVI , et le repos à la France. C'est lui qui a conduit la constituante à préparer , aux assemblées qui lui succéderaient , des moyens pour frapper les grands coups qu'elle même n'a osé frapper.

CHAPITRE III.

DE L'ASSEMBLÉE L'ÉGISLATIVE.

10. **L**e mot était donné aux députés que les clubs envoyèrent à cette seconde assemblée. Partez, leur dirent les comités secrets, et donnez-nous une république.

11. Cette assemblée ne présenta pas, comme la constituante, cette réunion d'hommes éclairés, choisis parmi toutes les classes au dernier des beaux jours de la France. Il y eût encore quelques hommes dignes de représenter la nation (1); mais on reconnaîtra que le nombre n'en dût pas être bien considérable, si l'on prend la peine de se rappeler les progrès qu'avait fait, à l'époque de la nomination de cette législature, la dégénération de l'esprit public. Les assassinats, au nom du peuple, avaient ensanglanté tous les départemens; la peur, un funeste calcul sur la durée des désordres publics, dont les excès mêmes faisaient espérer la

(1) Je ne les juge ici, que par leurs talens, par leur aptitude au maniement des affaires publiques, et non par leurs opinions politiques. Il ne faut pas qu'une assemblée soit composée en entier d'hommes attachés à la même opinion. Une opposition, contenue dans les limites de la décence, y est nécessaire pour donner aux discussions un ressort épuratoire.

cessation

cession prochaine , avaient fait embrasser le silence et la retraite par les gens honnêtes dont la réunion active eût , au contraire , pu prévenir nos égaremens ; plus la révolution fit des progrès , plus cet isolement devint sensible ; plus les gens éclairés et probes s'éloignèrent des regards du peuple ; plus les intrigans , les hurleurs sans talent se montrèrent avec impudeur : à l'époque des nominations , les choix tombaient sur ces derniers inévitablement , en sorte qu'il sera vrai de dire que la difficulté des bons choix a toujours augmenté en raison de l'irritation révolutionnaire (1).

12. Le parti de l'opposition , dans la législative , n'eût ni la même vigueur ni la même direction que celui de la constituante. Le régime monarchique pur n'y eût peut être pas un seul ami. On y remarqua un parti lâche et mal-adroit en faveur de la royauté constitutionnelle ; mais ce parti avait son idole secrète ; Louis XVI eût

(1) Sous la terreur , l'abord des places n'était ouvert qu'à la sottise , unie à la perversité ; après la terreur , une autre classe d'hommes fut employée : les places s'épurèrent de plus en plus , à mesure que le gouvernement fit un pas de plus vers la justice et la raison ; au 13 vendémiaire , un mouvement rétrograde se rétablit , il influa sur la nomination de quelques hommes que des idées plus saines eussent exclus de toutes fonctions publiques. Suivez la révolution dans toutes ses fluctuations , vous reconnaîtrez la justice de l'observation que je viens de faire. Nous en ferons connaître ailleurs les effets.

K

autant à le redouter que le parti républicain, et en reçut autant de mal.

13. La constituante avoit médité la république, sa constitution monstreuse fut l'instrument qu'elle forgea pour donner à la législative les moyens de la procurer. La législative médita la mort de Louis XVI; à l'imitation de l'assemblée qui l'avoit précédée, elle laissa, à celle qui devait la suivre, le soin de remplir son dessein. La république, par elle proclamée, mais non organisée, fut l'instrument de mort qu'elle transmit à la convention pour frapper le dernier de nos rois.

CHAPITRE IV.

DE LA MAXIME

LE SALUT DU PEUPLE EST LA SUPRÊME LOI.

14. **O**UI, sans doute, le salut du peuple est la suprême loi; mais l'application de cette maxime doit-elle être abandonnée au hasard, aux caprices des passions, à l'aveuglement des factions, à l'irritation de la haine? A Sparte, les Ephores se vantaient de sauver le peuple lorsqu'ils le faisaient trembler pour assurer leur autorité. A Rome, les Décemvirs, les Dictateurs se vantaient de sauver le peuple en exerçant sur lui une tyrannie sous laquelle la liberté manqua souvent d'être étouffée. A Venise, c'est sous le prétexte du salut du peu-

ple que les inquisiteurs d'état ne permettent pas au peuple de jeter un regard sur le Sénat ; Cromwel invoqua le salut du peuple pour assassiner le faible Charles, et s'asseoir à sa place : on voulait aussi, disait-on, sauver le peuple en France, lorsque les plus vils des hommes se baignaient dans le sang du peuple qui coulait à grands flots sur dix mille échaffauds.

15. Imposteurs sanguinaires, jusques à quand abuserez-vous de notre patience ? Peuple, jusques à quand souffriras-tu qu'on blasphème ton nom ? Jusques à quand feras-tu dans les mains de tes faux amis, et l'instrument et la victime de leurs fureurs ?.....

16. Posons des principes et que la mauvaise foi perde à jamais la funeste ressource d'invoquer les circonstances pour assurer ses attentats.

Rome, dans ses tems de péril, mettait à la place des loix la toute-puissance d'un homme ; en France la toute-puissance d'un comité fit long-tems taire toutes les loix. Rome et la France furent sou-vent à deux doigts de leur perte par ce fatal abus d'une maxime qui ne peut être utile qu'aux ambitieux qui veulent déchirer l'état. En France les circonstances ont été tellement obéies, qu'une législation monstrueuse est résultée du combat sanglant que se livrèrent les factions les plus turbulentes, les passions les plus opposées. Dans le code obscur qui nous régit, je doute qu'il existe une seule loi qu'une autre loi n'ait point contrariée ;

je doute qu'un citoyen, s'il n'a dans le cœur la loi immuable de la nature, puisse coordonner sa conduite au but de la société en étudiant les loix de convention. L'une lui prescrira ce qu'une autre défend; pour chacune de ses actions il méritera des corrections, il méritera des récompenses. Un tel désordre est contraire à la morale, à la justice, à l'essence de l'état social..... Eh? bien! puisque *le salut du peuple est la suprême loi*, puisque, dans les dangers publics, il faut recourir, pour le peuple, à la puissance dictatoriale, créons une dictature immuable, perpétuelle et jamais oppressive. Cette dictature, que jamais les passions ne pourront envenimer, cette dictature, qui n'aura rien d'humain, cette dictature céleste, inaltérable, c'est la toute-puissance des principes.

17. La justice est le besoin des peuples, c'est la dette des gouvernements.

18. Une loi qui viole la justice est essentiellement une mauvaise loi.

19. Rien n'est bon que l'utile, rien n'est utile que le juste.

20. Le juste, l'utile, le bon, sont immuables de leur nature.

21. Si la justice et l'utilité concordent pour exiger du gouvernement des actes de circonstance, ces actes sont vicieux sitôt que la passion en altère la pureté.

22. Le gouvernement est un être moral dont l'impassibilité doit être la vertu distinctive.

23. Tout acte de circonstance ne peut être qualifié de loi.

24. Tout acte de circonstance ne peut être généralisé; il doit être restreint au tems, à la chose, à la personne, au but qui l'ont déterminé. Il est de sa nature passager comme son objet. Une circonstance semblable, réellement ou en apparence, ne peut le voir revivre; il faut que le législateur lui donne une sanction nouvelle.

25. Le poison des corps politiques, c'est l'abus de ces actes qui ne peuvent appartenir qu'au pouvoir arbitraire. Si un gouvernement sain et juste les administre quelquefois comme remède curatif ou préservatif, il ne peut les employer comme aliment sans exposer la vie politique de l'état. Leur fréquence ruine, en peu de tems, le corps le plus robuste : c'est donc un crime envers le peuple que de recourir à ce moyen si dangereux sans une nécessité démontrée à tous, sans avoir préalablement examiné avec circonspection, s'il n'est pas possible de le retarder ou de le suppléer sans danger.

26. Le corps social ne peut reconnoître de lois de circonstance.

27. La loi est immuable, inaltérable, simple intelligible à tous, obligatoire pour tous, utile à tous.

28. Lorsque la nécessité de la modifier est démontrée au législateur, la nouvelle loi, qui remplace une loi abrogée ou modifiée, doit laisser à

cette dernière tous ses effets civils pour les actes sociaux commencés sous son influence.

29. Le passé n'appartient plus à l'homme ; la loi étant faite pour l'homme, le passé n'est plus du ressort de la loi qui, en aucuns cas, ne peut avoir d'effet rétroactif.

30. La loi agit sur le présent et sur l'avenir ; elle ne peut, à l'égard du passé, que corriger les effets des actes particuliers qu'elle n'avait point prohibés.

31. LE SALUT DU PEUPLE EST LA SUPRÊME LOI. Ce salut est compromis dès l'instant que le peuple peut hésiter sur la nature de ses obligations. Il hésite quand la loi s'écarte des principes qui viennent d'être présentés. Son salut exige donc que le législateur respecte ces principes et ne les laisse pas plier au gré des circonstances, prétexte sacrilège de tous les attentats commis au nom du peuple, sur le peuple. (Voyez le n° 190, liv. I.)

CHAPITRE V.

DE LA CONVENTION.

32. **D**ES loix de circonstance avaient régi la France depuis que le phantôme de la monarchie avait disparu. La convention fut appelée pour constituer la république.

33. Le roi vaincu, par conséquent coupable ;

était, au fonds de sa prison, le centre vers lequel gravitaient les amis de l'ancienne forme de gouvernement; il fallut déjouer des complots possibles contre l'autorité populaire (1); il fallut étouffer de criminelles espérances, et priver des factieux du chef visible autour duquel ils désiraient se rallier. Louis XVI périt.

34. La convention fut convoquée au milieu des plus violentes secousses; c'est à la clarté des torches incendiaires, au bruit des prisons enfoncées, aux cris de cent mille français massacrés au nom de l'égalité, que se rassemblèrent les

(1) Les efforts d'un parti vaincu, contre le parti en possession du pouvoir, sont des complots. La force fait le droit, la force est le seul fondement légitime des gouvernemens. La résistance à l'oppression n'est une vertu, que lorsque le succès la couronne; quand elle est réprimée, ce n'est qu'une conspiration. . . . Ces maximes de droit public, sont extraites des écrits modernes sur la liberté, vérifiées par les faits et gestes des Français de la révolution, et sont, par conséquent, la quintessence de notre théorie et de notre pratique. Nous croyez-vous en rébellion, ou en insurrection légitime? Demanda-t-on, en juin 1793, à un représentant que les sections de Marseille firent interroger publiquement: c'est, répondit-il, une chose soumise au calcul. Si la majorité des départemens est pour vous, votre insurrection est légitime; vous n'êtes que des révoltés, si vous n'avez l'appui de cette majorité. Quelles maximes! Voilà donc les notions du juste et de l'injuste, soumises au calcul et aux chances du droit du plus fort! C'est-là cependant ce qui nous régit depuis sept ans.

corps électoraux, pour ratifier les choix que les clubs avaient fait. Qu'on se reporte à ces temps d'horreur, qu'on examine les playes profondes que reçut la France à cette époque, et l'on verra quels hommes pouvaient aspirer à se voir élus par les clubs d'alors (relisez le n.^o 241, liv. I.^{er}. le n.^o 11, & ses notes liv. II). L'on verra que si la convention régna par la puissance des échafauds, c'est parce que plusieurs de ses membres avaient fait leurs cours de politique dans la fange des clubs, où ils avaient régné par les assassinats.

35. Quoiqu'en disent les pessimistes, je ne dirai point, hélas ! que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles ; mais je soulagerai mon âme opprimée de tant d'horribles souvenirs, en remerciant cet être inconcevable, qui, terrible dans ses vengeances, imprime néanmoins son inépuisable bonté aux fléaux mêmes qu'il laisse tomber sur la terre. Une loi générale émanée de la providence, ne permet pas au mal de surpasser le bien, et place les remèdes à côté des poisons. Si les clubs n'eussent point erré, si leurs choix eussent été généralement conformes à leurs vues, la France périssait ; elle était engloutie sous une mer de sang. L'étranger même n'eut osé aborder une terre où il n'eut trouvé que des ossements et la peste. Mais au milieu de la corruption, de la férocité, de la dépravation la plus inconcevable, des vertus ri-

mides gémirent long-temps ignorées. La convention ne fit pleuvoir la terreur sur les peuples que submergée elle-même par la terreur. Elle tourna souvent contre son propre sein ses mains avides de carnage; mais les blessures douloureuses qu'elle se fit dans les momens de son délire ne purent empêcher une majorité, trop long-temps comprimée, de s'élever enfin contre la tyrannie de la minorité, et nous eûmes un 9 thermidor.

36. La France gémita long-temps de ce que lui couta, jusqu'à cette époque, la férocité méthodique de la convention. Que de talens, que de vertus, que de citoyens précieux furent perdus pour la patrie! Que de richesses, que de bras utiles furent poussés hors de nos frontières par la terreur qu'une fureur aveugle répandit dans tous les esprits! Cependant cette terreur même entra dans les desseins de la toute-puissance qui préside aux destins du monde. Par elle la nation punit d'un bras nerveux la politique européenne qui semblait se complaire au spectacle de nos déchiremens intérieurs. Les français, pour fuir les français, se jetèrent dans les armées: la crainte des échaffauds fit braver les canons ennemis: chacun se détacha de l'amour des richesses et des jouissances de la mollesse: les propriétés individuelles devinrent celles du gouvernement: du découragement général résulta une force publique à laquelle rien ne dut résister: une rudesse guerrière, un désespoir national,

nacquirent du désespoir de tous les citoyens; et l'Europe, trompée dans ses calculs perfides, par tout vaincue, par tout humiliée, perdit à jamais l'espérance d'un démembrement auquel il était trop visible que tendaient tous ses vœux.

37. C'est peut-être là le seul bien qu'ait procuré la convention ; mais c'en est un qui, s'il ne l'absout pas de ses fureurs, lui donne au moins des droits réels à l'admiration de la postérité. Elle ne sera point séparée du souvenir glorieux de nos triomphes contre tout l'univers uni pour nous détruire, soit par les armes, soit par la perfidie d'une cupide neutralité, tandis qu'à l'intérieur tout semblait nous livrer sans défenses aux attaques de nos ennemis.

38. La gloire acquise à nos drapeaux républicains a survécu aux causes accidentelles de cette vigueur démesurée. Les légions ennemies contractèrent l'habitude de nous redouter; notre suprématie militaire n'abandonna point nos armées affaiblies par la désertion, par l'indiscipline, par l'épuisement des ressources du gouvernement, qui ne pût plus suffire à leurs besoins. La convention n'est plus, et son génie plane encore sur l'Europe effrayée; il plane sur nos camps, où le sentiment de sa force continue de nourrir l'audace du soldat français. L'honorable paix qui doit couronner tant d'efforts, est un bienfait qui n'appartiendra qu'à la convention seule; et

c'est ainsi que le bien et le mal se confondent et naissent l'un de l'autre; c'est ainsi qu'une force invincible soumet les sages à respecter, au milieu des plus grands fléaux, les desseins de la providence.

39. La convention qui avait comprimé toutes les résistances intérieures et dompté l'Europe liguée, ne pouvait abuser plus long-temps des moyens violens qui lui avaient donné tant de force sans entraîner la France à une destruction totale. En un instant la marche des idées prit une direction nouvelle; aux cris de mort, succédèrent les accens de l'humanité; les échaffauds furent brisés; un calme relatif laissa respirer la nation; ce pénible repos, qui fuit la lassitude extrême, vit naître une troisième constitution, qui fit oublier l'œuvre perfide de la première assemblée, et le code anarchique où la convention avait puisé sa brûlante énergie. La France espéra le bonheur et crût trouver enfin dans la constitution de 1795, le terme de ses convulsions douloureuses.

40. Telle était la marche infailible que devaient suivre nos orageuses destinées. La convention avait régné par l'injustice et la rigueur. L'injustice et la rigueur marchent de compagnie dans l'ordre politique, et ne se séparent jamais sans cesser d'exister. Mais la violence a un cours rapide et borné; tout ce qui est violent aboutit promptement au terme de son existence: le 9 thermidor

déréndit les ressorts du gouvernement conventionnel, ce gouvernement dût périr. Une constitution plus saine dût remplacer celle de 1793, et les efforts d'un parti, dès long-temps accoutumé à des succès faciles, durent, par la force des choses, échouer contre la nécessité de la convocation d'un nouveau corps législatif. L'ajournement de la constitution nouvelle fut envain proposé; des projets atroces liés à cette tentative inutile, avortèrent inévitablement... Avant d'aller plus loin, je dois entrer dans quelques développemens sur diverses époques qui ont signalé le règne de la convention.

CHAPITRE VI.

DE LA COALITION DE 1793.

41. **J**e ne pourrai approfondir ce mouvement, le seul imposant, qu'ait présenté la France dans le courant de la révolution, qu'après avoir examiné les causes qui l'ont amené. Je prie le lecteur de lire avec quelque attention les sept chapitres qui suivent celui-ci. Je ne l'interromps que pour mieux me faire comprendre.



CHAPITRE VII.

DE BRISSOT ET AUTRES DE SON ESPÈCE!

42. QUAND on réfléchit à la moralité des hommes qui ont figuré sur le théâtre de la révolution, on ne peut concevoir comment la France a pu se laisser entraîner dans l'abîme de honte où s'engloutit tout ce qui la rendait si fière. On conçoit que les rêveries philosophiques, que les maximes des esprits forts de notre pauvre siècle, aient séduit, par leur cliquant, un peuple qui ne sait rien approfondir; que quelques hommes, qui ont cru qu'un babil nombreux était du génie, aient osé se flatter de mettre en pratique les théories audacieuses de nos modernes publicistes; qu'un peuple crédule et volage se soit gaiement élancé vers la nouveauté sur les pas de quelques imprudens qui lui promettaient le bonheur. Mais qu'un Brissot, un Gorsas, un Camille Desmoulins, un Gensonné et tant d'autres apôtres de la licence, aient obtenu des honneurs publics, des hommages publics, des regrets publics; c'est ce qui glace de stupéfaction un observateur attentif, qui ne peut méconnaître combien la France l'emportait sur le reste de l'Europe en civilisation.

43. Que Marat, le hideux Marat, ait été

proclamé le martyr de la liberté; que son cadavre, lépreux comme son ame, ait été religieusement déposé dans un temple magnifique, transformé en voierie; qu'il ait eu un culte et des autels; qu'il ait été long-temps l'idole d'une meute de bêtes féroces; tout est dans l'ordre dans cette succession d'événemens; le crime régnoit sans obstacle quand l'apôtre du crime était divinisé. Mais on voulait briser la verge de fer; on voulait renverser son trône, composé d'ossemens humains, lorsque les français, pour reconquérir leurs droits indignement méconnus, invoquèrent les vertus de Brissot et de ses nombreux accolites. A quel degré d'avilissement n'étions-nous pas réduits, lorsque, pour oser attaquer la tyrannie qui menaçait nos têtes, nous fûmes obligés de nous rallier au nom de ces êtres pervers, et d'avoir l'air d'embrasser leur défense!

44. Qu'étaient-ils donc ces hommes, pour l'intérêt desquels la France s'ébranla contre leurs assassins? ils furent les premiers auteurs de nos maux! L'évangile anarchique de Babeuf n'est qu'une analyse des prédications de Brissot; Gorsas et Marat marchèrent long-temps sur la même ligne; Camille Desmoulins n'était connu que par ses obscènes diatribes contre le pouvoir constitutionnel de 1791, par ses invitations au meurtre, par ses apologies des aveugles fureurs qui incendièrent les propriétés d'une foule de

citoyens. Genfonné, le premier, avait osé avancer cette maxime atroce, que la suspicion seule est un titre de condamnation.

45. Quoi! ces hommes, à l'envi l'un de l'autre, avaient défiguré la morale publique; ils avaient attisé le feu des discordes civiles, en osant attaquer les bases premières de la société, la religion et la propriété; ils avaient enivré le peuple du poison de leurs fausses maximes; ils avaient, de leurs propres mains, érigé ce pouvoir arbitraire, qui enfin s'appesantit sur eux, et nous ne nous écriâmes point, avec un pieux personnage: *Qu'importe de quel bras Dieu daigne se servir?*

46. Un but commun réunit, dès l'origine de la révolution, les artisans de nos malheurs. Dès qu'ils l'eurent atteint, chacun se créa, se choisit un parti; chacun voulût profiter seul des succès d'un crime commun. Si les instrumens dont ils se servirent pour assouvir leurs passions opposées, faillirent dans leurs mains; si les dogues sanguinaires qu'ils avaient déchaînés pour dévorer les gens de bien, se tournèrent enfin contre eux, qui les avaient dressés et conduits au carnage; si des factions plus heureuses ou plus habiles ou même plus féroces l'emportèrent sur eux; est-ce donc là de quoi justifier ces larmes déshonorantes que nous n'avons pas rougi de verser sur leur tombe? . . . O France! O ma patrie! que des regrets plus dignes de toi effacent cette flé-

trissuré. . . . Laisse ces vils énergumènes effrayer, par leur chute, les ambitieux qui oseraient les imiter, (voyez la note page 63) et attendre, au sein du mépris que tu verseras sur leur cendre, l'excécration de la postérité.

CHAPITRE VIII.

DES GIRONDINS.

47. **Eux** seuls peut-être voulaient la république; (1) ils furent des intrigans jusqu'au 14 juillet; des factieux jusqu'au jour où la royauté

(1) Bordeaux fut peu cité dans la révolution. Voilà la preuve de la presque unanimité de ses habitans pour la république. Il n'y a eû d'orages fréquens que dans les pays où le délire révolutionnaire était peu répandu. Lyon fut, est, et sera long-temps dans ce cas; Marseille ressembla d'abord à Lyon, et finit par être même insensible à l'insulte qu'on lui fit, en l'appellant ville sans nom. Le Midi en entier, s'il n'est pas opposé à la république, est au moins irrémédiablement chrétien et catholique. Si l'on me demande après cela, pourquoi Marseille et le Midi, eurent tant d'influence dans la révolution, et d'où leur vint cette réputation de sans-culotisme, qui fit trembler même Paris; je répondrai que les meneurs en chef, ayant parfaitement connu l'esprit de chaque département, abandonnèrent à eux-mêmes ceux qui les secoudaient spontanément, et envoyèrent leurs propagandistes et leurs bourreaux dans
constitutionnelle

constitutionnelle fut proclamée; des conspirateurs tant qu'elle exista; des révoltés le 10 août; de bons citoyens après le succès; des républicains le 21 janvier; des martyrs du patriotisme le 31 mai (1).

CHAPITRE IX.

DU 10 AOÛT.

48. **L**ES grandes époques de la révolution ne rappellent que des massacres. Où êtes-vous, imprudens, durent s'écrier les défenseurs du roi dans cette fameuse journée, en jetant leurs

ceux qui leur donnaient de l'inquiétude. Relisez le chapitre 13, livre I. Et persuadez-vous que voici une remarque infaillible. *Plus un pays aura paru révolutionnaire, moins il l'aura été. Là, où vous aurez vu des commotions, des troubles, concluez qu'il y existait une opposition vigoureuse que les grands machinistes avaient intérêt d'étouffer.* Je tirerai dans la suite, de cette observation, une induction qui prouvera que, dans ce monde, tout se compense et que ces pays doivent être les plus heureux, sous la constitution de 95.

(1) On voit que je fais remonter les girondins un peu plus loin qu'au temps où l'on a parlé d'eux. Il n'en était pas question le 14 juillet. Mais ces mêmes hommes, que l'on qualifia ainsi dans la suite, étaient déjà sur la scène à cette époque. Qu'on l'envisage comme on voudra, ils descendent en droite ligne de ceux que, dans le principe, on appella des enragés. (Voyez n° 118, liv. I).

L

regards vers Coblentz? Où êtes-vous? C'est ici que sont les dangers; et ce cri, entendu à Coblentz, dut ajouter aux regrets de la noblesse révoltée, qui, si elle eut environné le trône, l'eût plus efficacement défendu qu'au delà du Rhin.

49. Louis XVI, qui n'était plus roi depuis les 5 et 6 octobre, en perdit le 10 août jusqu'au nom.

50. Le trône, en s'affaissant, laissa à découvert un abîme effroyable, où la France pouvait s'engloutir: les cadavres de trois mille factieux, immolés par le peuple, ne purent le combler; souhaitons que les innombrables victimes que, depuis cette époque, la révolution a jettées dans ce gouffre, aient rassasié sa dévorante avidité.

51. Ce jour, dès long-temps annoncé, dès long-temps préparé; ce jour dont les *patriotes* du midi étaient venus partager la gloire, fixa les destins de la France. Tous les partis s'en disputèrent l'avantage: un seul en fut déconcerté. Jusques à ce moment d'Orléans avait pu se flatter que la révolution secondait ses projets: mais il dût reconnaître que Louis XVI, venait d'entraîner, dans sa chute, un trône qu'il n'avait su défendre; il dût sentir que ce prince, qui manifesta tant d'horreur d'un combat soutenu en son nom, et contre ses ordres, inspirerait plus de pitié que de haine, et qu'on ne pourrait le frapper comme roi, le faire haïr comme roi, qu'en semant avec art la haine de la royauté.

52. C'est de cette époque que datent les schismes politiques, qui se manifestèrent parmi les pre-

miers moteurs de la révolution ; leur but commun était rempli : le supplice du roi , l'extinction de la monarchie , étaient l'inévitable conséquence de la victoire qu'ils venaient de remporter en commun ; chacun songea à profiter de cet événement. Le parti du duc demeura isolé et honteux de lui-même ; il vit autour de lui s'agiter des factions qu'il n'avait pas su deviner , et qui prirent chacune leur caractère distinctif , dès qu'elles n'eurent plus besoin de masquer leurs desseins. La faction municipale , la faction girondine ou républicaine , la faction anarchique , qui n'était que la réunion d'une foule de brigands avides , ligués par le seul besoin d'un mutuel appui , se dessinèrent aux yeux du duc , qui , détrompé peut être sur ses coupables espérances , mais n'osant revenir sur ses pas , continua de marcher dans les tortuosités de la révolution , et persévéra , par lâcheté , dans des projets qu'il avait conçus sans courage.

C H A P I T R E X.

D U 21 J A N V I E R.

53. C'EST une chose digne de remarque , comment , à chaque événement qui changea la marche et la forme du gouvernement , l'uniformité de mouvement , la simultanéité de l'obéis-

L 2

sance s'établirent en un clin d'œil, sans résistance et sans efforts, sur la vaste surface que présente la France. Paris poussait un cri, Paris donnait un signal, ce cri était entendu, ce signal était obéi en un instant. On ne pourrait concevoir cet ensemble admirable, si on ne connaissait pas le système de nos clubs jacobins, qui, seuls, pendant six ans, ont conçu, dicté, préparé, dirigé, soutenu les moindres mouvemens de la révolution. Où donc ces clubs avaient-ils pris une tactique si merveilleuse? Ce n'est pas chez leurs bons amis les anglais, qui, certes, ne sont que des enfans, en ce genre, auprès de nous.... Après une telle réflexion, j'aime à transcrire quelques lignes de Montaigne; on gagne toujours quelque chose avec lui. « Le roi Philippus fit » un amas des plus méchans hommes et incor- » rigibles qu'il put trouver, et les logea tous » en une ville qu'il leur fit bâtir, qui en portait » le nom. J'estime qu'ils dressèrent des vices » mêmes une contexture politique, entre eux et » une commode et juste société. Je vois non une » action, ou trois, ou cent; mais des mœurs » en usage commun et reçu, si farouches, en » inhumanité surtout et déloyauté, qui est pour » moi la pire espèce des vices, que je n'ai point » le courage de les concevoir sans horreur et » *les admire quasi autant que je les déteste.* » L'exercice de ces méchancetés insignes porte

• marque de vigueur , et force d'ame autant
• que d'erreur et desreiglement. »

54. Covenons-en, Si Montaigne eut vécu de nos jours, il eut bien dit que les Français n'ont eu d'énergie que pour le crime : ce n'est en effet que dans les clubs , qu'ils ont montré quelque vigueur. Les vîtes-vous après que le 9 thermidor , leur eut livré leurs assassins?... Mais c'est m'égarer de ma route : j'oublie qu'il n'est ici question que du 21 janvier.

55. Louis XVI, qu'une flatterie imprévoyante avait proclamé le restaurateur de la liberté Française, Louis XVI, avoit conspiré contre cette même liberté (1); tous les partis se réunirent pour lui donner la mort. Quelques membres courageux, dont l'histoire a déjà recueilli la liste honorable, virent avec horreur imiter la froide cruauté des anglais envers l'infortuné Charles Premier (2), et refusèrent de juger le roi des Français; d'autres, en

(1) Si, dans les sujets sérieux que je traite, des esprits mal faits, osaient imaginer que j'emprunte quelques fois le ton de l'ironie, je proteste publiquement contre une telle fausseté. Oui, je le dis du fonds du cœur, Louis XVI conspira contre le peuple : s'il eut cédé de bonne grâce, s'il n'eut point trahi ses devoirs, son fort et celui de la France, eussent changé de face.

(2) Etrange aveuglement de l'orgueil national ! J'ai vu un Anglais du parti de l'opposition et zéléateur de notre démocratie, abominer notre conduite envers Louis XVI, et prétendre que la mort de Charles, fut un acte de

le jugeant, ne votèrent point pour sa mort; les uns demandaient son exil, d'autres sa réclusion jusqu'à la paix; mais ces membres, en se renfermant dans les limites de leurs fonctions, ou, en obéissant au cri de leur conscience, ne tinrent plus à aucun parti: s'il y eut eu un parti pour sauver le roi, ce parti eut infailliblement triomphé.

56. Deux seuls partis se mirent en opposition dans cette décision capitale. Ce furent les votans pour la mort pure et simple, et les appellans au peuple. Déjà l'un et l'autre avaient, par un commun effort, répandu les prestiges, ou semé la terreur qui devaient légitimer ou commander le supplice du roi. Des adresses sans nombre demandaient chaque jour la mort du tyran, les clubs s'étaient chargés de forcer la nation au silence, jusqu'à ce qu'ils eussent à la contraindre d'applaudir au meurtre de son roi. Mais, au moment décisif, les appellans furent effrayés d'une tentative aussi hardie, et, pour mieux assurer leurs coups, pour mettre la nation dans l'impossibilité de leur demander compte d'un sang qu'elle pourrait un jour regretter d'avoir laissé répandre, ils votèrent la mort, et voulurent que le peuple confirmât cet arrêt.

justice. Nous pensons très révolutionnairement comme cet Anglais; mais, à l'égard de ces deux rois, nos opinions sont diamétralement opposées.

57. Les girondins étaient à la tête des appel-lans ; les girondins voulaient la république ; ils la voulaient avant même la convocation des états-généraux. Plus conséquens que leurs adversaires , plus habiles , plus clairvoyans , ils desirèrent que la première pierre de l'édifice républicain , fût la tête du dernier monarque ; mais que cette première pierre fût posée par le peuple lui-même , afin qu'il respectât un édifice dont il aurait creusé les fondemens.

58. Il y avait moins de talens , mais beaucoup plus de féroçité dans le parti des votans pour la mort pure et simple. Si quelques uns voulaient la république , si quelques autres suivaient encore la bannière du conspirateur d'Orléans , les autres plus nombreux , incapables d'organiser un système de gouvernement , ne voulaient qu'aboutir à l'anarchie pour établir leurs fortunes particulières sur les débris de la fortune générale. Ces derniers furent à la tête de ceux qui demandoient impatiemment la mort du roi , et l'emportèrent sur les talens de leurs adversaires par la violence de moyens.

59. Ils donnèrent un signal , et , dans le même instant , les clubs arrachèrent à tous les Français leur signature pour demander la tête du malheureux Louis XVI ; ainsi l'appel au peuple , démontré , par le fait , inutile , devint bientôt après un motif de persécution contre ceux qui avaient osé l'invoquer.

60. S'il était permis de prononcer une opinion entre ces deux partis, je dirais, sans hésiter, que les appellans au peuple se présentent avec un air de duplicité qui les défavorise. Quant aux autres, il y a dans leur conduite un caractère de franchise, de vigueur, de courage qui, très certainement, eût fait dire à Montaigne, *« Je les admire quasi autant que je les déteste. »* on les voit, fort peu inquiets des évènements, se charger seuls, et sans hésitation de la responsabilité la plus terrible, et ne compter que sur leur énergie, pour amener la révolution au point de ne pouvoir en redouter une récrimination. A égalité d'intention, s'il fallait se déclarer pour l'un de ces partis, et voyant d'un côté la perfidie et la faiblesse, de l'autre l'audace qui ne déguise et ne ménage rien...

61. Mais de quelles subtilités je m'occupe! Ces deux partis n'existent plus: des siècles de calamités nous séparent de ce moment terrible, où la France tomba sous la domination des tyrans les plus sanguinaires. Repaissons nos regards de cette affreuse image. Apprenons à mourir. Voyons le malheureux Louis XVI, bénissant du haut de l'échaffaud ce peuple qui lui donnait la mort; entendons ses derniers accens... C'est un pardon que sa bouche articule!... Mais Santerre!... Santerre absorbe cette voix mourante!... Un roulement lugubre se fait entendre!... C'en est fait!... Le 21 janvier est immortel... France tu célébreras à jamais l'anniversaire de ce jour de justice.

CHAPITRE XI.

CONTINUATION DU MEME SUJET.

62. **LOUIS XVI** a défendu de venger sa mort; il n'a point défendu de venger sa mémoire. Mais, qui osera l'excuser comme roi? Qui d'ailleurs osera se charger de prononcer son oraison funèbre devant la génération qui l'a immolé? Les passions dont il fut la victime sont encore en ébullition, envenimées de plus par la honte, par le remords, ou par la crainte. Les uns rougissent d'avoir, ou de gré ou de force, coopéré à sa fin tragique. Les autres se font un titre d'honneur d'avoir fièrement ordonné son supplice, d'autres sont déchirés par leurs remords. Tous s'unissent pour empêcher le retour de la monarchie; du moins en faveur de l'héritier de **LOUIS XVI**, dont ils redoutent les ressentimens.

63. Ce fut le même esprit de honte, de remords et de crainte, qui prolongea et les fureurs de la ligue, et ce siège durant lequel des moines bien repus amusaient par des processions un peuple affamé que nourrissait le bon **Henri** tout en le combattant. **Henri** soumit la ligue; il avait à venger ses plus fidèles amis, ses parens, et lui-même, dont les jours avaient été menacés mille fois; mais les chefs de la ligue eurent part à ses faveurs royales. Ils obtinrent la préférence sur les compagnons

d'armes du héros navarrais, pour la plus part des emplois publics, et le roi s'en excusait franchement à ses amis, en leur disant, mettez-vous à ma place, je n'ai besoin de rien faire pour m'affirmer votre amitié, mais ceux-là sont mes ennemis, il faut bien que je les contraigne à m'aimer. Il n'est pas douteux que telle devoit être la sage politique de Henri, et telle sera dans tous les tems celle de tous les princes qui se verront placés dans une circonstance semblable. Les intérêts du trône l'emportent dans le cœur des rois, sur leurs affections personnelles. La paix de l'Espagne dérive-t-elle d'une autre source? N'est-il pas remarquable que la première paix, qu'aient obtenu nos victoires, soit celle d'un Bourbon qui ne doit le trône qu'aux ayeux de ce Louis XVI, dont il a sanctionné le supplice?

64. La monarchie est perdue pour nous; nous ne pouvons, sans nous jeter dans de nouveaux troubles, tourner nos regards en arrière. Immolez-vous vos préjugés, vous que nos crimes ont aigris. On n'est pas Français pour un roi, on est Français pour la France elle-même. Résignez-vous, et adoptez cette patrie qui vous commande d'autres devoirs que ceux que vous vous obstinez à considérer comme tels. Il est tems qu'une réconciliation entière, ramène des jours de repos et efface le souvenir de nos longues douleurs. Vos vains regrets ne ramèneront pas à la vie celui que vous pleurez; mais ils tuent la patrie,

qu'elle soit encore quelque chose pour vous. Considérez quels changemens nos malheurs et nos forfaits mêmes ont amenés dans les hommes et dans les choses. Les partisans de l'anarchie ne sont plus redoutables; le peuple est détrompé sur les erreurs qu'ils ont prêchées, il est lassé de leurs fureurs, il les déteste, il ne les secondera plus. Parmi ceux que vous accusez d'avoir immolé votre idole, les plus coupables ont expié leurs criminelles intentions; il en est peu de cette classe qui aient conservé une existence politique; ceux qui crurent servir l'usurpateur, ont perdu leurs folles espérances; vous seuls, par votre obstination, vous seuls vous les feriez renaître : voulez-vous devenir leurs complices? Ceux qui voulurent une république se sont justifiés par le succès; ils acquièrent depuis des droits à votre estime par l'honorable emploi de leurs talens, par leur énergique coalition contre cette tyrannie avilissante; ils acquièrent des droits à votre reconnaissance en vous délivrant du joug de la mort et vous donnant enfin une constitution qui, si vous savez en jouir, vous promet encore le bonheur... Etouffez vos vœux imprudens; d'infatigables ennemis de la France fondent sur vous l'espoir de perpétuer nos malheurs. Français, rappelez-vous de tout ce que vous avez souffert; craignez de nouvelles tempêtes. Qui d'entre vous peut se croire le droit de refuser la république et de blâmer le meurtre de Louis XVI? Qui

d'entre vous immolera, son repos, ses biens et sa vie? Le Bourbon de Madrid ne s'est pas enseveli sous son trône, il a légitimé le meurtre d'un Bourbon et reconnu la république.

CHAPITRE XII.

D U 31 M A I.

65. L'aschisme que le jugement de Louis XVI, avait occasionné ne pouvait qu'amener des luttes sanglantes, et l'on n'eut point douté que les appellans au peuple n'eussent succombé si leurs talens connus (1) et leur politique astucieuse n'avaient nourri l'idée qu'ils pouvaient l'emporter sur leurs adversaires, malgré les cris univoques des clubs dévoués aux purs jacobins.

66. Mais ils se trouvaient contrariés par cette déclaration constitutionnelle qui devint le cri de ralliement de leurs antagonistes, *la république est une et indivisible*. Ils visaient au fédéralisme, et cette déclaration, attaquant leur système par la base, ce fut un obstacle pour eux d'être obligés de se servir d'une formule qui se trouvait en opposition avec leurs principes constitutifs.

(1) Si la Gironde fournit plus de talens que les autres départemens, cherchez en la raison, (note 1 page 160) et rappelez-vous ce j'ai que dit ailleurs, livre II. n^o. 11. chapitre 3.

67. La faction municipale avait, comme la faction jacobite, le plus grand intérêt à conserver cette unité, cette indivisibilité de la république; la première se flattait de dominer la France entière, et, prenant Rome pour modèle, elle avait besoin que la France ne fut qu'un corps, pour la saisir d'un seul effort. La seconde, aspirant à gouverner par le club de Paris, sous lequel aurait commandé un comité du corps législatif, perdait ses moyens de puissance si un système de fédéralisme avait prévalu. L'une et l'autre furent secondées par les ambitieux, qui croyaient pouvoir aspirer à une domination absolue: de ce nombre fut d'Orléans; il sera même douteux long-tems, si ce n'est pas pour ce prince, qu'une main habile poussa Robespierre en avant, comme pour tâter la nation, et essayer, si elle pourrait revenir à l'idolâtrie, ou à la crainte d'un seul homme.

68. Tant de partis avaient intérêt à fomentier la haine de la royauté; et la nation sentit si vivement le besoin de s'étourdir par cette haine sur la mort de Louis XVI, qu'il n'est point étonnant que le parti d'Orléans, se soit enlacé dans ses propres filets. Le prétexte de sûreté publique, qui fit conduire ce vil personnage dans un des forts de Marseille, fut concerté pour le dérober aux tempêtes qui se préparaient; on se flattait que son parti le ferait proclamer roi dans le midi, où il s'était ménagé des appuis puissans, et qu'il ne sortirait du fort saint-Jean, que pour monter sur le trône: mais

un dieu juste épargna cette honte à la France, et la marche rapide des évènements qui se succédèrent, et qui semblaient devoir anéantir la république, puisque les seuls républicains y succombèrent, déconcerta toutes les combinaisons des factions opposées : la république s'affermir par les efforts mêmes tentés en faveur de la tyrannie, et le fort saint-Jean fut, pour le duc, le marche-pied de l'échaffaud.

69. Les girondins, voyant tout s'unir pour les perdre, intrigèrent dans toute la France, les jacobins, pour leur résister, y méditèrent des mafacres nouveaux. Leurs bourreaux étaient prêts, leurs victimes étaient désignées; mais la faction de la Gironde, oubliant sa coopération à des crimes du même genre, à l'aide desquels elle avait acquis sa consistance, avertit les départemens de leurs dangers; sonna l'alarme contre les clubs; rejeta sur ses ennemis la journée du 2 septembre, les crimes de la glacière, l'incendie des châteaux, la dévastation, le pillage dont la nation avait à se plaindre; et, empruntant le langage de l'humanité, tonnait contre tous nos désordres, arracha dans les départemens le sceptre de l'opinion publique aux voleurs et aux assassins qui s'y partageaient le droit de disposer des biens et de la vie de citoyens.

70. La Gironde allait triompher; Lyon, Bordeaux, Marseille, le Jura, le Calvados, plus de la moitié des départemens de l'intérieur étaient en insurrection contre les clubs, et ceux que les clubs

avaient élevés aux fonctions publiques. Cette insurrection énergique avait, sans effusion de sang, et par la seule force de la raison, éteint ces foyers de désordre, lorsque, désespérant de se relever dans les départemens, les brigands se rallièrent autour de la convention (1), et, renforçant les anti-girondins, attaquèrent corps à corps la gironde, et firent du 31 mai, une époque que l'histoire devra placer au rang des plus faillantes de la révolution.

21. C'était la première fois que le gouvernement révolutionnaire s'était ainsi vu menacé d'une insurrection générale; c'était la première fois que les Français luttaient contre leurs oppresseurs. Ils n'avaient encore rien proféré contre la convention; ils protestaient de leur soumission à ses lois en poursuivant les artisans de leurs malheurs et de leur honte. Les revers de la Gironde dans Paris ne dûrent donc point anéantir le mouvement qu'elle avait opéré au loin (2). Ce mouvement dût

(1) La tactique de ces brigands ne varie point, et, lorsqu'on a suivi de près la révolution, il est aisé de prévoir leurs démarches. Ne peuvent-ils dominer dans les départemens? Ils se concentrent à Paris et s'efforcent de s'unir au gouvernement. Le gouvernement les repousse-t-il? Ils se retranchent dans les départemens. . . j'invite à fixer un œil attentif, sur la situation actuelle du Midi, et sur la contenance de certains membres du corps législatif.

(2) Nous n'avions pas encore l'expérience de la défaite infaillible qui attendait les partis qui se séparaient d'un gouvernement qui ne connaît rien de

donc prendre au contraire une nouvelle force (1) : Ceux des girondins qui purent se soustraire à la captivité qui atteignit plusieurs d'entre eux, se retranchèrent dans les départemens ; contre leurs vainqueurs ; et , tirant une conséquence juste d'un principe hautement avoué , que les députés n'appartenaient pas à tel département , mais à la nation entière , ils firent déclarer que le corps législatif n'existait plus , puisqu'on avait détruit son intégralité , d'où s'ensuivit que la convention et ses décrets furent méconnus dans la majorité des départemens.

sacré , quand il fut question de sa conservation , ou de sa vengeance. Aujourd'hui , quelque force qu'eut un mouvement analogue à celui de 1793 , une journée comme celle du 31 mai , l'arrêterait à l'instant même. La première gazette qui arriverait dans le pays insurgé , ferait cesser l'insurrection ; et triompher le parti opposé. Je n'en vois pas d'autre raison que cette manie adoptée , je ne sais comment , dans tout le cours de la révolution , de se heurter , de se combattre , en invoquant les mêmes chimères , en annonçant le même but , en adoptant les mêmes signes , en parlant le même langage. Nous aurons occasion de justifier cette observation.

(1) Le feu des factions va toujours en s'irritant ; s'il ne s'augmente pas , il s'éteint. Voilà pourquoi le royalisme n'a jamais été dangereux jusqu'à ce jour (voyez livre I , n° 123). Mais c'est-là même une raison , pour qu'il puisse le devenir , depuis qu'il est une faction. L'anarchisme au contraire doit s'éteindre parce qu'il ne peut s'augmenter ; il ne peut que se répéter , et cela ne fait pas fortune.

CHAPITRE

CHAPITRE XIII.

DU FÉDÉRALISME.

72. **L**E fédéralisme est le fils aîné de la révolution : les français, entraînés par des hommes qui n'étaient alors que des factieux, formèrent, dès l'origine, une fédération contre ce que l'on appella le despotisme de la cour. Dans tous les départemens, les troupes bourgeoises, qui n'étaient point encore des gardes-nationales, envoyèrent des députés, pour se fédérer avec les parisiens. Le premier serment, qui fut prêté en France, fut appelé serment fédératif; les troupes que l'on retint à Paris, et pour cause, en novembre et décembre 1792, au lieu de les envoyer à Custine et à Kellermann, étaient des fédérés; c'était ce même esprit de fédéralisme qui proposait d'envoyer à Paris, auprès de la convention, une garde fournie par les 83 départemens; ce fut enfin la mode, jusqu'au 31 mai, de ne parler que fédération. Mais toute mode doit passer promptement en France. Après ce même 31 mai, arriva celle de poursuivre un fédéraliste comme un empoisonneur (1). Au 9 thermidor,

(1) Je ne fais pas si, en y regardant de près, on ne découvrirait pas quelque manœuvre royaliste dans ce

se fut la mode de nier que le fédéralisme eût jamais existé. Qui peut prévoir s'il ne sera pas encore question de cette folie, et combien de variantes nous fournira ce mot myltique? Que dirions-nous si la révolution ressemblait à Protée, qui, à chaque métamorphose, ne faisait que hâter la nécessité où il était de reprendre sa première forme, lorsque celui qui l'avait enchaîné ne s'effrayait pas de ses tours de forcier?

73. Quoiqu'il en soit, je crois avoir saisi le secret des fédéralistes; et, loin de nier qu'ils aient existé, leur attribuant, au contraire, tout l'honneur de la révolution, je suis certain qu'ils raisonnaient ainsi (1):

Le commerce a nivelé toutes les classes en France; la distinction des rangs n'est presque plus sentie; mais, pour nous, riches négocians, elle est d'autant plus humiliante que nous la voyons de plus près. C'est donc l'instant d'achever une révolution que la multiplication des richesses a commencée.

règne de la terreur, où l'on vociférait tant contre le fédéralisme. Il me parait que, sans les convulsions qui nous ont conduits où nous sommes, au grand étonnement, j'ose le dire, de tous les partis, il n'y aurait eu de républicains redoutables à la royauté, que les fédéralistes.

(1) Les rêveries de ces messieurs de la Gironde, m'ont paru assez sérieuses, pour que je m'appliquasse à les analyser.

Nous ne pouvons satisfaire à ce qu'exige notre orgueil, qu'en abattant la monarchie, parce que la noblesse et la monarchie sont inséparables ; il faut donc une république.

Nous ne pouvons espérer que des catholiques romains secondent ce projet hardi, parce que la religion de Rome, purement spéculative et contemplative, détache des biens de ce monde, et ne peut métamorphoser en citoyens libres ses sectateurs, auxquels elle recommande, pour première vertu, d'obéir aux puissances. Il faut donc détruire la religion romaine.

En attaquant la religion romaine, nous serions fort embarrassés de mettre quelque chose à la place, car nous ne ferons pas un calviniste ou un juif d'un paysan du midi ou du poitou : on l'a déjà tenté en vain. Il faut donc d'abord nous aider des religions rivales du catholicisme, et ensuite les proscrire toutes. Il sera plus aisé de ramener nos badauds à la religion naturelle, au pur déisme, que de leur inculquer un culte déjà pratiqué, et auquel, à coup sur, ils préféreraient celui qu'ils ont déjà.

Mais la France est trop vaste pour former une république : il n'en exista jamais de pareille. Rome, la plus considérable de toutes les républiques connues dans l'ancien temps, n'avait de libre que les sept collines. De nos jours, Venise et Gènes ne sont des républiques que de nom. Ce sont les nobles qui y dominent, et nous voulons

M a

détruire les nobles. Il faut parer à un tel inconvénient.

Nous séparer du reste de la France, et nous constituer indépendans, serait fort bon, mais ne serait pas sage. Nîmes reçut le fouet des mains d'un bourreau par ordre de Louis XIII. La Rochelle se repentit long-temps de s'être déclarée république. Et puis, si, dans les révoltes partielles, les chefs des révoltés sont pendus, il n'en est pas de même dans les révoltes générales, où l'autorité finit toujours par être trop heureuse de pouvoir pardonner. Il faut donc une révolution en grand, une république en grand, aux dépens de qui il appartiendra.

Nous avons des modèles sous les yeux. La Hollande est une république; (1) la Suisse est une république; les États-unis d'Amérique sont une république; ces pays, sous des lois différentes, vivent paisibles et puissans. En Amérique il n'y a point de noblesse, et leur constitution, qui durera, (j'énonce ici la croyance des girondins) fut l'ouvrage d'une minute. Rapprochons nous de l'esprit de ces gouvernemens. Tous sont fondés sur le fédéralisme, sans cela ils ne se fussent point

(1) On se rappellera qu'à l'époque à laquelle un girondin a pu tenir ce langage, la France n'avait pas eue la honte de permettre au roi de Prusse, de monarchiser les provinces-unies, en leur laissant leurs formes républicaines. . . . Que notre siècle est fécond en événemens contradictoires!

organisés ; adoptons cette idée si simple et divisons la France comme un échiquier, pour qu'une partie ne soit pas plus puissante que l'autre. Chacune de ces divisions formera un tout politique, qui sera l'un des membres d'un grand tout, que nous appellerons république française.

74. On conviendra que ce système n'est pas sans attraits, qu'il est spécieux, et que, s'il n'a pas prévalu, il faut en chercher les causes hors de lui, ou dans le mauvais choix des moyens qui devaient en procurer le succès. Or, nous ferons peut-être à cet égard quelques découvertes dans le chapitre suivant.

CHAPITRE XIV.

CONTINUATION DE LA COALITION DE 1793.

75. LA peur avait isolé successivement les habitans des villes; ces légers et brillans papillons, qui avaient salué l'aurore de la révolution, s'étaient transformés en insensibles chrysalides, à mesure que cette révolution, portée sur des nuages orageux, avait laissé tomber sur nous de violentes tempêtes: les clubs, semblables à Eole, avaient les vents à leur commandement; chacun ne s'appliquait qu'à trouver un abri... Quittons la métaphore; il n'y avait presque plus que des méchans en place, lorsque, après la mort

M 3.

de Louis XVI, deux partis, dans la convention, se déclarèrent une guerre à mort.

76. Dans leur isolement, les amis du repos attendaient stupidement, comme les juifs attendent leur messie, qu'un événement quelconque vint mettre un terme aux fureurs révolutionnaires; ils se gardèrent surtout de laisser même soupçonner la folle espérance que nourrissait leur lâcheté.

77. Plusieurs donnaient de l'argent aux pendus, pour être réputés patriotes, et échapper à la lanterne.

78. Il n'est, pour tous les hommes, qu'une manière de sentir. Quand on éprouve un malaise et quand la cause en est connue, on déteste la cause et l'on soupire après ce qui lui est opposé. Ces français donc, que la peur rendait immobiles, détestaient la révolution et regrettaient la monarchie.

79. Lorsque les girondins cherchèrent à se faire un parti dans les départemens, ce ne fut pas chez des être passifs et muets qu'ils allèrent chercher des appuis; ce fut dans les clubs mêmes, ce fut dans les administrations, ce fut parmi les hommes déjà en possession du droit d'énoncer une opinion politique, et déjà habitués au jeu des intrigues, au combat des partis.

80. Ainsi le premier ferment de la coalition de 1793, se développa dans les clubs: deux partis s'agitaient dans la convention et aux jacobins de Paris; deux partis s'agitèrent dans les clubs des

départemens, qui, de tout temps, comme de fidèles miroirs, ne surent que répéter les mouvemens de la capitale.

81. D'abord les hommes nuls, dont je viens de parler (n° 76), demeurèrent indifférens à des débats dont ils ne concevaient ni la cause ni l'objet; mais la résistance des purs jacobins ayant été plus tenace que ne l'avaient d'abord pensé les partisans de la Gironde, ceux-ci, trop faibles dans les clubs, cherchèrent des moyens de force au dehors; et l'occasion leur en offrit de bien puissans.

82. Lorsque les factions réunies pour perdre Louis XVI, voulurent s'appuyer du vœu de la nation, et contraindre tous les français à secourir cette grande mesure, on avait convoqué les sections, qui, depuis lors, sous le prétexte des dangers de la république, étaient en permanence. La permanence des sections annonçait que le peuple souverain était debout et veillait par lui-même à sa sûreté. Les girondins, impuissans dans les clubs, s'emparèrent donc des sections, et, progressivement, les dirigèrent contre les clubs eux-mêmes.

83. Les taciturnes royalistes observèrent alors de plus près ce mouvement d'une espèce nouvelle; tel d'entre eux qui se fut cru damné politiquement, de mettre les pieds dans un club, se hâta de paraître dans sa section: il y revint, il y revint encore; trouva que l'esprit en était

bon; oublia que, deux mois auparavant, on y avait signé la mort du roi, et se mit à faire des recrues pour la section.

84. Tous les jours de nouvelles figures se montraient sur l'horison; ces nouveaux venus hasardèrent de prononcer les mots de liberté, d'égalité, ceux, bien plus difficiles pour eux, de république une et indivisible. En peu de temps, ils furent aussi habiles que les meilleurs orateurs de la cluberie, et, sans savoir pourquoi, sans oser regarder devant ou derrière eux, séduits par ces mots de justice, d'humanité, de respect aux personnes et aux propriétés, dont la langue révolutionnaire venait de s'enrichir, ils se virent enfin en procès réglé avec les pendeurs, les voleurs, qu'ils n'auraient pas osé envisager huit jours auparavant,

85. La victoire ne fut point incertaine: ils conçurent alors qu'ils ne faut que braver les jacobins, pour les réduire à l'impuissance. Ils virent bien que leur audace ne se nourrissait que de la lâcheté de leurs victimes; dès qu'ils ordonnèrent aux clubs de se fermer, les clubs rentrèrent dans le néant; les emplois furent donnés à des hommes probes; tout succédait au gré de leurs desirs, lorsque le 31 mai vit échouer à Paris les moteurs invisibles de ce phénomène étonnant. . . . J'ai dit ailleurs pourquoi les revers de la Gironde, à Paris, ne renversèrent pas son ouvrage dans les départemens.

86. La présence des députés pros crits et les foudres de la convention contre les sections, après qu'elles eurent refusé de la reconnaître, firent fermenter la France entière. Paris menacé par Wimpfen; la Gironde créant une armée, qui allait grossir dans sa marche; le Jura attendant le premier marseillais armé qui aurait paru sur ses montagnes, pour fondre sur la convention; Marseille tonnant contre l'anarchie, qu'elle accusait la convention d'avoir organisée; Toulon vainqueur des nombreux jacobins qu'il renfermait dans ses murailles; tout le Midi entré dans cette terrible coalition; Lyon, au milieu de tant de bras armés, levant une tête majestueuse; les deux tiers des départemens prononcés dans le même sens; le reste de la France n'attendant qu'une impulsion, qu'elle ne devait pas tarder de recevoir; la convention, réduite à lancer, au milieu de Paris effrayé, des décrets impuissans, méconnus hors de ses barrières; tel fut, en moins d'un mois, le spectacle qu'offrit à l'Europe immobile, cette république, que se vantaient de défendre deux partis opposés, qui, sous les mêmes couleurs, avaient le même cri de ralliement. Encore quelques jours, et une puissance, rivale de la convention qui n'en eut pu soutenir la présence, était instituée à Bourges: encore quelques jours, et, franchissant les sanglans intervalles qu'elle a dû parcourir depuis pour revêtir cette

forme de gouvernement, la France devenait une république (1).

87. Toutes les fois que nos orateurs de tribune ont rappelé ce mouvement, ils en ont rapetissé l'image en voulant l'aggrandir. Ils ont parlé de Toulon occupé par les Anglais ; de Lyon opposant une résistance héroïque à 70 mille de nos meilleures troupes qui ne le réduisirent que par la faim. Ils n'ont pas vu que, déjà à cette époque, tout l'étonnant de la coalition départementale avait disparu. La convention, assiégeant Toulon et Lyon avait reconquis sa puissance ; un revers ne l'eût point abattue ; tandis, qu'au moindre choc, elle se fut évanouie à la naissance de la coalition. Toulon et Lyon étaient deux piliers de cet édifice colossal ; s'ils avaient un moment échappé à son écroulement total, ils n'avaient plus alors rien de commun entr'eux ; la convention pouvait les laisser subsister sans en redouter rien de bien sérieux (2).

(1) Je parle ici d'une manière absolue ; car nous n'eussions pas obtenu du triomphe des départemens une constitution, telle que nous l'avons aujourd'hui. Il n'y a aucun doute que le plan fédératif arrêté à Bordeaux et perfectionné à Marseille, entre des députés de la Gironde, du Gard et des Basses-Alpes, n'eût servi de type au gouvernement, qui eût succédé à ce moment de crise. J'ai sous les yeux, ces pièces vraiment curieuses et fortement empreintes des idées de fédéralisme, qui avaient amené cette commotion imposante.

(2) A Toulon, on proclamait Louis, XVII, à Lyon,

38. Maintenant si on me demande comment cette coalition départementale échoua, je prie de relire ce chapitre jusqu'au n° 85 inclusivement, et je demanderai à mon tour si cette classe d'hommes, qui imprima tant de force à ce mouvement, devait la seconder de bonne-foi et avec passion, quand elle en connut la direction. Ils avaient cru, ces royalistes à vue courte, qu'il n'y avait que deux choses à espérer ou à craindre en France, la révolution ou la contre-révolution. Ils avaient cru que tout ce fracas finirait par leur rendre le roi. Dès qu'ils se furent détrompés, ils restèrent en montre, parce qu'ils y étaient : mais fallut-il marcher à l'ennemi ? Chacun se dit tout bas qu'il était fort peu envieux de se battre pour une république ; qu'il se fut tenu coi s'il eût prévu qu'il ne s'agissait que de savoir laquelle nous aurions ; au lieu de payer de sa personne, on paya des vauriens qui trahirent les départemens pour les jacobins, et la convention l'emporta.

39. Il se peut néanmoins que cette cause de la défaite des départemens ait été impuissante si

on combattait pour la république une et indivisible, contre la république une et indivisible ! Malgré la même intention que l'on peut supposer aux Lyonnais et aux Toulonnais, il faut se bien persuader, qu'elle ne suffisait pas pour établir entre eux des rapports. C'est aux sens, c'est aux yeux, c'est aux oreilles qu'il faut parler, quand on veut agir sur le peuple.

l'on eut usé de célérité ; dans le premier moment d'effervescence , on n'avait pas raisonné sur les conséquences de cette insurrection ; les jacobins n'étaient pas prêts à la défense ; ils n'osaient y songer ; les armées mêmes étaient incertaines ; un coup hardi eut pu les décider pour le parti départemental. Mais cette morcellure de la France en départemens , enchevêtra la marche des coalisés : les anciennes provinces eussent , en un clin d'œil , assuré leur victoire ; tandis que pour concilier , mouvoir , diriger , unir tant de lambeaux épars , il fallait plus de tems que n'en laissait le besoin d'une explosion soudaine et uniforme. (Lisez le chap. XVI du liv. I.) On ne pouvait agir qu'avec une lenteur funeste. La convention fut frappée de terreur au premier cri des départemens ; elle respira un jour ; ç'en fut assez , elle dut dompter leur révolte.

CHAPITRE XV.

DE LA CONSTITUTION DE 1793.

50. **D**EPUIs huit mois la convention promettait aux Français une constitution ; et , depuis huit mois , elle ne gouvernait que par des loix de circonstance. Des décrets de rigueur contre les ministres du culte , des persécutions , des spoliations contre les parens des émigrés , un pillage légal ,

une oppression toujours croissante, tels étaient les résultats de ses travaux, Lorsque les départemens lui adressèrent le reproche d'avoir abusé de son autorité et méconnu le premier de ses devoirs qui était de donner une constitution à la France.

91. Mais, tandis que des commissaires départementaux parcouraient l'intérieur pour allumer ou activer le feu de l'insurrection; tandis que les départemens rassemblaient des bataillons prêts à s'élancer vers Paris; la convention enfanta, en un jour, la constitution de 1793. La distribution en fut d'abord contrariée par les départemens coalisés; mais des prôneurs adroits se glissèrent dans les sections et donnèrent une première impulsion au mouvement rétrograde qui s'établit bientôt après. Vous vous plaignez de l'anarchie, disaient-ils au peuple! Eh! bien! elle n'existe plus; voilà une constitution. Il ne s'agit pas de savoir si elle est bonne ou mauvaise, acceptez-la telle qu'elle est, le schisme actuel cesse à l'instant même, la convention se retire; vous nommez un autre corps législatif, il corrigera, s'il y a lieu, la charte constitutionnelle, et vous échappez aux horreurs de la guerre civile (1).

(1) Il n'y aura point en France de guerre civile. Elle ne pourrait avoir lieu, qu'autant que deux partis, fortement opposés en principes, se seraient prononcés. Or, il n'y a pas opposition de principes, entre des républicains et des républicains. La magie d'un mot nouveau,

92. Les Français lassés d'anarchie étaient, entre les prôneurs de la constitution et les moteurs de la coalition départementale, dans l'état où se trouverait un homme affamé à la vue d'un mets empoisonné. La faim l'emporterait sur la crainte du poison, si on lui promettait un remède infailible après qu'il aurait satisfait à son premier besoin. Le peuple affamé de loix, adopta sans examen ce que l'on appelait la constitution, et cet acte perfide déjoua, d'un seul coup, toutes les combinaisons des coalisés (1).

93. La convention avait inondé les armées de sa constitution; elle avait neutralisé, par ce seul moyen, le levain insurrectionnel prêt à y fermenter; elle les rappella dans l'intérieur au mo-

concilierait les deux partis en apparence, et ferait dominer l'un des deux, avant que l'on en vint aux mains. Les motifs d'une guerre civile, doivent être ramenés à des termes simples. On se bat pour tel gouvernement, contre tel autre; pour tel homme, contre tel autre; pour telle religion, contre telle autre. Mais pour la république, contre la république! Cela ne peut être sérieux.

(1) Je ne résiste pas au désir de faire connaître une anecdote dont j'ai été témoin, et qui, sous plusieurs rapports, offre de grands sujets de méditation. J'étais à Bormes en Provence, en août 1793, entre les mains d'une municipalité, qui menaçait de me faire conduire à l'armée d'Italie, ce qui était m'envoyer à la mort. Mon sang-froid, me tira de ce mauvais pas. Libre, je me reposai, quelques temps dans l'auberge ou des paysans

ment même où les départemens étaient dans une hésitation qui devait amortir l'incendie que la Gironde y avait allumé. Le peuple , incapable de distinguer une constitution d'une constitution , se contenta du mot et crût tenir la chose ; les dupes , qui avaient fait la force des sections , ne prirent pas la peine d'analyser cet acte constitutif qui leur fut présenté : ils conçurent qu'il n'était question que d'un mode de république ; ils laissèrent crier les vrais moteurs de la coalition , et demeurèrent indifférens sur les suites de ce mouvement. Les troupes de la convention n'eurent qu'à se montrer , lorsqu'elles parurent le lien départemental était déjà dissous. Peu - à - peu les membres de la coalition s'isolèrent , abandonnèrent successivement la cause commune , rendirent les armes à une poignée de soldats , et tout rentra dans l'obéissance. Lyon et Toulon seuls demeurèrent en résistance ; mais , dès lors , Toulon , dominé par l'étranger , n'était plus le maître de reprendre le joug conventionnel , et Lyon , tout

rassemblés disaient hautement , qu'il fallait que tout ce mouvement finit par nous rendre le roi. Eh ! bien ! Leur dit le jacobin le plus signalé du pays , acceptez la constitution , et après ça on vous donnera UN roi. Les paysans ne pouvaient concilier un roi et la constitution , et mon jacobin parvint à leur persuader , qu'en effet la constitution de 1793 , était un acheminement à la royauté. Je fus muet ; j'étais étranger , inconnu et suspect.

en se défendant , protestait de sa soumission aux décrets.

94. Je n'analyserai point l'acte constitutionnel de 1793. Il y a stupidité ou mauvaise-foi chez ceux qui voudroient y trouver des élémens d'un gouvernement tolérable; or, que dire à des gens stupides, et qu'espérer de la mauvaise-foi? Je n'ai voulu, dans ce chapitre, que signaler l'influence et le pouvoir des mots sur notre pauvre peuple, et faire remarquer l'unique cause du triomphe qu'obtint, en moins d'un mois, la convention abandonnée à sa propre force contre une coalition qui semblait devoir l'engloutir.

CHAPITRE XVI.

DU RÈGNE DE LA TERREUR.

95. **Q**UELS spectres frappent mes yeux épouvantés! quels accens plaintifs et lugubres retentissent à mon oreille! Est-ce la France que je vais peindre? L'horreur a glacé tous mes sens!... Monstres qui déchirâtes de vos mains le sein de la patrie! atroces jacobins! vous conspirez encore! et toi, peuple avili, que l'excès du malheur n'a pu défabuser, tu vois se rallier cette secte infernale, elle remplit l'air de ses chants de fureur, elle insulte à tes maux, elle rugit, elle menace, et tu demeures immobile! et, dans une honteuse
apathie

apathie; tu souffres qu'elle te ravisse le bienfait d'une constitution qui t'a coûté tant de sang et de larmes.

96. Il faut écrire *avec du sang* l'histoire épouvantable de ces jours odieux où tous les crimes déchaînés trainèrent à la mort des millions de Français, parce qu'ils avaient des vertus. Mais quel Tacite osera se charger d'une tâche aussi difficile? Qui osera compter tant de forfaits inconnus jusqu'à nous?... Ah! que n'est-il possible d'effacer du souvenir des hommes ce déluge d'atrocités!... Mais, comment l'espérer? Comment soustraire à l'avenir les monumens de notre honte? Que ditons-nous à l'étranger lorsque, revenu parmi nous, il nous demandera ce que sont devenus nos arts, nos mœurs, notre commerce, notre agriculture, nos richesses, notre population, nos temples, nos pompeux édifices, tous nos moyens de gloire et de prospérité? La terreur a tout dévoré, telle sera notre réponse. Que diront de nous nos neveux? Des siècles de génie nous ont précédés, et nous avons fondé l'ignorance et la barbarie! Nous avions des richesses, et nous leur avons légué la misère! Le nom français était honoré dans tout l'univers, et nous l'avons voué à la honte, à l'ignominie (1)! Nous connoissons les loix de

(1) La gloire acquise par nos armes, a fait une diversion en notre faveur; mais elle n'a point effacé nos forfaits, ni pallié la honte de notre lâcheté dans l'intérieur.

la morale, et nous avons déifié le délire de la perversité ! Nous nous flattions de régénérer le gouvernement sous lequel vécurent nos pères, et nous nous sommes traînés dans la fange de la plus hideuse anarchie ! Nous invoquions la liberté, l'égalité, et le plus honteux esclavage nous a imprimé une flétrissure ineffaçable, et nous ne fûmes égaux que par le crime ou par la lâcheté ! Nous avons un culte public imposant et majestueux, et nous avons permis à l'athéisme de prêcher le néant ! et nous avons brisé les autels ! et nous avons proscrit les ministres de l'évangile ! Nous avons applaudi aux bourreaux qui, se couvrant du masque d'un déisme hypocrite, les ont ou immolés ou chassés loin de nous !..... Nous avons enfin proféré les noms sacrés d'humanité et de justice, et nos neveux, en sillonnant la terre ensanglantée qui devra les nourrir, nos neveux trouveront partout des vestiges de nos fureurs ; le soc de leurs charrues ne brisera que des crânes humains ; il ne soulèvera que les ossemens de leurs pères épars, disséminés sur la France comme sur un vaste charnier !.....

97. La plume échappe à mes mains défaillantes. Carrier, Collot, assassins du midi, bourreaux des Bordelais, vampires de Paris, vous tous enfin disciples du plus vil des hommes, dignes sectateurs de Marat, qu'immortaliseront vos forfaits, non, je ne l'entreprendrai point ce tableau révoltant de vos atrocités réfléchies ; Nantes, Lyon,

Marseille, je ne réveillerai point vos douleurs. Les machines de destruction que l'Océan a englouties avec 40 mille français; les mariages républicains inventés par les furies mêmes; la Loire roulant avec peine les cadavres amoncelés; le Rhône converti en fleuve de sang; Lyon enseveli sous ses ruines; Marseille menacé de perdre son port nourricier; le vandalisme promenant sur la France entière sa hache destructive; les meilleurs citoyens traînés à l'échaffaud comme de vils troupeaux; une nuée de cannibales se partageant les lambeaux sanglans de la France, enfin tant d'excécérations, tant d'horreurs, qu'on ne pourrait qualifier, et que la convention autorisait au nom du peuple, méritent un autre pinceau que le mien..... Rentrez dans vos tombeaux mânes plaintifs, spectres gémissans qui veniez me montrer vos blessures.... je ne puis les compter... Vous avez glacé mon courage, vous m'avez rendu stupide d'horreur, je ne vois plus rien, je ne sens plus rien, mon ame s'engourdit dans le froid de la mort.

CHAPITRE XVII.

CONTINUATION DU MÊME SUJET.

98. **L'HISTORIEN** doit être impartial : mais quel sera l'homme assez maître de lui-même, pour ne pas détester les dévastateurs de la France, pour ne

N 2

pas imprimer sa haine vertueuse aux récits de leurs dévastations? J'ai dit précédemment (n° 227. l. I.) que les horreurs de notre révolution n'ont pas surpassé celles des révolutions que l'histoire nous a rappelées. Cela peut être vrai à bien des égards. Nous voyons dans l'histoire, des peuples entiers effacés de la liste des nations, subir des émigrations générales, se disperser, disparaître et se perdre, sans qu'on en retrouve des traces : mais, dans ces grandes catastrophes, on voit un caractère de grandeur, qui étonne, qui frappe, et qui laisse cependant concevoir comment ces peuples ont pu arriver à une telle calamité, comment ils y ont succombé. On les admire en les plaignant; ce n'est point une pitié stérilisante qu'ils inspirent : ce ne sont point des passions méprisables qui les ont perdus, des hommes vils et crapuleux qui ont causé leur perte; le cœur s'afflige en lisant leurs malheurs, mais l'imagination s'ennoblit. Chez nous, tout est bas, tout est vil, dans les moyens et dans les hommes. D'un côté, le crime nud paraît dans toute sa laideur; on le voit sans but, sans objet, se jouer de tout ce qui dût être sacré sur la terre, pour le seul plaisir d'être cruel. De l'autre, la lacheté la plus méprisable (1) rampe

(1) Je fais bien que l'on a remarqué, et avec raison, qu'en général les Français ont montré un calme héroïque sous le fatal couteau, qu'ils sont morts en hommes, et que, même dans son abaissement, le caractère national,

aux genoux des plus infâmes scélérats; mandie avec bassesse, ou quelques débris de ce dont on la dépouille, ou une vie condamnée à l'opprobre, à l'insulte, et qui, épargnée aujourd'hui, ne le sera pas le lendemain. Ici c'est un gouvernement parlant de liberté à un peuple abbatu sous le poids de ses chaînes; là c'est ce même peuple baissant ces fers dont il est accablé, et dansant autour des échafauds où on l'assassine en détail. Je ne ferai donc point l'histoire du règne de la terreur; je me bornerai à saisir la chaîne des évènements au milieu desquels nous nous sommes laissés conduire par le hasard, à une situation que nous n'avions pas méritée.

99. Victorieuse de la coalition départementale, la convention ne s'occupa que du soin de sa vengeance, et sa vengeance fut terrible. Elle oublia que le peuple, en acceptant sa constitution, avait compté qu'une législature constitutionnelle, un conseil exécutif constitutionnel allaient lui succéder. Elle ajourna cette constitution tant vantée, concentra dans ses comités tous les pouvoirs, et gouverna, non par des lois, mais par des échafauds. Tout ce que l'extravagance peut inspirer à la féro-

s'est dessiné avec noblesse, et a fait rougir nos bourreaux. Mais qu'a gagné la France à cette résignation déplorable? Caton, en se donnant la mort, a terni l'éclat de sa vie. Voulez-vous une mort que l'on puisse envier? Accompagnez à l'échafaud la pucelle de Caën, Charlotte Corday. Celle-là honore son pays et son sexe.

citée, devint le code des Français. Ce n'était pas assez des décrets, de la convention pour tourmenter la France, d'avidés proconsuls régnèrent en son nom dans les départemens, et leurs volontés, leurs caprices, y furent des lois qu'il fallait respecter. Il fallait obéir ou mourir. Le plus léger délit, la faute la plus involontaire, étaient punis comme le crime de conspiration : il n'y avait qu'une peine pour tous les cas, prévus ou non prévus, qu'il plaisait à un comité révolutionnaire de trouver punissables; cette peine c'était la mort, et la mort entraînait la confiscation des biens du condamné. Qui n'apportait pas à la commune telle quantité de chiffons, était puni de mort; qui osait cuire dans sa maison un peu de farine, était puni de mort; qui réveillait contre lui la moindre suspicion, était puni de mort; on a vu des citoyens punis de mort, parce que leur figure avait déplu à un membre d'un comité ou d'un tribunal (1).

(1) La dissolution des sociétés, ne se rapprocherait-elle pas par-là de leur enfance ? J'ai perdu dans la révolution les cahiers de ma jeunesse; mais je me rappelle qu'à l'âge de 18 ans, j'y avais écrit cette pensée que je n'avouerais peut-être pas aujourd'hui, « Si j'avais à donner des lois à une colonie, composée d'hommes simples et bons, j'en ferais peu, mais elle seraient sévères; je punirais de mort le moindre écart volontaire de ce que j'aurais ordonné, et je croirais la colonie perdue, sitôt que les colons se seraient dépravés, au point de murmurer d'une telle rigueur et

100. J'ai dit ailleurs (n° 36, Liv. 2.) quel effet produisit cette fureur inconcevable. Les armées se grossirent de tout ce que la peur y fit passer de Français poursuivis dans leurs départemens; leurs besoins furent abondamment satisfaits, chacun dans l'intérieur devant obéir, sous peine de mort, aux réquisitions de tout ce qu'exigeait le service militaire; l'abondance, la profusion même étaient dans les camps; la famine, réduite au silence, tourmentait les villes et les campagnes. Il en résulta, que jamais la nation ne fut tant affaiblie, et ne déploya tant de force, et que des victoires brillantes signalèrent le règne de la convention, au grand étonnement de l'Europe, qui, calculant nos pertes, et voyant notre affaîssement, n'avait pas du s'attendre, à se voir attaquée avec tant de vigueur.

101. Un des plus grands moyens de puissance que la convention obtint de la terreur, fut le crédit conservé à ses assignats, à l'aide desquels elle ne pouvait jamais éprouver d'embarras. Je n'ai point encore parlé de cette monnaie miraculeuse : j'usurai de la même réserve, jusqu'à ce que j'aie à traiter des finances. Il me suffit de la remarque que je

« de vouloir calculer des peines, proportionnées à chaque délit différent ». Qui m'eut dit que cette rêverie, serait 15 ans après, le code de la France, tombée entièrement en dissolution ?

viens de faire, pour que je doive ici terminer ce chapitre, dont celui qui va suivre, n'est en quelque sorte que la continuation.

CHAPITRE XVIII.

D U M A X I M U M .

102. S'IL exista jamais une loi capable de démoraliser une nation, d'anéantir toutes ses ressources, de la mettre à la merci des étrangers, c'est L'AVIDE, L'ENGLOUTISSANT, LE DÉVORANT MAXIMUM, compagnon nécessaire de la terreur que nous venons de peindre.

103. Les assignats allaient périr, et réduire la convention à l'impuissance de perpétuer sa tyrannie, si cette loi, qui tariffa tous les objets consommables, n'eût point été portée. C'est ainsi qu'en politique, l'erreur engendre l'erreur, l'injustice engendre l'injustice, la rigueur nourrit la rigueur. L'erreur, l'injustice et la rigueur dictèrent ce volumineux tarif qui enchaîna et tua le commerce de France. Ses funestes effets ne seront de longtemps réparés.

104. Avant d'envisager ce maximum sous ses différents rapports, rappelons les principes élémentaires du commerce.

Le commerce est le lien naturel des hommes en société.

Son but est de répartir à tous, dans la proportion de leurs besoins, les productions de la nature ou de l'industrie.

Son effet est de multiplier les jouissances et les agrémens de la vie, de polir les nations, de les adoucir, de procurer à tous les citoyens des moyens de travail, de multiplier les ressources et les richesses de l'état.

Ses moyens sont l'agriculture, les manufactures, et les arts.

Son besoin, c'est la liberté.

Son caractère est la bonne-foi.

Son véhicule est le crédit.

Le commerce est ou intérieur, ou extérieur. Intérieur, il ne peut excéder la somme des consommations particulières. Les consommations nécessaires doivent être son principal objet. Plus la population est nombreuse, plus il est actif; plus l'agriculture est perfectionnée, plus il a les moyens de fournir aux besoins de la population.

Les consommations du luxe lui appartiennent également; c'est à l'industrie nationale, et aux arts à les lui fournir : l'aisance générale se mesure à ces consommations.

Le commerce intérieur est utile ou nuisible; utile, il ne s'applique qu'à rapprocher du consommateur les objets qui ne sont point à sa portée; nuisible, il emploie, entre le consommateur et le fournisseur primitif, un trop grand nombre d'intermédiaires dont les bénéfices partiels, occasion-

nent un renchérissement que des communications plus directes auraient évité.

Le commerce extérieur, se considère de peuple à peuple.

La liberté n'est pas de son ressort : la société a le droit de lui imposer des prohibitions ; elle peut lui offrir des encouragemens, selon la nature de ses besoins.

La bonne foi lui est encore plus nécessaire qu'au commerce intérieur ; et il ne suffit pas qu'elle soit le partage de l'individu qui commerce, il faut encore qu'elle soit la vertu reconnue du corps politique représenté par le gouvernement.

Un peuple doit mériter, par sa bonne foi reconnue, du crédit chez les autres peuples ; mais il doit ne pas en user, le crédit augmentant les bénéfices de celui qui l'accorde.

L'activité du commerce extérieur, est relativement favorable ou nuisible.

Il est favorable, lorsque la somme des exportations surpasse celle des importations.

Cette considération absolument envisagée, ne suffit pas pour établir que le commerce extérieur a rempli le but auquel doivent tendre tous ses efforts. Il faut considérer si, parmi les objets exportés, il n'en est point dont l'industrie nationale eût pu accroître la valeur, et si, parmi ceux importés, il n'en est point qu'on eut pu suppléer, ou qui aient reçu des apprêts que cette même industrie nationale eût pu leur donner.

Ces combinaisons doivent entrer dans la formation du tarif des douanes.

Le but de ce genre de commerce est d'augmenter la richesse relative d'une nation. La richesse relative est l'or et l'argent, par opposition aux richesses réelles, qui sont les produits du sol et de l'industrie.

Son moyen c'est la navigation. Un peuple qui est, à cet égard, dans la dépendance des autres, diminue ses profits ou augmente ses pertes; et, de plus, perd l'occasion de développer ses forces politiques, dont la marine militaire, est une branche essentielle.

Les bénéfices du commerce ne se composent pas de la somme des bénéfices des commerçans. Ces bénéfices, relativement au commerce intérieur, sont le produit d'un plus grand encouragement donné à l'agriculture et aux arts, par l'accroissement de la population et de l'aisance des citoyens.

Relativement au commerce extérieur, le marchand peut gagner, tous les marchands peuvent gagner, et le commerce au contraire perdre considérablement. Le bénéfice des marchands n'est que la différence des prix d'achat et des prix de vente; pour le commerce, c'est la comparaison des exportations et des importations, considérées d'abord séparément, pour en distinguer les objets sur lesquels l'industrie nationale a perdu, et ensuite rapprochées, pour connaître la différence

des deux sommes. Cette différence est la perte ou le gain du commerce.

105. Il n'est pas sûr que tous ces principes me soient nécessaires pour examiner les funestes effets du *maximum*; mais où est le mal, qu'ayant à en rappeler quelques-uns, j'aie fait ce court résumé de tout ce qu'on peut dire de plus utile et de plus vrai sur cette matière? Ce ne sera pas moi que l'on insultera, si l'on m'accuse d'avoir voulu faire, par ce moyen, la critique d'un gouvernement qui n'avait reconnu aucun des principes que la sagesse et l'expérience avaient mis en honneur.

106. J'ai dit que le *maximum* avait démoralisé la nation: je le prouve.

Les vices des gouvernemens deviennent, tôt ou tard, ceux du peuple.

Or, l'avarice inventa le *maximum*; le désir d'envahir les propriétés particulières, l'injustice, armée du pouvoir, furent l'ame et le ressort de cette loi funeste: donc la cupidité, la rapine et la mauvaise foi, se répandirent parmi le peuple, et firent d'autant plus de ravages, que l'immoralité du gouvernement érigea en crime public les vertus opposées à ces vices anti-sociaux.

On avait voulu conserver à une monnoie imaginaire (1) un crédit, que plusieurs causes réunies

(1) Toutes les monnoies sont imaginaires; mais, en parlant des assignats, il faut prendre ce mot dans

lui faisaient perdre de jour en jour; et, (malgré les efforts des prohibitions, des rigueurs employées pour la soutenir) sous l'empire du *maximum* lui-même, cette monnoie ne put conserver tout au plus que la moitié de sa valeur *nominale* (1); la défense de conserver chez soi de l'or et de l'argent monnoyé ou non monnoyé, et les besoins individuels, que l'on ne pouvait satisfaire qu'avec des assignats, furent les seuls moyens qui empêchèrent, pendant assez long-temps, une plus grande dégradation.

Le *maximum* ayant tarifié toutes les marchandises, en accordant à la monnoie du gouvernement une plus grande valeur que celle qu'elle obtenait dans sa circulation, il y eut du bénéfice à employer les assignats en marchandises, de préférence aux métaux précieux. Ce bénéfice dû nécessairement retomber à la charge de ceux contre lesquels on usait, la loi à la main, du droit de réquisition; il ne resta à ceux-ci d'autre

une acception absolue. Je fais tous mes efforts pour être clair; mais souvent notre langue est pauvre : l'intelligence du lecteur, doit suppléer à cette pauvreté.

(1) Je m'aperçois que je traite prématurément ce chapitre : nous aurions dû ne parler du *maximum* qu'après avoir parlé des assignats, pour profiter des connoissances que nous fournira cette matière : mais le *maximum* appartient à la terreur plus encore qu'aux finances, et puisque j'ai commencé, je continuerai de m'en occuper.

ressource que de chercher eux mêmes un emploi de la même nature, à l'aide du même moyen. Dans le commerce naturel les bénéfices d'un commerçant ne sont pas, de leur essence, l'indice certain de la perte éprouvée par un autre. Depuis l'agriculteur, qui fournit les matières premières, jusqu'au consommateur auquel elles aboutissent en définitif, tous peuvent et doivent gagner; le manufacturier, les voituriers, l'état, par les impôts, les marchands, qui, de main en main, font passer l'objet consommable dans celle du consommateur. Il n'y a perte, pour ce dernier, que lorsque ce que lui coûte l'objet qu'il achète, surpasse les rapports qui doivent exister entre ses consommations et les produits de ses propriétés ou de son industrie.

Mais dans un commerce factice, tel que doit être qualifié celui qui n'a point pour but unique de rapprocher des consommateurs, les objets qui ne sont point à leur portée, le bénéfice de celui qui commerce est onéreux, nuisible par essence; à plus forte raison lorsque ce bénéfice est le fruit d'une violence faite à la propriété. Quelle que soit la source ou le prétexte de cette violence, elle ne peut être qualifiée que de vol, le vol n'étant autre chose que la violation de la propriété.

Ainsi, d'abord par une lâche cupidité, et ensuite par représailles, les français se livrèrent

une guerre honteuse et ne s'occupèrent plus qu'à se voler, à se dépouiller mutuellement. Qui-conque, dans ce temps odieux, eut osé blâmer ce pillage exercé au nom de la loi, eut payé de sa tête une telle imprudence; un soupir de la raison, de la pudeur, de la probité eut abouti à l'échaffaud : et, comme la terreur n'avait laissé de liberté en France qu'aux fougueux partisans de l'anarchie ou à ces hommes qui, indifférens à la honte, caressent tour à tour les partis qui dominant (1), il arriva que tout ce qu'il y avait en France d'hommes probes, d'hommes incapables d'user de ces viles ressources, fut pressuré,

(1) Peuples européens, et vous, race future, exécutez ces êtres de boue, plus encore que les voleurs et les assassins qui ont souillé notre révolution. Ceux-ci n'eussent abouti, sans ceux-là, qu'au gibet. Mais la lâcheté caressa le crime, donna, au parti du crime, une consistance qu'il n'avait pas, et par-là, accrût son audace. Quand le parti de la raison dominait passagèrement; ces mêmes hommes, placés au centre de la révolution, ne changeaient pas de place; ils appartenaient au parti triomphant; mais leurs efforts, leurs coopérations, leurs sacrifices, n'étaient en montre, que lorsque les brigands régnaient. Leur calcul était simple : les honnêtes-gens ne sont pas à craindre, se disaient-ils; nous pouvons ne pas les aider, ils ne nous tracasseront pas. Nous devons même nous en abstenir, crainte qu'un jour les brigands, qui ne pardonnent pas, ne s'avilissent de nous en faire un crime.... Méprisables égoïstes, vous reconnaissez vous à ce discours?

déponillé, ruiné par les frippons en crédit; que, par ce rapide déplacement des fortunes, la vertu tomba dans la misère, tandis que tous les vices, enrichis par un brigandage légal, insultèrent aux mœurs et aux calamités publiques, par leur cynisme et par leur insolence.

Si l'effet du *maximum* eut été tel que le prix des objets usuels eut pu se maintenir sur le pied du tarif légal, ses funestes effets n'eussent été ressentis qu'au moment où la loi eut été abrogée. A cette époque seulement le possesseur des assignats eut été dans une position fâcheuse relativement au possesseur des valeurs réelles, qui, tout-à-coup, auraient regagné leur prix naturel; mais le *maximum* produisit la disette, par le efforts de chaque particulier pour dérober sa propriété aux regards des réquisitionnaires (1); la disette amène la cherté, et les réquisitionnaires s'en prévalurent. Ils étaient vus avec faveur par les autorités terroristes, qui ne voulaient fraterniser qu'avec le vice, et dont tous les membres se livraient eux mêmes à ces infâmes spéculations; ainsi,

(1) La propriété inquiète et soupçonneuse de sa nature, est ingénieuse à se défendre; et les peines les plus sévères, ne peuvent totalement étouffer en elle, le désir de la conservation. C'est pour cela que, même dans l'inexécutable système de Babeuf, il serait impossible d'inventer, contre la propriété, une loi que la propriété ne fut pas éluder. Or, une loi que l'on peut éluder

se

se voyant protégés, ils revendaient à des bénéfices immenses les marchandises qu'ils avaient requises, et, pour eux seuls, le *maximum* n'existant pas, ceux mêmes contre qui ils en avaient usé, étaient forcés de racheter à un taux ruineux ce qui, dans ce qu'on leur avait volé, était nécessaire à leur consommation. Ainsi il reste démontré que le gouvernement, en fomentant, parmi les citoyens, une guerre de cupidité, en n'établissant que deux classes d'hommes en France, des voleurs et des volés; en donnant aux voleurs l'avantage de se qualifier de patriotes, a jeté dans la société une immoralité, une dépravation qui justifient ce que j'ai avancé, que jamais loi n'eut des effets aussi funestes que ceux de cet *AVIDE MAXIMUM*.

107. J'ai dit encore que cette loi fatale avait anéanti toutes nos ressources. Il est aisé de s'en convaincre.

La société est un corps moral. Le peuple en est l'estomach, le gouvernement représente les membres. Or la vigueur des membres n'est pas

est mauvaise par cela même; donc un gouvernement qui veut se conserver ne doit jamais, *en aucun cas, et sous aucun prétexte*, attenter à la propriété. Je prie que l'on fasse attention à ces mots, *en aucun cas, etc.* Les propriétés révolutionnaires même, ne sont point exclues à mes yeux de cette protection que la société doit aux propriétaires. (Voyez ce que j'ai dit, livre I, n° 42. Des recherches du gouvernement contre les financiers).

toujours l'indice d'une santé parfaite. Les boissons fortes donnent une vigueur passagère aux membres, en même temps qu'elles ruinent l'estomach.

La force et la richesse des particuliers procurent seules aux gouvernemens des forces et des richesses réelles et durables.

Quand le gouvernement est riche et fort, et les particuliers faibles et appauvris, l'état est près de succomber. C'est le cas de ce moribond, qui, dans son délire, étrangle son médecin, et meurt de ce dernier effort.

Par ce maximum implacable, le gouvernement ayant dans ses mains une mine intarissable de papier argent ou d'argent papier, toutes les propriétés individuelles étaient à sa disposition. C'était un vol commis, au nom du peuple, sur le peuple; et la violence qui lui servait d'appui ne l'exposant jamais à manquer de tout ce qui lui devenait nécessaire, la convention dut attacher peu d'importance à user de la première des vertus politiques, l'économie qui, quelquefois, sacrifie le présent à l'avenir.

Les profusions sont inséparables de la facilité d'acquérir; et si l'on considère, d'une part, qu'indépendamment des réquisitions au maximum, l'on requérait pour les armées, et l'on exigeait, sans les payer, tous les effets de campement, d'habillement que pouvaient fournir en nature les particuliers; que, de l'autre, on exigeait gratuitement des travaux relatifs au service militaire; que les transports faisaient mettre en réquisition gratuite les hommes et les animaux; on concevra quelles atteintes furent

portées aux richesses individuelles, et à l'industrie nourricière et reproductive.

Il est de plus à considérer que jamais gouvernement ne multiplia ses agens aussi immodérément que le gouvernement conventionnel; que tous, ou presque tous, sortis du néant et ne pouvant offrir par leur éducation la garantie d'un désintéressement vertueux, durent n'envisager leurs emplois que comme un moyen d'arriver rapidement à une grande fortune, et que le maximum, et le droit de réquisition furent dans leurs mains une éponge absorbante, à l'aide de laquelle ils desséchèrent tous les sucs de vie du corps politique, en énervant toutes les classes des propriétaires. Les profusions de ces agens, jointes à celles du gouvernement, disséminèrent les fortunes et tarirent les sources vivifiantes de l'industrie qui ne se meut que par l'impulsion des mains pécuniaires. Le gouvernement fit des amas d'or (1), ses agens firent des amas

(1) Jamais prince, sénat, ou tout autre chef d'une nation, ne rassemblèrent des trésors aussi immenses que ceux que la convention, ou pour mieux dire, le comité de salut public, a eus à sa disposition, pendant près de 12 à 15 mois. Il ne circulait plus d'argent en France; il allait s'engloutir dans le gouffre conventionnel, qui le pompait continuellement par le jeu des presses à assignats. J'évaluerais de 5 à 600 millions, ce qu'ont contenu, à certaines époques, les deux caisses du comité et de la trésorerie nationale. Qu'est devenue cette somme énorme?.... Ah! Il y a bien des gens qui pourraient nous le dire.

d'or; le peuple s'appauvrit nécessairement en échangeant ses richesses réelles contre des chiffres. Plus le maximum était éloigné de la valeur relative que devaient avoir les objets requis à l'époque de chaque réquisition, plus son action était meurtrière. Il est donc vrai de dire que toutes nos ressources s'anéantirent devant CET ENGLOUTISSANT MAXIMUM.

108. Il me reste à prouver comment cette loi meurtrière nous mit à la merci des étrangers.

Notre commerce extérieur était nul; notre marine pourrissait dans nos ports; l'agriculture était épuisée, les ateliers de l'industrie abandonnés: une seule chose pouvait balancer la décroissance de nos productions indigènes, c'était la dépopulation résultante de nos émigrations, des pertes de la guerre, et des assassinats qu'il n'était plus possible de compter: mais le maximum qui pillait était combattu par lui-même, chacun s'efforçant d'être pillé le moins possible, et nous éprouvâmes la guerre cruelle des besoins. L'étranger entendit nos cris de détresse, et s'avança d'un air amical pour nous secourir.

La guerre que nous livrait l'Europe, nous avait laissé quelques amis: c'étaient les Suisses, les Génois, les Américains, les Turcs, et quelques gouvernemens dans le nord.

Nos négocians eussent bien songé à faire chez ces peuples neutres les achats que nos besoins réels ou factices rendaient indispensables. Mais

Le gouvernement ne se fut pas piqué envers eux de générosité ou de justice , ayant leur tête à sa disposition : ils furent donc peu envieux de profiter de la faculté qui leur fut offerte d'exporter des objets de luxe moyennant leur soumission d'importer des objets de nécessité. Les étrangers demeurèrent donc en possession de nous alimenter.

On verra par l'exposé succinct que je vais faire de nos relations avec eux , si les peuples neutres ne nous ont pas livré , sous les dehors d'une feinte amitié , une guerre mille fois plus funeste que celle que nous firent ceux qui se dirent franchement nos ennemis.

Le délire , l'extravagance de ceux qui alors étaient en possession exclusive de prononcer le nom de patrie , ne leur permirent certainement pas d'envisager sous leurs véritables rapports nos relations avec les puissances neutres ; et s'ils accablèrent de caresses et d'éloges , plus que ridicules , des étrangers qui ne venaient que nous ruiner , je veux bien à cet égard les croire de bonne foi , et n'accuser que leur ignorance. S'ils persistaient dans leur erreur , après m'avoir lu , je ne fais pas si l'on ne devrait pas demeurer convaincu qu'eux seuls furent chargés de l'agence de Pitt et de Cobourg , si , comme ils nous le dirent tant , il exista jamais une telle agence parmi nous.

Les étrangers amenaient dans nos ports des cargaisons de comestibles , et ne voulurent jamais les livrer que contre des écus effectifs. Vos assignats

n'ont pas cours chez nous, disaient-ils au gouvernement; et le gouvernement, forcé de reconnaître que sa monnaie était zéro au de-là de nos frontières, fut contraint de permettre à ces étrangers, l'exportation de nos métaux précieux.

Mais, nul Français ne possédant ou ne pouvant avouer qu'il possédait de ces métaux précieux, les ventes de ces étrangers ne purent être faites à des particuliers; et, soit par nécessité, soit par politique, le gouvernement devint lui-même commerçant et traita directement avec eux (1).

Devenu commerçant, le gouvernement songea à s'emparer d'un autre genre de propriété individuelle; il mit à sa disposition les crédits de nos négocians à l'étranger, et un maximum sur les lettres de change ouvrit à ses assignats un riche débouché qui acheva de tarir les sources reproductives du commerce français.

Les achats que la convention payait en métaux, lui coûtaient peu, puisque ces métaux, soit réels, soit en lettres de change, elle se les procurait avec des assignats; elle distribua donc aux villes qui en

(1) Lisez le chap. 19, du liv. XX, de l'esprit des loix. La multiplicité de nos écrits modernes, nous a rassasiés de lecture. Pour nous en redonner le goût il faudrait un peu revenir à nos anciens auteurs. Mais lire, méditer en révolution! Hélas! Au milieu d'un torrent où l'on est emporté, on ne s'amuse pas à raisonner les effets de la rapidité des eaux. On se sauve si l'on peut, et nous faisons de même.

avaient besoin, ou qu'elle avait intérêt de ménager ; des comestibles au plus bas prix possible , et se contenta de se rembourser à peu près de ce qu'elle avait dépensé en monnaie papier, perdant de vue que cette ruineuse distribution tombait toute à la charge de ceux qu'elle avait dépouillés pour payer les étrangers en valeurs positives.

De fausses vues et une imprévoyance inexcusable née de la facilité de multiplier les assignats, introduisirent l'habitude de fournir à la subsistance des villes d'un certain ordre. On ne saurait nombrer les effets meurtriers de cette dangereuse politique.

Les étrangers ayant reçu le paiement de leurs cargaisons d'entrée, favorisés par l'aveuglement du gouvernement qui les regardait comme nos bienfaiteurs, achetaient à gros bénéfice nos assignats, et à plus gros bénéfice encore, se procuraient les objets dont l'exportation était permise, ou ceux dont un arrêté des représentans en mission, leur vendait la permission de composer leurs cargaisons de retour. Ils quintuplaient, décuplaient leur capital et se remettaient en mer, chargés des bénédictions de nos patriotes des clubs, des municipalités, des comités de toutes les classes qui, seuls, étaient en possession de décider de ce qui nous était nuisible ou profitable. De retour chez eux, ces étrangers se hâtaient de réaliser les marchandises dont ils nous avaient dépouillés, et de revenir dans nos ports, recommencer leurs faciles spéculations.

Si la concurrence de tous les peuples neutres nous sauva de la faim, il faut convenir qu'ils furent bien se payer de leurs peines : et remarquez quels en furent les effets désastreux.

Les grains renchérent dans tout l'univers ; tous les peuples s'étant exagéré nos besoins, partout on spécula sur notre détresse imprudemment occasionnée et avouée par le gouvernement ; et, par suite, les étrangers qui vinrent nous approvisionner, ne nous tenant pas compte des bénéfices usuraires que leur procuraient leurs exportations, élevèrent graduellement les prix de leurs importations au point que nous avons payé les grains qu'ils nous ont apportés jusqu'à 100 p. $\frac{0}{100}$ au delà de leur valeur ordinaire en tems de paix.

Par la même raison, nos marchandises exportées par eux affluèrent en Italie, à Trieste, à Hambourg, et baissèrent de prix, soit par leur abondance inusitée, soit par l'empressement que nos nourriciers avaient de retourner chez nous avec de nouveaux approvisionnemens. Cette baisse reflua successivement en France, où les objets de luxe tombèrent dans l'avilissement ; leur exportation continuée augmenta d'autant plus notre appauvrissement de richesses réelles.

Les suites funestes, que devait avoir pour nous la dépendance où nous étions tombés vis-à-vis des étrangers, furent si bien senties de nos ennemis déclarés, que, pendant plusieurs mois de l'année 1794, les Anglais qui, sous prétexte d'affamer

la France, persuadaient à l'Europe coalisée que le port de Gênes était bloqué, accordaient le libre passage aux vaisseaux neutres qui venaient commercer avec nous. Il suffisait qu'ils fussent assurés par des assureurs que le gouvernement de Londres faisait opérer pour son compte. A ce prix il donnait aux neutres les moyens de nous épuiser, et se payait des frais de la station de ses flottes dans la méditerranée par les primes très fortes qu'il retirait sans aucun risque, puisque les caboteurs qu'il avait assurés n'étaient point inquiétés par les croiseurs (1).

Voulez-vous une autre preuve du prix que les nations neutres ont attaché à l'accueil que nous leur avons fait? Rappelez-vous le moment où le grand-duc de Toscane, proche parent de Marie-Antoinette, se sépara de la coalition, et se reconcilia avec la convention. Le commerce de Livourne en corps complimenta le souverain et le remercia de cette démarche. Croyez-vous que ces Livournais aient adopté et béni une pareille politique pour le seul plaisir de nous être utiles? Les vais-

(1) J'ai acquis la preuve de ce fait, et un agent du gouvernement Anglais m'a avoué, hors de France, le secret de la politique du cabinet de St.-James à cette époque. Français, faites donc chorus avec le journal des hommes libres, n° 10, 11 Novembre 1792. Lorsque, nous instruisant de quelques lettres adressées par des tavernes de Londres à la convention, il s'écrie, CES BONS ANGLAIS!

seaux toscans ont bientôt rivalisé de bienfaisance envers nous , avec les vaisseaux gènois et ottomans , et s'ils en ont été punis , si des banqueroutes à Livourne et à Constantinople ont ébranlé le commerce du midi de l'Europe , par la baisse des comestibles que d'imprudens spéculateurs avaient accaparés n'ayant pas su mesurer nos besoins , croirait-on que des regrets fraternels doivent , de notre part , les consoler de leur cupidité trompée?... Avez-vous que nous sommes ! Nous cherchons des amis au dehors , et nous nous haïssons au-dedans ! Nous honorons ceux qui consommeront notre détresse , et peut-être la main courageuse qui écrit ces tristes vérités !. Encore un mot , et je termine ce chapitre.

Le gouvernement ne se borna point à attendre les importations des étrangers ; il eut des facteurs dans diverses places neutres , et usa du crédit qui lui fut offert. Ce crédit d'abord lui fut onéreux , bientôt il cessa d'user de bonne foi et ses agens furent ses dupes. Cela le conduisit à faire vendre des assignats au dehors , pour se procurer de l'argent ; mais nous ne nous appesantirons pas sur cette remarque. Elle doit seulement nous éclairer sur les moyens par lesquels l'agiotage , qui a désolé et désolé encore la France , s'est étendu jusque chez l'étranger , et a , de plus en plus , fait écouler notre numéraire au dehors (1).

(1) Mallet Dupan dénonça en 1794 , cet agiotage à l'Europe entière , et conseilla aux coalisés d'interdire chez

C'en est assez, je crois pour que j'aie le droit de conclure que la convention a mis notre commerce à la merci des nations étrangères par le DÉVORANT MAXIMUM.

CHAPITRE XIX.

DU 9 THERMIDOR.

109. L'AIR s'éclaircit enfin ! Le nuage de feu ; sous lequel nous avons vu la France se déchirant de ses propres mains, se dissipe et l'azur des cieux reparait... ! Mais dans ce lointain montagneux, des éclairs sillonnent encore l'horison ! Quelques nuages épars s'attirent, se rapprochent !... Est-ce

eux le commerce des assignats , parce que , disait-il , ils nous servaient pour attirer du numéraire en France. A cela près que Mallet Dupan est un contre-révolutionnaire, j'estime cet écrivain , parce qu'il est ordinairement judicieux. Mais , sur ce point , je suis d'un sentiment directement opposé au sien. Nous serions plus riches aujourd'hui , si l'on avait suivi ses conseils. Il est sensible que les étrangers , en achetant nos assignats dont ils ne pouvaient rien faire chez eux , ne les prenaient qu'à charge de nous les renvoyer pour retirer leur mise avec un bénéfice. Ce bénéfice était un moyen de plus pour nous appauvrir ; et Mallet Dupan proposait , sans s'en douter , le contraire de ce qu'il devait désirer , dans le système qu'il avait embrassé.

encore un nouvel orage qui se prépare?... Ah ! laissons cette inquiète curiosité , et jouissons du beau jour qui semble renaître.

110. Cent mille victimes étaient désignées le 8 thermidor et devaient, *de leur sang impur, abreuver les sillons des jacobins* dans toute l'étendue de la France; encore un jour de terreur, et la France perdait encore cent mille de ses bons citoyens... Tout-à-coup les factions se heurtent, et Robespierre qui, par je ne fais quelle magie, était devenu le Cromwel de la France, Robespierre monte sur l'échaffaud, et avec lui succombent et les jacobins et l'ambitieuse municipalité de Paris. A l'instant l'instrument de la mort, étonné d'un repos imprévu, perd sa redoutable activité; les échafauds sont renversés; les cris d'humanité, de justice, sont entendus, répétés avec enthousiasme à Paris et dans les départemens; les cachots sont ouverts; ils rendent à la société ceux qui en furent l'ornement, et dont on avait déjà pleuré la perte inévitable; les assassins fuyent épouvantés: mais par-tout reconnus à leurs mains teintes de sang, ils sont saisis et chargés des fers encore humides des pleurs de l'innocence...

111. Remonterai-je à la source de ce mouvement mémorable? en développerai-je les ressorts? chercherai-je comment tels et tels personnages se trouvèrent unis pour imprimer à la révolution une direction rétrograde? dirai-je quels sont ceux que cette direction nouvelle a bientôt effrayés, et pour-

quoi elle les a effrayés ? Remarquerai-je comment Saint-Just et Robespierre éprouvèrent le sort de Danton qu'ils avaient envoyé en expiation, comme le bouc émissaire, chargé des abominations du peuple ? Expliquerai-je comment ce peuple, toujours dupe des mots ou des choses, toujours haineux ou idolâtre, n'admet point de milieu dans sa superstition ou dans ses fureurs ? Comment il trompe toujours l'espérance de ceux qui le flattent pour l'enchaîner, ou qui l'irritent pour servir leurs vengeances ? ferai-je enfin l'histoire du 9 thermidor?... Non, cette histoire n'appartient pas aux premières années de la constitution que le 9 thermidor a fait naître. Je fais bien qu'en révolution les années sont des siècles ; mais il faut que l'historien, pour mieux discerner les objets, mette deux ou trois siècles au moins, entre des évènements de ce genre et lui. Je me bornerai donc à considérer le 9 thermidor sous les rapports de l'influence que cette journée peut avoir eue et sur ce que nous sommes, et sur ce que nous pourrions devenir.

1-12. Les jacobins accusent les royalistes de cette abominable journée, mais il faut s'entendre ; et pour s'entendre, il se faut expliquer.

Je connois trois sortes de royalistes : j'en trouverais une quatrième sur les bords du Rhin ; mais, en France, nous n'avons rien de commun avec ces messieurs-là.

La première, qui ne fera jamais dangereuse, est celle des adorateurs secrets de l'ancien régime,

qu'aucune idée de réforme n'a purifiés, qu'aucun venin révolutionnaire n'a infectés, qui croient que la France finira par reprendre sa première forme, mais qui n'espèrent pas en être les témoins, qui ne l'espèrent peut-être pas même pour leurs enfans, et qui, conséquemment, muets et sourds au milieu de l'orage, le souffrent sans se plaindre, sont résignés à tout parce qu'ils sont dans un pays de révolution, parce que ce pays est la France. Ils ne baissent pas la main des brigands; mais ils ne se laissent éblouir par aucun charlatanisme, et ne feraient pas un geste en faveur de la royauté, méprisant trop leurs contemporains pour les en croire dignes. Ceux-là vivront paisibles, ignorés; obéiront aux lois de la république, par vertu bien plus que par contrainte; et sur-tout la préféreront mille fois à toute espèce d'usurpation. Il n'est qu'un cas où ils pourraient sortir de leur obscurité; mais, comme ils sont sans espérance, il leur faudrait tant de probabilité de succès qu'ils ne feront jamais à craindre.

La seconde classe de Royalistes, que l'on peut reconnaître au milieu de tous les partis, comprend ces bouillans amateurs de réforme à qui le phantôme de la royauté suffirait pour contenter leurs vœux impatiens: qui, dans tout le courant de la révolution, ont figuré dans tous les mouvemens, et qui même au besoin, savent crier contre le royalisme. Ceux-là n'ont point de physionomie particulière, ils les empruntent toutes; et, comme ils

croient avoir quelques raisons de craindre certains personnages, ils les dépriment, les injurient et préféreraient la république, s'ils étaient sûrs de ne pas demeurer les maîtres de choisir un usurpateur. Constamment en éveil, ils sont véritablement une faction, et peuvent, comme il l'ont déjà fait, faire encore beaucoup de mal à la France.

Les Royalistes de la troisième sorte SONT INFIMEMENT NOMBREUX, et peuvent faire et du bien et du mal. C'est un assemblage d'étourdis, d'esprits exaltés, de sages, de fous, de lâches, de machines qui préféreront toujours un roi à la république, et le roi à un roi; mais qui ne font pas leur passion de ce sentiment de préférence. Un morceau de pain dans un tems de famine, un peu de repos dans un tems de terreur, un traité de paix dans un tems de guerre, un décret de justice après mille décrets extravagans, quelques destitutions de jacobins en place, tant d'autres riens avec lesquels on pourra les amuser cent ans, suffiront pour leur faire pousser des cris de joie, et les accoutumer à la liberté républicaine. Ils peupleront les armées, les ateliers, les bureaux, et n'y feront jamais dangereux. En définitif, si le gouvernement républicain s'affermirait, s'ils y sont protégés, ils s'en accommoderont à merveille; et c'est sous ce rapport, que j'ai dit plus haut qu'ils pouvaient faire beaucoup de bien. Il ne s'agit que de savoir les ménager, et le gouvernement doit toujours s'efforcer de le faire, car, je le répète, et l'on doit y faire atten-

tion, ILS SONT INFINIMENT NOMBREUX. Les cas où ils pourraient faire beaucoup de mal se réduisent à deux : le premier , presque impossible , serait celui où les royalistes de la première sorte, sortiraient de leur apathie , et les appelleraient à eux ; le second , toujours imminent , serait celui où la seconde espèce de royalistes leur offrirait un usurpateur à couronner : ils hésiteraient d'abord , ils seraient révoltés de la proposition , et finiraient par y donner les mains , si l'on savait s'y prendre avec adresse. Il convient donc que le gouvernement , s'il veut se conserver , ferme la bouche aux factions , quelques couleurs qu'elles adoptent ; sans cela cette troisième sorte de royalistes , qui n'est pas une faction , pourrait le devenir par séduction , ou par vengeance.

113. Après cette définition du royalisme , au moyen de laquelle nous pourrions dans la suite nous entendre un peu mieux , je crois utile de définir un peu les républicains. J'en distingue également de trois sortes.

La première comprend tous les amis de l'ordre , de la justice , et de l'humanité qui , moins par conviction qu'un gouvernement populaire convient à la France , que par un sentiment vraiment patriotique qui leur dit que le peuple a besoin de repos , adopteront de bonne foi un gouvernement qui leur permettra d'espérer , non pas le plus de repos et de bonheur possible , mais seulement assez de bonheur et de repos pour que la France puisse se dire un état social. Ceux-là pensent

sent avec Rousseau (chap. VI. Liv. II.), que tout état régi par des lois est une république, sous quelque forme d'administration que ce puisse être; et que tout gouvernement légitime est républicain, puisque l'intérêt public le gouverne. Si donc le gouvernement se dirige au bien public, s'il ne confie les emplois qu'à des hommes probes et capables, s'il protège les propriétés, s'il s'abstient d'actes arbitraires, s'il donne, le premier, l'exemple d'une obéissance religieuse à la loi, ils seront les plus sincères amis de la république, et l'on verra en eux des modèles de citoyenneté. Patients dans l'oppression, ils ne caresseront pas les factions furieuses, ils recevront, sans pousser un soupir, des assignats au pair de l'argent, et mourront de faim en signant leur quittance; ils donneront leur dernier matelas au dur agent qui voudra le leur enlever avec une réquisition, et s'en consoleront, s'ils peuvent acheter un peu de paille; ils paraîtront devant une commission militaire, et se contenteront, si elle les envoie à l'échaffaud, de dire à leurs bourreaux qu'ils meurent innocens. Ces républicains ne seront pas bruyans, ne porteront ni bonnet, ni moustaches; mais, si on les laisse jouir d'un peu de calme, ils élèveront des citoyens que la patrie sera un jour trop heureuse de posséder au milieu de la génération qui nous chasse déjà devant elle.

La seconde espèce de républicains est un ramas de tous les intrigans que la révolution a soulevés de la fange bourbeuse d'une population ex-

cessive. La turbulence est leur tempéramment, la discorde leur élément, la férocité leur vertu, l'anarchie leur besoin, l'ambition leur passion, et tous leurs talens se réduisent à savoir hurler, menacer, insulter, voler, assassiner, le tout au nom du peuple. Ennemis nés de tout gouvernement, ils serviront la royauté contre la république, quand la royauté ne sera qu'une faction; ils s'uniront contre la royauté avec les républicains, quand ceux-ci ne seront que des révoltés. Ce sont eux qui, dans tous les désordres, se diront les amis du peuple, et voudront le pousser de nouveauté en nouveauté, se faisant un patrimoine des malheurs publics. On les trouvera sur les places publiques prêchant la loi agraire, on les trouvera autour des chefs du gouvernement pour en obtenir des emplois, on les trouvera dans les départemens chantant les hymnes de Marat, on les trouvera par-tout enfin où il y aura du trouble à susciter, du mal à faire, du bien à empêcher.

La troisième espèce de républicains est celle qui mérite le plus de ménagemens, car la première souffre sans murmurer, et la seconde étouffera, toujours et partout, tout gouvernement qui n'osera la réduire à se taire. Ces républicains de la troisième sorte SONT INFINIMENT NOMBREUX; on les trouve par-tout, témoins et non acteurs des désordres. Si, par fois, ils deviennent acteurs, c'est qu'on les a lassés, c'est qu'on leur

refuse justice; c'est qu'on les berce de fausses promesses; c'est qu'on leur a fait croire à un gouvernement régulier, et qu'on les a livrés à l'arbitraire de quelques hommes qui écoutent trop leurs passions. Pour eux ce n'est pas le gouvernement légitime qui est le gouvernement républicain, c'est celui qui les rend heureux; et comme, je le répète, ILS SONT INFINIMENT NOMBREUX, il faut que le gouvernement leur assure une république à leur manière; c'est-à-dire, qu'il les rende heureux, s'il veut demeurer, ou du moins devenir leur ami.

Je renvoie au chapitre suivant la continuation du 9 thermidor: il faut, avant que de continuer, mûrir un peu les définitions que nous venons de faire des mots *républicain* et *royaliste*.

CHAPITRE XX.

CONTINUATION DU MÊME SUJET.

114. **L**E repos que je viens de prendre n'a point développé mes idées: il y a une lacune; ce 9 thermidor, dont je suis obligé de m'interdire l'historique, laisse un vide qui fatigue la vue. Je vais tâcher de m'en distraire, en essayant de découvrir le fil des évènements après cette journée merveilleuse qui pourrait bien, sous tous les rapports, faire le pendant de la journée des dupes.

115. Les royalistes et les républicains de la première classe, auxquels dorénavant je donnerai le nom générique de *PASSIFS de la révolution*; les passifs donc ne jouèrent aucun rôle, ni dans l'explosion primitive du 9 thermidor, ni dans la réaction qui s'en ensuivit. Ils en jouïrent, parce qu'il ne faut point d'efforts pour aller reprendre ce qu'on vous rend, pour aller à la messe, quand il y a des églises ouvertes, pour retourner dans sa maison, quand on est mis à la porte d'un cachot, &c.

116. Ce mouvement inespéré fut l'ouvrage des seuls actifs, et l'on devine que les *ACTIFS de la révolution* font, dans mon idiôme politique, ces hommes turbulens et passionnés, que j'ai rangés dans la deuxième classe des royalistes et des républicains.

117. Pour simplifier mon discours, j'appellerai LE PEUPLE, ceux que j'ai appelés royalistes ou républicains de la troisième sorte.

118. Les actifs, en se ruant les uns contre les autres, ne pouvaient guères discerner où les conduirait cette lutte : on s'agitait sans trop savoir pourquoi. Quelques déclamateurs sentirent seuls qu'il leur était pressant de faire une réaction contre Robespierre qui, visant à demeurer seul, frappait autour de lui tout ce qui sortait de la foule, amis ou ennemis; mais cette foule qui, machinalement entraînée, fit la force des intrigans de marque, alla au feu comme un détachement

marche à une redoute, en s'étourdissant sur le danger des batteries de l'ennemi. Si Robespierre et ses adhérens eussent été des hommes, il est bien à craindre qu'ils n'eussent triomphé; et alors que de vengeances! Que de sang! Mais je me trompe en les supposant des hommes, je leur accorde du courage et de l'habilité; or ils n'avaient qu'à dire un mot après la victoire; ils n'avaient qu'à se représenter la France lasse de terreur; qu'à se convaincre que ce terrible ressort ne devait pas tarder à se briser pour avoir été trop tendu; d'après cela, s'ils avaient renversé les échaffauds, ouvert les prisons, poursuivi les bourreaux, les voleurs, prononcé les noms oubliés d'humanité & de justice, les Collot, les Barrère, les. . . . les. . . . les. . . . fussent montés à l'échaffaud chargés d'exécutions, et Robespierre eut été proclamé le sauveur de la France.

119. Quand on y réfléchit avec quelque attention, on est tout honteux des faibles moyens qu'une puissance invisible emploie pour remuer le monde politique. On la voit se jouer de notre présomptueuse intelligence; choisir les plus vils instrumens pour opérer les plus importantes révolutions. Concevez Robespierre assassiné la veille du jour où ses envieux osèrent balbutier qu'il était un tyran. Un autre prenait sa place, et son cadavre pompeusement promené dans Paris, eut été pourrir au panthéon. A quoi le Pelletier

a-t-il dû sa célébrité ? à la nécessité de donner un spectacle aux badauds de Paris, pour les étourdir le 21 janvier. Sans les poignards de prairial, ce Féraud, dont on a fait mille oraisons funèbres, serait-il sorti du néant ? Ainsi ne nous amusons pas à juger les réputations ; qu'importe ce que furent ou ce que sont, en apparence, quelques hommes ? C'est dans les faits que nous trouverons des instructions ; ne nous occupons donc que des faits.

120. Le peuple prit, au 9 thermidor, un intérêt qui ne lui permit pas de rester spectateur des suites de cette journée. Il ne pouvait demeurer indifférent entre les assassins et les victimes ; dès que le gouvernement eut légitimé la haine que les premiers lui inspiraient, impatient de vengeance, il les poursuivit comme des bêtes féroces, et se mit à la place des loix de justice qu'on lui promettait chaque jour et que chaque jour il attendait en vain. Cette déplorable fureur, qui égara sa raison sans égarer ses bras, est un vaste sujet offert à la méditation de la philosophie. Blâmera-t-elle ce peuple long-temps comprimé par la plus exécrable tyrannie, qui, tout-à-coup, dégagé de ses fers, les saisit d'une main vigoureuse et en assomme ses oppresseurs ? Ses oppresseurs, qui avaient encore des appuis dans le gouvernement, et qui, à chaque instant, pouvaient se rallier et reprendre leur pouvoir abhorré ? Blâmera-t-elle cette convention qui,

complice , par sa lâcheté , des horreurs dont le peuple attendait justement une prompte vengeance , n'ose se laver de sa honte , et n'entreprend qu'à demi les réparations dûes à l'innocence , à la liberté , à la propriété ? J'invite ceux qui , lorsqu'il en sera temps , écriront l'histoire de la révolution thermidorienne , à s'expliquer ouvertement sur ces questions. Pour nous , qu'entraîne le torrent d'une nouvelle réaction , bornons-nous à déplorer le funeste effet des passions humaines , qui nous ont ravi tous les biens que nous avions droit d'espérer de cet événement. Il offrait aux *ACTIFS de la révolution* , l'occasion de faire excuser leurs anciennes erreurs , de mériter l'oubli de leurs fautes , le pardon de leurs crimes , et la reconnaissance de la nation ; mais ils craignirent de se laisser emporter trop loin : et , ne pouvant croire à la générosité des passifs et du peuple , dont ils avaient mis la patience aux plus rudes épreuves , ils préférèrent rentrer dans les sentiers obscurs de l'erreur et du crime , se flattant que quelques mois de repos avaient rendu à la France la force de supporter encore un règne de terreur.

121. Voilà la clef de la marche tortueuse de la convention ; de cette abolition de la peine de mort proposée , quand plusieurs de ses membres pressentaient qu'ils pourraient être un jour intéressés à une telle loi ; de ces équivoques perfides qui firent de ses décrets de bienfaisance des

instrumens de persécution; de ces accusations de royalisme, à l'aide desquelles on rendit impraticable la liberté des cultes; de cette violation de la foi publique envers les Toulonnais rentrés dans leurs foyers, où des décrets solennels les avaient rappelés; de cette fallacieuse distinction des prêtres réfractaires et de ceux qui ne le sont point, quand la loi ne reconnaît plus la loi d'où dérive ce schisme ridicule; de cette amnistie offerte à tous les crimes et refusée à l'imprudence; enfin, de ces efforts continuels pour diviniser Robespierre, effacer la flétrissure dont son nom fut couvert irrévocablement, et faire de nouveau flotter l'anarchie sur la France transformée en une mer de sang.

122. France, rassure-toi : tant d'efforts seront impuissans. Hélas ! Tu n'es plus qu'un squelette ; les corbeaux dévorans mourraient de faim sur ton corps décharné. L'excès de la vieille terreur te garantit d'une terreur nouvelle ; rassure-toi , l'aveuglement des *ACTIFS de la révolution* est balancé par la prévoyance de ceux dont ils espèrent un appui. On voudra te redonner non pas ta force, mais un peu de chaleur, profite-en pour reprendre ta force, et que tes maux passés t'instruisent à la conserver.

123. J'aurais pu, dans ce chapitre, aborder des questions importantes sur la religion, sur la liberté de la presse, sur les émigrés ; mais je

parlerai séparément de ces objets dans le LIV III ; où je renvoie toutes les matières qui doivent être envisagées sous un point de vue général.

CHAPITRE XXI.

DE LA RÉVOLTE DE PRAIRIAL.

124. CETTE journée se composa de tous les efforts partiels opposés à la marche des idées et des évènements impulsés par le 9 thermidor. Tous ces efforts, réunis à un centre commun, se transformèrent en une *conspiration contre le peuple* (1) ; mais on n'avait pas encore endormi le peuple, et il prouva aux conspirateurs, qu'ils n'avaient rien à espérer de lui. Les actifs virent à nud la nullité de leurs moyens, quand le gouvernement n'était pas leur complice (2) ; ils mirent bas les armes et ne s'occupèrent plus qu'à se glisser dans le gouvernement. Si à cette époque la constitution se fut trouvée achevée, la victoire des principes sociaux eut été décisive, et nous n'eussions pas eu un 13 vendémiaire.

(1) Conçoit-on bien ce que c'est, dans un régime tel que le notre, qu'une conspiration contre le peuple ?

(2) Je suis convaincu que l'anarchie ne regagnera ses avantages dans aucune partie de la république, à moins, ce qui me paraît improbable, que le gouvernement ne la seconde. Quand je verrai des troubles sérieux, la complicité de quelques membres du gouvernement me sera presque démontrée.

CHAPITRE XXII.

DU 13 VENDEMAIRE.

125. Oserai-je m'expliquer sur cette journée qui encore n'a point été qualifiée ?.. Oui ; il faut discerner, dans un sujet aussi compliqué que le mien, ce que l'on ne peut taire, sans cesser d'être utile ; et, lorsque l'on a reconnu ce qu'il est utile de dire, il faut le dire avec courage, et être vrai.

126. Le 13 vendemiaire fut UNE CONSPIRATION DU PEUPLE, contre le gouvernement futur. Ce fut la lutte de la raison, et des principes.

127. Avant d'aller plus loin, je définis mes expressions. J'entends par *la raison*, cette faculté donnée à l'homme de saisir les objets sous leurs différens points de vue, de les rapprocher, de les comparer, de les juger et de connaître, par ces diverses opérations, ce qui est juste et vrai.

Sous le nom de *principes*, je veux parler des *résultats* de *la raison*, *résultats* qui sont ou l'erreur, ou la vérité, selon que la *raison* a été plus ou moins éclairée. Ces *résultats* peuvent avoir différentes formes et, selon que ces formes ont plus ou moins d'autorité parmi les hommes, elles sont plus ou moins imposantes. Les *lois* sont des *résultats* de la *raison*, les *lois* sont par conséquent

des *principes*; lorsque la *raison* les attaque, elle attaque ce qui doit en être le moins susceptible.

J'emprunte le mot de *conspiration* dans l'acception moderne qui ne sépare point la légitimité de la force.

J'ai dit, dans les chapitres précédens, ce que je veux signifier par ce mot *le peuple*, j'y renvoie.

Quant au *gouvernement futur* dont je parle, je veux signifier *le corps législatif*, auquel la constitution de 1793 allait donner naissance, par opposition à *la convention* qui lui cédait la place, et qui, envisagée collectivement, et faisant abstraction des passions individuelles, doit être considérée comme un individu qui, sans intérêt à la question élevée par les sections de Paris et par plusieurs départemens, était, par sa position et par son essence, chargée de la défense des *principes* et du *gouvernement futur*.

128. Après ces explications, j'entre en matière; mais, pour arriver méthodiquement à la vérité, qui est l'objet de ma recherche, je jette un coup-d'œil sur la constitution de 1793, et j'interromps ce chapitre, pour le reprendre immédiatement après.

CHAPITRE XXIII.

DE LA CONSTITUTION DE 1795.

129. LA perfection n'appartient pas à l'homme ; rien de fini ne sort de ses mains. Les perturbateurs de la société sont ceux qui argumentent de l'imperfection des loix pour refuser de les reconnaître. Dieu a condamné les ouvrages de l'homme , à décélér la faiblesse de leur auteur ; mais il nous donna l'expérience , pour en corriger les défauts ; il faut donc se soumettre à confier au temps , le soin de faire naître le mieux à côté du bien.

130. La constitution de 1795 , substituant à l'anarchie un gouvernement régulier , fut un passage du mal au bien ; c'était abus de la raison de vouloir passer tout de suite du bien au mieux. Considérée dans son ensemble , on reconnaît en elle un corps organique heureusement constitué et dont tous les ressorts , forgés au feu des contradictions épuratoires et mis en jeu avec une bonne-foi religieuse , peuvent répondre aux vues de ses auteurs , et à l'espérance de la nation.

131. Peut-être , pour affermir à jamais sur sa base ce moderne palladium de la liberté civile , manque-t-il un quatrième pouvoir qui , si je me le rappelle bien , n'a pas encore été

soupçonné et qui devrait être employé , comme le gluten des corps politiques ; je veux parler d'un pouvoir de surveillance et de censure , par lequel les trois autres seraient contenus dans leurs limites essentielles ; ce qui éviterait des oscillations dangereuses , ou des usurpations destructives de la constitution. Mais j'abandonne un doute pour ne raisonner que sur le positif ; et je me borne à prononcer affirmativement ; *que le gouvernement actuel a reçu , par cette constitution , tous les moyens de force qui peuvent suffire à un corps politique , POUR PRO-CURER A TOUS LA SURETÉ , POUR GARDER A TOUS LEUR PROPRIÉTÉ , POUR EMPÊCHER L'ACTION DU FORT CONTRE LE FAIBLE , et réprimer les attentats contre la paix intérieure et extérieure de la république.*

132. A ces différens caractères je reconnais un gouvernement régulier (1) : si quelques inconvéniens passagers n'ont pas été prévus , relativement à la manière dont chaque pouvoir

(1) Les chefs d'un tel gouvernement demeurent sans excuse , lorsqu'il s'y passe des désordres ; ils en ont toute la responsabilité ; et le plus grand crime qu'ils puissent commettre , c'est de porter la plus légère atteinte à la constitution , ou d'en tolérer le mépris dans quelque partie de l'empire. Ils affaiblissent , par cela seul , le ressort de l'autorité que le peuple leur a confiée ; et comme cette autorité est une propriété publique instituée pour le salut de tous , la compromettre est le plus grand

ferait primitivement organisé, ce n'était point une raison pour chercher dans cette constitution, que le temps perfectionnera, des prétextes de discorde civile. Nous allons voir, dans le chapitre suivant, si cette inquiétude qui amena le 13 vendémiaire, et que je blâme parce qu'elle eût des suites funestes, dût être punie comme un crime, ou seulement excusée comme une erreur. Nous éclaircirons cette question, en mettant la raison en opposition avec les principes.

Je termine ce chapitre en observant que la justice et la raison exigent que, dans les cités et les départemens où les fureurs révolutionnaires ont été le plus constamment en action, la constitution de 1795 soit plus particulièrement observée que dans toutes^{les} autres parties de la France. La justice le veut, parce qu'il est temps de dédommager ces pays de tout ce que leur a coûté la révolution : la raison le commande, parce qu'il n'est que ce moyen, d'attacher à la république des hommes dès long-temps accoutumés à n'entendre parler de république que

attentat dont ils puissent se rendre coupable. C'est d'après ce principe que Louis XVI, quoiqu'il puisse être excusé à bien des égards par les circonstances irrésistibles qui ont précédé, amené et accompagné ses malheurs, sera coupable comme roi devant la postérité, pour avoir oublié qu'il était comptable de son autorité à ses peuples dont il n'a point osé combattre les erreurs.

par les bouches les plus impures, et auxquels le crime le plus effronté a, comme malgré eux, inoculé des regrets qu'un régime de paix et de justice peut seul leur faire perdre de vue. Trop long-temps ils n'ont reçu les loix de la *sainte-montagne*, qu'au milieu des foudres et des éclairs. (Rapport de Barrère, à la convention, le 27 juin 1793). Il est juste et raisonnable qu'enfin la loi réparatrice leur rende le calme et le bonheur, dont ils furent constamment privés.

CHAPITRE XXIV.

EXAMEN DES DÉBATS DE VENDÉMAIRE, AN IV.^e (1).

133. Vous avez, disaient les sections de Paris (2) à la convention, vous avez représenté le peuple français pendant trois ans, c'est-à-dire plus que

(1) Tous les jours l'opinion s'épure sur cette sanglante journée ; je mécontenterai dans ce chapitre bien des gens, dont je respecte les principes : mais dois-je prendre sur moi tout le fardeau des circonstances ; et m'est-il défendu d'user de quelques ménagemens ? Je prie le lecteur de relire le chapitre I du livre I.

(2) Je dois, en passant, faire cette remarque. Les tyranniques distinctions établies, dans certains cas, par un parti vainqueur entre les sections, ou toute autre assemblée, et ce que l'on appelle LEURS MENEURS, ne peuvent être avouées par la saine raison. Il est impossible, qu'une assemblée s'exprime autrement que par des actes ; il est im-

ne le permettrait même cette constitution de 1793 ;

possible que ces actes ne soient pas délibérés ; et , pour qu'ils soient délibérés , il faut que quelqu'un parle , soit pour proposer , pour appuyer , ou rejeter la proposition. Il est d'ordre indispensable que ces actes soient signés ; et , dans un gouvernement tel que le nôtre ; IL FAUT BIEN SE GARDER DE L'AISSER L'OPINION S'ÉGARDER SUR LES DROITS OU L'IMPORTANCE DES ASSEMBLÉES ET DE LEURS ACTES. Or , il n'y aura rien de certain parmi nous , si on accorde à une autorité quelconque la faculté de considérer une assemblée autrement qu'e collectivement ; si on peut regarder ses actes autrement que comme l'ouvrage de tous les membres ; si les orateurs ou les signataires peuvent être recherchés particulièrement. Nos loix , qui nous obligent tous , ne sont pas autrement décrétées ; on les propose , on les attaque , on les discute , on les rédige , on les signe ; et , lorsqu'elles sont loix , elles sont l'ouvrage de tous. . . . Si quelques membres pouvaient seuls en être responsables , on conçoit aisément que le système des assemblées politiques dans un gouvernement n'offrirait que des incertitudes et ne rachetterait ses inconvéniens par aucune utilité. Cela s'applique aux assemblées où le peuple lui-même délibère sur ce qui l'intéresse. On ne peut , sans établir qu'elles sont contraires à l'ordre social , se réserver , en les convoquant , de faire un crime à quelques-uns de leurs membres , ou d'avoir énoncé telles ou telles opinions , car si telle ou telle opinion était proscrite , il n'y aurait plus de liberté ; ou d'avoir signé tels ou tels actes , comme officiers de l'assemblée , car s'il n'y avait point d'officiers , il n'y aurait plus d'assemblée , ce ne serait qu'un attroupement , et si les officiers refusaient d'obéir au vœu de l'assemblée , il serait impossible de définir ce que serait cette assemblée ainsi paralysée.

que

que vous venez de juger indigne de régir la France ; Durant cette longue session vous avez réuni les fonctions exécutives et judiciaires à la fonction législative ; vous avez donc excédé vos pouvoirs. Sous votre règne, l'anarchie la plus sanguinaire a dévoré la France ; nous avouons que la majorité d'entre vous n'en fut pas complice ; vous étiez comprimés, nous vous plaignons, et nous vous excusons : mais vous avez tout au moins fait preuve de faiblesse, et ce n'est pas entre vos mains que doit être remis le timon de l'état qui, au milieu de tant d'orages qui le menacent, a besoin de pilotes habiles et sur-tout courageux. La constitution veut qu'un corps législatif vous succède, mais elle n'a pas exprimé que certains d'entre vous entreraient dans la formation de ce corps. Nous ne prétendons pas vous en exclure, nous réclamons seulement une liberté entière lorsque nos électeurs nommeront nos législateurs. Nous voulons qu'ils puissent vous nommer, mais qu'ils n'y soient pas contraints. Ce qui nous importe n'est pas que le corps législatif mérite notre confiance, mais qu'il nous paraisse la mériter ; vous refuser à nos raisons, c'est prouver que vous craignez de ne pas nous en paraître dignes. Feriez-vous à la nation l'injure de croire que vous seuls êtes capables de la représenter ? Ne devriez-vous pas, au contraire, la féliciter de ce qu'elle trouverait, malgré les fureurs du dictateur, sept-cent-cinquante citoyens qui fussent vos égaux en

talens et en patriotisme ? Il y aurait de l'orgueil dans cette félicitation, mais il s'ennoblirait par son objet. Il devait vous suffire peut-être que nous vous ayons témoigné combien vos décrets du 5 fructidor, que vous voulez amalgamer à la constitution, nous paraissaient tyranniques et oppressifs pour que vous dussez ne pas vouloir nous représenter malgré nous ; mais enfin vous regardez vos fonctions comme instituées ou pour votre profit, ou pour celui de la nation. Si c'est pour le vôtre, de quel front nous osez-vous parler de liberté ? Si c'est pour le nôtre, n'êtes-vous pas coupables de nous ravir le droit d'en disposer ? Répondez à ce dilemme : ou vos fonctions sont un bénéfice, ou elles sont une charge. Si elles sont un bénéfice, chacun doit en jouir à son tour, place à d'autres. Si elles sont une charge, chacun doit les porter à son tour, et nous ne sommes pas assez injustes pour exiger le sacrifice, même volontaire, de vos droits à un remplacement.

134. Voilà la substance des raisonnemens par lesquels les sections de Paris, et un grand nombre de communes des départemens s'opposaient à l'exécution de la loi du 5 fructidor. Je les ai dégagés de toute espèce de personnalité, parce que les personnalités sont toujours odieuses et n'ajoutent rien à la raison. Avant de répondre au nom de la convention, disons un mot des intentions que l'on pût supposer aux assemblées qui tenaient ce langage.

135. On sent bien qu'il n'y aura rien à dire à l'homme de mauvaise foi, qui voudrait y chercher une accusation de royalisme. Il n'est pas, dit le proverbe, de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre ; à de telles gens, on ne répond que par le mépris. Parlons pour ceux qui aiment et cherchent la vérité.

La France, après de douloureuses convulsions, entrevoit enfin le repos ; une nouvelle législature, une nouvelle constitution, lui font espérer une existence moins orageuse. Ses yeux se jettent dans l'avenir, et le moment où elle pourra jouir de sa nouvelle destinée lui semble toujours trop éloigné.

L'acte constitutionnel qu'elle est déjà préparée à adopter, ne dit pas un mot de la réélection des membres de la convention dans le nouveau corps législatif, mais plusieurs de ses membres méritent sa confiance, et déjà elle médite leur réélection.

Tout-à-coup la convention, par un décret hors de la constitution, exige que les $\frac{2}{3}$ de ses membres siègent au corps législatif. On se rappelle aussitôt la longue et avilissante oppression sous laquelle cette convention a plié, et les maux accablans que sa faiblesse a laissé tomber sur la France ; les espérances d'un heureux avenir s'éteignent au fonds de tous les cœurs, soit par la violence faite au peuple dans le premier et le plus précieux de ses droits, soit par la crainte

que l'on a de ne pas trouver dans la convention, cinq-cent représentans qui n'ayent point avili leur caractère, en servant le parti des tyrans. Le peuple se croit outragé; il réclame par ses organes naturels, les sections, contre des décrets qui lui paraissent contraires à sa liberté. Si, au lieu d'explications paisibles, on a employé, de part et d'autre, des moyens irritans, je vois dans cet égarement le funeste effet des passions; mais je sépare les effets de la cause, et les intentions primitives des sections de Paris perdent à mes regards le caractère du crime. J'y vois la *raison* qui admet un principe et rejette ses conséquences; je vois, dans une telle contradiction, l'erreur qu'il ne faut que dissuader et non pas un attentat que la sévérité nationale doit mettre au dessus des forfaits révoltans qu'une amnistie a postérieurement effacés, sans y comprendre l'égarement de vendémiaire.

136. J'examine maintenant, non ce qu'a dit la convention, car elle ne fut pas même exposer clairement, sur quoi basaient ses prétentions, mais ce que son décret, sur les moyens de terminer la révolution, a voulu dire, et ce que devaient entendre les sections qui, pour user convenablement de leur raison, devaient ou rejeter la constitution comme principe, ou admettre ses conséquences.

137. Je mets sous mes yeux le décret du 5 fructidor; j'y lis, Tit. 1. ART. 1. *Le corps légis-*

l'artif sera composé de membres élus par les prochaines assemblées électorales dans les proportions qui sont réglées par l'acte constitutionnel, pour le renouvellement annuel. ART. 2. Tous les membres actuellement en activité dans la convention, sont rééligibles. Les assemblées électorales ne pourront EN PRENDRE MOINS DES DEUX TIERS POUR FORMER LE CORPS LÉGISLATIF. Voilà la pomme de discorde.

Or raisonnons, et mettons de côté toute prévention, tout esprit de parti : qu'ont ces deux articles de contraire à la constitution ? Cette réélection des deux tiers des membres de la convention ? Elle est dans les principes. Je recours à la constitution. TIT. 5. ART. 44. *Le corps législatif est composé d'un conseil des anciens, et d'un conseil des cinq cent. ART. 53. L'un et l'autre conseil sont renouvelés tous les ans par tiers.* Il est sensible, que la constitution a voulu, 1^o que le corps législatif contiât constamment les deux tiers de membres déjà exercés aux travaux de la législation, 2^o que chacun des représentans du peuple exerçât pendant 3 années consécutives cette fonction importante et difficile. D'après cela, n'était-ce pas aller contre son esprit, contre sa volonté précise, que de prétendre que les assemblées électorales avaient le droit de composer la légifature de représentans choisis en entier hors de la convention ? N'est-il pas évident, que cette expérience, des deux tiers des législateurs, qu'elle a

employée pour balancer l'imprudence possible des nouveaux élus, n'eut plus été le partage du corps législatif ainsi composé ? Qu'il eut commencé sa carrière sans guide ? Que la loi constitutionnelle eut été éludée ? Et que, dès les premiers pas, la constitution pouvait, par cette violation des principes, éprouver, dans sa marche, des difficultés que l'on eut imputées aux opposans à la réélection des deux tiers de la convention ? Ne doit-il pas être démontré que l'exercice des fonctions législatives pendant trois années consécutives par chaque représentant du peuple entre dans les desseins de la constitution et conséquemment est essentiellement de rigueur ?... Que les incrédules jettent les yeux sur l'ART. 135. TIT. 6. *Les (1) membres du directoire ne peuvent être pris que parmi les citoyens qui ont été membres du corps législatif ou ministres.* Il est sensible que, pour les importantes fonctions de directeur, la constitution a voulu donner à la nation la garantie de la capacité des citoyens qui y seraient élevés :

(1) Il ne faut pas objecter que les conventionnels, qui demeureront deux ans dans le corps-législatif, auront représenté le peuple pendant 5 ans. Je prouverais, par l'art. 54, que l'exercice, pendant 3 ans, des fonctions législatives est le *minimum* de sa durée, et que le *maximum* est de 6 années. Or, ne dépassant pas le *maximum*, on ne peut quereller la prolongation de leur représentation.... Je prie de méditer attentivement ce qui, dans cette note, est écrit en caractères italiques.

et cette garantie elle a cru la trouver en circonscrivant les choix parmi des citoyens dont les travaux les auraient déjà familiarisés avec le maniement des affaires publiques. Or, pour que sa garantie fût entière et conforme à l'esprit de la loi, il a fallu ne pas permettre, en s'écartant des principes, qu'il y eût des représentans qui n'eussent exercé leurs fonctions qu'un an ou deux ans, ce qui serait arrivé, si les corps électoraux eussent effectué leurs élections au desir des sections de Paris, puisque, l'année d'après, le tiers des membres élus eut dû céder sa place au nouveau tiers appelé à le remplacer, et ainsi de même l'année suivante.

Qu'on ne me dise point que la constitution eût dû s'expliquer à cet égard, et que son silence ne peut pas plus s'interpréter en faveur de la convention décrétant la réélection des deux tiers, qu'en faveur des sections réclamant contre ce décret. J'argumente tout autrement de ce silence, et je prouve que si la constitution n'avait pas entendu que deux tiers de la convention fissent partie du corps législatif, elle l'eut déclaré, et aurait ajouté à l'art. 53 ces mots *« le sort décidera pendant les deux premières années de la sortie successive des membres qui auront été nommés la première fois »*, ce quelle n'a pas manqué de faire, à l'art. 137, où elle ordonne, avec cette addition, que le directoire soit partiellement renouvelé par l'élection d'un nouveau membre chaque année.

Ainsi il doit demeurer constant que les sections de Paris sont tombées en contradiction; que la convention était dans les principes; que le corps législatif eût été inconstitutionnel si les sections eussent obtenu le rapport du décret du 5 fructidor, et que l'exécution de ce décret a, par conséquent, imprimé au gouvernement actuel tous les caractères de la légitimité.

138. D'après ce que je viens de dire, il est inutile d'exposer quelle fût l'intention de la convention dans la lutte de vendémiaire. J'ai déjà prévenu le lecteur que je ne considérerais cette assemblée que collectivement; et, sous ce point de vue, son intention est une et ne peut être méconnue: ce fut de défendre le gouvernement futur d'une erreur qui tendait à lui donner une existence inconstitutionnelle.

139. Gardons-nous d'aller plus avant: gardons-nous de juger des hommes, puisque les faits nous ont suffisamment édifiés. Nous aurions à gémir de l'irritation des passions qui se sont agitées dans cette obscure journée du 13 vendémiaire. Entendez-vous ces cris de fureur?... Le premier prairial se venge... Malheureux, où courez-vous donc? Vous confondez l'erreur avec le crime, l'imprudence avec la rébellion... Mais, c'en est fait. Le sang a coulé... Paris, enveloppé d'un crêpe funèbre, pleure plusieurs milliers de ses enfans... Fuyons, détournons nos regards de ces tableaux sanglans, et laissons la postérité juger si ce dæ-

nier massacre fut encore nécessaire au salut du peuple, ou s'il ne fut pas une combinaison machiavélique pour abattre d'un seul coup la scission qui déjà prenait dans les départemens des caractères allarmans. L'histoire doit à nos neveux des révélations bien honteuses sur cette journée; mais je n'écris pas l'histoire, et je parle à mes contemporains.

CHAPITRE XXV.

DE L'AMNISTIE.

140. **L**E plus bel appanage de la puissance souveraine, est le droit de pardonner.

141. Les hommes sont ouverts à tant de passions, environnés de tant de séductions, si peu armés contre les erreurs qui les assiègent, que le droit de punir doit paraître, à ceux qui l'exercent, le plus pénible des devoirs. Ce devoir douloureux ne se peut adoucir que par la considération de ce que procure à la société, de tranquillité, de bonheur, le salutaire effroi qu'inspire aux malfaiteurs la punition de leurs pareils.

142. Les peines sont instituées pour l'intérêt de tous. Mais, comme tous sont sujets à l'erreur, tous sont intéressés à ce que l'erreur ne soit point confondue avec le crime et punie de la même peine.

143. La sévérité des peines annonce la présence de la tyrannie.

144. Dans un gouvernement, tel que le fût le nôtre depuis 1789 jusqu'à ce dernier temps, la nécessité des amnisties résulta, et de la rigidité des lois qui, inspirées par la passion, multiplièrent l'application de la peine capitale, et de l'égarement d'un grand nombre de citoyens qui, séduits par de féroces imposteurs, participèrent à des crimes sans nombre qu'aurait perpétrés l'impossibilité d'en espérer le pardon.

145. Quand les coupables sont trop nombreux, la punition de tous est impraticable et nuisible. On décime des soldats révoltés, des corps entiers qui tentent de désertter, etc.

146. Cette police militaire dérive du principe de droit public, que la société ne punit pas pour se venger, mais pour prévenir de nouveaux délits.

147. Nous avons eu dans le courant de la révolution plusieurs amnisties; aucune n'a été dictée par l'amour de la justice et de l'humanité. Elles auraient dû être un acte de clémence souveraine; elles ne furent que des actes de reconnaissance des chefs de parti envers leurs complices. Telle amnistie eut pour but d'enfouir dans l'oubli les attentats des 5 et 6 octobre; telle autre ne voulut qu'assurer l'impunité des massacres de la Glacière; telle autre n'envisagea que l'état de détresse des jacobins, et voulut leur redonner quelque vie par l'impunité de la révolte de prairial.

Telle autre enfin, voudra une centième fois, donner l'impunité aux assassins du 2 septembre (1). Dans tout cela, la dignité nationale est blessée, ce n'est plus le souverain qui fait grâce, c'est une faction qui multiplie ses moyens de puissance, et qui frappe ses ennemis, en plaçant ses amis hors de la loi (2).

148 Pour qu'une amnistie soit véritablement un acte légitime, il faut que celui qui la prononce n'en ait pas besoin pour lui-même; il faut qu'elle n'ait pour objet que l'intérêt général de la société; il faut qu'elle soit générale pour tous les délits dépendans des événemens qu'elle a voulu

(1) Lorsque j'écrivais ceci, on n'avait pas fait le semblant de vouloir punir ce forfait : je suis forcé d'avertir le lecteur, pour qu'il puisse saisir l'esprit de mon ouvrage, que je l'ai commencé le 1 mai et fini le 23 du même mois. Je n'y retouche point, parce que je crois instant de publier les vérités qu'il me paroît renfermer.

(2) A-t-on bien réfléchi à la métaphysique qui fit employer ces expressions *hors la loi*, dans un sens si opposé à celui que je lui donne ici? Par-là, on vouloit évidemment signifier que tel individu n'était plus membre de la société; on le remplaçoit donc dans l'état de nature, n'ayant que sa propre force à opposer à celle de tous. Il en résultait qu'il devait avoir la liberté de sortir d'un pays où il n'était plus protégé, et où chacun pouvait lui nuire sans que la loi prit sa défense, de la même manière que Sylla forçait à l'exil les Romains qui lui déplaisaient, en leur refusant l'eau et le feu. Cependant, par une contradiction barbare,

plonger dans l'oubli ; il faut qu'elle en sépare les délirs qui, de tous les temps, dûrent être réprimés comme attaquant les fondemens de la société. A ces seules conditions, le pouvoir ou le prince qui usent du droit de faire grâce mériteront le titre de clémens. La clémence, dans le cas contraire, ne sera qu'une nouvelle tyrannie.

149. Qui que vous soyez qui lirez cet écrit, reconnaissez l'esprit philanthropique qui l'a dicté. Son auteur n'appartient à aucun parti. Il ne rechercha aucune place, N'EN OCCUPA AUCUNE; vécut passif et ignoré dans la révolution. Jamais il n'eut ni n'aura besoin d'amnistie (1); mais, convaincu que les vicissitudes auxquelles est soumis le monde

la loi, qui devait ne plus supposer que la non-existence de celui qui était hors de la loi, ordonnait de se saisir de sa personne, le livrait à des juges et le faisait mourir. Non contente de ne plus le défendre, elle ordonnait de le tuer. C'était le comble de la déraison ; mais devait-on s'en étonner, et la tyrannie est-elle autre chose que la déraison armée du pouvoir ? Le sens le plus naturel que présentent ces expressions, est, ce me semble, celui que je lui donne. Un fonctionnaire public déclaré inviolable, qu'est-il qu'un homme au-dessus ou hors de la loi, puisque la loi ne peut l'atteindre ? Un amnistié est-il autre chose, pour le fait dont on lui fait grâce, qu'un homme mis hors de la loi, puisque la loi a perdu son action contre lui ?

(1) Il en aurait eu besoin dans ce temps où des assassins, armés du pouvoir judiciaire, demandaient à un citoyen, qu'as-tu fait pour la révolution ? Aujourd'hui il

politique donnent à tous les partis un intérêt égal à l'admission des vérités qu'il vient de rassembler dans ce chapitre, il vous presse, il vous conjure d'oublier un moment vos passions et de relire sans préjugés, ce qu'il a dit et ce qui lui reste encore à dire sur cette matière qui tient de plus près qu'on ne pense à la cessation des maux qui nous oppressent.

150. Examinons quels sont les délits que la puissance souveraine peut absoudre sans violer les droits de la justice universelle; nous verrons ensuite ceux relatifs à la révolution, à raison desquels la sévérité nationale a pu s'appaiser, en distinguant l'origine, la durée, le caractère des délits que s'imputent mutuellement les partis opposés; enfin, après avoir établi qu'une amnistie était nécessaire, après avoir indiqué le but auquel devait tendre le pouvoir législatif en la proclamant, nous jetterons un coup d'œil sur celle que la convention a offerte aux français, au moment de terminer sa session, et nous verrons si elle satisfait au vœu de la justice, au besoin d'un pardon prononcé sans passion, au besoin surtout bien plus pressant de faire naître

ne serait plus dans ce cas; cet ouvrage serait sa réponse. Ceci demanderait une explication, mais ce serait descendre à des intérêts individuels, et il a promis, en prenant la plume, de n'embrasser que des généralités.

le repentir et de prévenir pour l'avenir la triste nécessité d'un semblable remède.

151. Le but de la société est de protéger la vie et la propriété de ses membres. La propriété s'entend de tout ce qui constitue l'homme civil, ses biens, sa personne, son industrie, sa réputation. Tous les délits qui attentent à la vie et à la propriété d'un citoyen, la loi doit les punir; elle ne peut les absoudre sans le consentement de l'offensé, qu'elle n'a pas le droit de priver de la réparation qui lui est due. Les délits au contraire qui intéressent la société, qui attentent à sa vie et à sa propriété (1), quoique, par leur nature, ils soient infiniment plus graves et méritent une punition plus sévère, la loi peut les absoudre, nul n'ayant un intérêt isolé à la punition des coupables, et le gouvernement qui, par le pouvoir législatif, représente la volonté de tous, ayant seul le droit et les moyens de juger ce qui est utile et convenable à tous.

Voilà la ligne démarcative que la nature de l'état social a tirée entre les délits et les délits; elle distingue les délits privés, les délits sociaux,

(1) La société n'a de vie, que par son gouvernement, quel qu'il soit. Sa propriété c'est les moyens de force qu'elle a confiés à ce gouvernement. Toute conspiration, tout mouvement de désobéissance attentent à la vie et à la propriété du corps social.

et ne permet à la loi d'user de clémence qu'envers ceux-ci.

152. Voyons , d'après ces principes , quels sont , relativement à la révolution , les délits que la loi a pu effacer. Il est évident que les vols et les assassinats n'ont pu demeurer impunis sans blesser la justice , parce qu'ils sont des délits privés. Mais on ne peut rigoureusement appliquer ce principe ; et il est indispensable de distinguer ces délits lorsqu'ils n'ont eu aucun rapport à la révolution , ou lorsque la révolution en a été ou le mobile ou le prétexte.

Dans le premier cas , les coupables ont failli sans passion , avec ce caractère de préméditation qui porte en lui-même la démonstration qu'ils ont le vice dans le cœur , et qu'un pardon ne ferait pas chez eux naître le repentir ; et , sous ce double rapport des réparations dûes à quelques citoyens et de leur incorrigibilité qui intéresse la société entière à leur punition , ils ne doivent point demeurer impunis.

Dans le second cas , on doit considérer les circonstances qui ont accompagné le délit , et si , en effet , l'irritation des passions que fait naître et nourrit la discorde civile est la source où le coupable s'est enivré avant de devenir criminel ; la loi qui doit chercher à ramener les citoyens à la concorde et à l'oubli de leurs torts mutuels , la loi , dis-je , peut , pour le bien de tous , ou-

blier qu'elle avait le droit de punir et accorder le pardon aux coupables.

Mais ces sortes de délits étant mixtes de leur nature, et la loi ne pouvant absoudre les délits privés, il s'ensuit qu'elle doit réserver l'action civile aux citoyens qui ont à réclamer une réparation contre les voleurs ou les assassins.

Cependant il est des considérations qui peuvent la forcer à s'écarter de cette règle de justice : et, si les assassins ont été si multipliés (voyez n°. 145, liv. II), que ces délits puissent prendre le caractère de délits sociaux, par le nombre considérable des particuliers ou des familles qui ont des droits à une réparation, le pouvoir suprême, stipulant au nom de tous, peut absoudre les assassins ; mais, dans aucun cas, et sous aucun prétexte, il ne peut légitimer la possession du fruit de leurs rapines ; et les réclamations des citoyens injustement spoliés de leurs propriétés doivent conserver toute leur force.

Quant aux délits simples et auxquels nul particulier n'a un intérêt individuel, tel que rassemblemens séditieux, prédications anti-sociales, révolte à main armée, contravention aux loix qui intéressent la sûreté de l'état, le corps social peut, sans difficulté, user du droit de faire grâce à ceux qui s'en sont rendus coupables ; à cet égard seulement, sa clémence ne reconnaît d'autres règles que la nécessité d'être la même pour tous, comme doit l'être la justice.

153. Nous

153. Nous pouvons maintenant nous abandonner à l'histoire des délits révolutionnaires. Neutre entre tous les partis, ma position me permet d'user de ma raison et de m'élever au-dessus des préjugés légaux; je dois même le faire, car si l'autorité de ces préjugés devait m'en imposer, il serait impossible que je pusse trouver la vérité, tous les partis ayant régné tour-à-tour, et, tour-à-tour, donné leurs passions à la loi. Ainsi j'appellerai délit toute violence, tout attentat commis contre les citoyens ou contre le gouvernement, à l'occasion de la révolution et à quelque époque que ce puisse être. J'appellerai révolte toute entreprise contre l'autorité, tyrannie tout abus de l'autorité, vol et assassinat, tout ce qui aura dépouillé ou privé de la vie un ou plusieurs citoyens.

La révolution s'est annoncée par des meurtres; elle s'est développée par des meurtres; elle s'est accrue par des incendies et des pillages, s'est appuyée sur des pillages et des incendies; des meurtres, des incendies et des pillages ont été ses mobiles perpétuels, et ce fut là toute la tactique des actifs qui s'en sont disputés les avantages et la gloire.

Ceux que l'on priva de leurs emplois et qui se turent; que l'on dépouilla de leurs propriétés et qui se turent; dont on violenta les opinions et qui se turent; qui se turent quand on les priva de leurs prêtres, de leurs autels; qui se

R

turent quand on les entassa dans les cachots ; quand on les ensevelit vivans dans des glacières ; quand on étouffa au château d'If leurs pères, dont on leur enleva bientôt après le sanglant héritage comme fils d'émigrés ; ceux que des scélérats suspendirent aux lanternes des villes ; ceux que mille morts atroces enlevèrent à la société depuis le 14 juillet 1789 jusqu'au 31 mai 1793 ; et, depuis cette époque, ceux que les cachots et la guillotine ont dévorés jusqu'au 8 thermidor ; sous le règne des pendeurs, des pillers, devenus leurs juges ; ceux que Carrier, que Collot, que tant d'autres firent égorger par milliers ; ces millions d'orphelins, de veuves, de pères désespérés, qui n'osaient même laisser éclater leur douleur ; tant d'innombrables victimes enfin que la révolution a vu succomber à la férocity la plus inconcevable, pourront-ils être envisagés autrement que comme de déplorables victimes de la fureur la plus inconcevable ?

Et les auteurs de tant d'atrocités ! Les moteurs de tant de désordres ! Les prédicateurs, les ordonnateurs, les instrumens de ces massacres ! Les scélérats qui se sont partagé les dépouilles des plus vertueux citoyens qu'ils avaient immolés à leur barbare cupidité ! Peuvent-ils être envisagés sans horreur ? Est-il possible d'excuser leurs forfaits, en les attribuant à l'exaltation de leur patriotisme ? Peut-on ne pas les exécrer comme les dévorateurs de tous les germes de la prospérité

publique ? Sous leur règne odieux, tout ce qui honorait la patrie a péri ; ses meilleurs citoyens, son commerce, son industrie, sa richesse, ses mœurs, sa religion, ses principes de sociabilité : ils ont divinisé les vices, infecté du poison de la dépravation la plus insolente la génération qui s'élève ; prodigué à l'anarchie nos ressources et leur encens ; surpassé enfin tout ce que la folie et l'impudence, la rage et la cupidité ont jamais inventé pour le malheur du monde et la honte de l'humanité.

Si, dans le cours de notre douloureuse révolution, ils se sont vus une ou deux fois arrêtés par leurs excès mêmes ; si le cri des familles a suscité contre eux une répression vengeresse ; si des cœurs ulcérés, excités d'abord par des factieux combattant d'autres factieux, se sont abandonnés aux mouvemens du désespoir ; si enfin, à leur tour, les actifs ont éprouvé la terreur ; si quelques-uns ont expié leurs crimes ; qui osera invoquer en leur faveur les lois protectrices qu'ils foulèrent aux pieds, l'humanité qu'ils ne cessèrent d'outrager, la pitié qui jamais n'approcha de leur cœur de bronze ? Est-il possible de balancer entre l'agresseur et celui qui se venge ? Entre le crime avide de pillage et de sang, et la vertu qui, lasse de souffrir, abjure sa longue patience et met enfin un terme au triomphe des scélérats ? La loi, je le fais bien, ne peut avouer de vengeances particulières ; mais si elle ne les supplée,

R. 2

lui reste-t-il le droit de les désavouer? Le meurtrier de mon père lèvera devant moi sa tête impunie; il me menacera moi-même; la loi sera muette; elle n'entendra point mes plaintes; elle me repoussera avec dédain; elle sourira à l'assassin; et je ne me vengerai point! Et je ne préviendrai point de nouveaux crimes par la mort d'une bête féroce, que l'on refuse d'enchaîner! . . . Ah! loin de moi cette pusillanimité! La révolution n'a dévoré que ma fortune, mais tous les miens ont été épargnés (1). S'il en était un seul! . . . Mais non, ma sensibilité m'égare; si la loi prononçait un pardon, je le ratifierais dans mon cœur. . . . Malheur à moi, malheur

(1) Lorsque j'écrivais ceci, je ne prévoyais pas que j'étais à la veille de me voir dans le cas de tenir un autre langage. Depuis lors, un de mes frères a été jeté dans les cachots du fort Lamagne près de Toulon, accusé de n'avoir pas voulu se laisser égorger en 1793, et d'avoir préféré vivre au milieu de ceux qui avaient appelé du secours contre la faim qui était dans leur ville et contre les bayonnettes de Carteaux qui était à leurs portes. Je n'ai pas changé de façon de voir ou de sentir. Mon frère sera libre..... ou bien..... IL N'Y AURA PAS DE JUSTICE..... Ceci me conduit à une confidence que je n'aurais jamais faite au public. Moi aussi, je m'étais réfugié à Toulon en 1793. On voulut le 7 Germinal m'arrêter sous ce coupable prétexte. J'assurai ma liberté à coups de bâton. Jusques-là, j'avais vécu passif, et je ne pensais nullement à prendre la plume; mais, forcé de me tenir quelque temps caché dans

à l'assassin de mon frère, si la loi ne pardonnait ni ne punissait ! Si même elle ne punissait qu'à demi ! Ou si, en pardonnant, elle n'absolvait que le crime et punissait le désespoir de la vertu ! . . . Ce que Raynal a osé dire, sous le despotisme d'un roi, je le dirais alors sous le despotisme de l'injustice, et je crierais aux français : LACHES, QUE FAITES VOUS DES PAVÉS DE VOS RUES ? NE SONT-ILS LA QUE POUR PORTER VOS ASSASSINS ?

ma maison, l'oisiveté fit fermenter ma tête : je réfléchis à la situation du Midi, pour lequel la constitution de 95 est encore un être de raison ; ces réflexions me conduisirent à fixer l'état de la France, et j'employai l'inaction de ma retraite à crayonner ces faibles essais. Je me suis abstenu, autant que mon sujet a pu me le permettre, de parler des hommes ; sans y penser, je joue enfin un rôle dans la révolution, et je le dois à un mauvais perruquier qui crût en m'arrêtant gagner un mandat de 100 liv. Je n'irai pas plus loin, si mon frère recouvre sa liberté, si l'on cesse d'inquiéter ma famille, et moi-même. Mais si le silence, auquel je compte me réduire, ne peut me valoir le repos, ces mêmes hommes que j'ai ménagés, je les trainerai dans la boue ; je fournirai à l'histoire de nouveaux matériaux, et aux Français de nouveaux motifs pour abhorrer et secouer la tyrannie qui menace encore de les opprimer, et qui est, au moment où je parle, toute-puissante dans le Midi

CHAPITRE XXVI.

CONTINUATION DU MÊME SUJET.

154. **C**ET élan de sensibilité m'eut emporté trop loin, et je me suis interrompu pour calmer mon indignation. Si j'appartenais à quelque parti, je n'aurais point tenu ce langage; mais il n'est point déplacé dans ma bouche; je ne suis point un factieux; je suis homme, je suis sensible, je hais le crime, je veux des loix.

155. Pour quiconque n'est pas mort au monde moral, il doit demeurer démontré que si la convention a pu absoudre les délits sociaux qui ont souillé la révolution, elle n'a pu, sans afficher qu'elle en fut la complice, refuser d'absoudre à la fois les délits du même genre nés d'une vengeance illégale, mais juste. Une amnistie est nécessaire en France; mais si elle pouvait comporter des exceptions, elles devraient frapper les premiers artisans du crime. Une amnistie est nécessaire; mais une amnistie générale qui offre aux viciox la ressource du repentir ou la certitude d'une prompt punition en cas de récidive. Une amnistie est nécessaire; mais il ne faut point qu'elle ne serve qu'au triomphe d'une faction. Toutes les factions doivent y trouver leur tombeau. Si l'une d'elles devait en

recevoir, une nouvelle force, l'anarchie serait préférable à un gouvernement qui ne saurait exister sans s'appuyer d'une faction... Et de quelle faction, grand Dieu!...

Examinons maintenant l'amnistie que la convention a proclamée avant de se dissoudre, et comparons ce qu'elle a fait, avec ce qu'elle a dû faire.

156. Les révoltés de prairial étaient tous des brigands (1). Leur révolte menaçait, et la convention, et le peuple, et la constitution. Leurs vœux sacrilèges appelaient hautement l'anarchie et les échaffauds : c'en était fait, si les passifs de la révolution, si le peuple indigné, ne les eussent repoussés dans les tannières, d'où ils étaient sortis. De tous les dangers que la France a courus, de tous les attentats que la révolution a fait naître, le plus grand, le plus impardonnable, c'est la révolte de prairial.

Les insurgés de vendémiaire ÉTAIENT LE PEUPLE

(1) Je fais bien que cette qualification tous les partis s'en servent l'un contre l'autre. Mais il ne peut être douteux de quel parti je veux parler ici. Je parle de ces voleurs, de ces assassins de profession qui, sous la bannière de Marat, coiffés du bonnet-rouge, et invoquant la sainte-montagne, se disputèrent pendant la terreur le barbare plaisir d'assassiner les passifs de la révolution. Ce sont ceux qui, depuis vendémiaire, s'agitent pour reprendre leurs anciens avantages sous la constitution anarchique de 1793.

1791-1792, égaré par sa raison. Cette insurrection ne menaçait ni la constitution, ni le peuple, ni la convention; elle était l'effet d'une erreur qu'une explication pouvait détruire, et dont le triomphe même n'eut point apporté de changement à la loi constitutive.

Le sujet des débats élevés entre la convention et les sections n'était, à proprement parler, qu'une question métaphysique; de tous les mouvemens révolutionnaires, ce fut celui où les deux partis eurent, de part et d'autre, le moins de mauvaise intention; ce fut par conséquent celui où les vaincus durent être le plus facilement excusés.

Et cependant l'amnistie absout les actifs de prairial, et voue à la mort les passifs de vendémiaire! On ne peut fixer de sang froid ce contraste révoltant. Tâchons de l'expliquer; mais, avant tout, faisons cette remarque. La convention défendait les principes en vendémiaire, et je l'ai prouvé ci-devant; mais ces principes flattaient sans doute l'ambition de quelques uns de ses membres; car il est difficile de se persuader qu'il n'était dans son sein aucun de ces hommes qui, une fois investis de l'autorité, voudraient la conserver à tout prix; or, ses membres devaient attacher plus de prix à leur réélection qu'à la défense des principes, pour l'honneur des principes; donc cette passion qui naît de l'intérêt personnel blessé les aveugla quand il

fallut juger les insurgés de vendémiaire ; donc la convention, afin que plusieurs de ses membres ne fussent point juges dans leur propre cause, devait se contenter de proclamer une amnistie et déléguer au corps législatif le soin d'en décréter les exceptions. . . . Je reviens sur mes pas.

Je ne vois qu'une raison qui puisse expliquer l'injustice de cette amnistie accordée aux prairialistes , et refusée aux vendémiairistes. Cela n'excusera pas la convention ; mais son erreur sera en quelque sorte palliée aux yeux des hommes impartiaux qui savent compatir aux faiblesses de l'humanité.

Lorsque l'amnistie fut proposée, les *actifs* de prairial dont la convention venait d'accepter les services contre les *passifs* de vendémiaire , ces *actifs*, dis-je, vainqueurs du peuple désarmé, attendaient une récompense de la convention par eux victorieuse. L'amnistie pouvait leur suffire ; mais elle eût cessé de les flatter si les vainqueurs et les vaincus eussent été appelés à jouir du même bienfait. D'ailleurs le danger de prairial était oublié et le 13 vendémiaire fumait encore ; ainsi la convention fut entraînée par deux sentimens opposés, la reconnaissance dont elle sentait le besoin de se dégager, et le ressentiment, toujours plus vif à mesure que ce qui le fait naître est plus récent et plus rapproché.

Cette observation doit suffire pour que le gouvernement actuel achève de laver la convention

du reproche qu'elle mérite à cet égard. Mais , afin que rien ne manque à la justice que la nation est en droit d'espérer , je continuerai l'examen que j'ai commencé. Puissent mes efforts obtenir le seul prix que j'ose en attendre ! Puissent ces essais d'un cœur pur , que dévore le véritable amour de la patrie , concourir à faire cesser des persécutions qui désolent aujourd'hui le midi.

CHAPITRE XXVII.

CONTINUATION DU MÊME SUJET.

157. **L**ES passions dénaturent tout. Je respecte les lois , mais ce respect n'est point dans mon âme une idolâtrie rampante et servile. Je les respecte et je crois leur payer tout ce qui leur est dû en leur obéissant. Si cependant elles sont tyranniques ? Si elles blessent la justice ? ... J'obéis , car elles sont lois ; mais j'avertis le législateur de ce qui les rend injustes et tyranniques , parce que c'est au législateur à les corriger , et parce qu'il est instant qu'elles soient corrigées.

158. Deux lois injustes et tyranniques , ont été arrachées à la convention contre les Toulonnais qui , fugitifs en 1793 , sont rentrés dans leurs foyers après le 9 thermidor. On a saisi , pour provoquer contre eux ces lois qui les exilent à jamais de la république , le moment où les idées

étaient chancelantes sur l'attentat, ou l'acte de justice du 31 mai. Cette hésitation, fruit des fermentations de vendémiaire, a fait perdre de vue que les Toulonnais n'avaient fait que céder à l'exemple et à l'invitation des départemens coalisés en 1793, en se constituant en insurrection contre la convention; que si l'insurrection des départemens fut vertueuse et légitime, celle des Toulonnais le fut aussi. On a argué du désespoir où ils furent réduits et de l'entrée des Anglais dans leur port, pour les frapper d'une réprobation éternelle. On n'a pas vu que, placés entre la faim qui allait les dévorer, et les troupes de Carteaux qui s'avançaient pour établir dans leurs murailles le massacre légal qu'elles avaient institué dans Marseille, ils avaient obéi au premier des besoins de l'homme, au cri puissant de la nature qui lui ordonne de se conserver. On s'est déguisé, que tout ce qui se passa dans Toulon, après l'entrée des ennemis de la France, ne fut point leur ouvrage; ces ennemis, qui les avaient préservés de la rage de leurs assassins ou des horreurs de la faim, étant devenus les maîtres de disposer d'eux à leur gré. On a dû, qu'à la reprise de Toulon, huit-cents Toulonnais, qui n'avaient pas voulu suivre l'ennemi dans sa fuite, furent inhumainement fusillés en masse; et l'on a fait un crime à ceux qui, ayant prévu l'inévitable sort qui les menaçait, s'enfuirent sur les vaisseaux ennemis, comme s'ils avaient pu se sauver à la nage. On n'a pas considéré que les lois

qui ont rappelé tous les Français fugitifs , par suite et à l'occasion du 31 mai , ne contiennent aucune exception contre eux ; quelles sont génériques ; que déjà ces malheureux avaient récompensé la patrie de ce bienfait tardif et avaient reconquis leurs foyers , en soumettant avec les Marseillais les révoltés de Toulon en prairial dernier ; que ces lois de justice les avaient seules encouragés à reparaître dans leur patrie ; qu'ils n'avaient pas dû supposer que la convention leur présentait un appas aussi séduisant pour les entraîner dans un piège où ils trouveraient la mort qu'ils ne méritent point.

159. Ces lois absurdes ont été rappelées dans l'absurde amnistie dont je fais l'examen ; les Toulonnais en ont été exclus ainsi que les insurgés de vendémiaire ; et , comme si ce n'était pas assez de cette tache pour imprimer une flétrissure ineffaçable aux repentans du 9 thermidor , des équivoques perfides compromettent tout le midi , dont dix mille habitans cherchèrent , en 1793 , un azile dans Toulon , et suivirent les Toulonnais dans leur fuite et dans leur retour.

160. Je ne parle point de la prévarication de quelques magistrats du midi qui n'appliquent l'amnistie qu'aux voleurs et aux assassins , et qui poursuivent ceux qui , égarés par leur désespoir , voulurent et ne surent point se venger de leurs maîtres , la loi leur refusant la vengeance qui leur

était due. C'est ici la faute des hommes, et je ne combats que les choses.

161. Mais, si mes efforts étaient vains, si la vérité que seul j'ose défendre ne pouvait enfin triompher de l'erreur et des passions des hommes; si mon courage n'avait point d'imitateurs; si ma voix isolée se perdait dans le vague des airs; si le gouvernement ne voulait pas concevoir qu'il n'est rien de vrai que le juste, que la liberté n'est autre chose que la justice, que la justice est l'unique besoin des peuples, et le seul appui des gouvernemens... O ma patrie! Je ne cesserai de te chérir, et de te plaindre; mais, si je n'ai pas, comme Caton, l'orgueil de me donner la mort, je ne ferai qu'un vœu: c'est que la terreur revienne encore une fois châtier un peuple de lâches; j'aurai du moins la consolation de lui apprendre comment doit mourir un Français (1).

(1) Je n'ai pas mis en question les amnisties que l'on pourrait vouloir solliciter pour des faits postérieurs à la mise en activité de la constitution de 1795. Je ne pense pas qu'il soit au pouvoir du gouvernement de les prononcer. Ce serait vouloir éterniser la révolution que de ne pas demeurer inflexible sur les attentats qui ont pu ou pourront attaquer le gouvernement actuel. Que l'on y prenne garde, le jour où l'on proclamerait une telle amnistie, on prouverait que la justice nationale est ajournée indéfiniment, et que l'on peut tout se permettre contre un gouvernement qui lui-même ne veut pas s'affermir. Il est un terme à tout; ne serait-ce que la révolution qui ne reconnaîtrait point de bornes dans sa durée et ses excès?

ESSAIS.

SUR L'ÉTAT ACTUEL

DE LA FRANCE.

1 Mai 1796.

LIVRE TROISIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA RÉPUBLIQUE.

1. MONTAIGNE vivait, comme nous, dans un temps de désordre, et voici ce qu'il en disait :
» j'apperçoi, en ces démembrements de la France,
» et divisions où nous sommes tombés, chacun
» se travailler à défendre sa cause ; mais , jusques
» aux meilleurs, avec déguisement et mensonge.
» Qui en écrirait *rondement* en écrirait témé-
» rement et vicieusement ». On peut en dire
autant de nos jours ; mais, dussai-je être témé-
raire et vicieux dans mon discours, puisque je
me mêle d'écrire sur nos démembrements et divi-
sions, j'en écrirai *rondement*.

2. Qu'on ne me parle point de liberté, qu'on
ne me parle point de république, tant que ma

vie entière devra se consumer, non pas à m'occuper des affaires de l'état (car, si je ne suis fonctionnaire, je ne m'apercevrai que je suis citoyen qu'au moment où je chargerai mes pistolets pour aller à ma section donner ma voix, qu'une cabale étouffera en me donnant des maîtres (1),) mais à défendre ma fortune et mes entreprises du caprice des lois dont la fatigante mobilité déconcertera chaque jour mes entreprises, et menacera ma fortune.

3. Il n'y ni a liberté ni république en Turquie; mais si un fripon venait acheter ma pacotille, en me promettant des écus, et voulait me la payer avec une monnaie qui valût dix fois moins, ou vingt fois moins que ce qu'il m'a promis, le Cadi, qui est la loi du pays, ferait donner à mon voleur cent coups de bâton sur la plante des pieds, et je garderais ma marchandise.

4. Il y a, dit-on, une république à Gènes, à Venise,

(1) Si l'on daigne y faire attention, on verra que le droit d'élection donné au peuple, est le plus funeste présent qu'on puisse lui avoir fait. Mais aujourd'hui c'est son unique sauve-garde contre la possibilité d'une honteuse tyrannie. Le gouvernement doit faire, par-dessus tout, respecter ce droit précieux, et il n'est pas possible d'être trop sévère contre tout factieux qui oserait, dans une assemblée primaire ou électorale, employer la menace ou la séduction pour égarer ou violenter le peuple sur le choix de ses magistrats. Il faut punir de mort le moindre attentat de ce genre, ou renoncer à nous parler de liberté.

et le mot **LIBERTAS** , est écrit en grosses lettres sur toutes les portes. Malgré ces belles apparences de liberté et de république, je me félicite bien de n'être ni Vénitien ni Gênois, car je vois que ce n'est-là qu'une leurre, et que messieurs les inquisiteurs d'état me forceraient un peu brusquement à ne me mêler que de mes affaires, si je m'avais de remarquer qu'il n'y a, dans ces pays, de citoyens que les sérénissimes sénateurs.

5. Rousseau, si fier d'appartenir à cette pus-
sule politique qui tous les six ans est en révo-
lution et qui, malgré son exiguité, n'a pu qu'en
nous singeant se démocratiser un peu; Rousseau,
dis-je, se moqua d'un citoyen de Paimbeuf,
lequel s'était moqué d'un citoyen de Genève, et
prétendit que, nous autres Français, nous avions
dénaturé l'idée de la citoyenneté, en usurpant
le respectable nom de citoyen. L'autorité de ce
grand homme en impose à ma faible raison,
et je veux bien le croire sur parole. Mais, lors-
qu'il me prêche le pour et le contre, quel parti
prendre? J'ai déjà cité un passage de son liv. II.
chap. VI. où il nous dit que tout gouvernement
légitime est *républicain*; mais il va encore plus
loin, et voilà que, par une note, comme s'il crai-
gnait de n'avoir pas assez caractérisé sa contra-
diction, il ajoute: » je n'entends pas seulement
» par ce mot une aristocratie ou une démocra-
» tie mais, en général, tout gouvernement guidé
» par la volonté générale qui est la loi. Pour
être

« être légitime, il ne faut pas que le gouver-
 « nement se confonde avec le souverain, mais
 « qu'il en soit le ministre : alors la monarchie
 « elle-même est une république ».

6. Nous avions donc une république, j'étais donc citoyen avant la révolution qui a changé la forme du gouvernement français ! Tant mieux, car je ne suis pas indifférent sur mes droits politiques ; ce mot de *citoyen français* sonne agréablement à mon oreille ; et je suis fier de ce que l'on ne peut pas dire que je n'ai été qu'un esclave pendant vingt-cinq ans.

7. Il est donc vrai que la forme du gouvernement est indifférente en soi, pour qu'un peuple ait une république ; il est donc vrai que là où la loi règne on est républicain. Eh ! bien ! que cette condition se remplisse, que l'arbitraire des hommes cesse, et je suis sans retour républicain français.

8. J'apprendrai à mes enfans, ce quatrain de mon compatriote Pibrac,

Aime l'état, tel que tu le vois être ;
 S'il est royal, aime la royauté ;
 S'il est de peu, ou bien communauté,
 Aime l'aussi ; car Dieu t'y a fait naître.

Mais, comme le motif du précepte ne pourra en effet convenir qu'à mes enfans, je m'excuserai à leurs yeux, en leur lisant ce passage de

Montaigne, car ils connaîtront les écrits de ce sage, avant la nouvelle Héloïse et même avant l'Émile. » On peut regretter les meilleurs temps, » mais non pas fuir aux présens : on peut désirer autres magistrats, mais il faut ce nonobstant, obéir à ceux-ci (1), et, à l'aventure, y a-t-il plus de recommandation d'obéir aux mauvais qu'aux bons. Autant que l'image des lois reçues et anciennes de cette monarchie, reluira en quelque coin, m'y voilà planté. Si elles viennent par malheur à se contredire, et empêchent entre elles, et produire deux parts de choix douteux et difficiles, mon élection sera volontiers, *d'échapper et me dérober à cette tempête. Nature m'y pourra prêter cependant la main ou les hazards de la guerre. Entre César, et Pompejus je me fusse franchement déclaré; mais, entre ces trois voleurs qui vinrent depuis, ou il eut fallu se cacher, ou suivre le vent, ce que j'estime loisible, quand la raison ne guide plus* ».

9. Il me semble déjà entendre ces caustiques censeurs des opinions d'autrui, interprétant ma citation, et voulant démontrer que je ne suis

(1) Remarquez que Rousseau ne se fut pas contenté de donner cette sage leçon à son Émile. Il eut voulu qu'il raisonnât son obéissance, et se démontrât que, n'obéissant qu'en vertu de la loi du plus fort, il avait constamment le droit de secouer son joug, dès qu'il en aurait l'occasion..... O philosophes !.....

républicain que par calcul. Aimeraient-ils donc mieux que je le fusse par folie ? Je le suis parce que je dois l'être ; et j'invite tous les honnêtes gens à l'être comme moi. Le hasard, m'a fait tomber sous les mains le n°. 228, 7 mai 1796, du Moniteur ; un ami, croyant aider à mon travail, m'a apporté ce n°. , et j'y lis un chap. VI de je ne fais quel ouvrage, où je trouve ces mots :
 » Si la royauté, telle que nous l'avons vue en
 » France, n'avait jamais existé, son impossibilité
 » paraîtrait évidente. Quand on réfléchit à l'idée
 » de confier à la volonté d'un seul, la destinée
 » de tous, on sent qu'il ne lui manque que d'être
 » neuve pour être absurde » (1). Ce n'est pas cette
 platitude qui me détermine, mais bien ce que
 le même écrivain dit plus bas, ch. VII. » Toutes
 » choses égales d'ailleurs, la république en France,
 » par cela seul qu'elle est établie, doit-être
 » préférée ». C'est mon système. C'étaient-là mes
 discours en 1789, pour la royauté ; ce sera en-

(1) Au moment où je corrige l'épreuve de mon impriméur, j'apprends que cet ouvrage, dont le moniteur s'est amusé à copier des chapitres entiers, est d'un Benjamin Constans, qui veut nous apprendre à être Français. Grand-merci, Richer-Sérif, c'est à vous que je dois cette découverte. Mais, souffrez que je vous le dise, pourquoi avez vous pris la peine de fustiger cet étranger ? Vous êtes cause que j'ai lu son chef-d'œuvre.

core mon discours en 1796, pour la république.

10. Qu'on ne me dise point que je ne setai pas un patriote chaud, énergique, exalté; je mers ma gloire et mon bonheur dans la modération; et, si je suis sincèrement soumis aux loix de mon pays, on n'a pas le droit d'exiger autre chose. Si l'on attaque le gouvernement, je le défendrai, si je puis: et c'est alors qu'on verra qui, des exclusifs ou de ceux qui me ressemblent, invoquent la constitution avec le plus de bonne foi.

11. A ceux qui voudront s'étonner de voir surgir au couchant de la révolution et à l'aurore de la république (1), un inconnu qui, si telle eut été son ambition, avait, comme tant d'autres, quelques moyens pour sortir de son obscurité (2), je répondrai, par la bouche de mon maître de philosophie (MONTAIGNE, liv. III.) « On accuse » ma cessation en un temps où quasi tout le » monde était convaincu de trop faire. J'ai un

(1) Je ne puis taire que c'est-là plutôt mon vœu, que mon espérance; je m'efforce de croire que la révolution est à son couchant, et il ne tiendrait qu'à quelques hommes que cela fut: mais ces hommes!..... Ah! J'ai bien peur que l'on ne soit forcé de reconnaître que la patrie n'est rien pour eux.

(2) Mon ambition est d'être utile, et de voir enfin un état de choses où je puisse retrouver le repos.

» agir trépignant où la volonté me chassie. Mais
 » cette pointe est ennemie de persévérance. Qui
 » se voudra servir de moi, selon moi, qu'il me
 » donne des affaires où il fasse besoin de vigueur
 » et de liberté, *qui aycnt une conduite droite et*
 » *courte, et encore hazardeuse*; j'y pourrai quel-
 » que chose. *S'il la faut longue, subtile, labo-*
 » *rieuse, artificielle et tortue*, il fera mieux de
 » s'adresser à quelque autre. » (1).

12. Voilà tout mon secret connu. Je vois ce
 qu'a souffert la France; je vois ce qu'elle aurait
 à souffrir encore, si elle ne s'arrêtait enfin à une
 forme de gouvernement; et, comme nous en
 avons une, je laisserai à l'écart ceux qui vou-
 draient me persuader qu'il en est de meilleures,
 et je m'y tiendrai, non comme à la meilleure,
 mais à celle que nous avons, y ayant trop de
 chances hasardeuses à une nouvelle mutation.
 Français, cessez de disputer sans vous entendre;
 reposez-vous de vos sanglans efforts: le gouver-
 nement sera vraiment ce qu'il doit être, quand
 vous cesserez de le voir avec inquiétude. Ces
 actifs qu'il place, déplace et replace, et dont il
 peuple vos administrations et vos tribunaux, ne

(1) Il y a de l'orgueil, je le sens, à mettre si sou-
 vent le sage Montaigne à ma place. Mais j'ai autant
 de franchise qu'il put en avoir, et, sous ce rapport,
 comme sous beaucoup d'autres, il y a vraiment de la
 ressemblance entre lui et moi.

doivent leur triomphe éphémère et équivoque qu'à votre mauvaise grâce devant la nécessité qui vous presse de suivre le vent. Suivez-le, et vous n'aurez plus de tempêtes; et le gouvernement qui n'aura pas besoin de multiplier les manœuvres pour lutter contre les courans opposés de l'opinion, vous laissera voguer paisiblement. Il congédiera de grossiers matelots dont la rudesse vous effarouche; il pourra ne plus s'occuper que de simplifier l'administration, de revivifier les finances, de chercher de bonne-foi, dans une amnistie générale, le terme de vos dissensions; enfin de vous donner la paix que l'Europe s'empressera de lui demander, quand elle verra qu'il n'y a plus en France que des républicains; et que, par conséquent, la France est une république (1).

(1) Je ne saurais me lasser de répéter qu'il n'y aura de république en France, que du moment où la loi sera rigdemment obéie de tous, et où celui qui oserait l'enfreindre, quelque rang qu'il occupe, sera sévèrement puni. J'observe au gouvernement qu'il ne fut jamais dans une chance plus favorable. Tous les honnêtes gens sont lassés de révolution; ils ne soupirent qu'après le repos. Ils se rallieront tous à lui, abjureront leurs préjugés, écarteront leurs regrets; s'il les traite comme ils le méritent, et si de scandaleuses préférences ne retirent plus les jacobins de la tour où les a enfoncés le mépris public, pour les clore à toutes les places.... En vérité, on ne sait que penser quand on tourne les yeux

CHAPITRE II.

DE LA PAIX.

13. LA paix ! Elle ne peut tarder ; et nous l'avons bien achetée .

14. L'Europe a besoin de la paix : ce sera notre faute, si nous ne l'avons pas bientôt.

Je voudrais que l'on examinât si nous n'avons pas été trop loin, en faisant de notre carte géographique un article constitutionnel ; et si cela peut nous lier dans nos transactions politiques.... Il me semble que c'est confondre les objets et abuser étrangement des mots. Qui nous assure qu'un tremblement de terre ne mettra pas un jour un bras de mer où nous avons un département ? Une invasion, une conquête ne peuvent-elles pas avoir, dans telle ou telle circonstance, la force irrésistible d'un tremblement de terre ? Si le renard,

vers le Midi.... C'est bien le cas de me glorifier de ma modération. J'écris au fond du Midi, où les seuls jacobins dominent, et je n'ai pas nommé un seul des artisans de cette tyrannie insultante. Ce n'est pas de ma part un silence commandé par la peur ; relisez ma note 1, page 269. Que ceux qu'elle peut désigner, apprennent que si je me suis ris sur leur compte, c'est que j'ai cru que cet ouvrage ne devait point descendre jusqu'à s'occuper d'eux.

pris par la queue, s'était constitué inséparable de sa queue, il ne se serait pas sauvé... Les hommes ont tort de défier la fortune et l'avenir.

15. La France a besoin d'une paix prompte et durable. Prompte!... tout le monde le sent; et, grâce au ciel, on n'est plus guillotiné pour le dire. Durable!... les gens sages, qui ont sondé nos playes, savent que notre guérison ne peut être l'affaire d'un jour. Or, pour que la paix soit prompte, il faut que nous sachions allier la modération à l'ivresse de la victoire; et pour qu'elle soit durable, il faut que nous ne concevions pas de fausses idées de la dignité nationale, et que la paix soit plutôt le résultat de la justice et de la commune convenance qui sert de base au droit des gens, que l'effet de la violence qui ne ménage rien, et de la nécessité qui cède à charge de revanche.

CHAPITRE III.

DE LA VENDÉE.

16. ON s'est trompé sur la Vendée. Si elle eut été aussi faible que le gouvernement passé a souvent affecté de le croire, depuis long-temps elle eut été domptée. Si elle eut été aussi formidable que le même gouvernement a aussi affecté de

le publier, elle eut étendu sa circonférence et absorbé la république.

17. Un esprit local la forma, un esprit local la soutint : vaincue, elle ne se fut pas éteinte : mais le desir de s'agrandir ne fut jamais son ambition. Sûre des élémens qui la composaient, et craignant de trouver ailleurs des germes de contradiction, elle ne voulut pas conquérir, il lui suffit de se conserver.

18. Charrier souleva les Cévennes, il forma le camp de Jallès ; heureusement il conçut le dessein hardi de traverser le Languedoc, de se grossir dans sa marche, de gagner le Roussillon, de s'unir à l'Espagne, et de revenir sur ses pas en conquérant du Roussillon et du Languedoc : il porta sa tête sur un échaffaud. Si, avec ses paysans, il n'eut point quitté ses montagnes, la révolte serait encore indomptée.

19. La Vendée a servi la révolution. Elle a fourni des diversions irritantes, dont la convention s'est plus d'une fois servie avec une perfide habileté. Mais elle a dévoré de nombreuses troupes ; ce bubon nous a coûté cher, parce que nous avons cru quelquefois utile de le conserver, et que toujours nous nous y sommes mal pris pour le guérir. Honneur au directoire et à ce général pacificateur, qui ont senti que le fer et le feu étaient impuissans contre la résistance de l'opinion. Mais prenons y bien garde, cette paisible conquête doit valoir à la république entière un

régime plus doux , des modifications à nos systèmes anti-religieux , ou ramener des déchiremens déplorables. **LIBERTÉ ! ÉGALITÉ !...** soyons conséquens à nos principes.

20. Lorsque la convention traita avec les Vendéens comme de puissance à puissance ; lorsqu'elle stipula avec eux la liberté des cultes , la conservation de leurs prêtres romains ; elle commit une imprudence , puisqu'elle refusait le même traitement aux autres départemens : elle sembla dire au reste des Français , privés des mêmes égards , soyez assez forts , osez me résister , et vous aurez votre culte et vos prêtres.

21. Ce fut là la base de l'esprit vendéen. La royauté n'était qu'accessoire dans son opiniâtre opposition. On aura sans retour la Vendée , quand nous aurons véritablement la république. Et je répéterai toujours , jusqu'à satiété , que la république , c'est le règne de la loi dans toute l'acception des termes. Or , la loi veut la liberté des cultes ; donc , lorsqu'en France cette liberté ne sera plus une dérision , il n'y aura plus de Vendée : et , jusques là , toute la France sera vendéenne en acte ou en intention.

CHAPITRE IV.

DE LA RELIGION.

22. **M**ON intention n'est point de faire un traité de théologie; cette matière m'est étrangère. Je m'abandonnerai seulement à la raison naturelle. Je pourrai manquer d'instruction, mais non avoir un meilleur guide. Je dirais volontiers comme Abner aux prêtres du seigneur :

Je ne suis qu'un soldat et je n'ai que du zèle.

Mais ces prêtres sont dans des cachots ou dans des bois, ou fuient notre triste patrie. Il faut donc que je me demande pourquoi tout cela est ainsi, et si, ainsi, tout cela est un bien ou un mal.

23. Quoiqu'en disent certaines gens, l'expérience est la seule boussole de la raison humaine (1). Expérience passe science, dit la naïveté de la sagesse populaire; et, certainement, s'il est quelque chose d'humain que l'on ne doive pas abandonner aux hasards de la novation, aux spéculations de l'orgueil philosophique, c'est l'art de gouverner

(1) Observez que Benjamin Constant n'est pas de ces avis. Il dit même à cette occasion de fort jolies choses, et il paraît sûr de son fait, ce grand homme !

les peuples. Nous n'avions pas encore vu une république de 20 millions d'hommes ; ce fut peut-être une imprudence de la tenter : mais enfin elle existe (1) : n'en concluons rien en faveur de ceux qui ne veulent point de culte public. A la place d'un gouvernement on en a mis un autre, mais qu'a-t-on mis à la place de la religion ? Des loix ! mais si elles se taisent sur mes actions secrètes ? Si elles se taisent sur mes penchans ? Si elles se taisent sur des devoirs qu'elles ne peuvent me contraindre à remplir, ou que je puis méconnaître sans qu'elles aient les moyens de m'en punir et de m'y ramener ? suffira-t-il qu'elles empruntent d'un code religieux cette maxime vraiment divine, ne fais à autrui que ce que tu voudrais qu'on te fit ? Où est leur force coërcitive à côté de cette vaine exhortation ? Et lorsqu'elles me disent, tout ce que nous ne t'avons pas défendu tu peux le faire, ont-elles bien sondé tous les replis du cœur humain ? Ont-elles pu se flatter de pouvoir énumérer toutes les actions, les paroles, les pensées simples ou mixtes, complexes ou incomplètes de l'homme, et dire celle-là est permise, celle-ci ne l'est pas ? O comble de l'extravagance !

(1) Je pars toujours du principe que la loi sera exécutée, et que ceux qui sont chargés de son exécution, seront punis s'ils osent la violer. Sans cela, je ne puis voir que la pire des tyrannies.

O merveille de la vanité ! Des hommes, auxquels nos philosophes même, n'osant aller plus loin, sont forcés d'accorder du génie, empruntèrent l'autorité céleste pour faire recevoir leurs loix ! Numa, Confucius, Moïse, Mahomet donnèrent à leurs nations un gouvernement fondé sur la religion ; et nous qui, tous ensemble, ne valons pas un seul de ces grands hommes, nous voulons un gouvernement intolérant de toute religion !

24. La religion de Jésus est la seule de toutes celles que les hommes aient reçues qui n'ait pas servi de base à des institutions humaines. Sa pureté ne comportait pas cet alliage des intérêts passagers et des intérêts éternels. Par cela même, elle s'élève au-dessus de ses rivales, comme la clarté d'un soleil unique efface l'éclat imposant des millions d'étoiles lumineuses que son apparition diurne chasse du firmament. Mais je n'ai point à m'occuper de cette religion céleste par préférence à d'autres ; il s'agit de la religion en elle-même, de ces rapports, quels qu'ils soient, qui existèrent de tous les temps et existeront à jamais de l'homme à son auteur, et je me renferme dans mon sujet.

25. Si quelqu'un ose me contester le droit de consulter l'histoire pour examiner si jamais il exista un peuple d'athées ou même de déistes purs ; si ce sophiste impudent, que le seul instinct du castor et de l'éléphant devrait faire rougir de honte, ose me dire qu'une religion

avouée par le gouvernement, n'est pas nécessaire à l'état de société, je l'écrase du poids de l'univers; nouvel atlas, qu'il le supporte, ou qu'il rende hommage à son auteur.

26. Les peuples anciens, sur les traces desquels nos enthousiastes politiques nous ont entraînés avec tant de violence, nous ont-ils donné l'exemple de cette superbe ingratitude qui méconnaît un créateur de tout ce qui existe? Leurs fêtes, que l'on admire tant, ont toutes la religion pour base. Leurs jeux, leurs cérémonies, leurs assemblées, leurs délibérations s'appuient sur un culte extérieur et pompeux rendu à la divinité. Tout, chez eux, est offrandes, prières publiques, sacrifices, expiations. Chaque nation a sa divinité protectrice; chaque ville son dieu tutélaire; chaque laboureur son dieu terme; chaque famille ses pénates, ses lares religieusement révévés. Chez eux tout est animé par un enthousiasme sublime qui découvre la puissance créatrice et conservatrice dans les moindres objets.

Jupiter est quodcumque videt, quodcumque moveris.

Les mers ont leur neptune, leurs tritons, leurs syrènes; les fleuves ont leurs dieux aquatiques, leurs nayades; les forêts ont leurs dryades, leurs satyres, leur dieu pan, leur silène; les maisons ont leur flore, leur cérés, leur vertumne, leur dieu des vents et des frimats; les arts ont leur apollon, leurs muses, l'industrie a son mer-

sure; les passions, les vertus, les vices (1) sont caractérisés par des divinités et ont leurs temples, leurs autels; la guerre, la paix, la justice sont présidés par des dieux suprêmes; on n'entreprend rien d'important sans appeler ces dieux au secours de l'état; on les remercie du succès; on les croit irrités quand on éprouve des revers; on les apaise par des sacrifices. Les dieux infernaux sont invoqués comme témoins et gardiens des traités; c'est devant eux que l'état et les particuliers prononcent leurs sermens; ils sont garans de la foi des promesses, et la parjure est dévoué à leurs vengeances. Non-seulement ce culte religieux sert de lien entre les membres d'une famille, entre les familles et l'état, mais il unit encore les peuples différens. Indépendamment des dieux familiers et des dieux nationaux, tous les peuples se réunissent dans un culte commun rendu à certains dieux. Des extrémités de la terre, on va consulter, au milieu des déserts, Jupiter Ammon que l'on croit tenir dans ses mains le livre des destins du monde. Le temple de Delphes est, à certaines époques, le rendez-vous de toutes les nations qui viennent à l'envi l'enrichir des trésors les plus rares et des chefs-d'œuvres de leurs artistes. On ne finirait point

(1) La peur même, la peur, qui devrait avoir des temples nombreux dans la France moderne, avait son culte chez les Romains,

si l'on voulait épuiser tous les détails que cette matière inépuisable peut offrir d'instructif et de convainquant sur l'universalité des hommages rendus à la divinité par des peuples qu'une religion plus simple et plus majestueuse, n'avait pas encore éclairés sur la vanité de ces ingénieuses fictions.

27. Et nos Orateurs se persuaderaient que la dépendance où l'homme se sent, malgré eux, envers un être au-dessus de lui, peut s'effacer de sa conscience ! Ils croiraient que ce charme infatigable qui naît des sentimens religieux, que cette douce espérance qu'entretient l'idée d'un dieu juste et bon, que cette consolante image d'une vie future et céleste, peuvent être enlevés au peuple sans que son bonheur en soit ébranlé ! Ils croiront, qu'au défaut des vertus que lui inspire la religion, il lui suffira de la crainte des loix pour se garantir de l'atteinte des vices !

28. Je fais bien que, s'ils l'eussent osé, ils nous auraient ramenés au paganisme, de préférence à toute autre religion. Cette religion absurde quoique séduisante, les eût trouvés plus complaisans parce qu'elle ne parle qu'aux sens et agit sur l'homme physique plus encore que sur l'homme moral. Forcés de revenir sur leurs pas, après avoir prêché vainement le néant et le matérialisme, ils se fussent complus à ressusciter les dieux grecs et romains déjà familiarisés avec leurs rêveries politiques. Leurs fêtes de la

raison

raison, leurs processions civiques, leurs autels de la patrie, leurs offrandes à la liberté, à l'égalité étaient un acheminement bien naturel à cette impie rétrogradation de l'esprit humain. Mais leur siècle n'a pas été aussi dépravé qu'ils l'avaient espéré; et ils ont été réduits, ne pouvant constituer l'athéisme, à faire l'aveu dérisoire de l'existence d'un être suprême, et à priver leurs idoles des honneurs d'un culte religieux.

29. Quand on réfléchit à l'impudence de cette inscription qu'un décret audacieux plaça sur le fronton de nos anciens temples: *Le peuple français reconnaît un être suprême et l'immortalité de l'âme*; comme si, sans un décret de la convention, ces deux vérités éternelles n'eussent pu exister; on est saisi de stupéfaction, on ne sait qui l'on doit mépriser le plus, ou de ces insolens pigmées, qui osent ainsi insulter à la croyance de tous les siècles, ou le peuple qui se laissa conduire à cet excès de dégradation.

30. Quoiqu'il en soit, cet aveu insultant, qui semble supposer la possibilité que le peuple français professât une autre croyance, acquitte-t-il l'état envers cet être suprême, dont il reconnaît l'existence? Examinons les effets de la religion; et, si elle concourt au bonheur social, nous nous demanderons si le gouvernement n'est pas coupable d'anéantir son influence.

La religion est inséparable de la morale, et

T

la morale est antérieure aux loix dont celles-ci ne sont que l'organe imparfait.

La religion, par la promesse d'une vie future, où le vice sera puni et la vertu récompensée, impose un frein aux passions perturbatrices de la société, atteint les pensées les plus secrètes de l'homme, et purifie ses actions dans leur source. Pour l'homme puissant, qui peut abuser de son autorité, sans redouter la répression des loix; pour celui qui, par une injustice colorée, peut dépouiller la veuve ou l'orphelin; pour cet autre, qu'un mystère impénétrable peut dérober aux regards des hommes, et qui se sent entraîné à des penchans vicieux; quel sera le frein capable de les arrêter, si on étouffe dans leur cœur cette voix intérieure qui leur crie qu'un être au-dessus d'eux mesure et compte leurs actions? Qui garantira la société de la tyrannie de ceux qui la régissent, les faibles de l'oppression des forts, la vertu des séductions des vices, dans tous les cas où la loi ne pourra porter son regard? Et pour les hommes moins favorisés de la fortune; pour ceux qui n'ont qu'un pénible travail pour gage de leur subsistance; pour ceux enfin que l'extrême besoin nourrit du poison de l'envie et pousse au mépris des prohibitions de la loi, où seront les compensations de leurs peines, de leurs privations, de leur résistance à de continuelles tentations? Où sera leur consolation, et quel génie barbare osa leur envier l'espérance

d'une meilleure vie ? Quel démon anti-social osa ravir à la société la seule compensation possible de l'inévitable inégalité des rangs et des fortunes ? Quel délire de la corruption put imaginer d'effacer du cœur des humains ce sentiment religieux qui invite les puissans à la justice, les faibles à la modération, les qui, offrant à tous le même but, fait régner l'harmonie où sans lui serait le chaos, impose silence aux passions turbulentes, et dispense, dès cette vie, le bonheur et la paix aux grands comme aux petits, en leur apprenant que cette vie n'est qu'un passage et qu'ils doivent la diriger vers une vie qui ne passera point ? La loi vous défend de mal faire ; elle ne peut défendre que cela ; et que de maux qu'elle ne peut prévoir ni empêcher ! La religion les arrête tous ; et ce qui caractérise encore davantage sa source divine, ce qui la place au-dessus de la loi, c'est la constante impulsion qu'elle donne à l'homme pour arriver à une perfection qui, sans elle, surpasserait ses forces. Sacrifie, lui dit-elle, ton repos, tes biens et ta vie, plutôt que de manquer à ton devoir ; sois juste et bon, clément et miséricordieux, sensible et charitable ; compte pour peu les regards des hommes ; fais le bien pour le bien ; s'ils te calomnient, s'ils te persécutent, je serai ton appui, ta consolation. Pratique la vertu pour elle seule ; ferme l'oreille aux conseils de ton amour propre ; ton intérêt peut s'égarer

quand tu n'es pas guidé par moi. Réprime tes passions, redresse tes penchans, éloigne de toi la haine envers tes frères, supporte-les avec douceur, et pardonne à tes ennemis.....

31. Ah! Qui que vous soyez, que nos erreurs cruelles ont détourné de la route du bonheur et de la vertu; vous que vos crimes même ont endurcis au crime, et qui encore respirez le crime, Eh! Quoi! ces dernières paroles ne vous ont pas émus! Insensés! Que voulez-vous donc? Calmez vous un moment et fixez la patrie, Vous le voyez, son sein que vous avez déchiré saigne encore douloureusement. Vous la perdrez sans vous sauver. Voulez-vous donc, comme Samson, vous ensevelir sous les ruines du temple? Que la pitié laisse approcher de vos oreilles la voix de votre propre intérêt. Voyez ces nombreuses victimes de votre barbare aveuglement, elles élèvent les mains au ciel, c'est pour vous qu'elles prient; elles pleurent, et c'est de vos égaremens; elles demandent au Dieu de bonté, de leur pardonner leurs offenses, comme elles vous pardonnent vos forfaits. Quoi! Elles vous pardonnent! Et vous les menacez encore! Elles vous pardonnent! Et vous voulez qu'elles abjurent une religion, sans laquelle la haine que vous méritez eut déjà ennivré leur cœur et armé leurs bras pour vous punir et venger leurs injures! Grand Dieu! S'il est des Français insensibles au cri de la patrie, à la voix de l'humanité, à l'i-

mage de leurs victimes qui leur tendent les bras en recevant leurs coups, et meurent en leur pardonnant..... O souvenir affreux!... Il en est.... Il en est de ces monstres.... Combien de pardons ils reçurent!.... Et ils n'en furent que plus cruels!....

CHAPITRE V.

CONTINUATION DU MÊME SUJET.

32. **J**E veux examiner si le gouvernement peut, sans crime, anéantir l'influence de la religion, et si, en admettant qu'une tolérance de tous les cultes puisse l'absoudre, la France jouit en effet de cette tolérance voulue par la loi.

33. Que sont devenues ces augustes cérémonies où le peuple, assemblé sous les yeux de ses magistrats, venait de l'hommage de tous ne composer qu'un seul mais imposant hommage à la divinité? Où, par un retour solennel de la société en corps vers l'auteur de tout, la société semblait imposer à ses membres le devoir de remonter sans cesse vers un créateur tout-puissant, et leur en donnait l'habitude? Où un ministre saint et révérent, du haut de la chaire de vérité, parlant au nom d'un Dieu de bonté et de justice, encourageait les bons, effrayait les méchants, faisait taire l'orgueil des mondaines prospérités,

consolait l'affliction de l'adversité, et parlait le même langage, commandait les mêmes devoirs aux peuples comme aux rois? Que sont devenues ces vertus solitaires, ces actes religieux pratiqués domestiquement, ces règles de conduite bâsées sur les devoirs sociaux et divins, ces prières en commun, ces lectures pieuses, qu'un père de famille, ~~remplissant dans sa maison l'office de~~ prêtre du seigneur, faisait à ses enfans assemblés sous les yeux de leur ayeule respectée? Philosophes, osez me le dire, avez-vous quelque chose à mettre à la place de ces sublimes institutions qui, saisissant l'homme dès le berceau, ouvrent son âme à toutes les vertus, frappent et son cœur et ses sens, et lui donnent l'heureuse habitude de cette sévérité de mœurs, de cette droiture d'esprit, de cette probité facile qui pourraient suppléer à l'absence des loix, et que les seules loix ne peuvent insinuer? La religion attire l'homme à la vertu par l'amour d'un Dieu tout aimable, et l'y retient par la crainte d'un Dieu qui punit le méchant; la loi n'a d'autre ressort que la crainte, son action n'arrive qu'à l'homme extérieur, l'homme intérieur échappe à son empire, et les intérêts personnels, elle ne peut ni les combattre ni les diriger. Actifs de la révolution, incrédules obstinés (1), voyez où aboutissent les hypocrites dé-

(1) Il n'est point d'incrédulés. Plongé dans la fange du vice, tel croit échapper à l'œil qui voit tout, en

clamations que vous consacrez, dites-vous, au bonheur du peuple. Vous le dégagez des devoirs célestes pour ne l'affervir qu'aux devoirs légaux ! Eh ! bien ! Si une famille est accablée de revers imprévus et non mérités, si une de nos cités, une de nos provinces éprouvent quelque grande calamité, si la nation entière est frappée de quelque fléau, où sera leur refuge, leur espérance, leur consolation ? Qui leur donnera la force qui fait supporter la souffrance, la patience qui l'adoucit ? Eh ! ne voyez-vous pas que cette religion même que vous vous acharnez à proscrire, est votre seule sauve-garde contre le désespoir public ? Dieu, dit-elle, envoie aux nations de mauvais rois dans sa colère, elle les afflige en leur donnant de mauvais magistrats ; peuples, résignez-vous, c'est sa main toute-puissante qui vous frappe. Priez, amendez-vous, revenez à la vertu, et sa colère s'apaisera. Le tout-puissant châtie ceux qu'il aime ; ces méchans qui vous tyrannisent, c'est lui qui les a placés au milieu de vous ; cette loi sangui-naire et injuste, c'est lui qui a permis qu'elle fut

se fuyant lui-même, en s'étourdissant au milieu du fracas d'un monde corrompu, qui bientôt, isolé, réduit à sa propre impuissance, au sentiment de son néant, se verra déchirer par des remords, peut-être trop tardifs, et, resté seul avec ses crimes, mourra effrayé de lui-même dans les bras du crime désespérant d'obtenir un pardon. Esprits forts de notre pauvre siècle, songez-y de bonne heure ; songez-y bien : un jour vous serez seuls.

promulguée; cette guerre qui vous épuise, c'est lui qui vous l'a suscitée; c'est lui qui a desséché vos moissons; c'est lui qui a fait tomber cette grêle qui vient de détruire vos vendanges; c'est lui qui vous a condamnés à cette famine qui vous désole; c'est lui qui a infecté l'air du poison pestilentiel qui vous dévore par milliers. Priez, amendez-vous, revenez à la vertu, et sa colère s'apaisera. Insensés qui osez méconnaître l'empire de ce Dieu si terrible et si bon ! Concevez un moment le peuple parvenu enfin à la hauteur de votre perversité ? C'est vous qu'il accusera des fléaux qui tomberont sur lui. La peste, la famine, la guerre, vos fureurs impies, il les rejettera sur vous seuls. Vous n'entendrez que ses malédictions; et, comme rien ne balancera dans son cœur la haine que vous lui inspirez, comme vous ne pouvez jusques à l'infini ajouter la rigueur à la rigueur, la cruauté à la cruauté, au premier moment de relâche, ou au premier nouvel abus de votre autorité..... Ah ! cessons de prêcher des vérités dont les méchants ne doutent pas eux-mêmes; craignons plutôt, craignons que l'incrédulité même du peuple, pour rendre la punition des méchants plus éclatante, plus exemplaire, et rallumer, avec plus de splendeur, le flambeau de la religion (1),

(1) On voubra bien que je transcrive ici une page du journal des voyages d'un de mes amis, qui me permet

dévouant notre siècle à l'exécution de la postérité.

de me l'approprier. Les honnêtes-gens la liront avec intérêt, ceux qui ne le sont pas, peuvent préparer leurs sarcasmes ; mais ils feront mieux d'y chercher des motifs de réfléchir à la mobilité des événemens de ce bas univers, et à la vanité des conceptions humaines.

« Du 18 mars 1795. J'ai passé mon après midi jusqu'à huit heures et demi, avec M. B. à Boulogne. Nous avons parlé de la France, il l'aime comme moi ; il la voudrait heureuse comme moi ; mais il a plus de courage que moi. Il part après demain pour Lyon, d'où il compte regagner sa paroisse qui en est à cent lieues. Il espère de bonne-foi, que le moment est venu de voir la religion sortir de ses ruines. Conservons, si je le puis, ce qu'il me disait à l'occasion de la tolérance des cultes déjà décrétée ».

« Je reconnais, (c'est lui qui parle) dans ce que Dieu fait aujourd'hui pour la France, ce qu'il fit autrefois pour tout l'univers. J. C. est mort pour nous ; il est ressuscité : qui nous l'a dit ? Douze hommes sans talens, sans crédit, nés dans la classe obscure, et qui ont surmonté tous les obstacles ; bravé toutes les persécutions ; pour annoncer des choses incroyables à la raison ; et que la foi a bientôt adoptées par toute la terre. Est-il possible de ne pas reconnaître là, l'ouvrage de la divinité ? Non-seulement la propagation de la religion chrétienne ne fut pas l'ouvrage des hommes, mais même les hommes ont tout tenté pour l'empêcher : comparons, rapprochons les faits, et jugeons du petit au grand. Dieu a permis que la religion fut outragée en France ; mais il a voulu prouver la force de son bras, en ne permettant pas à la raison l'espérance de sa résurrection, et

34. Je crois avoir démontré que l'influence de la religion est un des plus heureux liens de la société; et si cela demeure avoué, j'ose interroger les détracteurs de ce premier besoin de l'homme, et leur demander si un gouvernement peut s'isoler sans crime d'un culte religieux. Mais, comme cette question entraînerait de trop grands développemens, je veux admettre qu'il lui suffira de tolérer tous les cultes et de n'en professer aucun. Je n'aurai plus dès-lors qu'à examiner quels sont les devoirs réciproques que cette tolérance impose au peuple et à ses magistrats, et à comparer ce qui devrait être avec ce qui est aujourd'hui pratiqué en France à cet égard (1).

« se servant, pour la relever, des moyens qui devaient
 « la détruire. Si la première constitution avait duré, la
 « France demeurerait schismatique. Dieu ne l'a pas voulu,
 « et tous ses temples ont été abandonnés afin que le peuple
 « put mieux connaître le véritable but des athées qui l'a-
 « vaient égaré. Il n'a pas permis que les puissances de
 « l'Europe reconnussent son culte, pour les punir de leur
 « mauvaise foi. Mais c'est au moment où la France triom-
 « phe de tous ses ennemis, au moment où les factieux ont
 « atteint le faite de la puissance, qu'il inspire au peuple
 « un retour vers la foi, et qu'il force les factieux à res-
 « pecter le vœu du peuple, et à décréter une tolérance
 « des cultes, d'où la religion sortira plus brillante et plus
 « pure. Je retourne à ma paroisse, etc. J'ai admiré la
 « confiance de ce digne pasteur, etc. »

(1) Au moment où j'écris, le conseil des anciens s'occupe d'un décret contre les prêtres catholiques. J'espère

35. Tous les hommes ont un droit égal à la protection de la loi; tous sont assujettis aux mêmes devoirs envers elle.

36. La liberté des cultes est un bien que les gouvernemens doivent à tous les citoyens; le respect des gouvernemens est le devoir de tous les cultes. La loi divine, qui veut que l'on rende à César ce qui appartient à César, sous-entend que César rende au peuple ce qui appartient au peuple. Or, la liberté des cultes ne peut pas être limitée. La première des propriétés de l'homme c'est son opinion. Se vanter qu'on la laisse libre, et défendre de la manifester, c'est surpasser le despotisme qui du moins, en la comprimant, n'ajoute pas la dérision à la tyrannie.

37. En admettant la liberté des cultes, le gouvernement ne peut circonscrire la raison ou la folie humaine. Les cultes anciens peuvent ressusciter, les cultes modernes se diversifier, se modifier; de nouveaux cultes peuvent naître, sans qu'il ait le droit de décider entre eux, de prononcer sur ce qui les divise, et de proscrire l'un

qu'il sera rejeté. Si mon attente était trompée, j'invite la majorité vertueuse du conseil des 500 à en demander le rapport; les fléaux les plus redoutables qui puissent tomber sur les peuples, sont les mauvaises loix, et plutôt à Dieu que celle-là sur la seule !

à l'exclusion des autres. Un mahométan peut avoir son muphti ; un juif son rabin ; un protestant son ministre ; un chrétien, se croyant catholique, son prêtre marié ; un chrétien catholique romain et qui accuse l'autre de schisme, son prêtre romain. Refuser d'admettre cette chaîne de conséquences (1), c'est afficher qu'on n'est qu'un imposteur et un tyran.

38. Si donc, telle est mon opinion qu'il me faille tel prêtre et non pas tel autre, le gouvernement doit protéger ma liberté religieuse et le prêtre que j'ai choisi. Il n'a pas le droit d'exiger d'un prêtre quelconque plus que des autres citoyens. Dès l'instant qu'il n'avoue aucun culte, il n'est point de prêtre à ses yeux. Il n'a que le droit de police et de surveillance sur tous les cultes, et la plus parfaite égalité doit caractériser sa conduite envers tous les citoyens, *quelle que*

(1) Je prie que l'on considère que j'ai admis, sans l'approuver, que le gouvernement peut n'adopter aucun culte ; que je raisonne d'après un principe qui n'est pas le mien, (voyez n° 101, livre I.) et que je parle d'une manière absolue de la liberté, non de la tolérance des cultes. Si les conséquences des faux principes de nos novateurs sont favorables à la liberté que je réclame pour le culte romain, à plus forte raison si nous avions basé sur des principes vrais. J'abonde dans le sens de mes adversaires, et je les réduits au silence ! Que serait-ce si je n'avais point transigé avec la vérité ?

*Soit leur religion, QUELLES QUE SOIENT LEURS
FONCTIONS RELIGIEUSES.*

39. Si quelque association religieuse trouble l'ordre public, le gouvernement doit la ramener aux devoirs de tous les citoyens. Il peut la punir par voie de police. Mais les associations du même genre, qui n'ont pas commis la même faute, ne doivent point être inquiétées. Chaque association est un individu à l'égard de la société; et, comme on ne punit pas le père ou le fils d'un meurtrier, comme les fautes sont personnelles (1), l'action des lois s'arrête, là où s'arrête le délit.

40. Maintenant comparez et voyez les seuls prêtres romains inquiétés pour n'avoir point prêté un serment qu'exigeoit une loi abrogée. Voyez les catholiques romains, qui, soit raison, soit erreur, virent dans cette loi un schisme religieux (2), privés des seuls prêtres qu'adopte

(1) Ce principe n'a point cessé d'être vrai, quoique l'on ait décrété, depuis que j'ai écrit ceci, que les parents des émigrés seraient punis d'une faute qui n'est pas la leur. Cette loi de circonstance, (voyez le chap. IV du liv. II.) cette loi de passion, n'est pas du nombre de celles qui puissent être durables; mais les effets déplorables le témoignent, et c'est une grande tache dont le corps législatif a souillé ses travaux.

(2) Je ne veux ni accuser le gouvernement démocratico-monarchique, ni excuser les catholiques qui professent l'opinion que j'énonce ici; mais il me paraît que l'on n'a pas consulté la raison dans ces accusations de schisme.

leur croyance; voyez de sacrilèges violations de leur culte conforme à la loi, demeurées impunies dans le midi sur-tout; et des magistrats, donnés au peuple et non nommés par lui, tolérer des excès sanglans contre le seul culte romain; disperser ses prêtres ou les jeter dans des cachots, et dissiper violemment ses associations religieuses.

La fameuse et funeste constitution civile du clergé, n'attaque en rien, ni les dogmes, ni la morale évangélique, ni la communion romaine, ni les rites, ni les cérémonies religieuses. (Il y a peut-être à la quereller sur la discipline ecclésiastique, à raison de l'élection populaire des curés et des évêques : mais j'abandonne cette question à un théologien, n'étant pas en état de la discuter). Des intérêts humains ont obscurci cette question. Je puis errer, mais c'est de bonne-foi, et cette erreur me porte à croire que l'empire de la religion s'exerce sur les hommes et non sur les choses, et que la division du territoire ecclésiastique, la circumscription des paroisses et des évêchés, la manière dont les ministres de l'évangile reçoivent le dédommagement légitime de leurs peines et de leur zèle, ne sont point dans la religion, mais hors la religion. Il me semble qu'un théologien pourrait appuyer cette opinion de plusieurs autorités respectables : mais je me désiste de ma raison dans toute ce qui tient à la religion, et je lui immolerais mes doutes, avec ces âmes timides qui, forcées de choisir, demeurent attachées à l'ancienne croyance que n'exclut point la nouvelle qui, condamnée par la première, ne peut la condamner à son tour. Je n'envisage à proprement parler, ces questions que sous leurs rapports politiques : si j'avais donc à blâmer quelqu'un, je blâmerais le gouvernement qui donna imprudemment occasion à de tels débats.

Si ces contrastes révoltans ne font frémir les magistrats supérieurs; s'il ne les ramène au devoir d'une neutralité absolue, d'une parfaite égalité dans la justice distributive, dans l'application de la loi sur la liberté des cultes, il n'y a rien à leur dire: le ciel est encore irrité; c'est par eux que sa colère se déploie: prions pour nos persécuteurs, c'est le moyen d'appaîser sa justice.

CHAPITRE VI.

DU CALENDRIER RÉPUBLICAIN.

41. Je ne fais pas à mon lecteur l'injure de penser que je me rendrai fastidieux à force de lui citer Montaigne. Il aimera mieux certainement le maître que l'écôlier, et lira toujours l'un de préférence à l'autre. La conformité de notre temps avec celui de ce bon homme est si frappante, que l'on peut s'instruire avec lui presque sur tout ce qui nous a froissés, étonnés, embarrassés dans la révolution. Qui lui eut dit qu'il nous arriverait encore pis qu'à lui quand il écrivait ce qui suit? « Mon monde est failli, » ma forme expirée; je suis tout du passé, et » suis tenu de l'autoriser et d'y conformer mon » issue. Je veux dire ceci par manière d'exemple, » que l'éclipsément nouveau des 10 jours du » pape m'a pris si bas que je ne m'en puis

» bonnement accouttré. Je suis des années aux-
 » quelles nous comptons autrement. Un si ancien
 » et long usage me vendique et rappelle à soi.
 » Je suis contraint d'être un peu hérétique par
 » là. Incapable de nouveauté, même correc-
 » tive (1), mon imagination, en dépit de mes
 » dents, me jette toujours 10 jours plus avant
 » ou plus arrière; et grommelle à mes oreilles,
 » cette règle touche ceux qui ont à estre. »

41. Ce que Montaigne dit si naïvement de la réforme de notre ancien calendrier, je puis bien le dire plus véritablement encore de sa refonte totale. La réforme du pape Grégoire fut du moins celle de la raison. Mais où fut la nécessité de nous jeter dans un monde nouveau, et de nous disloquer le cerveau par une novation aussi hardie, aussi oiseuse, aussi ridicule que celle du calendrier républicain (2)? Qu'on me

(1) Il n'y a pas à douter, d'après cet aveu de notre philosophe, qu'il a fort bien choisi son temps, pour vivre de cette humeur-là. Il est clair que ne pouvoir souffrir la nouveauté, même celle qui corrige, c'est le plus grand vice de conformation que l'on puisse avoir de nos jours. Montaigne, très-certainement, n'eut point échappé à la guillotine.

(2) Il est plaisant que nos sublimes réformateurs aient fait grâce à ce mot de *calendrier*. Puisque, envoyés pour faire des loix, ils se sont amusés à nous faire des almanachs, il faut aux yeux que nous n'avions point de calendes, et le terme de *Détadier* se présentait tout naturellement.

permettre

permette ces expressions, ou qu'on me prouve quelle est l'utilité que doit nous procurer une singularité qui, nous isolant de tous les autres peuples, dans la manière de supputer le temps, surcharge inutilement notre mémoire et notre entendement, et ajoute des difficultés à l'étude de l'histoire moderne et à nos relations avec nos voisins.

43. Il n'est pas possible d'envisager ce calendrier sous des rapports politiques, sans éprouver la nécessité de le considérer dans son opposition avec toute idée religieuse.

44. Il est bien évident que c'est la profonde immoralité de l'athéisme qui a édifié ce chef-d'œuvre de présomption. On a cru arracher le peuple au souvenir de ses fêtes pieuses, et le conduire à méconnaître son auteur, en isolant de toute idée de religion les jours de repos et les fêtes ordonnées au nom de la loi. Mais, avant d'examiner si l'on est effectivement parvenu à ce but, et si l'on put même raisonnablement espérer de l'atteindre, examinons si le gouvernement eut le droit de tourmenter ainsi la croyance populaire.

45. Me voilà ramené à une question que je n'ai pas même abordée dans les chapitres précédens : le gouvernement peut-il, sans crime, s'isoler d'un culte public ? Je fais bien que ceux qui voudront soutenir qu'il le peut, s'uniront à moi pour blâmer hypocritement le moment où la

convention, livrée aux Hébert, aux Chaumette, ne reconnaissait rien au-dessus du hasard aveugle qui, disaient les héros du jour, assembla des atômes, en forma ce qui existe, et le ramène insensiblement au néant. Je fais bien qu'ils auront l'air de se rappeler avec horreur un gouvernement qui décernait des couronnes civiques à des prêtres sacrilèges, qui, sur les tréteaux de nos places publiques, prêchaient au peuple qu'il n'était point de dieu; qu'ils l'avaient trompé jusqu'à ce jour; qu'enfin ils lui disaient la vérité, et qu'il ne devait plus s'inquiéter d'une vie future, mais au contraire s'abandonner à la vie charnelle, et ne consulter que ses sens et ses appétits. Mais ces déistes purs, en m'accordant jusques-là leurs secours, croiront me réduire au silence, lorsqu'ils me diront que le gouvernement, ayant reconnu l'existence d'un être suprême et l'immortalité de l'âme, a pu s'arrêter à cette déclaration, et abandonner tous les cultes aux caprices de l'esprit humain, sans en adopter un de préférence, au nom de la nation.

46. Je vais répondre à ce paradoxe.

Si nous admettons un être suprême, l'homme qui lui doit l'existence, lui doit un hommage de reconnaissance et d'amour. La société, qui est la réunion de tous les hommes, doit concourir à acquitter cette dette sacrée, et préserver ses membres, par l'appareil d'un culte public, d'une coupable ingratitude. Cette ingratitude

Supposerait un cœur porté au vice; le vice est nuisible à la société, son intérêt s'accorde donc avec son devoir pour l'établissement de ce culte.

47. Si l'ame est immortelle, les intérêts de l'homme n'ont point pour limites ce monde périssable; ce corps matériel qui mourra. Ce ne sont donc pas seulement l'amour et la reconnaissance qui doivent nous amener au devoir de rendre hommage à la divinité; nous découvrons déjà les fondemens d'une morale universelle dans cet avenir qui nous attend aux bornes de la vie; et le culte que nous devons à cet être, que nous sentons au-dedans de nous mêmes, s'appuyant encore sur des sentimens de crainte et d'espérance, qui nous invitent à la vertu. La société, qui n'est instituée que pour le bonheur de tous, ne doit donc pas borner ses vues à l'existence fugitive de l'homme; cette morale, que les idées religieuses ont gravée dans nos cœurs, elle doit la prendre pour guide; et, afin d'en étendre l'influence pour la perfection de l'état social, elle doit, par un culte public, asservir l'homme à ne pas la perdre de vue.

48. Mais quel culte doit préférer la société? Celui du plus grand nombre de ses membres. Si, pour les intérêts les plus frivoles, elle consulte la volonté de la majorité des citoyens, pour des intérêts aussi graves que ceux de la religion, sans laquelle nous avons démontré l'im-

puissance des loix humaines, cette majorité doit être consultée, et c'est un crime que de refuser de lui obéir.

49. Le culte de la majorité doit donc être celui du gouvernement. Mais, comme la propriété la plus sacrée de l'homme est sa conscience, le gouvernement sera tolérant pour tous les autres cultes; et les règles de cette tolérance, réduites à leur plus grande simplicité, n'auront rien d'humiliant pour les croyances particulières, rien de contraire à la dignité de la croyance générale. Je les réduirais à ceci. Le gouvernement ne suppose dans l'état que l'existence du culte qu'il a préféré; il ne s'immisce en rien dans tous les autres cultes; ceux qui les professent jouissent de la plus entière liberté; leurs associations religieuses ne peuvent être inquiétées; la surveillance de la police est la même pour ces associations et pour celles du culte de l'état.

50. Qu'on ne me dise point qu'en tolérant indifféremment tous les cultes, le gouvernement atteint à peu-près au même but. Je répondrais que son indifférence à cet égard pourrait se communiquer aux individus et relâcher le lien social; que, dans ce cas, la sévérité des loix devrait s'accroître progressivement avec la dépravation des citoyens; que la société en substituant des craintes physiques à des craintes morales, toujours plus actives, plus efficaces, perdrait à chaque instant les moyens de se maintenir; et qu'elle se prive de l'unde

les plus grands avantages , celui de pouvoir diriger l'éducation publique vers un centre commun , et de simplifier les ressorts réprimans , par des institutions morales fondées sur la nature de l'homme et conformes à ses devoirs et à son instinct.

51. Si l'on me refuse ces vérités , je demanderai à mon tour quel garant le gouvernement peut avoir de la moralité des citoyens ; et s'il lui est indifférent que cette moralité se perfectionne , ou se pervertisse. Je demanderai quel garant il donne lui-même aux citoyens de sa moralité , et s'il peut être indifférent que les magistrats inférieurs ou supérieurs , croient ou non , qu'il est un être au-dessus de l'homme puissant ; que cet être punit ceux que la loi ne pût atteindre dans le cours de leurs injustices ; qu'il récompense ceux qui , ne se contentant pas de se tenir à l'abri des reproches , furent les bienfaiteurs de leurs concitoyens. Enfin , lorsque la loi me demande un serment , je veux que l'on me dise , dans le cas où elle n'admet aucun culte , sur quoi repose cet engagement qu'elle me fait contracter ; quel est le lien commun qui m'unit avec elle ; et comment elle peut s'assurer de ma fidélité , lorsque je pourrai me dérober à ses regards. Elle n'a qu'un moyen pour m'atteindre , j'en ai mille pour lui échapper.

52. Il n'est donc que le mensonge et l'hy-

V 3

pocrisse , qui puissent appuyer l'erreur que je combats , et je fais au calendrier républicain un reproche fondé , lorsque je l'accuse d'avoir effacé toute idée religieuse , et accéléré , par cela seul , la dépravation sociale.

53. J'examine sur quoi reposent les fêtes et les jours de repos , que cette audacieuse novation a institués.

Ils reposent sur le néant. Toutes les religions , d'accord avec la politique , ont institué des jours de repos et des fêtes ; les uns et les autres sont nécessaires à l'homme civil : or , ce qui est nécessaire ne peut être trop solidement établi ; et quel appui plus solide peut-on donner à ces institutions , que de les associer aux idées religieuses , de les épurer , de les garantir des excès que traîne après elle l'oisiveté , par des pratiques pieuses , par des assemblées où l'homme s'aggrandir en s'élevant vers l'auteur de tout , par des exercices moraux , et les cérémonies d'un culte sacré qui en impose aux sens et réveille toutes les vertus sociales ?

54. Ils furent des malfaiteurs publics , ceux qui osèrent attaquer et détruire cet heureux accord de la religion et des loix , pour rendre l'homme meilleur et plus heureux. Concevez tous les peuples plongés de temps immémorial dans le grossier abrutissement où nos novateurs ont voulu nous conduire ; concevez nos jours de repos , nos fêtes s'appuyant sur l'inanité ; ne

consacrant que les excès des vices abandonnés sans frein à leur impétuosité ; et , du milieu de cette corruption générale , un sage s'élevant contre un abus si déplorable et proposant , pour la première fois , de sanctifier par la religion ces jours de débauche et de scandale. Avec quels transports il serait écouté ! Quelle sublime et heureuse révolution il opérerait tout-à-coup dans le monde moral et politique ! Et nous , aveugles que nous sommes , nous avons accueilli la révolution opposée ! On nous a fait marcher à reculons dans l'étude de l'art social , et nous l'avons souffert ! Et cette œuvre de la perversité de quelques hommes déjà voués à l'exécration des siècles a survécu à leur supplice ! Français , quelle est votre bassesse ! , , , ,

55. Je me trompe. Cet œuvre accuse les tyrans de la France , et n'accuse point les Français. Le peuple comprimé souffrit sans murmurer le règne du meurtre et du pillage ; pouvait-il murmurer d'une erreur appuyée sur les échaffauds ? Jetez un regard sur la France et vous verrez qui , du dimanche ou du décadi , qui , des fêtes religieuses ou des fêtes de l'athéisme , ont obtenu la préférence dans l'esprit du peuple ,

56. Mais que dis-je ! Et que sont ces luttes cruelles et souvent sanglantes , auxquelles se livrent des Français ! Des hommes sans mœurs , étonnés de ce qu'il est encore des mœurs publiques , osent opposer la loi à la loi ! La liberté des

cultes est proclamée; ils veulent la plier à se soumettre à leurs passions! Des chrétiens ont appris de leurs pères qu'il est un jour où le seigneur se reposa et qu'ils doivent se reposer comme lui, et des impies veulent les forcer au travail! Le lendemain le besoin journalier invite ces chrétiens aux travaux nourriciers, et ces mêmes hommes veulent les forcer au repos! Quel délire! Quelle foie des discordes put jeter dans la société cette source funeste de débats monstrueux, de contradictions révoltantes! . . . Eh! Malheureux! Reposez-vous, remplissez l'air de vos cris farouches; insultez au ciel et aux hommes, mais laissez-moi travailler en paix quand mon besoin l'exige, ou prendre du repos quand j'obéis à ce que je crois mon devoir.

57. Il n'est pas possible d'examiner de sang froid ce calendrier funeste, les déchiremens intérieurs qui en découlent, le vuide des fêtes qu'il institue, l'utilité démontrée de celles qu'il veut étouffer, la violence manifeste qu'il fait à la presque totalité de la nation, et le silence stupide du gouvernement qui succéda au régime de la terreur.

58. Ceci me conduit à une réflexion que je ne ferai qu'indiquer, laissant aux lecteurs sages et judicieux la faculté de l'approfondir. N'a-t-on pas remarqué avec quelle légèreté les assemblées qui se sont succédées l'une à l'autre,

ont mis la main au timon de l'état , sans avoir auparavant visité le vaisseau qu'elles devaient conduire , et se sont élancées sur la mer de la révolution avant de s'être assurées qu'il n'était aucune voie d'eau qui put leur faire craindre de s'engloutir tout-à-coup avec lui ? Il me paraît que , par cette imprudence , chaque législature a accumulé sur sa tête la responsabilité de celles qui l'ont précédée ; et que cette accumulation peut un jour excéder les forces de celle qui serait la mieux intentionnée , si on ne réfléchit aux dangers d'un principe d'approbation aveugle , d'où dérivent peut-être en ce moment les difficultés qui entravent le gouvernement actuel. Je ne pousse pas plus loin cette observation , je me borne à dénoncer au corps législatif ce calendrier que la France entière réprouve : les reproches que je viens de lui faire , valent du moins la peine d'être examinés.

CHAPITRE VII.

DE L'ÉDUCATION.

59. **D**EPUIS sept ans on s'occupe d'organiser une éducation nationale ; et tout ce qu'on a obtenu de tant de rapports inutiles , de tant de suppressions que l'on n'a remplacées par rien , c'est que la religion doit être exclue de l'en-

seignement public , et que le cœur de l'homme doit être abandonné à ses passions et à son instinct !..... Attendons - nous à l'admiration de l'univers , au bonheur de la génération qui nous suit , à la reconnaissance de la postérité !

CHAPITRE VIII.

D U D I V O R C E .

60. **L**ISEZ le chapitre suivant.

CHAPITRE IX.

D E S H Ô P I T A U X .

61. **L**ES mauvaises mœurs peuplent les hôpitaux.

62. Les hôpitaux sont de deux espèces. Ou ils sont des maisons d'asile et d'éducation pour cette foule d'infortunés à qui le sort donna des parens incapables de les nourrir , et qui, enfans du malheur ou du vice , sont adoptés par la société qui les élève et les met en état de lui rendre ce qu'ils en ont reçu : ou ils sont le dernier asile de l'indigence laborieuse qui vient y réparer ses forces épuisées, quand elle ne succombe pas à la maladie qui l'y conduit, et à l'insuffisance des secours que

la pitié fonda pour elle, et que l'inhospitalière indifférence est chargée de lui administrer.

63. L'esclavage domestique mit une distance infinie entre les peuples anciens et nous. Un de nos écrivains s'est efforcé de démontrer les avantages sociaux attachés à cet esclavage; il a avancé qu'un grand nombre de fléaux politiques, auxquels les nations modernes sont exposées, n'existent que par cet excès de civilisation qui laisse dans l'indépendance et abandonne à ses vices et à la paresse, une classe infiniment nombreuse qui n'a que des bras. Je doute que les déclamations des amis des noirs puissent lui servir de réponse ou de réfutation; quoiqu'il en soit, sans adopter les opinions de cet écrivain, je dois avouer avec lui que la mendicité et la nécessité des hôpitaux étaient inconnues dans l'antiquité.

64. Démolissez vos hôpitaux, nous ont criés certains philosophes de notre siècle; par eux vous encouragez la paresse; et, débarrassant l'indigence de la prévoyance de l'avenir, vous la familiarisez avec le vice et la débauche. Ce ne sont point des hôpitaux qu'il faut au peuple, mais du travail pour tous les âges, des ressources pour tous les talens.... Qu'il est aisé de faire sur ce canevas de pompeuses déclamations! Raisonnons sur des hypothèses, nous raisonnerons tant que nous ne saurons plus où nous voulons aller ni d'où nous venons; mais parlons sur le positif, et nous

pourrons du moins revenir sur nos pas si nous nous perdons sur la route.

65. Des hôpitaux existent ; nous ne pouvons nous en passer. Nous ne connaissons plus cette hospitalité si révérée chez les anciens ; c'est l'effet de notre organisation sociale qui, nous isolant les uns des autres, a divisé l'hospitalité en deux branches que se partagent les hôtelleries et les hôpitaux. Ces derniers, quand ils sont l'asyle de l'humanité souffrante, combien ne réveillent-ils pas d'idées attendrissantes ! Combien n'appellent-ils pas les regards du gouvernement ! Je ne prétends pas faire un traité sur l'administration de ces hospices sacrés ; peut-être indiquerais-je, comme tant d'autres, des moyens qu'on dédaignerait pour rendre ces établissemens plus nombreux et plus salutaires avec moins d'appareil de dépenses et de malversations ; mais j'ai encore l'imagination remplie des idées religieuses dont je me suis nourri dans les chapitres précédens, et je m'y laisse abandonner.

66. De quel œil faudra-t-il que nous envisagions ces hommes d'airain qui ont attaqué le malheur jusques dans son dernier asile et lui ont arraché la seule consolation à laquelle l'homme mourant puisse être sensible ? Nos hôpitaux étaient autrefois administrés par la douce piété ; il le sont aujourd'hui par la politique froide et calculatrice. Des vierges, consacrées par la religion, dévouées par vertu aux plus dégoûtantes fonctions, don-

naient aux malheureux les soins les plus touchans, priaient au chevê de leur lit, les soutenaient dans leurs souffrances, les aidaient à regagner une vie qu'elles savaient leur rendre encore chère, toutes encourageaient à mourir; des ministres de paix prodiguaient, dans ces saintes demeures, tous les trésors d'une religion qui nous élève au-dessus des souffrances physiques : tout-à coup ces vierges charitables, ces ministres consolateurs sont expulsés de ces asiles; l'indifférence et la fiscalité leur succèdent; le malheureux souffre sans être consolé, reçoit quelques secours que n'adoucis- sent plus les larmes d'une pitié céleste, et, n'osant même proférer qu'il croit à ce Dieu qui l'attend, trop heureux de cesser de vivre, il meurt et n'est point regretté..... O ma patrie! O FRANCE! Et c'est ainsi qu'on traite ceux qui cultivèrent tes champs, ceux qui défendirent tes frontières, ceux qui firent ta force et ta prospérité! O peuple, que de vils flatteurs ont abreuvé des plus tristes erreurs, voilà donc le lit de mort qu'ils te préparent! Citoyens indigens, il n'est plus de culte public, vous mourrez sans consolation.... Mais quels sont les jeunes vieillards qui se pressent aux portes de ces maisons de douleur! Sur leur visage décoloré je vois les traits de la jeunesse et les ravages de la mort! Cette pâleur livide, ces yeux éteints, ces frissons, ces gémissemens me font frémir d'horreur et de pitié.... Dieu!.... c'est notre génération qui s'éteint à la moitié de sa

carrière ! Ici ce sont des guerriers échappés au bronze meurtrier, et que leurs fatigues précipitent déjà dans la tombe ; là ce sont les aveugles instrumens des moteurs de nos troubles, qui, détournés des travaux utiles, perdirent leurs vertus au milieu de nos divisions, et leur santé au milieu des débauches. Ces autres, abandonnés par des parens coupables qui brisèrent leurs premiers nœuds, furent de mauvais citoyens, parce que leur éducation ou fut interrompue ou se ressentit des vices paternels qui les privèrent de leurs mères. Un divorce fatal les laissa sans famille, et leurs mauvaises mœurs, que l'on ne fut point corriger, ayant ravi leurs bras à l'industrie, ont hâté leur vieillesse et les conduisent aux hôpitaux.... Monstres, qui n'êtes point touchés, effrayés, confondus par ces tableaux trop véritables, vous avez usurpé cette figure humaine que démentent vos férociétés. Nous n'avons rien de commun ensemble. Ne vous dites point mes égaux. Je suis sensible et vous avez des cœurs de tigres : cessez de me vouloir abaisser jusqu'à vous.

67. Les mêmes vices peupleront les hospices ouverts à l'orphelin. Ces hommes pervers, qu'entraîne le torrent d'une révolution dépravatrice, n'attacheront point leur bonheur à s'entendre donner le nom si doux de père ; les divorces disperseront les familles ; des enfans d'abord incertains entre leur père qui veut qu'ils oublient une mère, et cette mère qui leur préfère un nouveau mari,

bientôt après repoussés du sein paternel ouvert à de nouvelles affections, enfin abandonnés à leur propre faiblesse, seront trop heureux de trouver un asile où ils puissent oublier que des loix imprudentes (1) les ont privés de leurs parens.... Mais quels sont ces pleurs que j'entends! Quelle troupe d'enfans désespérés m'environne et me presse!.... Ils ont faim! Ils demandent aux passans, ils me demandent à moi-même un pain pour se nourrir!.... Eh! quoi! ne sont-ils pas reçus dans ce somptueux édifice vers lequel leurs regards se reportent si douloureusement?... Oui, ils en portent les vêtemens. Qui donc les a réduits à cet état de mendicité?... O ciel! nos hardis financiers ont dilapidé l'héritage du pauvre! Cette maison ne peut plus les nourrir! La nuit ils y retrouveront un abri, mais le jour ils mendieront leur pain!.... Les voilà donc perdus pour la patrie (2)! Leur éducation, qui même ne leur parlait plus de religion, est interrompue à jamais; leurs bras vont se roidir, leur cœur va s'endurcir dans ce métier où la paresse se complait dans

(1) On a décrété le divorce, et les loix qui doivent régler l'état civil des enfans nés d'un mariage dissous, sont encore dans la pensée du législateur! Peut-on avec plus de dédain, se jouer des mœurs d'un grand peuple!

(2) Croira-t-on que j'ai sous les yeux le modèle de ce tableau? C'est ce que vient de faire l'hôpital de la Charité à Marseille.

Poissivété; et peut-être c'est l'échaffaud qui les attend au bout d'une carrière de crimes qui déjà s'ouvre devant eux!.... Ah! l'on est suffoqué de douleur et de honte, lorsqu'après avoir payé le tribut que de pareils tableaux imposent à la sensibilité, on se rappelle que c'est en France qu'une telle dépravation s'est établie; lorsqu'on se dit qu'il n'est plus, dans ces maisons de charité, nul vestige de culte public; que cette religion, qui procurait à ces asiles de l'indigence de si abondantes aumônes, ne sollicite plus pour eux des secours qui faisaient autrefois leur richesse; que l'on a compris leurs biens dans les ventes dérisoires faites à des voleurs publics qui les ont payés avec des zéros; enfin que, dans une de nos grandes villes, les enfans d'une de ces maisons n'ont eu d'autre ressource que d'aller mendier leur pain.... Passons vite à d'autres objets.

CHAPITRE X.

DES RENTIERS.

68. **Q**UE vont-ils devenir puisque les hôpitaux ne peuvent plus les recevoir?

69. Ils ont souri à la révolution parce que, dans le principe, leurs créances furent garanties par la loyauté du peuple français. Si on a pris la peine de le remarquer, on s'apercevra que, généralement

généralement parlant, la révolution a été à peu près juste. Mais il faut convenir qu'elle l'a été un peu trop à leur égard. Ils ont été punis de leur folle confiance; cependant on s'est trop appesanti sur eux, et je demande s'il est juste, quand il les paye, que le gouvernement le fasse avec la monnaie la plus décriée (1). J'aurais bien d'autres questions à faire sur leur compte; mais je me borne à poser un fait qui, quoiqu'il ait tout l'air d'un paradoxe, doit être démontré à qui fait raisonner.

70. Si le gouvernement eut fait banqueroute en 1789, et eut par conséquent ruiné les rentiers, ils seraient tous, sans exception, beaucoup plus riches qu'ils ne le sont aujourd'hui, quoiqu'on n'ait point annulé leurs créances. Reste à savoir s'ils ont en effet échappé à cette banqueroute. Pour moi il me semble que la révolution, avant de nous quitter, aura éteint la dette publique sans la payer.... Pauvres rentiers!....

(1) Depuis que j'ai écrit ceci, on les paye maintenant en mandats. A la bonne-heure! Ils ne perdent sur leurs revenus que 95 pour cent, c'est une bagatelle; les voilà redevenus riches tout d'un coup.



CHAPITRE XL

DES FINANCES.

71. LA science des finances n'en était pas une ; lorsque nos rois faisaient vendre les œufs et les poules de leur basse-cour, et tiraient leurs *plus* grands revenus de leurs domaines. Dans ces tems il était peu d'impôts, et le maître des finances ne venait pas tous les matins a lever de son prince pour lui faire signer une nouvelle taxe ou un nouvel emprunt. Tout son office consistait à dépenser le plus économiquement possible des revenus parfaitement connus qu'il percevait sans peine. Il en était de l'administration du trésor royal comme il en est encore aujourd'hui de la gestion des biens d'un particulier. On savait à l'avance ce que l'on avait à dépenser ; on ne dépensait pas au-delà, on s'efforçait au contraire de faire des épargnes ; on en faisait effectivement ; et les rois qui ne laissaient pas à leur mort un trésor à leur successeur, étaient réputés dissipateurs. Cette simplicité de l'administration financière tenait à la simplicité des mœurs de ces siècles prétendus ignorans. On regardait l'état comme une grande famille, et cette grande famille on la gouvernait par les mêmes principes qui gouvernaient les familles particulières.

72. Nous nous sommes, dans la suite, écartés de ces règles trop monotones; nous avons, disons-nous, perfectionné la civilisation, et à tel point, que, ne calculant plus nos forces, nous avons entrepris tout ce qu'un faux orgueil et de fausses idées de gloire, nous ont fait croire utile et nécessaire; et enfin est venu le moment où nous avons administré les finances à rebours, c'est-à-dire, qu'au lieu de proportionner nos dépenses à nos revenus, nous avons d'abord examiné quelles devaient être nos dépenses, et ensuite nous nous sommes appliqués, par toute sorte de moyens, à leur égaler nos revenus.

73. En lisant le compte rendu de Necker, on est tout étonné de la hardiesse de ce système moderne, et de l'assurance d'un ministre qui, nous éblouissant par des calculs hypothétiques, obscurcis par de belles phrases, finit par nous persuader que l'état a, dans ses revenus, un excédent de 10 millions. Il saute aux yeux que ce prétendu compte rendu n'est que la préface d'un compte, et que, pour nous édifier, il eut fallu, après nous avoir informés de ce qu'on voulait dépenser, de ce qu'on voulait recevoir, il eût fallu, dis-je, nous instruire si l'on n'avait pas dépensé au-delà, et si l'on avait perçu plus ou moins qu'on n'avait prévu.

74. Mais il était impossible de suivre une autre marche; depuis que la complication des finances avait fait de cette branche de l'administration une

science occulte et difficile. Une administration à rebours devait rendre ses comptes à rebours ; et cela même démontre qu'il ne fallait pas rendre de compte. Deux motifs puissans déterminent mon opinion. Le premier, c'est qu'il est peu de personnes en état de juger un pareil travail, et que, parmi ce petit nombre, il n'en est presque point qui, si quelque intérêt de haine, d'envie ou de rivalité contre le ministre, ne les y pousse, se donnent la peine de vérifier les calculs, d'approfondir cette comptabilité ainsi compliquée. Chacun se flatte, dans sa paresse ou son impéritie, que d'autres feront ce qu'il ne fait point, et que le rendant compte n'imprimerait pas une chose qui lui put être contestée ; au moyen de quoi, les erreurs les plus grossières passent pour vérités, et la nation s'abreuve d'illusions, embrasse une chimère, en croyant tenir un état positif de ses finances (1). Le second motif est, que nous nous dévoilons trop imprudemment aux yeux des autres nations nos rivaux, qu'il est dangereux de mettre dans la confiance du *minimum* de nos besoins, du *maximum* de nos ressources. Pour elles un compte rendu, hypothétique ou positif, n'est point illusif ;

(1) Je demanderais aux Neckéristes s'il en est beaucoup parmi eux, qui aient pris la peine de vérifier le compte rendu, et si, avec toute la France, ils n'ont pas avalé ses résultats sur parole.

elles ont un intérêt majeur à le vérifier, à le connaître; et ce qui nous échappe à nous ne peut leur échapper. Leur amour-propre agissant dans un sens inverse du nôtre, leur peut découvrir notre détresse où nous voyons notre prospérité.

75. La publicité tant vantée de nos jours, relativement aux finances, se réduit donc à nous convaincre d'imprudence et d'impolitique. Cela même ferait approuver la sagesse du corps législatif, qui, dans certaines occasions, ne s'est occupé des finances qu'en comité général: mais le motif du mystère, dont il a voulu s'envelopper, dérivant d'autres principes que les miens, ce mystère même n'a fait que déceler ses embarras. Il est évident qu'il n'a pas eu pour but de soustraire nos finances aux regards des nations étrangères, mais seulement de ne pas augmenter l'inquiétude populaire par les détails affligeans, les aveux indiscrets qu'occasionnent de pareilles questions. Quand la publicité est reconnue comme un devoir du gouvernement envers la nation, un mystère passager fausse le principe, par cela seul est un vice administratif, et ne fait qu'ajouter à l'inquiétude que l'on croit calmer, & qui est bien plus active sur l'inconnu que sur le connu.

Je voudrais que l'on examinât de près ce principe de la publicité de l'administration fiscale; que l'on comparât ses inconvéniens et ses

avantages; et que, si les premiers surpassent les derniers, on recherchât par quels moyens on pourrait donner à la nation une garantie moralement suffisante de la surveillance qui accompagnerait cette administration pour qu'elle ne pût s'égarer. Il en est de ces moyens, que peuvent comporter toutes les formes possibles de gouvernement, et je ne crois pas avoir besoin de les indiquer.

76. Si nous voulons approfondir la matière des finances, il faut nous résoudre à jeter nos regards en arrière, avant de nous précipiter dans l'avenir. Je rechercherai donc les causes qui ont fait de cette administration un art si compliqué, qu'il est peu de personnes en état de s'en occuper.

77. Les dépenses publiques sont de deux espèces : ou elles sont relatives à l'administration intérieure, ou elles ont pour objet la défense extérieure et nos relations diplomatiques. Aujourd'hui des sommes énormes sont absorbées par ces deux canaux dispendieux; autrefois le revenu le plus modique suffisait, et au-delà, pour y faire face.

78. L'administration intérieure comprend —
 1.° Le culte public. — 2.° La justice. — 3.° La police. — 4.° Les Travaux publics. — 5.° Les hôpitaux et autres secours offerts à l'indigence. — 6.° L'instruction publique. — 7.° Les encouragemens donnés aux arts et à l'industrie. —

3.^o Les récompenses accordées pour services rendus à l'état. — 9.^o Les dépenses de l'administration générale, dont celles du prince font nécessairement partie.

79. Les relations extérieures comprennent —
1.^o La levée, la solde et l'entretien des troupes. —
2.^o La construction, l'équipement et entretien de la marine. — 3.^o Les dépenses des ambassadeurs ou autres agens auprès des puissances amies ou alliées.

80. Voyons ce que ces diverses dépenses coûtaient autrefois au trésor royal.

Le culte n'était point à la charge du fisc ; les revenus ecclésiastiques , d'abord modérés, et ensuite progressivement et excessivement accrus, suffisaient au salaire des prêtres. La munificence de nos rois et leur piété , souvent mal éclairée, les a quelquefois jettés dans des dépenses considérables ; mais elles étaient prises sur leurs épargnes et ne pouvaient être classées parmi les dépenses publiques.

L'administration de la justice était une faible charge pour le fisc , y ayant peu de tribunaux royaux établis avant la vénalité des charges, et la plupart des affaires étant assoupies dans les tribunaux bannerets ou , ce qui est la même chose, devant les baillis des seigneurs de fief. Il n'y eut long-temps qu'une cour de parlement, encore n'était-elle que temporaire. Elle était composée des hauts barons, et se tenait deux

fois par an. Les rois attirèrent ensuite à eux le droit de justice suprême, et envoyèrent des parlemens parcourir les provinces, pour prononcer sur les appels des juges inférieurs. Ces parlemens ambulans étaient originairement composés de divers membres du conseil du Roi, qui, après avoir fini leur mission, revenaient prendre leurs fonctions auprès du prince. Ce conseil, que l'on divisait en conseil commun du roi et en conseil privé, remonte au premier âge de la monarchie, et il n'y eut long-temps d'autre tribunal supérieur que celui-là qui réunissait l'administration de la justice à celle des affaires du royaume. Il faut remonter jusqu'au roi Jean pour trouver l'origine du conseil du roi, tel que nous l'avons vu dans les derniers temps de la monarchie, exclusivement occupé des matières relatives au gouvernement de l'état (1). Il est sensible que, dans ces temps auxquels nous ressemblons si peu, les dépenses du fisc pour

(1) Le conseil jugeait aussi les demandes en cassation pour contravention aux ordonnances. Il exerçait, dans cette attribution, le droit de la puissance souveraine, telle que nous la concevions alors. Je ne sais pas si Montesquieu, qui a si bien approfondi les principes de la législation, n'a pas erré en voulant faire du pouvoir judiciaire une fonction que le prince ne peut réunir. Je crains que les idées d'indépendance que la vénalité des charges donna à ce pouvoir, (v. l. I. n° 24.) n'aient égaré ce savant publiciste. Au reste, dans notre nouvelle position, il est

L'administration de la justice se réduisaient à bien peu de chose.

La police appartenait, dans les villes, à ce que nous appellons les officiers municipaux, et, dans quelques endroits, aux seigneurs justiciers. L'administration générale ne se compliqua, à cet égard, que très-lentement, et l'établissement d'un ministre de l'intérieur est une institution moderne. La police de Paris ne fut séparée de son administration municipale que peu après cette époque ; le roi n'avait de relations avec ses provinces que par ses gouverneurs ou commandans militaires, ou par ses intendants. Ces intendants, d'abord temporaires, étaient envoyés par le conseil privé dont ils étaient membres ; ils furent ensuite permanens ; ce furent ces magistrats qui connurent, dans les provinces, des détails de l'administration ; la force exécutive appartint aux gouverneurs et commandans : les dépenses de la police, ainsi simplifiées, ne purent être considérables.

Les travaux publics ne furent un objet de dépense important que sous Louis XIV ; jusques-là chaque ville entretenait ses édifices, ses rues,

inutile d'opposer à Montesquieu, qu'il a raisonné contre l'essence primitive de notre monarchie et contre les faits historiques qui nous présentent nos premiers rois rendant eux-mêmes la justice en plein champ. La séparation du pouvoir judiciaire est une conséquence nécessaire des principes qui nous régissent aujourd'hui.

ses établissemens publics; chaque province construisait et entretenait les grandes routes, les ponts, les chaussées; souvent même le gouvernement était prévenu, pour ces divers objets, par des particuliers qui les entreprenaient à leurs frais, et s'en remboursaient par des péages que le roi leur concédait la faculté d'exiger. La plus forte dépense que le fisc avait à supporter s'appliquait à l'entretien des maisons royales.

Notre population moins excessive, nos mœurs plus simples, notre industrie moins animée, notre commerce moins étendu déplaçaient beaucoup moins les hommes; chaque commune soulageait ses pauvres sans l'intervention du trésor public. Dans plusieurs villes, il y avait des hôpitaux établis. Tous, dotés par nos rois et par la piété des particuliers, et, de plus, secourus par d'abondantes aumônes, tous, dis-je, suffisaient à leurs dépenses, et ne coûtaient rien au fisc, qui n'avait pas à les comprendre parmi les objets à sa charge.

L'instruction publique lui coûtait aussi peu. Les campagnes avaient leurs pédagogues, qui ne coûtaient rien à l'état. Les villes avaient des collèges, des universités fondés par la piété de nos pères ou par la libéralité de nos rois : leurs revenus suffirent long-temps pour les mettre en état de remplir le but de leur institution; mais nous devînmes plus avides de sciences; nous eûmes des jardins botaniques, des ateliers de

physique, des fournaux chimiques, des académies, des bibliothèques, des écoles militaires, des écoles vétérinaires: ces nouveaux besoins augmentèrent nos dépenses, parce que nous n'eûmes pas la sagesse de doter en biens-fonds ces nouveaux établissemens (1).

Ce n'est guère que depuis Colbert que nous avons connu les dépenses pour encourager les arts et l'industrie nationale. C'est sans doute un objet utile que ne connaissaient point ou que pratiquaient peu les règnes précédens; mais il n'est pas bien démontré si des encouragemens individuels ne sont pas une erreur administrative, et si c'est pécuniairement que ces encouragemens doivent être accordés. Repos et LIBERTÉ,

(1) Plusieurs des principes que j'ai rappelés dans les chapitres où je parle des finances, ont été invoqués au conseil des 500 depuis que j'ai fini cet écrit; mais je crois devoir n'y rien changer. Tout est si mobile dans les idées législatives, qu'il serait impossible de se fixer à rien, si l'on voulait s'appesantir à prévenir toutes les objections. Il s'écoule nécessairement beaucoup de temps entre la composition d'un ouvrage et sa publication; et ce temps, quelque vitesse qu'on emploie, est toujours très-long en révolution. Le lecteur doit se rappeler que ces essais ont été écrits du 1 au 23 mai dernier; ce n'est pas ma faute, si je n'ai pu l'imprimer qu'à Paris. On a fait un peu rétrograder la révolution dans nos départemens. En conscience je ne puis point blâmer nos imprimeurs de n'avoir pas eu mon courage.

dans le sens que l'on peut deviner que je donne à ce mot, voilà, ce me semble, les deux grands véhicules que l'on doit ajouter à l'intérêt personnel pour favoriser les entreprises utiles.

Quant aux récompenses accordées pour services rendus à l'état, ce n'est que dans nos derniers temps qu'elles ont été une source de profusions funestes. L'honneur d'avoir servi leur prince suffisait aux anciens français pour les payer de leurs services. Je ne parle pas de ces payes continuées à d'anciens soldats, de ces actes de justice et de reconnaissance qui soustraient à l'indigence les citoyens que leur âge et leurs infirmités forcent à cesser d'être utiles; je parle de ces pensions ruineuses, scandaleuses, arrachées à nos derniers rois, souvent par ceux-là même qui y avaient le moins de droit. Ce fut la faute du gouvernement monarchique s'il se dégrada au point de ne pouvoir enfin récompenser qu'avec de l'argent. En mettant la noblesse à l'encan, il avait affaibli, par cela seul, le véhicule puissant que sa pureté primitive devait imprimer vers le grand, vers l'utile aux classes inférieures : il avait prodigué ces faveurs auxquelles l'honneur attache un si grand prix, ces croix, ces cordons, ces décorations extérieures, ces hochets de l'opinion, qui ennoblissent la vanité de l'homme en tenant son émulation en éveil; ces distinctions s'avilirent par l'abus qu'on en fit, et l'argent dû les remplacer, à mesure que notre commerce

étendit, par ses progrès, la dépravation morale qui nous fit mettre l'honneur au-dessous des richesses. Nos pères ne virent que sous les derniers règnes cette branche des dépenses publiques devenir vraiment onéreuse pour le fisc.

D'après tout ce que nous venons de voir, il est sensible que l'administration générale fût d'autant moins coûteuse qu'elle fut moins compliquée; que nous la trouverions telle de plus en plus, à mesure que nous remonterions aux premiers temps de la monarchie; et que notre histoire, lue attentivement, nous ramènerait à une époque où les dépenses de cette administration se confondaient dans celles personnelles au prince, et où celles-ci comprenaient, dans un cadre très resserré, toutes celles du gouvernement intérieur de l'état.

81. Passons aux dépenses qui s'appliquent aux relations extérieures.

Ce n'est que depuis que l'autorité royale a absorbé la puissance des possesseurs des fiefs que la levée, la solde et l'entretien des troupes sont devenus un objet de dépense pour le fisc. Auparavant les feudataires de la couronne étaient tenus de suivre le roi à la guerre avec leurs hommes d'armes, et de les entretenir à leurs frais. Les progrès de notre civilisation ont totalement changé cette primitive constitution de la monarchie; nous verrons quels en ont été les effets.

La marine française est moderne et l'on ne peut la compter comme un objet de dépense important avant Louis XIV qui fut forcé de la laisser retomber dans le néant.

A l'égard des ambassadeurs et autres agens diplomatiques, c'est presque de nos jours que leur permanence est devenue un des ressorts du gouvernement. On envoyait autrefois des ambassadeurs pour négocier une paix, un mariage; pour complimenter une cour amie sur quelque événement : ces missions passagères étaient peu dispendieuses, soit par leur infréquence, soit parce que ceux qui en étaient chargés, attachaient plus de prix à l'honneur de représenter leur souverain dans ces occasions fugitives, qu'au remboursement de leurs dépenses qui toujours excédaient ce qui leur était attribué pour cette représentation.

82. Après avoir ainsi jetté un coup-d'œil sur la France ancienne, nous ne nous étonnerons plus de voir la France moderne en proie à une maladie dont les symptômes ont bien pu se manifester à quelques époques de notre histoire monarchique, mais qui ne pouvait acquérir ce degré de malignité qui nous menace encore d'une mort politique. A mesure que l'autorité royale s'est accrue (1), les nouvelles prerogatives ont multiplié ses besoins.

(1) On remarquera qu'elle n'a jamais empiété sur ce que nous appellions le peuple il y a 7 ans ; que toutes les acquisitions de puissance ont été faites sur la puissance

En affaiblissant les possesseurs des fiefs, elle s'est imposée le besoin de fournir aux frais de la justice; en étendant la sphère de son administration, elle a mis à sa charge la police générale qui comprend plusieurs branches dispendieuses; en renonçant à recevoir de ses feudataires le service militaire personnel, elle s'est créée la nécessité de recruter des soldats, de les entretenir en-guerre et en paix; en abusant des distinctions honorifiques, elle a perdu la possibilité de récompenser autrement que par des libéralités pécuniaires. Delà l'accroissement progressif des impôts, delà les emprunts quand les impôts n'ont pu suffire, delà la catastrophe où nous sommes enfin arrivés par l'abus des emprunts et des impôts.

83. Un des plus funestes effets des emprunts, qui devinrent la maladie universelle de l'Europe, c'est d'avoir conduit tous les gouvernemens à déployer une force relative démesurée. Lorsque, par un emprunt, une nation augmentait ses forces de terre ou de mer, les nations rivales recouraient à la même ressource pour accroître leurs moyens d'agression ou de défense dans la même proportion. Ce fut une erreur générale dont il serait tems que l'on se détrom-

féodale, ce qui a simplifié le gouvernement et rapproché constamment le peuple de l'égalité civile. Ceux donc qui ont attaqué l'autorité royale, sont ceux qu'elle avait le plus efficacement favorisés.

pât. Il est certain que chaque peuple a une somme limitée de puissance qui est ou inférieure ou supérieure, relativement à tel ou tel peuple; que si dans l'état de guerre les moyens de force sont mis en action comme 1, comme 2, comme 3, et que les moyens opposés se développent dans la même progression, il y aura égalité dans la comparaison des forces relatives, et que plus les belligérans s'éloigneront du premier terme, plus ils s'épuiseront réciproquement en pure perte. Quand on se rappelle ce que Henri IV a fait avec moins de 10 mille hommes de troupes en activité habituelle; quand on compare les armées innombrables que l'Europe fourdoie et met en présence dans nos guerres actuelles, avec ce que l'histoire même des derniers règnes nous rapporte de plus exagéré à cet égard; quand on considère que ce sont les emprunts qui ont insensiblement établi un luxe fatal, dans le développement des forces militaires de l'Europe; on ne peut que déplorer ce funeste aveuglement qui, sacrifiant les générations à venir à des besoins imaginaires et passagers, a rejeté sur nous le fardeau des erreurs de nos pères. Dès que les fondateurs de la couronne furent dispensés de suivre à leurs frais nos rois à la guerre, nous nous acheminâmes à cet abus. Jusques-là, une garde peu nombreuse avait suffi auprès du prince; bientôt il eut une milice considérable, même en temps de paix : l'appareil de la guerre pendant la paix devint

devint un besoin pour tous les souverains ; et par les dépenses qui en résultèrent , par les impôts nés de ces dépenses et par les emprunts qui en favorisèrent la multiplication , cette imprudence universelle diminua la force réelle des nations sans ajouter à leur puissance relative. Il n'est pas mal aisé de prévoir que l'Europe entière va éprouver une révolution à cet égard et que tous les gouvernemens , ayant épuisé leurs ressources , chercheront de concert , dans la réduction de leurs forces militaires , un remède à l'impossibilité où ils sont de continuer leurs dépenses et leurs emprunts.

84. Ce sont ces emprunts qui , comme je l'ai dit ci-devant (livre I , n°. 29) , favorisant les entreprises gigantesques et téméraires , ont donné à l'art de la navigation militaire ce développement qu'elle a pris depuis moins d'un siècle. Qu'on lise les descriptions des flottes guerrières des Grecs , des Rhodiens , des Romains et des Carthaginois ; que l'on voie ce qu'était la marine lorsque Gênes , Venise et Pise se partageaient l'empire des mers et du commerce , on se convaincra que la force des puissances maritimes n'a rien gagné à la construction de ces masses énormes où l'on compte jusqu'à 130 bouches à feu. Le premier vaisseau de ligne qui fut construit donna de l'avantage à la flotte dont il fit partie ; mais , sitôt qu'il fut imité , la flotte ennemie reprit son équilibre et l'avantage disparut. On

Y

peut en dire autant de toutes les inventions qui multiplient les forces positives de l'homme et des nations; et, en définitif, il reste les dépenses que l'on n'a pu solder que par des emprunts et qui se reproduisent avec leurs arrérages au moment où, comme chez nous, on veut compter avec soi-même et examiner sa position.

85. Nous avons vu, dans le premier livre, comment la France a été irrésistiblement conduite à une révolution dont les emprunts furent la principale source. Nous verrons par la suite qu'un sort semblable attend inévitablement un peuple qui ne parle aujourd'hui que de sa suprématie politique, maritime et commerciale. N'anticipons pas sur l'ordre des matières, et occupons-nous du déficit par lequel notre maladie a fait son éruption.

CHAPITRE XII.

CONTINUATION DU CHAPITRE ONZIÈME.

DU DÉFICIT.

86. **O**N s'est mal expliqué, et la nation n'a pas conçu ce que c'était que ce déficit.

87. Un particulier qui aurait un revenu fixe et dont les dépenses excéderaient ce revenu, aurait un déficit. Un marchand qui, comparant son

passif avec son actif, ne pourrait avec celui-ci effacer celui-là, aurait un déficit. Le déficit de la France était-il de la même nature ? Non : il n'était que relatif. On présentait un tableau de dépenses irrédutibles, le corps entier de la nation devait contribuer pour l'acquitter; il n'y avait donc pas de déficit. Mais tous les moyens de perception étaient insuffisans pour procurer la recette nécessaire ! Il n'était donc question que d'ajouter à ces moyens; car, de la manière dont on administrait les finances, il n'y avait de positif qu'un chapitre du compte, celui des dépenses; quant à celui des revenus, tout l'art de l'administrateur consistait, dans notre système moderne, à l'élever au niveau du premier. Cependant on n'avait pu y parvenir que par de nouveaux impôts; et ces impôts, en pleine paix, durent paraître odieux à une nation qui, pendant une guerre dispendieuse, avait à peine osé parler de nouvelles taxes et à laquelle un ministre qui avait eu sa confiance avait avoué un excédent annuel de 10 millions. Donnons à cet égard quelques explications,

88. Relativement à cet excédent de 10 millions, je laisserai parler M. Necker (administration des finances, tome II, chapitre, dépense de l'état). » Il y avait à l'époque du compte rendu
 » un excédent de revenu de 10 millions 500
 » mille liv. et cet excédent fut à peu-près balancé,
 » par les emprunts viagers qui eurent lieu en

« février et en mars 1781 ». Or , cet excédent présenté en janvier 1781, n'existait déjà plus en février et mars de la même année ! Or , le même ministre qui avait parlé de cet excédent et qui gérait des finances ainsi balancées , fit , pour continuer son service , un emprunt de 100 millions , un mois après sa déclaration authentique de ce prétendu excédent !..... Il n'est pas possible de reconnaître , dans le fatal compte rendu , autre chose que le préambule nécessaire des emprunts que méditait son auteur et qu'il multiplia si immodérément pendant tout le cours de son règne. Ce fut une jonglerie financière à l'aide de laquelle il escamota l'argent des fots ; retarda mais accrut la nécessité de l'impôt ; et jetta dans l'esprit national un vertige politique qui accéléra la révolution. Lisez l'introduction du premier vol. de l'administration des finances ; vous trouverez , à chaque page , que , ce Gênois ne fut jamais séparer la science du gouvernement de celle de la bourse ; qu'il borna ses vues étroites à la nécessité de nourrir le crédit , et par conséquent la facilité d'emprunter ; et que jamais il ne conçut que ce n'est pas de cette sorte de confiance ou de crédit que les gouvernemens ont besoin pour se soutenir et conserver ou acquérir de la vigueur (1).

(1) Il faut distinguer les gouvernemens naissans de ceux qui penchent vers leur déclin. Les moyens d'acquiescer de

39. Relativement au déficit en lui-même, tel qu'il fut avoué à la nation lorsqu'on voulut recourir aux impôts que les parlemens refusèrent d'enregistrer, il est évident que l'on n'accompagna pas cet aveu, que Necker avait rendu indispensable, des explications qui pouvaient en adoucir l'aigreur. Si l'on eut dit à la nation, que l'accroissement progressif de l'aisance générale avait multiplié les consommations, que cela, joint à l'effet de la masse toujours croissante du numéraire circulant, avait graduellement renchéri toutes les marchandises, que les dépenses de l'état ne s'étaient accrues que *numériquement* (1) par l'avilissement de l'argent qui avait augmenté les frais de toutes les fournitures et de tous les salaires, que, s'il n'augmentait les revenus dans la même pro-

la vignons aux premiers, sont plus faciles que ceux d'en conserver aux autres. Par exemple, après nos tourmens cruels, il suffira au nôtre d'être juste et impartial, de ne rien donner à l'arbitraire, de marcher d'accord avec ses principes constitutifs. Tout cela est aisé. Croit-on que tout cela eut suffi à Louis XVI?

(1) Que ceux qui aiment nos termes nouveaux substituent ici le mot *nominalement* que je n'ai pas encore pu comprendre. Sans doute, que nos néologistes, en croyant que des valeurs numériques étaient plus réelles que des valeurs *nominales*, ont cru que numérique venait de *nummus* écu, et non pas de *numerus* nombre.

portion, l'état s'appauvriissait, puisqu'il dépensait toujours davantage en n'augmentant cependant pas ses dépenses; que chacun pouvait en juger par lui-même, puisqu'il n'était pas de père de famille qui ne put s'assurer que, tous les 4 ou 5 ans, ses revenus ordinaires, soit fonciers, soit industriels, n'eussent pui lui suffire, s'ils ne s'étaient accrus dans la progression du renchérissement général de toutes les valeurs; que ces revenus, s'accroissant sans cesse, par l'effet de ce renchérissement, les taxes dont ils étaient gravés devaient s'accroître tout de même pour ne pas rompre l'équilibre; je doute que l'on eût refusé cette chaîne de vérités, et ont eut alors acquis une idée véritable du déficit. Mais la destinée de la France était de se précipiter du plus haut degré de prospérité au dernier degré de honte et de misère, dès que l'on attaquerait une des illusions qui l'avaient enivrée. On attaqua celle que Necker lui avait présentée; une révolution, dont tous les germes n'attendaient qu'un ferment pour se développer, s'annonça dès le premier choc.

CHAPITRE XIII.

CONTINUATION DU CHAPITRE ONZE.

90. LA dette publique était immense; les opérations du ministre Calonne n'auraient été qu'un palliatif aux embarras du moment; mais ce palliatif eut pu avoir les plus heureux effets. Si l'on fut parvenu à couvrir l'excédent de 56 millions de dépenses au moyen des impôts dont on proposa la levée, la dette alors exigible, que l'on peut porter de 550 à 600 millions, se trouvant éteinte en peu d'années s'il n'y eut plus eu de déficit, les finances de l'état auraient joui d'une aisance subite par la permanence des nouvelles taxes qui eussent permis de sacrifier quelques branches de revenus trop onéreuses ou de faire des extinctions qui, de plus en plus, auraient soulagé le trésor de l'état. Mais il fallait se prémunir contre toute profusion indiscrete; et si l'esprit économique de Louis XVI permettait de l'espérer, d'un autre côté, son extrême facilité pouvait y mettre des obstacles. Tout eut dépendu des hommes dont il eut été entouré.

91. Toutes ces combinaisons, auxquelles le gouvernement était accoutumé, et qui, seules, constituaient la science financière, n'étaient ce-

pendant pas des remèdes radicaux. Bientôt l'assemblée constituante ouvrit une autre carrière aux ressources du fisc, à l'espérance et aux craintes de la nation : un papier destiné à remplacer l'argent fut créé, la vieille routine se trouva réduite au silence, et la révolution eut un véhicule de plus.

Nous examinerons ce papier, qui a joué un si puissant rôle dans la révolution ; mais, avant d'aborder une matière si peu à la portée du plus grand nombre des lecteurs, il est à propos de poser des principes autour desquels nous pourrions nous rallier, si nous cessons de nous entendre.

92. Les métaux sont une marchandise (1).

93. Les nations se sont accordées à les choisir pour servir de signe universel et de mesure commune des valeurs ; dès-lors ils sont devenus la représentation de toutes les richesses que donne la nature ou que procure l'industrie.

(1) Il n'est point de vérité moins susceptible de contradiction que celle-là ; cependant voyez comme elle a été ballotée, depuis la création des assignats jusqu'au moment actuel. Telle est la France ; chaque illusion y a sa mode. Qui eut dit il y a 15 à 20 ans, que Necker nous ruinait avec ses emprunts, eut passé pour un hérétique en finances ; aujourd'hui c'est le ton de croire que du papier doit chez nous remplacer l'argent.

94. Ces produits naturels ou industriels sont la richesse réelle des nations.

95. Les métaux, considérés comme représentation de ces produits, sont leur richesse relative.

96. L'argent-monnaie a remplacé les échanges en nature, qui, dans l'enfance de la société, étaient le seul moyen que les hommes avaient de fournir réciproquement à leurs besoins mutuels.

97. Rare, il a dû représenter de plus grandes valeurs.

98. Abondant, il s'est avili et, pour les mêmes marchandises, il a fallu en donner davantage.

99. L'activité de la circulation le reproduit, le décuple, le centuple et par conséquent l'avilir.

100. Son inaction le réduit à zéro.

101. L'argent est le lien commun des Nations.

102. Son abondance relative chez un peuple, est le signe certain de sa supériorité commerciale.

103. Sa rareté relative annonce positivement la dépendance où il est du commerce des autres peuples.

104. Les relations de peuple à peuple ont donné naissance à un signe représentatif du signe uni-

verfel lui-même. Ce figne nouveau c'eft les lettres de change.

105. La confiance donnée à ce nouveau figne eft exclufivement attachée à la certitude que la fomme représentée fera payée où, quand, par qui et dans les monnoies que ces lettres de change ont fpecifiées.

106. L'effet de ces lettres de change eft d'éviter le transport réel de l'argent, et de balancer les dettes et les créances des nations entre elles.

107. Elles donnent naiffance au commerce de banque dont les bénéfices ne peuvent excéder : 1.^o Les frais du transport effectif de l'argent; 2.^o l'intérêt des fonds transportés pendant toute la durée du transport; 3.^o l'intérêt de ces mêmes fonds jufqu'à l'échéance des lettres; 4.^o les rifques attachés au transport effectif et qui pourraient être couverts par le commerce d'affurance. La prime qu'un affureur eut exigée eft le régulateur du rifque que le commerce de banque peut ajouter à fes profits.

108. Le transport effectif de l'argent eft, en définitif, l'unique moyen de folder la balance des peuples qui doivent plus à l'étranger qu'il ne leur eft dû.

109. Un gouvernement qui met des entraves à ce transport effectif, fe rend le change défavantageux et, par conféquent, augmente fes pertes en banque et fa dette pofitive envers les autres peuples.

110. Le transport effectif de l'argent peut avoir plusieurs causes : ou il doit acquitter les dettes du commerce ; ou il est déplacé par la défiance qu'inspirent de fausses opérations du gouvernement ; ou il est employé, soit à des spéculations au-dehors, soit à des prêts faits à l'étranger.

111. Dans le premier cas, il est inévitable et l'on n'a point à raisonner sur la nécessité : il faut lui obéir.

112. Dans le second cas, c'est un mal passager : l'argent sera réimporté dans un temps plus calme, plus l'intérêt qu'il aura acquis par son déplacement (1).

113. Le troisième cas indique la surabondance du numéraire chez la nation qui en fait l'emploi au-dehors, et cet emploi, par les bénéfices qu'il procurera, ajoutera à cette surabondance.

114. La représentation partielle du signe universel des valeurs, (voyez n.º 104), a donné naissance à une représentation plus étendue du même signe. Cette représentation c'est le papier-monnoie.

115. Un papier-monnoie n'est lui-même qu'une représentation partielle du signe universel. Il n'en serait la représentation générale qu'autant

(1) Avant dix ans, la France sera le pays de l'univers où il y aura le plus d'argent. J'ai mille raisons pour le croire.

que tous les peuples l'adopteraient et l'emploieraient comme l'argent qu'il représente.

116. Ce signe partiel ne peut avoir plus de faveur que ce qu'il représente; ainsi, comme l'écu enfoui dans une caisse n'augmente pas à chaque instant de poids, le signe de l'écu n'augmentera pas à chaque instant de valeur, par un intérêt ajouté à sa valeur primitive.

117. Il ne suffit pas que, comme l'argent, la circulation soit forcée pour qu'il puisse être qualifié de monnaie; il faut, de même que le signe universel appelé ce qu'il représente dans les mains et à la volonté de celui qui le possède, il faut, dis je, que ce signe partiel appelle à la volonté du porteur l'argent dont il est la représentation.

118. Une promesse de payer dans tel temps ne peut être considérée comme papier-monnaie; à plus forte raison, lorsque cette promesse n'indique le remboursement que dans un temps indéterminé.

119. Une promesse de payer en valeurs réelles, soit mobilières, soit immobilières, n'est point un papier-monnaie; c'est un papier-terre, un papier-meubles, un papier-maisons.

120. Si un papier-monnaie (voyez n.^o 117) peut être subdivisé en petites sommes; il ne peut l'être à tel point qu'il n'existe pas d'assez petite monnaie pour rembourser chaque fraction.

121. Un papier-terre ne peut également être

subdivisé à tel point qu'il n'existe pas de champ, de vigne, de maison qu'une de ses coupures ne puisse atteindre.

122. Tout signe représentatif doit avoir les caractères de ce qu'il représente.

123. D'après ce principe, la monnaie ayant un cours forcé, un papier-monnaie aura également un cours forcé.

124. L'acquisition d'une valeur réelle (voyez n.º 94) étant un acte volontaire, un papier-terre (voyez n.º 119) ne peut avoir un cours forcé.

125. On ne peut contester les axiomes que nous venons de rassembler, ni s'en écarter ; à moins qu'on ne suppose la possibilité d'isoler une nation du reste du globe, de lui faire oublier l'existence des autres peuples, d'étouffer à jamais ses relations avec eux. C'est seulement dans cette supposition absurde qu'elle pourrait adopter un autre signe que le signe universel qui ne serait plus rien pour elle et qui rentrerait comme métal dans la classe des richesses réelles. Ce signe nouveau pourrait être un papier ; il cesserait de n'être qu'un signe partiel, et pourrait ne plus être considéré que comme mesure commune et immédiate de toutes les valeurs. Hors ce cas impossible, tout peuple est assujéti à ménager l'opinion des autres nations et à ne pas se priver de leur confiance.

126. Cette confiance de peuple à peuple ne peut naître que de la certitude que leurs intérêts réciproques ne seront point lésés.

127. Il y a lésion d'intérêts de nation à na-

tion, lorsque, chez l'une d'elles, on a méconnu les principes qui servent de base au commerce universel. (voyez liv. II, n.º 104.) Lorsque, chez l'une d'elles, il existe un papier faussement qualifié de monnaie, et avec lequel ses créanciers de l'étranger ne peuvent acquérir la somme métallique que représente ce signe qui leur est donné en paiement. Alors, et par le seul combat des intérêts opposés, cette nation se met inévitablement dans la dépendance des autres qui, non assujetties à ses lois intérieures, luttent contre elle avec tous les avantages possibles et, dupes d'abord à l'apparition de son papier, le vengent bientôt d'une lésion première et entraînent inévitablement la ruine de son commerce, de son industrie et la disparition de ses métaux précieux qui (voyez n.º 95) sont la richesse relative des nations.

128. Tout ce qu'on vient de lire, depuis le n.º 92, me dispensera d'entrer dans de trop grands détails en faisant l'examen des assignats que nous donna l'assemblée constituante (1).

(1) Dans ce chapitre et les suivans j'avais eu l'attention de garder le silence sur les mandats, par respect pour cette loi qui défend de les déprécier; et voilà qu'en moins de deux mois, ils sont arrivés au dernier degré d'avilissement. Pourquoi cela? C'est qu'ils étaient papier monnaie, encore moins que les assignats. C'est qu'un faux papier monnaie ne peut se soutenir que par un faux gouvernement; c'est qu'on ne peut enlever à la mauvaise foi, son arme naturelle, LA TERREUR, sans la réduire à l'impuissance.

CHAPITRE XIV.

CONTINUATION DU CHAPITRE ONZIÈME.

DES ASSIGNATS.

129. **S**I un esprit de sagesse et de véritable patriotisme eut inspiré l'idée de ce papier; malgré qu'il ne méritât pas le titre de monnaie, il eut obtenu d'heureux résultats et l'on se fut bientôt procuré les moyens de le rendre véritablement papier-monnaie. Il pouvait servir au remboursement de la dette exigible et soulager l'état des embarras qu'il éprouvait pour ce remboursement, et des intérêts qu'il avait à payer tant qu'il n'avait pas remboursé (1).

130. Mais la facilité de le multiplier fut l'appas qui séduisit des hommes qui, appelés pour régénérer les finances, ne voulurent s'occuper que de bouleverser l'état. Ce fut dans leurs mains un levier avec lequel ils se flattèrent de soulever et de conduire où ils voudraient 25 millions d'hommes.

(1) Je ne parle point de l'intérêt de 3 pour cent, qui fut imprudemment attaché à ce papier. J'ai tout dit à cet égard, pag. 348, n°. 116. D'ailleurs cet intérêt lui fut bientôt ôté.

131. Il eût fallu ne pas ajouter à la première émission; il eut fallu ne pas établir des coupures au-dessous de celles des billets de la caisse d'es-compte; alors, malgré le combat de l'opinion commune qui contestait à ce papier la légitimité de son hypothèque, il eut, par l'effet de l'intérêt privé, rempli sa destination. Des émissions successives, à mesure que les premières se seraient éteintes par l'achat des biens nationaux, auraient de plus en plus procuré l'extinction de la dette publique, et le peuple, qui n'eut reçu pour ses salaires que l'argent effectif, se trouvant étranger au jeu que ce papier devait occasionner, n'en eut point lui-même, d'abord par son fol enthousiasme, ensuite par son aversion, précipité le discrédit.

132. Si telle eut été la prudence du gouvernement, on ne pourrait le quereller d'avoir voulu aliéner les biens nationaux. Dans le fait, et par une substitution indéfinie, ils appartiennent bien à nos derniers neveux et nous n'avions pas la faculté de les priver de cette propriété dont le seul usufruit était notre partage; mais, en aliénant les fonds pour acquitter les dettes contractées par nos pères, nous ne blessions point la justice, nous ne lésions point nos enfans qui, par l'effet de ces aliénations, eussent été affranchis de l'impôt qui devait acquitter l'intérêt de ces dettes, et, en définitif, les rembourser.

133. Il fallait cependant, pour nous, comme pour les générations à venir, considérer que la
simplification

Simplification des finances est un des plus surs moyens de perfectionner le gouvernement, et que cette simplification pouvait naître d'une disposition de sagesse qui eut affecté des biens-fonds pour les dépenses de certaines branches de l'administration intérieure, ce qui eut diminué la masse des impôts. Le culte, l'instruction publique, les hôpitaux eussent paru peut-être plus utilement salariés et entretenus par des dotations immobilières ; et ces dotations , faites sans profusion et sans parcimonie , eussent encore laissé de grandes ressources pour l'extinction des dettes de l'état.

134. Mais l'illusion de cette funeste ressource offerte aux prodigalités du génie de la destruction , fut telle que la nation entière en fut éblouie, et que , lors même que les opinions individuelles en repoussaient l'emploi , il se forma une opinion générale qui en précipita l'abus. Cet abus devint inévitable , et on n'en put calculer qu'avec effroi l'excès possible , sitôt que le système des impositions , jusqu'alors usité , fut renversé avant même que l'on eut avisé aux moyens de le remplacer. Il était sensible qu'une ruine entière de l'état et des particuliers ferait le fruit d'une témérité qui réduisait le gouvernement à fournir à ses dépenses par l'emploi journalier de ses capitaux , au défaut de ses revenus (1).

(1) On se rappelle qu'après la première émission des 400 premiers millions d'assignats , l'assemblée qui n'avait pas en-

135. Si quelque chose peut surprendre un observateur, c'est la durée de ce système de papier monnaie, et l'incorrigibilité du gouvernement qui n'a pu, après les plus douloureuses expériences, renoncer à cette chimère, et qui crut à la possibilité de sa résurrection. Dans la chute même des assignats, il pouvait trouver la fin de ses embarras. Un moment la France commerçante crût qu'il les abandonnait à leur néant; les entrailles de la terre s'ouvrirent et l'argent reparût. La confiance reprit haleine; le crédit, âme de la société, renaquit; l'industrie nationale allait se ranimer; il ne s'agissait que de constituer l'impôt (1):

core secoué d'heureux préjugés, recula devant la proposition d'une nouvelle émission d'un milliard; qu'elle voulût avoir l'avis des chambres de commerce, des municipalités et des clubs. Je fus nommé commissaire avec le trop fameux Cambon, pour examiner cette question. Cambon en voulait deux milliards, au lieu d'un. Voici quel fut le précis de mon opinion. » Les assignats perdent 6 pour cent, et nous n'en avons que 400 millions. L'argent a fui devant eux; et cela devait être. » Or, tout homme conséquent, en les voyant perdre seulement un pour cent, a dû dire qu'ils étaient plus près de zéro que de leur valeur entière vers laquelle ils ne rétrograderaient plus »..... On sent que l'avis de Cambon l'emporta; mais on voit que ma prophétie s'est accomplie sur ce point, comme sur beaucoup d'autres. Il n'a pas manqué de Cassandres dans la révolution. Mais a-t-on daigné les entendre ?

(1) Je n'appellerai point impôt, cet emprunt forcé qui

l'harmonie sociale, les rapports du peuple, au gouvernement, reprenaient leur cours naturel. Tout-à-coup cette confiance, ce crédit, cette industrie, sont imprudemment étouffés, et la mauvaise-foi, qui avait perdu ses premières armes, reparaissant avec des armes plus meurtrières encore, éteint dans sa source le principe de vie qui déjà réorganisait le corps politique.... Je ne ferai point l'énumération des fâcheux effets que devait avoir cette imprévoyante manœuvre. Relisez le chapitre XIII de ce livre, relisez le chapitre du *maximum*, et réfléchissez.

136. Cependant, pour aider à vos réflexions, je vais reprendre l'absurde supposition que j'ai faite dans le chap. précédent n.º 125. Je suppose que la France s'isolât pleinement et absolument du reste du globe, et adoptât un papier monnaie pour signe universel.

D'abord je considère que, dans l'état habituel d'une société bien ordonnée, si c'est le prince ou le gouvernement qui règlent la forme, le poids, la valeur idéale des monnoies, ils n'ont pas la faculté de les multiplier à l'infini, et que la ma-

a succédé à tant d'autres, tout aussi ruineusement et infructueusement établis durant les siècles révolutionnaires. Il me semble voir un homme qui plutôt que de nourrir sa vache, pour qu'elle lui fournisse le lait qui doit le substantier, ouvre ses veines et s'abreuve de son sang. C'est l'histoire de la poule aux œufs d'or.

Z 2

tière première, les moyens de fabrication leur sont fournis par la voie de l'impôt. Si l'on concevait ce prince, ce gouvernement possesseurs d'une mine inépuisable d'où ils pourraient, sans effort, obtenir la matière première de leurs monnoies, aussi abondamment que leurs besoins l'exigeraient, on sentirait tout de suite à quelles profusions ils se laisseraient abandonner, et que bientôt l'excessive abondance du signe des valeurs avilirait ce signe au point qu'il faudrait enfin recourir à une autre mesure commune, à un autre signe représentatif.

Ce qui est vrai de la monnoie métal, est bien plus sensible de la monnoie papier; sa multiplication, même dans l'état d'isolement où je nous suppose, serait aussi inévitable que destructive de sa valeur de convention.

Pour que l'équilibre put se maintenir, il faudrait trouver un moyen par lequel le gouvernement ne put point multiplier à son gré cette monnoie papier. Ce moyen serait que la nation elle-même lui en fournit la matière première (1) par la voie de l'impôt. Dans ce cas seul, on aurait un système durable de papier-monnoie; de même que le système de l'argent monnoie n'est durable

(1) Ceci aurait besoin d'une explication; mais je ne crois pas opportun de développer mon idée; et ceux qui me devineront feront prudemment de s'en taire.

que parce que le gouvernement ne peut en user pour suppléer l'impôt.

137. Mais nous ne venons de raisonner que sur une hypothèse évidemment absurde. Hâtons-nous de la perdre de vue, et, pour sortir rapidement d'une matière trop abstraite, bornons-nous à dire que, sans la paix, on ne peut espérer de remédier aux finances; et que, lorsque le moment sera venu d'y remédier, il faudra 1.^o en simplifier l'administration par la dotation en biens-fonds des objets qui en sont susceptibles; 2.^o trouver les moyens de créer un papier-monnaie échangeable à la volonté du porteur (1); 3.^o réduire le gouvernement au rôle de fabricant de cette monnaie; 4.^o le mettre dans l'impossibilité d'en abuser, en lui faisant fournir la matière première par la voie de l'impôt; 5.^o renoncer à un papier-monnaie, si on ne peut allier ces trois dernières dispositions.

(1) Il n'y a de papier monnaie qu'à côté d'une caisse où le besoin puisse se satisfaire, où la défiance puisse se rassurer. Le système de la banque que le corps législatif a refusé d'admettre, était mauvais. Ce n'est pas sur des biens fonds qu'une banque doit reposer..... Ceci offre plusieurs sujets de réflexion.



CHAPITRE XV.

CONTINUATION DU CHAPITRE ONZIÈME.

DE L'IMPÔT.

138. **I**L faut distinguer entre la *multiplication* et l'*augmentation* des dépenses publiques. L'une peut être un vice, l'autre est l'effet de la nécessité. A mesure que l'argent s'avilit, les dépenses augmentent; il faut que les impôts augmentent dans la même proportion. Les accessoires ajoutés par nos rois au principal des diverses impositions n'étaient point de nouvelles taxes. C'était (sans parler de l'abus qui a pu en être fait) c'était le seul ou du moins le plus simple moyen de niveler constamment l'impôt aux forces des contribuables et aux besoins du gouvernement toujours croissans par l'abondance progressive de l'argent. Cette considération doit faire regretter que l'impôt en nature ne soit pas praticable. C'est à cette forme de perception que le clergé dûit, dans tous les pays, la conservation de ses richesses. Un évêque, du ci-devant Languedoc, avait, par une vieille charte, le droit de percevoir, dans une de ses paroisses, une mesure de bled, une mesure d'orge, une mesure d'avoine, une mesure de vin, un agneau et sa mère, la moitié d'un cochon

et deux poules, ou *deux sous*. Il existe des quittances de ces deux sous; mais lorsque tout cela valut plus de deux sous, l'évêque perçut son droit en nature. Il eut été ruiné s'il n'avait pas eu cette option..... Nous parlons finances depuis sept ans avec une assurance merveilleuse, et nous n'en connaissons pas les premiers principes. Il y a de quoi gémir en voyant comment on administre et perçoit nos impôts, même encore aujourd'hui.

CHAPITRE XVI.

DES ÉMIGRÉS.

139. **O**N a saisi leurs biens, et leurs biens sont devenus le gage de nos assignats. Je note ces deux circonstances. Si mon livre échappe à l'oubli; s'il survit à nos troubles comme monument historique; si tant de bons ouvrages, plus dignes de cette attention, et tant d'autres qui n'auraient pas du voir le jour, n'obtiennent pas le même avantage; si, de ce déluge d'écrits de toutes les grandeurs et de tous les tons, dont l'imprimerie nous a inondés par torrens, le mien était le seul; (*et habent sua fata libelli*) si, dis-je, le mien était le seul qui survécut à notre coupable génération; je veux que l'on y lise que nous avons saisi les biens des émigrés, et que ces biens sont devenus le gage de nos assignats.

C'est peut-être parce que les écrivains de Lacédémone se persuadèrent que le souvenir d'une pareille rigueur ne pouvait périr, que nous ne la retrouvons pas consignée dans les faits historiques qui sont parvenus jusqu'à nous. Nous lisons bien dans l'histoire que des Spartiates, forcés à s'émigrer par le tyran Nabis, se rallièrent sous des drapeaux ennemis contre l'oppresséur de leur patrie; nous y voyons que Nabis, en recevant une paix honteuse, obtint cependant que ces émigrés lui seraient sacrifiés, et que leur bannissement perpétuel fut une clause du traité. Mais nous ne voyons pas si le tyran affecta sur leurs biens un papier-monnaie, et s'il mit ces biens à l'encan.

140. Nous avons exécuté le déplorable aveuglement qui révoqua l'édit de Nantes, et qui occasionna une émigration dont nos voisins ne furent que trop profiter. Nous avons voué à l'opprobre ces proscriptions et ces confiscations dont furent injustement frappés des français qui ne voulaient qu'adorer dieu à leur manière. Nous avons égalé Louis XVI. à Titus et à Marc-Aurèle, lorsque, imprimant à cette législation infâme le sceau de sa généreuse réprobation, il ordonna au fisc de restituer ses rapines; or cependant, sous le règne de la justice, de la liberté, de l'humanité, (ce sont nos termes), nous surpassons en rigueur et en impolitique l'acte le

plus absurde et le plus oppressif du règne du despotisme.

141. Arrête! Va s'écrier, à ce seul début, *ce généreux républicain* qui a payé avec une récolte le domaine immense qu'il possède. Arrête!..... La constitution t'impose un silence éternel. Elle consacre ma propriété. Elle t'ordonne de te taire..... Eh! Malheureux! Garde ta propriété. Crois-tu donc que je te l'envie? Garde-là; mais ne pense pas que tes cris puissent m'en imposer. Je respecte la loi; et c'est parce que je la respecte que j'examinerai quels sont les moyens de la rendre de jour en jour plus respectable. Elle a voulu être juste (1), mais elle a pu errer; et, comme elle n'est pas, ainsi que toi, aveuglée par un vil égoïsme, elle a permis à tous les citoyens d'éclairer le législateur sur les inconvéniens de quelques-unes de ses dispositions, dont la révision peut-être proposée. Ce qu'elle m'a permis de faire est un devoir pour moi, lorsque je crois pouvoir être utile à mon pays. Se taire devant l'injustice est le crime d'un lâche, quand la loi permet de parler.

142. Je prie le lecteur de relire le chap. IV du liv. II.

143. Eloignons de nos cœurs des préjugés

(1) Elle n'a pu en effet vouloir que cela; et s'il en était autrement, il serait impossible de la qualifier de loi.

qui nous égarent, une haine. qui nous aveugle ;
rappelons - nous que nous sommes français, et
fixons de sang-froid les questions suivantes.

144. Qu'est-ce que notre révolution? C'est la
révolution de la peur. (voyez le ch. XIII du
liv. I).

145. Qu'est-ce que nos émigrés? Ce sont des
gens qui ont eu peur.

146. Est-on coupable pour avoir eu peur?
Il n'y a qu'un comité révolutionnaire qui se voit
à regret enlever sa proie, qui puisse répondre
par l'affirmative.

147. Mais tous les émigrés sont-ils excusables,
ou doivent-ils inspirer le même degré d'intérêt?
(1). C'est à quoi ce qui suit va servir de ré-
ponse.

148. Je distingue d'abord diverses sortes d'émi-
grés, et cette distinction est nécessaire si nous
voulons bien nous entendre (2).

(1) On s'intéresse au malheur, mais cet intérêt croit,
ou décroît, selon que ce malheur est plus ou moins
mérité. L'intérêt ne doit cesser que quand le crime a
accompagné ou suivi le malheur. Je mets par ces ex-
plications mon âme à nud dans les mains de tout le
monde, je souhaite qu'elle n'ait point une physio-
nomie originale et par conséquent inconnue.

(2) Je n'ai point traité de matière plus épineuse que
celle-ci. Les Français se sont tellement, soit au dedans,
soit au dehors, égarés de la route de la raison et de

149. D'un côté, je vois des français, que les premiers développemens de la révolution ou ses irritations successives ont poussés hors de nos frontières, avant même qu'un danger actuel et pressant les ait personnellement menacés. De l'autre, sont ceux qui, s'ils n'eussent fui leur patrie, seraient, depuis long-temps, effacés du nombre des vivans, et qui n'ont fait, en quittant la France, qu'obéir à cet instinct universel dont la nature a doué tous les êtres. La première loi de l'homme, dit Rousseau, c'est de veiller à sa conservation; les premiers soins sont ceux qu'il se doit à lui-même. Ceux donc qu'un danger personnel a forcés à l'émigration, sont indistinctement compris dans la même classe.

150. Parmi les émigrés de la première espèce, je découvre trois sortes d'hommes.

A les considérer en masse, je ne vois, au premier coup d'œil, rien de coupable en soi dans leur conduite. Montaigne, le plus sage des

l'honneur; tant de passions opposées les ont divisés; ils se sont tellement aveuglés sur les causes et la nature de nos troubles; ils ont été si injustes les uns envers les autres, si ingénieux à se haïr et à se nuire, qu'au milieu de tant d'imprudences, je découvre difficilement quels sont ceux que je dois excuser. Cependant, pour me diriger dans cette recherche, je prendrai un point de mire qui me servira de boussole, et ne permettra pas de prendre le change sur mes opinions. Ce point de mire, c'est la France constituée en république.

hommes, eut peut-être été de ce nombre, s'il eût vécu de nos jours; car il nous dit lui-même, (voyez page 274 n.º 8) que, forcé de choisir entre deux parts de loix douteuses et difficiles, son élection serait volontiers *d'échapper et se dérober à cette tempête*. Ils ont usé de leur liberté naturelle, et se sont retranchés d'une société qui contrariait leurs habitudes ou leur volonté individuelle. Les conditions du pacte social n'étant pas à leur convenance, ils ont été vivre sous d'autres loix: c'était leur droit et l'on n'a pu les en punir sans injustice (1). La société de

(1) Il manque à la déclaration des droits un article que la nature n'a point omis au code universel qu'elle a gravé dans le cœur de l'homme. C'est que nul ne peut être contraint à demeurer membre de la société dans laquelle le hasard l'a fait naître, et qu'il a en tout temps le droit de renoncer à vivre sous ses loix, et de transporter ailleurs sa personne et ses biens. Publicistes modernes, osez me parler de liberté, si vous me contestez ce principe..... Eh! Que m'importe à moi, si je suis attaché à la glèbe, si j'appartiens au sol qui m'a vu naître et à ceux qui y commandent; que m'importe, dis-je, que ce soit un despote, ou des républicains qui violentent ma volonté, et me fassent subir un joug que je veux ne point supporter!..... Est-ce ma faute à moi, ou à tel autre, si les prérogatives dont on veut que nous nous trouvions honorés, ne nous semblent que des chimères! Me forcer malgré moi à être citoyen de tel pays, parce que j'y suis né, c'est le plus absurde abus de la force. C'est l'esclavage le plus odieux.

laquelle ils se sont retranchés, a bien pu stipuler qu'elle ne les admettrait plus (1) au nombre de ses membres; mais elle a dû leur laisser la libre disposition de leurs personnes et de leurs biens (2). Il n'y a rien de vrai parmi les hommes, si ces principes ne peuvent être contestés.

Distinguons maintenant les trois espèces d'émigrés que renferme cette première classe, et voyons s'il en est qui puissent être rappelés, ou auxquels les principes ci-dessus ne soient point applicables.

151. Les uns, en ne renonçant pas à leur patrie, mais trop sensibles pour supporter la vue de ses déchiremens intérieurs, ont été sur une terre étrangère former des vœux pour elle; et, toujours français dans le cœur, se sont intuitivement réservés d'accepter ses nouvelles loix et de revenir jouir de leur commune protection, dès que le calme serait rétabli sur la terre natale.

(1) Je n'examine pas si une telle stipulation ne lui est pas plus nuisible qu'utile, parce que chacun a le droit de préférer ce qui lui nuit, et de se priver de ce qui lui est avantageux.

(2) D'après ce principe, un émigré devient aussi étranger à la France, qu'un Suisse ou un Lapon. Et si un Lapon, si un Suisse, peuvent posséder des biens en France, un émigré pourra sans difficulté en posséder lui-même, demeurant soumis aux loix relatives aux biens des étrangers.

Je les blâme; ils devaient, comme nous, acheter le bienfait d'une constitution qu'ils voulaient, comme nous, accepter. Pour nous furent les combats, les tribulations qui ont amené des jours de bonheur; pour eux furent tous les avantages : il y a lésion à notre égard, et si, à leur retour, leurs droits politiques sont égaux à mes droits; si leurs jouissances sociales sont égales aux miennes, la société aura été injuste. Mais, comme l'homme naît robuste ou faible, courageux ou timide, patient ou incapable de souffrance, je ne leur ferai pas un crime de n'être point nés, comme moi, robustes, courageux et patients : il me suffira qu'ils soient, à leur retour, traités avec moins de faveur que ceux qui, avec moi, ont concouru par leur présence à organiser le gouvernement.

152. Les autres, lâches égoïstes, incapables d'un sentiment de préférence pour leur patrie, ont fui, par haine ou par mépris, une terre où ils ne pouvaient plus digérer en repos. Ils ont promené loin de nous leur oisive existence et avili le nom français par leurs scandaleuses imprécations contre ceux qui ne les avaient pas imités. Froids cosmopolites, ils n'appartiennent point à la France; ils n'appartiennent point à l'humanité : ils ne m'inspirent rien, pas même de la haine; et c'est sur tout parce que je ne puis caractériser ce qui peut les distinguer de ceux dont j'ai parlé plus haut, que, pour les

uns et pour les autres, je veux que la société établisse des loix qui mettent une distance entre eux et moi (1).

153. Les derniers sont ceux qui ont osé se déclarer en guerre ouverte contre leur patrie, et qui se sont flattés de reconquérir à main armée des abus que leurs concitoyens ont voulu ne plus tolérer. A leur égard nous avons pu porter des loix sévères. C'est le droit de la guerre dans toute sa rigidité que nous avons exercé contr'eux. S'ils eussent été les plus forts, ils nous eussent soumis à leurs volontés; plus faibles, ils doivent obéir aux nôtres : et le droit naturel, qui réclamait pour eux les biens qu'ils ont laissés au milieu de nous, doit se taire dès l'instant qu'ils se sont constitués en révolte contre leur pays. Dépouillés et bannis, ils n'ont pas le droit de s'en plaindre; et ce doit être un crime de lèze-société que d'oser parmi nous élever la voix en leur faveur (2).

(1) Je parle ainsi, dans la supposition que la nation, en consultant ses intérêts, renoncerait à user du droit que je lui ai accordé, n°. 150, pag. 365, de ne plus admettre dans son sein ceux qui se sont spontanément séparés d'elle. Je laisse à chacun la faculté de prononcer si tel est en effet l'intérêt national.

(2) Il est une chose remarquable. La révolution a eu plusieurs époques d'émigration. A chacune de ces époques, les derniers émigrés ont été mal accueillis par leurs compatriotes; chacun, en secouant sur la frontière la poussière de ses souliers, a semblé se dire à lui-même « *enfin*

154. Il me reste à parler des émigrés de la seconde espèce.

S'il en est parmi eux qui, forcés à la fuite, ont osé concevoir le coupable desir de venger sur la France entière les fureurs de quelques factieux; si ceux-là, justifiant leurs persécuteurs, ont été grossir les légions des français révoltés; ils n'appartiennent point à ceux dont je vais prendre la défense. Les loix sévères qui refusent une patrie à des rebelles, les dépouillent par une juste représaille; ils ont osé combattre leurs concitoyens, ils se sont soumis à toutes les chances du droit du plus fort. Je ne parlerai donc que de ceux qui, pour sauver leur tête, ont été attendre paisiblement chez l'étranger que le règne des loix, substitué à l'anarchie, leur permit de revenir au milieu

*« m'en voilà dehors ! Il n'y reste plus aujourd'hui
« un seul honnête-homme »* Les premiers émigrés ont proportionné leur estime envers les autres, au séjour plus ou moins long que ces derniers ont fait en France après eux. Etrange aveuglement, qui, dans une communauté de malheurs si accablans, veut établir des distinctions humiliantes ! Ce qu'il y a de plus douloureux, c'est que ce ne sont point les émigrés armés contre la France auxquels on peut adresser ce reproche. Leur accueil fut égal pour tous les Français malheureux, soit lorsqu'ils se joignirent avec eux, soit lorsqu'ils leur demeurèrent inutiles. L'histoire de nos émigrations ne devra pas omettre ces observations ; elles offrent plus d'un aliment aux méditations sur le cœur de l'homme.

de

de leurs concitoyens participer aux bienfaits d'un gouvernement régulier.

Ceux-là rien n'a pu les priver de leurs droits de cité. Leur fuite ne fut pas un crime, et le crime seul doit être puni. Les loix réparatrices qui, depuis le 9 thermidor, en ont rappelé un grand nombre, effacent une grande partie de nos erreurs révolutionnaires. Elles sont un hommage éclatant rendu aux principes que je professe; elles honorent la nation et satisfont également à la raison, à la justice, à l'humanité.

Mais pourquoi ces loix bienfaisantes, qui durent leur existence à la lassitude du crime, ne remontèrent-elles point à la source de nos malheurs? Pourquoi adoptèrent-elles des exceptions désespérantes? Pourquoi furent-elles semées d'équivoques et d'obscurités?... C'est que nous n'avions pas encore un gouvernement affermi; c'est que les partis opposés étaient encore en fermentation; c'est que la raison et la vérité ne peuvent jouir pleinement de leurs droits au milieu du combat des passions que la seule action d'un gouvernement régulier peut réduire au silence. Nous possédons enfin ce bien inestimable, la vérité et la raison reprennent leur empire, et c'est leur langage énergique que je vais parler.

155. Quelle erreur, quel aveuglement a divisé la révolution en deux grandes époques, et, traçant cette ligne de démarcation, a placé, en delà le crime, en deçà la vertu? Par quelle subtilité, tandis que

A a

je suis absous d'avoir quitté la Fratie le premier juin 1793 (1), mon frère en fera-t-il irrémissiblement banni pour m'avoir précédé d'un jour ? Pourquoi, lorsque la terreur générale m'a emporté au-delà des frontières, quoique peut-être mon danger ne fut point aussi positif que je l'avais pensé, quoique même je n'aye point été personnellement menacé, serai-je excusé par la loi, tandis que mon voisin, sous les yeux duquel on a massacré sa famille, et qui, emporté par une terreur individuelle, n'a que par miracle échappé huit jours avant ma fuite à des brigands qui avaient aussi voulu l'immoler, fera, par la perte de sa patrie, irrémissiblement puni d'avoir évité un crime de plus à la France ? La terreur n'a-t-elle donc commencé d'opprimer les Français qu'à cette époque si favorisée du 31 mai?... On frémit d'horreur à cette dernière question. 500 mille victimes d'une férocité irréprimée pendant les 4 années qui

(1) Il est à remarquer que cette distinction que la loi établit, les prophètes de la révolution ne l'adoptent pas dans leur cœur. Ils sont plus irrités contre les fugitifs du 31 mai que contre les anciens émigrés, et cela doit-être. Ce ne sont point ces derniers qui, après le 9 thermidor, les ont chassés des places, les ont mis aux fers, les ont poursuivis dans leurs maisons, ou dans des prisons. Généralement parlant, l'éducation des premiers émigrés répugne à de pareils excès. Cette considération doit amener le législateur à la nécessité de s'élever au-dessus des passions révolutionnaires, à ne consulter que la justice, et à ne lui rien refuser.....

ont précédé cette époque, soulèvent la terre indignée, rassemblent leurs membres épars, et se précipitent en foule pour effrayer, par leur présence, le français sacrilège et barbare, qui oserait nier les crimes de leurs assassins. Quoi! Dès milliers d'antropophages avaient, depuis 4 ans, effrayé l'univers par le spectacle des atrocités les plus révoltantes! Leurs forfaits impunis avaient rendu célèbres le plus grand nombre des départemens! Des meurtres que la loi n'avait point commandés avaient ensanglanté toutes nos cités! Des laboureurs avaient été impitoyablement massacrés sur le sillon qu'ils arrosaient de leurs sueurs! Un incendie universel éclairait par-tout le pillage et les assassinats! La glacière d'Avignon, les prisons d'Orléans, les cachots de Paris, les remparts de Toulon, les antres du château d'If, fumaient du sang de l'innocence! Tant d'autres crimes, tant d'autres atrocités, tous antérieurs, de beaucoup antérieurs au 31 mai, sonillaient notre révolution! Et l'on a tiré le rideau sur ces horreurs sanglantes! Et l'on a proclamé que ce n'est que le premier juin 1793 que l'on a pu, sans crime, fuir une terre de désolation où le crime était triomphant!..... Législateurs, vous vous égarez..... Ah! Je respecte votre caractère..... Je le respecte trop pour ne pas vous montrer que vous n'avez entrepris qu'à moitié la cure de nos maux. Quand les tyrans régnaient, du moins ils étaient conséquens, la mort était

dans leurs principes. Mais vous! Vous nous parlez
 de justice! Vous nous parlez d'humanité! Soyez
 donc justes et humains, et ne le soyez point à
 demi..... Entendez-vous ces cris féroces?.....
 La loi règne et des brigands osent s'en indi-
 gner! (1). C'est vous, ce sont vos impru-
 dences, c'est votre demi-courage qui les ont
 enhardis. En adoptant ce principe, qu'il n'est
 point d'émigration excusable avant le trop fameux
 31 mai; voilà ce qu'ils supposent que vous leur
 avez dit. « Nous approuvons tous les forfaits
 » qui ont pu effrayer les citoyens timides avant
 » cette époque; jusques-là, les voleurs, les as-
 » sassin, les incendiaires se mirent légitimement
 » à la place des loix, leurs innombrables vic-
 » times, innocentes ou non, ont mérité leur
 » sort, et nous les punirions aujourd'hui, si
 » elles avaient osé se dérober aux poignards

(1) Qu'ils soient coupables, ceux qui ont effacé dans
 le cœur d'un grand nombre d'hommes, les premières
 notions du juste et de l'injuste!..... Lisez, si vous le
 pouvez, sans frémir les provocations anarchiques que
 des scélérats adressent publiquement au peuple et aux
 armées..... Voyez le gouvernement immobile et muet
 sur le cratère d'un nouveau volcan.. Ah! Que nous sommes
 douloureusement punis des paradoxes politiques qui ser-
 vent de bâte à notre législation!..... Le gouvernement
 garde le silence et peut-être, des Marius et des Sylla.....
 Lisez, ci-après, le chapitre XXIII, ou plutôt, avant
 de lire ce chapitre, retracez-vous ce que j'ai dit dans
 celui-ci.

» qui les ont frappées » Non, je ne flétrirai point mon âme en vous prêtant un pareil langage. Non, les législateurs de la France n'ont pu vouloir ces révoltantes absurdités ; non quand ma voix impartiale a demandé pour, l'assassin une amnistie qui n'est peut-être pas sans danger, je ne me rendrai point coupable en différant de réclamer pour la victime une justice trop tardive Législateurs, j'ai rempli mon devoir : c'est à vous à faire le vôtre. La France vous présente le code de sang sur l'émigration ; elle vous présente votre dernier décret qui punit l'innocent d'une faute qui n'est pas la sienne ; elle vous présente la loi du 3 brumaire : et sur le tout elle vous demande si ce sont là des principes qui doivent la régir ; elle vous demande si vous voulez régner par des lois de circonstance, et si vous ne devez pas écarter les passions qui vous conseillent des rigueurs inutiles et dangereuses. Répondez à la France ; l'Europe, l'Univers, l'avenir sont là, devant vous ; et ils vont vous juger. (Voyez le n.º 58, page 312).



CHAPITRE XVII.

DE LA GUERRE.

157. **N**ous avons appris à l'Europe à respecter la France; nous avons prouvé à l'univers que nulle force humaine ne pouvait nous faire la loi. Honneur aux phalanges françaises! Cette leçon que nous avons donnée au monde est le moyen le plus fécond et le plus efficace par lequel nous pourrons, dans le calme d'une paix glorieuse, rétablir l'ordre et l'économie dans l'administration intérieure.

Par de sages dispositions qui nous permettront de rassembler en peu d'instans toutes nos forces militaires, dont le repos même effrayera nos ennemis, nous pourrons réduire infiniment l'armée de terre et de mer, que la république doit entretenir pendant la paix. En n'accordant la faculté de quitter leurs drapeaux qu'à ceux de nos soldats qui, en le desirant, justifieront que leurs familles, ou leurs propriétés, ou leurs talens, garantissent la société qu'ils seront à l'abri du besoin; en continuant de folder, comme en activité de service, ceux que leurs pénibles travaux ou leurs honorables blessures ont mis dans l'impossibilité de pourvoir à leur subsistance; en examinant, avec attention, ce que le soin de la

tranquillité intérieure exige de précautions au moment d'un repos subit, après d'aussi longues agitations; nous satisferons à ce qu'exigent, en LA SAGESSE ET LA RECONNAISSANCE (1).

158. Mais si nous avons besoin de repos; si nos victoires furent achetées par les efforts les plus douloureux; si l'agriculture rappelle ses enfans; si l'industrie nous redemande ses bras; si le commerce demande qu'il lui soit permis de reprendre son cours naturel; si nos finances se lassent de voir aboutir aux armées tous les sucs du corps politique; ne laissons respirer notre

(1) Un génie tutélaire semble avoir élevé au Directoire l'homme que ses talens ont rendu justement redoutable à l'Europe coalisée. Il est une remarque infiniment glorieuse pour lui, qui n'échappera pas à l'histoire. Tant que son influence dans le comité de salut public ne fut point balancée, nous ne connûmes dans nos armées que des succès et des triomphes. Le 9 thermidor affaiblit son action directe sur nos mouvemens militaires, et nos succès se ralentirent. Il a reparu sur la scène avec un pouvoir éminent et la victoire a été mise en permanence dans nos camps. De fâcheuses préventions qui l'avaient attaqué sont effacées; la confiance qu'il inspire aujourd'hui à tous les gens de bien et aux armées, qui, quoiqu'on en dise, ne sont point amies de nos anarchistes, cette confiance, dis-je, ne permet pas de douter qu'il ne sache achever son ouvrage et mettre le comble à sa gloire au moment de la pacification générale; ce moment doit sauver la France, ou la plonger dans un abîme de malheurs.

finance, notre commerce, notre industrie, notre agriculture, qu'autant que la même main qui signera la paix de l'Europe continentale, ordonnera à l'anglais de renoncer à ses prétentions à l'empire des mers..... Et si l'anglais refuse d'obéir!.... La France doit fixer les tableaux de ce qu'elle a souffert; elle verra d'où lui vinrent ses maux, et le plus juste ressentiment lui donnera des forces pour continuer ses travaux et ajouter à ses triomphes.

CHAPITRE XVIII.

DE L'ANGLETERRE.

159. L'ANGLETERRE, par son arrogance, par son despotisme politique, a mérité la haine de l'univers.

160. On estime l'anglais sous les rapports individuels; cette estime est juste: l'anglais est un homme. On le déteste en corps de nation; on le doit: l'anglais est un tiran.

161. L'individu anglais est généreux (1); le

(1) L'ostentation et un vain orgueil qui enivre un Anglais de l'idée de sa supériorité, sont la source de cette générosité : mais qu'importe la source ? Jugeons la par ses effets; elle conduit à la bienfaisance, et la bienfaisance est une vertu.

peuple anglais ne sent que l'égoïsme ; le premier connaît l'humanité, le second la sacrifierait toute entière, pour le droit exclusif d'aller chercher le thé en Chine.

162. Quiconque a du sang français dans les veines , peut-il contenir son indignation contre les jeux sanglans de cette atroce politique qui a incendié le centre du monde ?

163. Ce sont les anglais qui, pour s'élever à un degré de puissance que leurs moyens ne comportent pas, ont jeté parmi nous, qui pouvions les rivaliser, le flambeau des discordes civiles.

164. Ce sont les anglais qui ont voulu détruire le port de Toulon, et qui, pour satisfaire à leur jalouse frénésie, n'ont pas rougi de livrer aux horreurs du pillage et de l'assassinat légal une population de 30 mille ames.

165. Ce sont les anglais qui ont voulu, en 1793, faire combler le port de Marseille des débris des trois quarts de ses maisons démolies.

166. Ce sont les anglais qui ont dévasté la cité de Lyon dont l'industrie active et prospérante offusquait leurs regards envieux.

167. Ce sont les anglais qui ont dirigé sur nos plus riches commerçans la rage anarchique des tyrans de 1793, qui ont livré leurs fortunes au pillage et leurs têtes aux bourreaux des jours

de terreur, pour enlever à la France les moyens de régénérer son commerce.

168. Ce sont eux qui, les premiers, ont déchiré le code universel du droit des gens; qui, depuis 50 ans, ont introduit cet usage inconnu jusqu'à nous, même chez les peuples barbares, de se constituer en état de guerre avant que l'ennemi que l'on veut attaquer, ait pu penser à se mettre en défense.

169. Ce sont eux qui, sous les prétextes les plus frivoles, ont agressé l'Europe paisible et désarmée, sur la foi des traités; qui ont pillé les établissemens, ruiné le commerce, enlevé la marine des puissances qu'ils voulaient appeler aux combats.

170. Avant ce malheureux dix-huitième siècle, la guerre, ce fléau du monde, était, du moins, annoncée et prévue avant les premières hostilités: des manifestes étaient publiés: c'était une espèce de réparation faite à tous les peuples du scandale qu'allait offrir la sanglante lutte qui se préparait; et souvent l'intervention amicale des gouvernemens non-intéressés à la querelle amenait des explications qui éteignaient le foyer du volcan. L'anglais, le seul anglais a substitué à la morale universelle le brigandage le plus effronté.....

171. GUERRE A L'ANGLETERRE! Tel doit être le cri de la France pacifiée et régénérée par un gouvernement régulier; tel sera le cri de l'Europe, celui de l'univers..... Ou bien l'An-

gleterre ; après avoir rendu Gibraltar à l'Espagne et abandonné ses rapines dans les deux mondes, laissera pourrir dans ses ports ses vaisseaux désarmés, sauf ceux dont il paraîtra convenable de lui laisser composer sa marine.

172. Que cette puissance colossale effraye quelques mioppes politiques ; que son isolement au milieu des mers, leur paraisse un rempart invincible contre tout l'univers uni pour la détruire ; je ne me laisse point éblouir avec eux par les symptômes séducteurs de sa prospérité mensongère, par de fausses idées sur sa force cosmographique ; quand la France le voudra, l'Angleterre ne sera plus rien.

173. C'est elle qui causa nos troubles ; c'est elle qui voulut désorganiser le vieux continent : malgré ses cris de joie sur nos malheurs, sur ses fausses richesses, je la vois prête à nous venger. Je vois à nud la corruption profonde qui fait fermenter dans son sein les germes de sa destruction. Puisse le ciel la préserver de ce que nous avons souffert par elle ! Mais, si elle ne veut pas cesser d'insulter à l'Europe entière, ne nous reposons point que son orgueil ne soit humilié.

174. La France rêva la liberté ; vous vîtes, durant son sommeil, les convulsions terribles où la jetta cette illusion. Les enchanteurs de Londres lui envoyèrent ces phantômes qui ont obsédé sa pensée ; gardons-nous d'épouffer tout-à coup

la redoutable énergie qu'ils lui ont inspirée; s'il lui reste encore un ennemi, saisissons la à son réveil, et qu'elle fasse tomber sur les auteurs de ses agitations douloureuses ce bras nerveux dont elle déchirait son sein.

175. L'Angleterre s'est affaiblie en s'étendant; elle a voulu embrasser le globe; et bientôt elle va succomber à cet effort gigantesque et présomptueux. Déjà les illusions qui la favorisaient s'évanouissent. On jette sur sa banque des regards inquiets; on fixe son bilan; sa prétendue opulence est soumise au calcul; ses millions sterlings vont marcher sur les traces de nos millions tournois; le colosse va s'écrouler; on frappe sur ses pieds d'argile.....

176. Qu'est devenu l'argent de l'univers? On n'en voit plus en France; Londres appelle vainement ses guinées; l'Allemagne est dans la détresse; l'Italie, enrichie de nos fautes, n'a plus de numéraire et les trésors de ses églises ont disparu: dans le Nord, dans l'Asie, en Amérique même, on se plaint de la rareté de l'argent; il n'y a pas jusqu'en Espagne où, malgré les produits des mines du Pérou, on ne souffre de cette disette. Par tout une monnaie-papier a remplacé les monnoies de métal; par tout des banqueroutes effrayent, déconcertent, punissent et le commerce et les gouvernemens; à Constantinople, à Livourne, à Gênes, à Hambourg, à Londres. . . . Qu'est devenu l'argent de

l'univers? Un secret instinct l'avertit (1) qu'une grande révolution se prépare; que ce dix-huitième siècle, avant de disparaître, perdra son nom de siècle des lumières pour recevoir celui de siècle des banqueroutes; et il retourne dans le sein de sa mère; plus on voudra le rappeler, plus il s'y cachera profondément..... Politiques, méditez cette prédiction; le dix-neuvième siècle ne fera à peine que par tradition que l'Angleterre fut une puissance.

177. Mais sa marine! Mais son commerce universel! Mais ses Indes! Mais ses nombreuses colonies! Qui pourra rivaliser avec elle sur les mers?..... Qui?..... La France, qui lui commandera de se renfermer dans son orbite; et la France a les moyens de se faire obéir. Si Londres veut ne pas périr, il faut que Londres se rende à soi-même justice; il faut que Londres renonce à sa fausse grandeur. Signons la paix avec le continent; et si l'anglais ne nous prévient, en nous donnant les satisfactions que nous avons à lui demander, disons un mot, et sa puissance magique est détruite.

(1) Qu'on ne s'y trompe pas, l'argent a véritablement un instinct. Tantôt il s'amoncèle par la seule force de cet alage, *l'argent attire l'argent*; tantôt il se divise et se resserre, parce que la voix du besoin lui fait peur.

la nature de l'homme au milieu des combats, quand il a secoué la crainte.

182. Les anglais ont hâté la marche des évènements qui doivent élever la puissance du nouveau monde au niveau et bientôt peut-être au-dessus de celle de l'ancien. Possesseurs d'une colonie, ils la voient prospérer avec rapidité (1), mais bientôt, de leur despotisme, des principes contradictoires qui régissent leurs colonies et la métropole, de l'aisance générale des colons, naissent des idées d'indépendance qui doivent leur ravir leurs possessions lointaines, toujours plus près de leur échapper à mesure qu'ils les multiplient : ces idées, se communiquant de proche en proche, amèneront, à la longue, l'instant où l'Amérique se détachera violemment du joug européen, et jouira de l'indépendance à laquelle elle est appelée.

183. L'indépendance est aux nations ce que la liberté est aux individus. Avec cette différence que l'une peut véritablement exister et que l'autre n'est qu'une abstraction, une vaine chimère,

(1) On peut voir, dans l'histoire philosophique des deux Indes, les progrès que fit la Guadeloupe, depuis le mois d'avril 1759, sous la domination Anglaise, jusqu'au mois de juillet 1763, époque à laquelle cette île fut restituée à la France. Le continent Américain n'eut pas acquis en moins d'un siècle, sous un autre gouvernement, la force de se déclarer indépendant de sa métropole.

quand

quand on veut la considérer d'une manière absolue.

184. Il est contraire à l'ordre politique qu'un peuple commande à un autre peuple. Il n'y a, de l'un à l'autre, d'autre lien dans ce cas que celui de la force. Quand ce lien est rompu, la dépendance n'existe plus et les deux peuples cessent d'être unis.

185. Le nouveau monde a senti que sa tendance le poussait à se dégager du joug de l'ancien ; l'Amérique septentrionale en a donné l'exemple ; il fera tôt ou tard imité. Or, examinons si nous, français, nous devons nous en affliger à l'avance ou s'il nous convient de précipiter le dénouement du grand drame commercial que nous jouons depuis 3 siècles.

186. Dans l'état actuel (1), nos colonies sont le débouché nécessaire de nos productions territoriales et industrielles. Nos colons sont assujettis à ne recevoir leurs approvisionnemens que de nous ; et toutes leurs denrées coloniales sont exportées de chez eux par nos vaisseaux qui les dispersent chez les autres peuples ou les rapportent en France pour notre consommation. L'avantage d'un commerce exclusif avec ces établissemens d'outre-mer est sensible au premier coup d'œil, et on en conclura que plus nos

(1) On sent que je suppose l'état de paix et l'existence de notre commerce tel qu'il était en 1789.

colonies consommeront et produiront, plus notre agriculture, nos manufactures, notre commerce maritime acquerront de l'activité. J'en conviens, sans difficulté, et je ne dis rien du commerce interlope des étrangers, parce que nos vaisseaux, en le faisant à leur tour chez ces mêmes étrangers, peuvent établir la compensation; je ne parle pas même des ventes en contrebande que les anglais font à nos colons que notre traite ne peut suffisamment approvisionner d'esclaves (1), quoique cette dernière considération soit de quelque poids dans une pareille question.

187. D'après l'aveu que je viens de faire, il semble que celui qui oserait proposer à la France de renoncer à ses colonies, proposerait de l'effacer de la liste des nations puissantes. Mais considérons le résultat, non pas de l'indépendance isolée de nos colonies, mais de l'entière indépendance de l'Amérique et des Indes, qui suivrait nécessairement celle des colonies françaises.

188. Toutes les nations seraient au moment même appelées à approvisionner le nouveau

(1) Je n'ai point traité la question de l'esclavage des nègres. Mon système sur les colonies étant entré dans mon plan, j'ai dû m'abstenir de parler pour ou contre les amis des noirs. Ce sera à l'Amérique à décider ce qui lui conviendra. Je remarque seulement en passant, que l'enfance du nouveau monde a, par cet esclavage domestique, quelque ressemblance avec l'enfance de son aîné.

monde des productions de l'ancien, et à se pourvoir par elles mêmes des productions américaines. Or, en perdant l'avantage du monopole sur quelques établissemens, nous gagnerions celui d'une concurrence générale dans tous les autres. Et l'on sent que, dans cette concurrence, l'avantage demeurerait à la nation la plus populeuse, la plus active, la plus riche par son sol et par son industrie. Cette nation serait évidemment la France; et, si l'indépendance des États-unis nous a ouvert un commerce qui déjà, sans nos imprudences, se serait prodigieusement accru, on peut se faire, à l'avance, une idée de ce que nous aurions à gagner dans un nouvel ordre de choses où tous les ports de l'univers seraient ouverts à nos vaisseaux.

189. La nature a créé la France pour ne redouter, en aucun temps et en aucun genre, aucune espèce de rivalité. Le système des monopoles ne peut convenir qu'à un peuple dont les moyens sont resserrés, et qui, à l'aide des forces extérieures, se crée une puissance factice qui l'élève au niveau de ses voisins plus robustes que lui. Quant à nous, nous n'avons besoin que de notre grandeur naturelle pour avoir un rang distingué dans le monde; forçons nos rivaux à quitter leurs échasses et ils ne seront plus nos rivaux.

190. Mais quels moyens pouvons-nous employer pour forcer les anglais à abandonner leurs

possessions? Notre marine? Hélas ! . . .
 Je n'ai qu'un mot. Notre marine est plus que
 suffisante; ajoutons y des bateaux plats, des
 bâtimens légers, des brûlots; proclamons l'indé-
 pendance de nos colonies, dès l'instant l'Amé-
 rique est libre. Un cri de la France suffira; que
 ce cri traverse les mers, et la révolution est
 faite (1).

191. L'Angleterre osera-t-elle nous menacer?
 Evoquons l'ombre de sire de Coucy; marchons
 à Londres: les îles britanniques ne sont pas ina-
 bordables: Londres n'est plus rien dès qu'un
 français armé aura vu la Tamise: en attendant,
 au lieu de poursuivre vainement (2) les flottes
 insulaires sur les deux mers, ayons des escadres
 légères, et allons périr ou brûler tout port qui,
 durant nos guerres avec l'Angleterre, osera re-

(1) Si les fausses idées attachées au mot mystérieux
 de liberté, ont pu soulever 25 millions d'hommes dans
 le pays le plus policé de l'univers; la magie des idées
 plus vraies que réveille le mot d'indépendance fera
 aussi puissante. Je réfléchis depuis trois ans aux moyens
 de venger la France; il n'est que celui-là : il nous
 coûtera peu d'efforts, et il est radical.

(2) Les Anglais sont très-ménagers de leurs hommes;
 parce qu'ils sentent qu'ils n'en ont point assez pour at-
 teindre à tous leurs besoins. Aussi, dans toutes les guerres
 où nous avons été en état de tenir la mer, leur tac-
 tique s'est-elle appliquée uniquement à éviter le combat,
 même à forces supérieures.

avoir un vaisseau anglais. Carthage n'avait pas une dette impayable ; Carthage était véritablement riche et puissante quand Rome l'écrasa de son poids. L'Angleterre est usée, ruinée, endettée. Que toutes nos haines s'éteignent par la plus noble diversion ; réunissons-nous tous pour la plus juste des vengeance : reprenons notre antipathie nationale contre un peuple jaloux, inquiet, despotique, et qui nous nuit de tous les temps (1). Alors nous expions nos fautes : le Français reprendra le rang qui lui est dû ; l'Anglais. . . . Descendra à son rang naturel.

CHAPITRE XX.

DE L'ESPAGNE.

192. IL y a trop d'or, trop d'argent dans le monde (2). Les français, avec leurs assignats, ont donné une grande leçon à l'Espagne : plus

(1) Il arrivera à l'Angleterre précisément ce qui est arrivé à nos premiers meneurs révolutionnaires. Ces derniers ont voulu jouer avec le peuple, et le peuple les a avalés. L'Angleterre a voulu se jouer à la France, et la France l'avalera. Nos premiers réformateurs ont eu leurs beaux jours ; l'Anglais a eu les siens : le dénouement sera le même. Malheur au machiniste qui ne connaît pas la force des leviers qu'il emploie.

(2) Nous ne savons en ce moment ce qu'il est devenu ;

B b 3

ils les ont multipliés, plus ils se sont soumis à la nécessité de les multiplier encore; et cette multiplication diminuant tous les jours leur valeur, le moment est venu enfin où les frais de fabrication en ont surpassé le produit.

194. L'Espagne tombera, à la longue, dans le même inconvénient. Ses piastres baisseront successivement de valeur; les mines s'appauvriront successivement, parce que la terre n'est pas inépuisable; elle en retirera toutes les années un peu moins, et dépensera un peu plus pour les exploiter: le dernier terme de cette progression continue est facilement calculable.... voyez nos assignats.....

194. Tous les peuples gagnaient avant nos troubles dans la balance du commerce; l'argent, qui peut être considéré comme un fluide auquel le monde politique sert de vaste bassin, se tenait constamment dans un équilibre à peu-près parfait; et, de même que les eaux de la mer aboutissent aux plus petites anses et submergent toutes les terres qui sont au-dessous de leur niveau, de même ce fluide, infiniment subtil, aboutissait aux lieux les plus éloignés de la source

cependant il existe malgré que son état de coagulation ne nous permette point de sentir les effets de la surabondance; j'ai dit ailleurs que son inaction le réduit à zéro; mais son inaction est contraire à son génie: il reparaitra dès qu'il n'aura plus peur.

à mesure que sa source le multipliait. Supposons que jamais rien n'eut troublé cet état de choses; nous aurons une juste idée de ses effets inévitables, en nous représentant la mer s'élevant tous les ans ou tous les siècles seulement d'une ligne. Dans une période calculable, le globe en serait inondé. Il en est de même de l'argent. Un temps serait venu où, pour acheter un chou, il eut fallu traîner un sac d'écus au marché. Nous avons toutes les données pour calculer l'époque d'une si étonnante révolution, la valeur actuelle du chou, la masse du numéraire circulant, sa déperdition annuelle, son accroissement annuel, (lisez le n.º 136 de ce liv. III.)

195. Si tous les peuples gagnaient dans la balance du commerce, il est visible que leur gain était illusoire. L'argent étant la richesse relative des nations, la mesure commune de leur force politique, on sent que les différences de cette richesse, de cette force, demeurent les mêmes, soit que l'on réduise les termes de comparaison à leurs plus simples expressions, soit qu'on les élève à la seconde, à la troisième, à la centième puissance: dans ce dernier cas, on ne fait qu'embarrasser le calcul (voyez les numéros 83 et 84 de ce livre III); il s'ensuit que la politique moderne poursuit une chimère, et que l'intérêt de toutes les nations s'accorde à désirer que le signe universel des échanges cesse de se multiplier.

196. Si tous les peuples gagnaient dans la balance du commerce, leur gain devait s'appuyer quelque part, peser sur quelque partie du globe. Il pesait sur l'Espagne qui échangeait les richesses de convention qu'elle retirait de ses mines, contre des richesses réelles que lui fournissaient les autres nations.

197. Au premier coup-d'œil, il semble que l'on doit conclure de cet exposé, que l'Espagne faisait avec le reste de l'univers un marché tout à son avantage, puisqu'elle acquérait des richesses réelles contre des richesses imaginaires ; mais on rentre dans les principes, si l'on considère que l'Espagne, pour se procurer ces dernières, négligeait les premières que pouvait lui fournir son sol. Qu'on fasse attention que la dépopulation est la suite de l'exploitation de ses mines ; que le peu d'importance de ses établissemens sur le continent Américain, considérés sous les rapports de la culture et du commerce, tient au régime prohibitif qu'exige cette exploitation dévastatrice ; que l'île de S.-Domingue n'est devenue riche et puissante que du moment qu'on y a cherché l'or dans les cannes à sucre, dans les caféyers, dans les autres produits ruraux : et l'on se convaincra que l'Espagne sera dans un état passif tant qu'elle négligera ses possessions d'Europe pour aller fouiller les terres des Incas.

198. De toutes les puissances européennes, l'Espagne est celle qui a le plus à gagner à l'a-

bandon des mines ; c'est celle qui peut le plus rapidement reprendre sa vigueur naturelle , dès qu'une sage politique éclairera le cabinet de Madrid. S'il s'élève au milieu de cette nation qui gagne à être vue de près , et qui un jour est appelée à jouer un des premiers rôles dans l'Europe , si , dis-je , il s'élève un homme de génie qui sache apprécier ce dont elle est capable , qui ait le talent de l'arracher à la superstition , en lui laissant la religion , et de la ramener au travail , en lui laissant sa vanité ou plutôt son orgueil , on verra les vieilles idées sur la balance de l'Europe changer bientôt de direction... Le gouvernement Espagnol aura fait un pas vers sa grandeur future , quand il aura su débarrasser les habitans de ses treize royaumes , du lourd et incommode manteau qui couvre et nourrit leur paresse (1).

199. J'ai pressenti que l'on ferait une objection spécieuse à mes idées sur les colonies , et que l'on m'opposerait les mines du Pérou comme un obstacle à mon projet contre l'Anglais. Je n'ai fait ce chapitre que pour servir de réponse à une objection qui n'en est pas une. Ceux qui sauront me lire demeureront convaincus que tous les peuples ont un égal intérêt , ou du moins sont également

(1) Un grand homme fit une révolution dans les mœurs et le génie de sa nation , en obligeant tous ses sujets à se couper la barbe.

désintéressés à l'abandon des mines espagnoles, et que l'Espagne, quand on aura à s'en expliquer avec elle, sentira aisément qu'elle doit asseoir sa puissance sur une base plus solide que des travaux souterrains et dépopulateurs à 2000 lieues de l'Europe.

CHAPITRE XXI.

DE TOUTES LES NATIONS D'EUROPE,

RELATIVEMENT

AU SYSTÈME DES COLONIES.

200. **L**e Portugal, la Hollande, le Dannemarck, la Suède et la Russie sont, après la France, l'Espagne et l'Angleterre, les seules puissances maritimes d'Europe. Presque toutes possèdent plus ou moins dans les isles ou dans le continent de l'Amérique; toutes, ou presque toutes, ont donc plus ou moins à perdre dans l'indépendance que je propose pour les colonies en général. Il s'ensuit par conséquent que la France, voulant procurer cette indépendance, froisserait l'intérêt général de l'Europe. C'est une erreur.

201. La liberté générale du commerce offrirait à chacune de ces puissances un ample dédommagement de leurs pertes apparentes. Tous les peuples regagneraient chez les anciennes colonies

de leurs anciens rivaux, ce que ces rivaux viendraient gagner dans leurs colonies. Chacun, dans la juste proportion de sa population, de ses richesses positives et de ses besoins, participerait à la faveur de cette concurrence illimitée, et comme l'Angleterre perdrait nécessairement un excédant immense que le régime actuel lui assure, cet excédent se partagerait naturellement entre tous les autres états. La Russie, l'Empire, la Prusse même y gagneraient par l'acquisition d'une nouvelle branche de commerce qui leur est étrangère dans l'état actuel; et, comme ce serait l'Angleterre qui fournirait à tous ces divers bénéfices, il est évident qu'elle descendrait à son rang naturel, ainsi que je l'ai dit précédemment, et que rien ne peut la sauver de cette inévitable révolution, l'intérêt bien conçu de toutes les puissances se réunissant pour l'accélérer.

202. J'aurais parlé séparément du Portugal, et de la Hollande; mais le Portugal ne doit être considéré que comme une province anglaise, et la Hollande a une CONVENTION NATIONALE, une RÉVOLUTION la travaille; il ne s'agit plus pour elle d'intérêts maritimes et commerciaux. Il en serait tout aussi peu question pour nous si notre révolution ne changeait pas de caractère, et si nos haines mutuelles ne pouvaient se réunir contre notre ennemi commun.

203. Je finis par cette considération. Si la

prétention de l'Angleterre à la *monarchie* (1) *universelle* des mers a fait dire à un de nos célèbres écrivains que l'équilibre de l'Europe exigeait que les forces maritimes de la France égalassent celles de la Grande Bretagne, cet équilibre est bien plus puissamment soutenu par un système qui diminue les dépenses maritimes de chaque nation, et les appelle toutes à une liberté de commerce illimitée, de laquelle résultera le plus grand développement possible de leurs forces positives et la cessation d'une dépendance contraire au droit des gens et à l'intérêt général.

CHAPITRE XXII.

DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE.

204. J'AI choqué tant de préjugés, heurté tant de passions, attaqué tant d'erreurs, froissé tant d'intérêts, qu'il est bien tems que j'examine si j'en ai eu le droit. Graces à la liberté de la presse, voilà mon livre exposé à toutes les censures, et l'on peut bien prévoir qu'il n'en manquera pas. Mais laissons à l'écart les censures de l'égoïsme,

(1) Ce ne sont point les termes que j'eusse employés pour exprimer l'ambition Anglaise ; mais je copie Rainat. Il a, dans cette circonstance, méconnu le vrai sens de ce mot MONARCHIE.

Je prends l'engagement de ne pas y répondre (1) : occupons-nous de la censure légale, et voyons s'il lui est permis de s'attaquer à moi.

205. La liberté de la presse est la bête fondamentale de notre gouvernement actuel. Sans elle la liberté de penser serait absolument illusoire. La pensée sans la parole n'est rien. La parole sans les moyens de la fixer et de la propager n'est rien. Là où ces moyens lui sont refusés, on est libre à peu près comme on l'est à Constantinople.

206. Je n'examine pas si tous les gouvernemens admettent ce raisonnement et si les peuples ne peuvent être heureux que là où la liberté de la presse est de principe rigoureux; si l'on a sçu me lire, on aura vu plus d'une fois qu'elle est mon opinion à cet égard (2) : je ne parle et ne puis parler que de notre organisation actuelle. Elle re-

(1) Je l'ai dit, et je tiendrai parole; je quitte la plume politique, et rentre dans mon heureuse obscurité; à moins que l'on n'attende à mon repos. (Relisez la note 1, page 260).

(2) On se rappelle que j'ai déjà parlé du journal des voyages d'un de mes amis (page 296, note 1). J'y trouve quelques passages que je prie le lecteur de me permettre de mettre sous ses yeux.

« Du 10 mars 1795. Je monte à l'imprimerie de
 « Bodoni. On me présente à cet artiste affable qu'un
 « étranger passant à Parme ne doit pas manquer de
 « visiter, s'il est curieux de voir un homme du premier
 « mérite auquel l'imprimerie étrangère doit un lustre, une

connaît sans contradiction que la presse est libre ;
j'ai donc pu imprimer.

» perfection qui ne lui laissent peut-être rien à envier
» à notre célèbre Didot. Le typographe Français a de
» la noblesse, de la force dans ses compositions ; l'élé-
» gance, la délicatesse distinguent son rival Parmesan.
» Quelle richesse ! Quelle variété dans les collections
» de Bodoni ! J'ai parcouru avec volupté son riche ma-
» nuel, et admiré des éditions qu'il m'a montrées en
» Français, en Italien, en Grec.

» J'ai causé long-temps avec cet homme qui honore
» Saluce sa patrie, et Parme où il exerce ses talents.
» J'ai vu en lui le véritable artiste, qu'anime l'amour
» de la gloire et non la soif de l'or. Tout ce que
» j'envie à votre Didot, m'a-t-il dit, c'est cet enthou-
» siasme que tous les Français ont pour lui. Moi je
» vis presque ignoré en Italie. Si l'on y a fait quelque
» attention à moi, si j'y eus quelques succès, si l'on y
» a mis quelques prix à mes ouvrages, je le dois à la
» France qui a fait depuis le principe enlever mes édi-
» tions, ce qui m'a permis de m'en prévaloir et à
» aiguillonné, en quelque sorte, les bibliophiles Ita-
» liens.

» Nous avons causé des entraves mises par les sou-
» verains à l'imprimerie, il est demeuré d'accord avec
» moi, que cet art a fait moins de bien que de mal,
» ou du moins que l'un et l'autre ont été singulière-
» ment balancés : mais je suis demeuré d'accord avec
» lui que tous les efforts des inquisitions politiques et
» religieuses, ne pourront arrêter le cours de la grande
» révolution, née avec les premières presses (*).

(*) J'en ai dit quelque chose, liv. I, chap. III et V.

207. Mais si j'ai abusé de cette liberté, si mon livre est nuisible, ne dois-je pas être puni?

« Je lui ai parlé des obstacles que j'éprouve pour im-
 « primer mes ouvrages : il s'est tû, lorsque je lui ai
 « fait observer qu'ils pouvaient être un utile contre-
 « poison, et que j'aurais dû m'attendre à quelque pro-
 « tection, non aux refus que j'ai éprouvés dans plusieurs
 « états d'Italie, ect. ».

« Du 13 avril 1795. J'ai visité les curiosités de Bou-
 « logne..... Enfin j'ai vu sa superbe bibliothèque qui,
 « dans trois grandes salles contigues, renferme 124
 « mille volumes. Quelle collection bon Dieu! Eh!
 « Quelle est donc cette prétention qu'affectent de cer-
 « taines gens à tout savoir, à tout connaître? (*) Où
 « est l'homme qui peut apprendre seulement la nomen-
 « clature des ouvrages que l'imprimerie a produits au
 « jour? C'est ici une bibliothèque sous l'empire de
 « l'inquisition; combien de livres, les uns utiles, les
 « autres dangereux, doivent manquer à la collection!
 « J'aurais été curieux de lire la liste des ouvrages qui
 « y sont déposés; mais je voudrais, sur tout, connaître
 « ceux qui n'ont pu y obtenir une place..... Quand on
 « réfléchit à cette profusion de livres, à ce luxe de
 « l'esprit humain, au grand nombre d'erreurs qui cir-
 « culent, au petit nombre de vérités connues et adop-
 « tées comme telles, quel découragement ne doit pas
 « éprouver celui qui se sent pressé du désir de savoir!...
 « Ah! les hommes à qui tant de fléaux font la guerre
 « doivent peut-être mettre celui des livres au premier
 « rang. Quel doit-être leur but? Le bonheur. Ne peu-
 « vent-ils être heureux sans livres? Où s'arrêtera-t-on?

(*) Notre voyageur ne connaît sans doute pas les richesses de notre capitale en ce genre.

Mon livre ne doit-il pas être supprimé ?
Je pourrais me borner à répondre que la loi

« Ne paraîtra-t-il jamais un homme sage et patient qui
« déblayera ce grand amas qui pèse sur notre ignorance
« et réduira à quelques volumes, tout ce qu'on pour-
« rait regretter d'avoir livré aux flammes ?..... Cet
« homme-là mériterait des statues ; il serait le bienfaiteur
« de l'humanité.

« Du 17 avril. Je viens de retirer des mains du père
« inquisiteur mon manuscrit de la tragédie de..... Il
« en approuve l'impression sans restrictions. Je trans-
« cris la note qu'il m'a remise en me rendant mon
« ouvrage, qui doit encore être présenté au péniten-
« cier..... ».

(Cette note est ici inutile , mais non les réflexions qui
suivent)

« Gens de lettres , élevez-vous contre l'inquisition.
« Indignez-vous qu'il existe une digue contre les erreurs
« qui s'échappent par torrents dans les canaux de l'im-
« primerie. J'ai vu de près ce phantôme dont vous effrayez
« vos contemporains ; voilà ce qu'il est. Vous lirez mon
« ouvrage ; vous verrez qu'il n'est peut-être pas de
« gouvernement en Europe, sous lequel j'eusse éprouvé
« moins de difficultés. Que peut-être, chez aucun d'eux,
« des vérités historiques, que renferment ma préface et
« mes notes, n'auraient pu trouver grâce. Ce sera à
« vous de juger si les éloges qu'on a bien voulu me
« donner, sont mérités ; je dois sans doute cette com-
« plaisance de mon critique trop indulgent, à l'intérêt
« qu'inspire mon sujet. N'oubliez pas que c'est un prêtre,
« un religieux, un Italien, un chef de l'inquisition,
« auquel vous serez forcés d'avouer que la littérature
« française lui est familière, et d'accorder sur-tout votre
n'ayant

N'ayant pas mis de bornes à la liberté dont j'ai pu faire usage, je ne puis être recherché; que mon opinion est à moi, qu'elle quelle puisse être, et que sa libre manifestation ne peut être enchaînée que par une loi positive qui *me prohibera de m'occuper de tels et tels objets* (1). Mais, comme la loi prohibitive peut être injuste et passionnée; et comme, d'un autre côté, je ne dois pas prétendre à pouvoir impunément abuser de ma liberté; je tâcherai de rassembler quelques principes qui fixeront, et mes devoirs envers la société, et les droits du gouvernement envers

» estime. D'après cela, jugez vous mêmes vos préjugés,
 » et voyez si ceux d'entre vous qui se vantent de vou-
 » loir être utiles aux hommes, n'ont pas une route
 » facile pour parvenir à ce but louable, en renonçant
 » à leur présenter la coupe fatale des novations. Que
 » peuvent-ils gagner de bonheur à la plupart de ces
 » systèmes audacieux qu'éleva une turbulente philosophie
 » dont l'imprudence rassembla tant de matières inflam-
 » mables qui ont incendié le centre du vieux continent ? »

(1) Je n'examine pas si une telle prohibition est rigoureusement admissible à côté de certains principes de politique; je me borne à soutenir que, s'il est des questions dont le gouvernement croie que la solution dans tel ou tel sens lui soit préjudiciable, et s'il se croit autorisé à en défendre la manifestation, il doit, pour être conséquent, empêcher de soutenir les propositions contraires; et, pour cela, ne pas souffrir que l'on agite ces questions: sans quoi sa partialité serait un garant assuré de la conviction où il serait du peu de solidité de l'opinion qu'il voudrait favoriser; et il semblerait dire authentiquement, JE VEUX QUE L'ON CROIE QUE CE

C c

moi écrivain, si je m'écarte de ces devoirs (1):

208. Mon livre peut être inutile ou nuisible.

Inutile; tant pis pour moi, on ne le lira point; le gouvernement n'a que faire de s'en occuper; tout se terminera entre mon imprimeur et ma cassette (2).

Nuisible; le gouvernement peut et doit intervenir entre le public et l'auteur.

209. Mon ouvrage reconnu nuisible, je puis être excusable ou répréhensible.

QUE JE PENSE EST RAISONNABLE, ET SI CE QUE JE PENSE EST L'ERREUR, JE DÉFENDS QU'ON DISE AU PEUPLE LA VÉRITÉ..... Je prie en conséquence que l'on ne sépare aucune des expressions que j'imprime en italiques dans le texte..... Il n'appartient peut-être qu'à la religion de dire en matière de foi, CROYEZ ET NE RAISONNEZ PAS. Mais ce n'est pas ma faute si nos principes modernes s'entre-choquent et se contrarient.

(1) Dans l'idée que je me suis formée de la liberté, telle du moins qu'on a paru vouloir nous la donner, il me semble que je dois pouvoir dire tout ce que je pense; ce que je pense attaqua-t-il les idées reçues: mais, en blâmant l'ordre établi, si j'y joins des provocations contre l'autorité, si je m'érige en prédicateur de la désobéissance, si je tente de détourner le peuple de ses travaux, de souffler l'indiscipline dans les armées, d'armer les citoyens les uns contre les autres, n'abusai-je point de ma liberté, et n'est-ce pas là une licence punissable? C'est ce que je veux tâcher d'éclaircir dans ce chapitre.

(2) Je serai bientôt à même de connaître si les imprimeurs ont véritablement apprécié mon manuscrit. Je n'en ai point trouvé qui aient voulu l'imprimer pour leur compte; j'en ai fait les avances.

Ou j'ai pêché par ignorance, je me suis aveuglé et j'ai erré de bonne-foi; ou j'ai sciemment, méchamment prêché des erreurs dangereuses (1).

Dans le premier cas, on n'a rien à me dire; dans le second, il faut que je puisse en être convaincu; que l'arbitraire des hommes n'entre pour rien dans l'examen des motifs qui ont guidé ma plume. Or, pour que cet arbitraire ne puisse me créer un crime imaginaire, il faut chercher, dans la nature même des choses, ce qui peut me constituer répréhensible ou innocent (2).

210. Des recherches sur la meilleure forme de gouvernement, sur la meilleure morale, sur

(1) De ce nombre n'est pas celle qui me met en contradiction (pages 57 & 58 n° 117), avec l'auteur de la conjuration d'Orléans. Je me fusse exprimé autrement si j'eusse connu cet ouvrage estimable, lorsque j'écrivais le mien à 200 lieues de la capitale. Si c'est ici une erreur de fait, elle est involontaire; je n'en dois des excuses qu'à mes lecteurs, et j'ose me flatter que je mériterai rarement leurs reproches sous ce rapport.

(2) Je m'attends que les hommes d'un certain parti vont m'accuser de ne pas aimer la révolution parce que je blâme hautement ses excès. Sans débattre cette accusation, je crois que quiconque sera de bonne-foi doit convenir qu'il est une différence énorme entre ne pas aimer la révolution et ne pas aimer la république. Tout bon français doit aimer la république, tout honnête-homme doit détester la révolution. Cette dernière est hideuse dans tous ses détails; et autant je me sens entraîné d'affection vers celui qui me dit avec vérité qu'il conçoit le bonheur dans la république, autant je vois avec horreur celui qui me dit qu'il chérit la

toute sorte d'intérêts politiques et sociaux ne peuvent constituer un délit. Sous la monarchie de 1789, j'eusse pu écrire en faveur d'une monarchie que j'aurais conçue sur le plan de 1791. Sous cette dernière, j'eusse pu écrire en faveur d'un gouvernement tel que celui que nous donne la constitution de 1795. Sous ce gouvernement, je puis en concevoir un autre plus convenable à mes yeux; ou bien, lui comparant les gouvernemens précédens, accorder à ceux-ci plus ou moins de préférence. Dans tout cela, j'use licitement de mes droits, et je ne puis être recherché. Mais si, en 1789, j'eusse conseillé la révolte pour obtenir la constitution de 1791; si, en 1791, j'eusse mis ma chimère à la place de la loi existante, et soufflé le feu de la rébellion; si, aujourd'hui, j'osais prêcher la désobéissance à une constitution qui peut et qui doit faire le bonheur de la France; j'eusse été, je serais coupable; le gouvernement me devrait imposer silence, et la loi devrait, à

révolution. *On fera pour ces messieurs des révolutions à l'eau de rose*, a dit sous la terreur certain personnage auquel on se plaignait des excès que lui-même mettait en mouvement !..... je ne crois pas qu'il ait jamais été préféré rien de plus atroce que ce peu de mots, depuis que l'histoire recueille les extravagances humaines. Il surpasse peut-être cet autre mot aussi connu..... *Ce sang est-il dont si pur?*... Pour moi, je le répète avec complaisance, je me serais fait un honneur d'être Romain à certaines époques de la république; mais très-certainement Romulus eut bâti sa ville sans moi.

D'avance, prévoyant cet abus possible de ma liberté; avoir déterminé des peines proportionnées à la gravité du délit.

211. Indiquer le mieux ou ce qu'on croit le mieux n'est pas un délit; mais attaquer violemment le lien social, pervertir le peuple et le pousser au crime; lui prêcher la révolte, le meurtre, le pillage, voilà ce qui est punissable, voilà ce que le gouvernement ne doit point tolérer. (1) Que je remonte aux causes de notre révolution; que je signale nos erreurs; que j'imprime à quelques hommes le sceau d'une stérilisation ineffaçable; que je jette un oeil de regret sur nos temples détruits ou profanés; sur quelques scènes sanglantes qui feront rougir nos neveux; que j'indique comment nos passions aveugles ont supposé des crimes à des hommes

(1) Qu'on me permette cette comparaison. Pourrait-on se flatter d'avoir une bonne police dans une ville où un charlatan distribuerait impunément des poisons reconnus pour tels, comme un remède universel? Or la loi agraire, LE BONHEUR COMMUN, etc. etc.. Ne sont-ils pas des poisons politiques? Un Lebois, un... un..., un... ne sont ils pas des empoisonneurs publics?... Le gouvernement serait-il excusable d'oser le mettre en doute? Quelle couleur n'ont-ils pas essayé de donner à l'assassinat des dernières assemblées de Marseille? Les deux conseils se sont interposés entre les assassins et les victimes; ils ont vu, ils ont proclamé l'affreuse vérité. D'impudens journalistes l'ont osée démentir: qu'a fait le Directeur?... Espérons que son silence sera suppléé par son action. Espérons que les passifs de la révolution seront affranchis des actifs qui les ont opprimés.

Ce 3

dont l'avenir réhabilitera la mémoire; si je me suis trompé, mon excuse est dans mes intentions; si j'ai dit vrai, je mérite quelque reconnaissance, et l'on doit profiter de mes leçons, en regrettant qu'elles aient été si tardives. Mais si j'osais intervertir l'ordre social, attaquer le respect que l'on doit à la propriété, afficher des maximes perverses éversives du bonheur des hommes et directement en opposition, non-seulement avec ce que nous avons adopté, mais avec ce qu'adoptèrent tous les peuples anciens et modernes; nouveau Marat, nouveau Babeuf, je mériterais l'exécration publique, et le gouvernement devrait cesser de me protéger. Il devrait ne songer qu'à me retrancher de la société que j'oserais tenter de désorganiser.

212. Posez, si vous l'osez, des bornes à la liberté de la presse, et je me tais, a dit un écrivain du jour. Oui, on peut l'oser; on le doit. Oui, la liberté de la presse n'en est point la licence, et les réflexions que je viens de faire peuvent guider le législateur lorsqu'il aura à déterminer les conditions de cette liberté.

213. Tout ce qui nuit doit être réprimé. Or, la parole imprimée peut nuire de deux manières: ou aux intérêts individuels, ou aux intérêts généraux. Dans le premier cas, il faut que chacun puisse, contre celui qui lui nuit, exercer une action civile et obtenir des réparations que la loi doit avoir spécifiées. Dans le second cas, il faut qu'un magistrat puisse exercer

la censure publique et obtenir, au nom de tous, des réparations du préjudice porté à tous. Ainsi, dans un gouvernement tel que le nôtre, on ne soumettra point un écrivain à présenter ses écrits à un censeur avant que de les publier : mais, une fois publiés, la censure pourra l'atteindre s'il a attenté à l'ordre et à la sûreté publique, *dans tels cas et de telle manière*, ce que la loi doit textuellement préciser.

214. Je ne contenterai, je le sens, par cette liberté ainsi modérée, ni les partisans de la licence illimitée, ni ceux qui veulent enchaîner l'opinion qui n'est pas la leur ; mais c'est peut-être par-là que mon avis est celui qu'il faut suivre. Dans les tourmentes politiques, au milieu des dissensions civiles, ce n'est point tel ou tel parti dont on doit écouter la voix. La raison fuit les deux extrêmes : c'est souvent ce qui déplaît à tous qu'il convient d'adopter pour assurer la guérison du corps social.

215. Quoiqu'il en soit, j'ai moi-même déterminé les caractères auxquels un livre nuisible peut être distingué ; j'ai moi-même reconnu la nécessité de la censure légale à côté de la liberté de la presse ; je me sou mets donc, pour mon compte, à cette censure tutélaire de la société, et je suis prêt à répondre devant le magistrat, non pas de mes erreurs, car je ne suis qu'un homme, mais de mes intentions, car il n'est pas de meilleur citoyen que moi.

216. Français, chacun de vous appartient à une opinion; vous avez vu mon cœur à découvert; comme vous j'eus aussi la mienne: mais je l'immole au bonheur de mes concitoyens. Nous avons un gouvernement, rallions-nous autour de lui; donnons-lui du relâche: il sondera nos playes profondes et pourra s'occuper de les guérir quand nous cesserons de nous entre-heurter, de nous entre-haïr, de nous montrer irréconciliables. Hélas! Je ne le vois que trop! Ces fraternelles exhortations arrivent aux cœurs des victimes de la révolution; leur bouche prononce un oubli généreux de leurs longues souffrances; leurs bras s'ouvrent pour presser leurs persécuteurs contre leur sein. Gens de bien, vous soupirez après le repos; et, comme vous idolâtriez votre patrie plus encore que vous ne haïssez ceux qui lui firent tant de mal, vous éteignez vos ressentimens pour que cette patrie soit heureuse. Mais les moteurs de tous nos troubles; mais ces ACTIFS infatigables se bouchent les oreilles et détournent les yeux. Je leur parle de paix, et ils veulent la guerre; je leur parle de gouvernement, et ils ne rêvent que faction (1); je leur parle de réunion, de

(1) La conjuration du 22 floréal an 4, peut éclairer le gouvernement sur ce qu'il doit attendre de ces actifs de la révolution, et lui montrer où sont ses véritables ennemis. J'allais terminer mon ouvrage quand cet événement a éclaté et je ne lui ai point consacré un chapitre, J'écris à 200 lieues de Paris; il n'y a, au moment où je fais cette note, que cinq jours que la ré-

pardon mutuel, et ils ne sentent, ils ne veulent que haine et que vengeance Les malheureux ! Ils se perdront (1) Ah ! croyez-moi, vous tous qu'aveuglent ces passions funestes, si la haine est votre besoin, si la vengeance est votre dieu, cherchez hors de la France qui vous ayez droit de haïr ; vous aurez de quoi vous venger. Passons un bras de mer ensemble ;

velle des dangers que nous avons couru m'est parvenue ; je n'ai point de données pour asseoir une opinion réfléchie. J'entrevois dans tout cela des combinaisons aussi hardies qu'astucieuses ; mais, avant de connaître les véritables ressorts de cette conjuration et son but positif, il faut observer pendant quelques mois certains personnages et la suite de cette affaire. Ce que je puis assurer, c'est que si l'on m'eut dit, le 21 floréal à Marseille où je suis, demain, telle et telle conjuration éclate à Paris, je ne l'aurais point niée, mais j'aurais répondu avec tranquillité qu'elle ne réussirait point. J'avertis sérieusement les amis de la terreur, que leur règne est passé. Que la montagne, pour me servir de leurs termes, ne se relevera point ; que la force des choses s'y oppose. (Voyez chapitre XII, livre I, n° 154 et la note 1, page 81).

(1) Ils se perdront sans doute, et la raison, voulez-vous la savoir ? Ils ont commis tant de crimes qu'ils sont persuadés qu'ils ne peuvent plus être justes sans danger. Ils croient que les *honnêtes-gens* ne savent point pardonner, parce qu'ils les jugent d'après leur propre cœur. Ils vous citent des réactions que d'interminables denis de justice ont seuls provoquées. Et ils ne sentent pas que la plus légère réparation suffit à la masse du peuple pour changer les soupirs de l'exécration en accens de reconnaissance O aveuglement déplorable ! On ne pourrait le concevoir si on n'en était le témoin.

mourons ou pénétrons sur la rive opposée; allons signer à Londres notre réconciliation : nous reviendrons glorieux d'être français, et nos haines seront éteintes parce que tous nous aurons fait notre devoir et servi dignement la patrie.

CHAPITRE XXIII ET DERNIER.

C O N C L U S I O N .

217. J'AI beaucoup dit. Et je n'ai pas tout dit! Mais j'ai prouvé qu'il ne peut, qu'il ne doit y avoir qu'une opinion pour tous les français dans la position où nous sommes; oubli des haines, réunion au gouvernement, voilà le besoin et le devoir de tous. Vouons au mépris ces vils énergumènes qui voudraient perpétuer les désordres et envenimer de plus en plus les divisions, par ces ridicules dénominations qui font toute l'éloquence des caméléons révolutionnaires. Ils seront bien faibles contre la force d'inertie des hommes de bien réunis dans un même vœu ! (1)

(1) Si le gouvernement veut, d'un seul coup, amortir les passions, réparer de grands maux, et acquérir une immense prépondérance sur toutes les factions; nous le verrons proclamer sans détour une détermination bien franche, bien entière de n'en plus épouser, de n'en plus redouter aucune. Il déclarera que ces mots de *royaliste*, de *républicain* ne lui en imposeront plus et qu'il ne reconnaît que deux classes d'hommes en France : les fripons et les *honnêtes-gens*. Il serait tems que l'autorité suprême réhabilitât solennellement cette dernière qualification. Plus

218. Cependant, si j'ai cru devoir exciter mes concitoyens à l'oubli de leurs répugnances, de leurs ressentimens mutuels, je dois rappeler au gouvernement qu'il ne saurait, sans crime, méconnaître l'heureuse disposition des esprits en sa faveur et refuser de répondre à l'espérance générale. C'est parce que les français croiront de bonne-foi qu'il veut faire régner la loi, qu'ils s'abandonneront à lui : mais la loi qu'ils invoquent n'est pas le code de sang du plus exécré des tyrans. Le gouvernement ne doit pas considérer comme loi existante, tout ce qui n'a point été abrogé dans la législation conventionnelle (1). S'il pouvait se croire autorisé à en faire revivre au besoin toutes les dispositions, fuyons, sans balancer, et fuyons à jamais une terre qui dévorera ses habitans jusqu'à la fin des siècles ; car dix mille décrets, vomis par la convention asservie, subsistent encore à ce titre, et comme il n'est pas possible qu'on les revoie tous pour les proscrire nommément, ils laisseront éternellement à la tyrannie, si elle veut en abuser, les moyens de réorganiser la terreur, de redresser

d'hésitations sur ce point : que les mots expriment des choses, et nous commencerons à nous entendre.

(1) Dans ce dédale obscur de lois contradictoires ; dans ce cahos monstrueux infecté de tout le fiel des passions irritées, qui osera démêler les décrets marqués du sceau de la raison publique ? Ah ! Ne décourageons pas, n'entravons pas le corps législatif, il a une tâche bien pesante, bien difficile !

les échaffauds, de spolier toutes les familles (1)
(Relisez avec quelque attention le n° 58,
page 312).

219. Sans doute, depuis le 9 thermidor, on n'a pas abrogé *nominalement* toutes les lois liberticides ; mais, en proscrivant la terreur on les a prosrites en masse ; mais tous les actes de la nouvelle législation attestent qu'elle n'a pas voulu que ce cloaque infect, où doivent

(1) On ne conçoit pas, par exemple, à quelles suggestions perfides le Directoire a cédé, en renouvelant le décret qui promet 100 liv. de récompense à quiconque arrêterait un émigré ou un prêtre. Son arrêté fut, dans le Midi, un des moyens qui y relevèrent l'audace des *actifs* de la révolution. Je ne suis ni émigré, ni prêtre ; mais on a voulu m'arrêter moi-même sous ce prétexte. C'est à cet attentat, dont je me suis courageusement garanti, que je dois d'avoir entrepris cet écrit. Mais, je le demande, cette proclamation soutiendrait-elle les regards de la constitution de 1795 ?... Quoi ! protectrice scrupuleuse des droits des citoyens, cette constitution a établi des formes pour les cas où un individu pourrait être arrêté ! Au delà de ces cas qu'elle a tous précisés, hors de ces formes qu'elle a voulues, elle déclare coupable du crime de détention arbitraire quiconque oserait attenter à la liberté d'un citoyen ! Et, sous ce régime de justice et de garantie sociale, ma liberté sera à chaque instant compromise ! Un particulier sans caractère public, sans commission de l'autorité, que seule je dois respecter, me dira, de son seul bon plaisir, suis moi, tu n'es plus libre ! Où en sommes nous donc si, depuis sept ans que nous parlons de liberté, nous sommes encore à concevoir que c'est là le crime capital chez un peuple qui se vante de la posséder,

pourrir les monumens de notre malheur et de notre honte, exhalât de nouveau son méphitisme pestilentiel. Si, dans le nombre de ces loix de destruction, il s'en trouve qui puissent être regrettées, leur tache originelle exige qu'on les purifie par une sanction nouvelle : et le choix ne doit jamais tomber sur celles qui violent la lettre et tuent l'esprit de la constitution.

220. LA CONSTITUTION ! Quelle soit le centre de gravité de toutes les volontés ; le point de réunion de tous les intérêts. Nous sommes ou nous fumes tous plus ou moins coupables ; nul n'a le droit, parmi nous, de se montrer inexorable envers ses concitoyens : si nous savons bien nous convaincre de cette vérité, ce ne sera pas vainement que les bons esprits aspireront à un état de calme, sans lequel il n'est ni république ni bonheur.

221. Avant de finir, j'ajouterai encore quelques considérations pour consolider l'espérance des bons citoyens ; pour avertir les révolutionnaires, de quelque nom qu'ils se décorent, que tous leurs efforts seront vains, s'ils croient pouvoir refaire leur exécrable domination ; et pour prouver au gouvernement qu'il doit abandonner à leurs remords les artisans de l'anarchie.

222. La France tend visiblement au repos, et elle l'aura en dépit de toutes les résistances et de toutes les perfidies. La force de la raison a repris le dessus ; comprimée passagèrement, elle regagnerait violemment et rapidement tout

ses avantages. Dès qu'elle a pu se faire entendre, son triomphe ne peut être douteux. Nous avons fait du mal à l'Europe, par le prestige des erreurs dont nous nous sommes trop long-temps abreuvés : je vois, avec douleur, que l'Europe tend à marcher sur nos traces. Peut-être des fortuités incalculées la sauveront-elle d'une dangereuse commotion, mais, si elle n'y échappe point, je prédis, qu'après lui avoir donné l'impulsion vers l'extravagance, nous nous employerons nous-mêmes à la ramener à la vérité, à la modération, au repos. Ce phénomène de la France républicaine corrigeant les fâcheux effets de l'exemple donné par la France anarchique, n'est peut-être pas éloigné.

223. J'invite les moteurs de nos troubles, les artisans de nos malheurs, à réfléchir sérieusement sur ce qu'ils furent, sur ce qu'ils sont, sur ce qu'ils doivent devenir. Ils savent par expérience que leur pouvoir, quelque étendue qu'il puisse acquérir, n'est point inattaquable; jamais ils ne se relèveront pleinement de leur chute. Ce qu'ils ont à faire de plus sage, à l'époque où nous sommes enfin parvenus, c'est de rentrer dans l'ombre; et, s'il se peut, de se faire oublier (1). Tant pis pour ceux d'entre eux

(1) Il seraient bien mal-adroits ceux qui voudraient attirer à eux de nouveau l'attention publique par d'imprudentes justifications!..... Je m'arrête à cette réflexion de peur d'être conduit à la personnaliser.....

qui n'ont pas su conserver leurs rapines, ou qui les ont brusquement dissipées dans le débordement de leurs mœurs corruptrices. Nous sommes devenus trop pauvres pour qu'il leur soit permis de rajeunir la révolution.

224. Quant au gouvernement, il sentira, en y regardant de près, que son système d'équilibre entre les honnêtes gens et les exclusifs (1), ne peut que compromettre, à chaque instant, son existence. Il sentira qu'il ne peut soutenir la république qu'en s'abandonnant aux honnêtes gens. Ce ne sont pas ceux-ci qui cherchent, qui provoquent les révolutions. Toute manière d'être, où ils seront comptés pour ce qu'ils valent, les trouvera disposés à la maintenir. Mais les soi-disant patriotes par excellence, sont les ennemis nés de tout système de gouvernement. Il leur faut le cahos (2). Quand les meneurs ont fait fortune

(1) Je n'offense sans doute pas ces citoyens en leur refusant le titre d'honnêtes-gens. Eux-mêmes se sont déclarés indignes de le porter ; et, par un raffinement d'immoralité bien digne d'eux, ils ne s'en sont servis que pour en faire une injurieuse application à ceux qui méritaient de s'en honorer. Ce trait là caractérisera notre siècle ; nos neveux n'apprendront pas, sans en rougir pour nous, que nous ayons permis à des brigands de ridiculiser la probité et d'ériger en crime public la modération qui, sans contredit, est la première et peut-être la seule vertu de l'homme.

(2) Je n'oublierai jamais qu'au commencement de 1793, un homme que je ne nomme pas, moins parce qu'il n'est pas connu, que parce qu'il appartient à quel-

et battent en retraite, ceux en seconde ligne se mettent sur les rangs pour faire fortune à leur tour. Ils révolutionneront pour une république quand un autre gouvernement s'établira ; ils révolutionneront pour celui-ci, quand ils auront obtenu la république. Si le gouvernement ne sentait pas cela, s'il ne comprimait pas la horde des agitateurs, il n'y aurait plus rien à lui dire ; lui-même il serait révolutionnaire ; lui-même il voudrait se détruire, et, dans ce cas, il faudrait lui appliquer ce verset du psaume, *aures habent et non audient, pedes habent et non ambulabunt* (1). Mais nous, au contraire, honnêtes gens, nous, républicains sans extravagance, il faudrait avoir l'oreille au guet, le pied à l'étrier et..... la main dans nos poches.

qu'un que j'estime, me faisait l'étalage de ce qu'il avait gagné depuis la révolution, et m'assurait que si une pareille maladie saisissait quelqu'un des ~~uns~~ de l'Europe il serait des premiers à s'y transporter..... Ne font-ce pas là des corbeaux que la seule odeur des cadavres attire, ou des requins qui ne quittent pas un vaisseau où ils sentent un moribond ? Je dois dire au reste que ce malheureux là, s'était enrichi dans la révolution d'Amérique, mais qu'il s'était ruiné en fort peu de temps..... Cela console.

(1) Observez que je n'ajoute pas, *manus habent et non palpabunt*.

Fin du troisième et dernier livre.
